

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES
JURIDICTIONS MUNICIPALES
EN FRANCE

(Des origines jusqu'à l'Ordonnance de Moulins, 1566)

THÈSE

POUR LA MENTION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 25 mars 1901, à 1 heure

PAR

Georges TESTAUD

DOCTEUR EN DROIT

Président : M. GLASSON, *professeur, doyen.*
Suffragants { MM. LESEUR, *professeur.*
 CHÉNON, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL G^{al} DES LOIS ET DES ARRÊTS

FONDÉ PAR J.-B. SIREY, ET DU JOURNAL DU PALAIS

ANCIENNE M^{od} L. LAROSE & FORCEL

22, RUE SOUFFLOT, 5^{me} ARROND^t

L. LAROSE, DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026



UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES
JURIDICTIONS MUNICIPALES
EN FRANCE

(Des origines jusqu'à l'Ordonnance de Moulins, 1566)

THÈSE

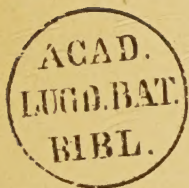
POUR LA MENTION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 25 mars 1901, à 1 heure

PAR

Georges TESTAUD

DOCTEUR EN DROIT



Président : M. GLASSON, *professeur, doyen.*
Suffragants { MM. LESEUR, *professeur.*
 CHÉNON, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL G^{al} DES LOIS ET DES ARRÊTS

FONDÉ PAR J.-B. SIREY, ET DU JOURNAL DU PALAIS

ANCIENNE M^{on} L. LAROSE & FORCEL

22, RUE SOUFFLOT, 5^{me} ARROND^t

L. LAROSE, DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1901

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.

DES

JURIDICTIONS MUNICIPALES

EN FRANCE

(Des origines jusqu'à l'Ordonnance de Moulins, 1566).

AVANT-PROPOS

On se propose d'étudier ici à un point de vue général une des questions les plus intéressantes de l'histoire du droit public français. Ce travail n'est donc qu'une généralisation. A cause de ce caractère, on ne lui demandera pas une précision absolue, une exactitude rigoureuse. Une étude de ce genre ne poursuit et ne peut atteindre qu'une vérité moyenne. Ce peut être un défaut aux yeux de ceux qui s'intéressent plus particulièrement à l'histoire de telle ou telle ville, mais ce n'en est plus un aux yeux de ceux qui, comme nous, s'intéressent surtout à l'histoire de la France tout entière. Pour ces derniers, l'inconvénient des monographies est plus sensible que le précédent, car si elles serrent de plus près la vérité historique, elles sont impuissantes, même rapprochées

les unes des autres, à donner une vue d'ensemble d'une institution déterminée. Leur juxtaposition ne suffit pas, leur fusion est nécessaire, si l'on veut s'élever du point de vue local au point de vue national. Aussi l'histoire des institutions d'un peuple, comme l'histoire de ce peuple lui-même, n'est-elle et ne peut-elle être qu'une généralisation.

Après avoir essayé de justifier ainsi cette entreprise, il faut dire que si cette étude est volontairement arrêtée à l'ordonnance de Moulins, c'est parce que, comme on le verra, ce texte législatif enleva aux juridictions municipales ce qui faisait leur importance, à savoir la compétence en matière civile. Si bien que, après 1566, la juridiction des magistrats municipaux ne présente plus guère d'intérêt ; elle est à la fin de la dernière phase de son histoire, trainant un reste de vie languissante qui se prolongera pendant deux siècles encore. Il a paru suffisant de l'étudier dans ses origines, dans son apogée et dans son déclin, en laissant de côté sa décadence proprement dite. Ces trois phases successives de l'évolution de notre institution paraissent nettement indiquer le plan à suivre ; cette étude se composera de trois parties qui leur seront successivement consacrées ⁽¹⁾.

(1) Le respect de l'histoire obligerait à ne comprendre dans ce travail que les villes qui appartenaient au territoire de la France à la date de l'Ordonnance de Moulins. Quoiqu'on se propose de ne pas perdre de vue cette limitation dans l'espace, l'intérêt particulier que présentent certaines juridictions urbaines amènera cependant à la dépasser quelquefois.

PREMIÈRE PARTIE

Des origines des juridictions municipales.

Les juridictions municipales françaises du moyen-âge n'ont pas leur source dans un fait ou une institution unique, ni dans des faits ou des institutions appartenant à une même époque. Il semble qu'on puisse classer ces origines diverses en deux catégories : les origines lointaines et les origines immédiates. — L'étude de ces deux catégories de sources fera l'objet de deux chapitres distincts.

CHAPITRE PREMIER

DES ORIGINES LOINTAINES DES JURIDICTIONS MUNICIPALES

Comment parvenir à se faire une opinion sur les origines les plus reculées des juridictions municipales? — Le procédé qu'on se propose de suivre, pour n'être peut-être pas un des meilleurs, se recommande, du moins, par sa simplicité; il consiste à donner dès maintenant une idée sommaire de ce qu'étaient les justices municipales au moyen-âge, mais une idée suffisante toutefois pour permettre de bien mettre en lumière leur caractère fondamental et essentiel. Ce trait caractéristique une fois dégagé, nous passerons rapidement en revue les institutions de même ordre qui ont précédé les justices municipales médiévales sur le même sol, afin de rechercher si le même caractère capital se rencontre quelque part dans les institutions similaires du passé. Et si ce trait se rencontre, soit dans le droit public gallo-romain, soit dans le droit public de la période franque et que, d'autre part, on puisse relier directement l'institution qui l'aura révélé aux justices municipales françaises des XII^e et XIII^e siècles, il sera permis, pensons-nous, d'en conclure que celles-ci dérivent de celle-là (1).

(1) Si on objecte que ce procédé exposera à répéter dans la seconde partie de cette étude ce qui aura déjà été dit dans la première, nous répondrons que cet inconvénient n'est pas à craindre. En effet, ici nous ne voulons donner qu'un rapide aperçu d'ensemble, et là nous ferons uniquement une étude détaillée de chacun des éléments constitutifs de la juridiction municipale.

§ I. *La justice municipale au moyen-âge.*

La distinction communément admise entre les villes de commune, les villes privilégiées ou villes de bourgeoisie ⁽¹⁾ et les villes de consulat pourrait, au premier abord, donner à croire, en ce qui touche à l'administration de la justice, que les villes françaises étaient organisées suivant trois types différents. Ce serait une erreur. On va voir dans un instant, par l'examen successif de ces trois espèces de villes, que les consuls n'ont pas, en général, un régime judiciaire original et distinct de celui des villes des deux premières catégories; tantôt ils peuvent être assimilés aux communes, tantôt ils présentent, quant à la justice, tous les caractères des villes de bourgeoisie.

I. *La justice dans les villes de commune.*

Dans la ville de commune, la justice est rendue au nom de la commune ⁽²⁾ par des magistrats issus de l'élection populaire, le maire et les échevins. Dans beaucoup de villes, ces magistrats sont aidés dans l'administration de la justice, comme dans l'exercice de leurs autres attributions, par des magistrats inférieurs, pairs ou jurés, qui forment une assem-

⁽¹⁾ Les villes privilégiées ou villes de bourgeoisie ne sont qu'une espèce particulière de villes prévôtales. Les villes de prévôté se subdivisent, en effet : 1^o en *villes prévôtales* proprement dites, dans lesquelles l'administration et la justice sont tout entières entre les mains de l'officier du seigneur et du roi, et 2^o en *villes privilégiées*, dans lesquelles une charte de privilèges permet aux élus des bourgeois de participer à l'administration de la justice, concurremment avec le prévôt. — Cf. J. Brissaud, *Manuel d'hist. du droit français*, 1 vol., Paris, 1899-1900, p. 688. On ne s'occupera dans cette étude que des villes prévôtales privilégiées, car seules, dans cette catégorie, elles possèdent des magistrats municipaux. S'il venait à être, par hasard, question de villes de prévôté, c'est aux villes privilégiées ou de bourgeoisie qu'il serait fait allusion.

⁽²⁾ Cf. Glasson, *Hist. du droit et des instit. de la France*, t. V, p. 36; A. Babcau, *Le village sous l'ancien régime*, 1 vol., Paris, 1878, p. 2.

blée de conseillers, quelquefois doublée d'une seconde, lesquelles, réunies au collège échevinal, constituent le corps de ville. On trouve des assemblées de ce genre aussi bien dans les villes privilégiées que dans les communes.

Dans quelques villes de commune, il existe un tribunal municipal inférieur au tribunal de l'échevinage ou cour du maire, qui joue alors le rôle de tribunal d'appel; dans quelques autres, on trouve des magistrats d'ordre inférieur nommés par les échevins et investis d'une véritable juridiction, ce sont les paiseurs ou apaiseurs, les gard'orphènes, etc., dont on verra plus tard les attributions et la compétence. Les villes flamandes connaissent enfin certains tribunaux de voisinage ou de paroisse, des arbitres, des hommes de partage qui paraissent leur avoir été propres ⁽¹⁾.

Le tribunal de l'échevinage ou cour du maire connaît de toutes les causes dont la connaissance n'a pas été cédée par un acte de l'autorité municipale aux tribunaux et juges inférieurs dont il vient d'être question, ou n'a pas été enlevée à la juridiction communale par une clause de la charte qui reconnaît son existence. Ce tribunal est donc la juridiction de droit commun : sa compétence est générale et s'étend à tous les cas litigieux qui peuvent surgir dans les limites du territoire de la commune. Cette compétence ne connaît d'autre restriction que celle des *cas réservés*, c'est-à-dire des cas dont le seigneur ou le roi, concédant la charte, a expressément réservé la connaissance à ses officiers.

En ce qui concerne la procédure, on verra que les juridictions municipales se bornèrent, en général, à adopter la procédure coutumière, sauf certaines modifications de détail. Le maire, siégeant au tribunal de la commune, préside les

(1) Cf. Warnkönig, *Hist. de la Flandre* (trad. Gheldolf), II, p. 284 et s.

échevins. Son rôle se borne à les convoquer pour rendre la justice et à diriger les débats. La sentence est rendue par les échevins; le maire ne fait que la prononcer officiellement, que la rendre publique et quelquefois en assurer l'exécution. Il ne juge pas ⁽¹⁾.

Quant aux voies de recours, les juges municipaux, de même que les hommes de fief jugeant à la cour du seigneur, ne sont tout d'abord exposés qu'à l'appel de défaut de droit et à l'appel de faux-jugement. Dans certaines villes, on trouve aussi l'amendement de jugement. Mais la théorie de l'appel proprement dit fera peu à peu disparaître ces modes primitifs de recours et établira la suprématie de la justice royale sur toutes les autres. Cette suprématie se trouve déjà en germe dans la règle féodale qui permet, en cas de dénis de justice successifs, de remonter jusqu'au roi, à la condition de n'omettre aucun degré de la hiérarchie.

Enfin, il ne faudrait pas croire que les communes fussent toujours très largement dotées au point de vue de la justice municipale, ni qu'elles possédassent toutes une juridiction également étendue. A cet égard, les villes de communes peuvent se diviser en trois catégories : 1° celles qui jouissent du droit de justice dans toute sa plénitude, c'est-à-dire qui possèdent toute justice, haute, moyenne et basse, comme Tournay ⁽²⁾, Abbeville ⁽³⁾, Arras ⁽⁴⁾, Montreuil-sur-Mer ⁽⁵⁾,

⁽¹⁾ Cf. Guyot, *Répert. universel et raisonné de jurisprudence*, v^o *Majeur*; Wauters, *Les libertés communales, Essai sur leur origine et leurs premiers développements en Belgique, dans le nord de la France et sur les bords du Rhin*, I, p. 114.

⁽²⁾ Cf. Ordonn., III, p. 91 et s.

⁽³⁾ Cf. Ordonn., IV, p. 55 et s.; V, p. 174 (la deuxième Ordonn.).

⁽⁴⁾ Cf. Leber, *Histoire critique du pouvoir municipal*, 1^{er} vol., Paris, 1828, p. 253.

⁽⁵⁾ Cf. Ordonn., V, p. 620.

Sin-le-Noble ⁽¹⁾ et quelques autres communes du Nord, principalement en Picardie; 2° celles qui, à première vue, semblent posséder une juridiction aussi large que les communes de la première catégorie, car la charte dit expressément que la haute justice leur appartient, mais des réserves du texte limitent presque aussitôt la compétence des magistrats municipaux à la moyenne et à la basse justice. C'est le cas de Rouen ⁽²⁾ et probablement celui de toutes les communes auxquelles sa charte fut étendue ⁽³⁾. Il en est encore ainsi à Béthune ⁽⁴⁾ et dans bien d'autres villes. Dans d'autres chartes, le seigneur ou le roi se réserve en bloc la haute justice, au lieu de l'enlever en détail aux juges municipaux au moyen des cas réservés. Il en est ainsi à Troyes ⁽⁵⁾. D'ailleurs, que ces restrictions fussent faites directement ou qu'elles ne fussent réalisées qu'indirectement au moyen de réserves de détail, elles semblent avoir été le droit commun des juridictions communales; 3° enfin, s'il est exact de dire que « le droit de justice n'est pas essentiellement lié à la notion de commune » ⁽⁶⁾, on doit trouver des villes de cette catégorie qui ne possèdent pas de juridiction municipale. Nous n'en avons rencontré que quelques exemples, encore ne s'agit-il pas de communes ayant toujours existé sans jouir du droit

(1) Cf. Ordonn., V, p. 146. — Pour plus de détails, voir *infra*, 2^e partie, ch. II, sect. II.

(2) Cf. Ordonn., I, p. 306 et s.; II, p. 412 et s.; 416 et s.

(3) Cf. Glasson, *loc. cit.*, V, p. 65. — Pour les détails, voir *infra*, 2^e partie, ch. II, sect. II.

(4) Cf. Ordonn., IV, p. 142.

(5) Cf. d'Arbois de Jubainville, *Charte française de 1230, conservée aux Archives de Troyes*; dans Biblioth. de l'Ecole des Chartes, XVI, p. 139-146.

(6) C'est la conclusion à laquelle arrive M. P. Viollet, dans un mémoire (encore inédit), lu à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, sur les justices, les milices et les finances communales au moyen-âge. (Cf. Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, comptes rendus de l'année 1900, *Bulletin* de janvier-février, p. 109).

de justice, mais, tout au contraire, de communes ayant possédé ce droit et l'ayant perdu, par l'effet d'une décision de l'autorité supérieure, et le recouvrant par la suite ⁽¹⁾. Mais, en revanche, on peut signaler le cas de certaines villes dans lesquelles la commune possède un droit de justice qui sommeille tant que la juridiction du seigneur fonctionne et tranche les différends des bourgeois, et qui s'éveille quand la juridiction seigneuriale manque à cette tâche. Ici, la justice municipale se présente avec un caractère purement subsidiaire. L'histoire de la commune de Beauvais ⁽²⁾ et de celle d'Amiens ⁽³⁾ présente, à une certaine époque, des traces de cet état de droit ⁽⁴⁾.

II. La justice dans les villes privilégiées.

En principe, la ville privilégiée ou de bourgeoisie est moins bien partagée que la commune en ce qui concerne l'administration de la justice. Cependant cela n'est vrai qu'en général, car il existe une exception notable en faveur des très nombreuses villes ⁽⁵⁾ qui adoptèrent la charte de Beaumont. Beaumont-en Argonne est, en effet, la ville privilégiée dans

(1) V. *infra*, 3^e partie, IV, Jurispr. des baillis et du Parlement.

(2) Cf. Ordonn., XI, p. 198.

(3) Cf. Hegel, *Städte und Gilden der germanischen Völker in Mittelalter*, 2 vol., Leipzig, 1891; II, p. 57 (Amiens) et 62 (Beauvais).

(4) Il existe même une Ordonnance de 1344 (Cf. *Recueil du Louvre*, IV, p. 288) rendue par le roi Jean à la suite d'un conflit de juridiction entre l'évêque et la commune de Beauvais, qui ne mentionne même pas le droit de justice subsidiaire de celle-ci. Le texte semble même reconnaître à l'évêque un droit absolu : « *Episcopum... habeat omnimodam justitiam in omnes habitantes et incolas sue civitatis Belvacensis, specialiter in majorem, pares et juralos communie Belvacensis.* » On ne doit, sans doute, voir dans ce texte que l'affirmation du droit supérieur de l'évêque, car les ordonnances postérieures à 1344 reconnaissent expressément la juridiction municipale. Cf. notamment l'Ordonnance de 1394 (Charles VI), Ordonn., VII, 623 s. et Labande, *Histoire de Beauvais*, p. 90, 122-124, 126 et les pièces justificatives, nos 8 et 9.)

(5) Plus de cinq cents. Cf. Luchaire, *Les communes françaises à l'époque des Capétiens directs*, p. 136.

laquelle les bourgeois ont le plus de libertés. Il y a bien un prévôt qui rend d'ordinaire la justice, assisté des échevins, mais si cet officier vient à s'absenter, la justice est rendue alors par le maire et les échevins, comme dans une ville de commune, et la compétence de ce tribunal embrasse la basse, la moyenne et la haute justice, dépassant ainsi celle de la plupart des échevinages communaux. Enfin un dernier trait rapproche les villes régies par la loi de Beaumont des communes du Nord et des communes anglo-normandes de l'Ouest, c'est l'assemblée des « hommes quarante », qui concourt avec les échevins à l'administration de la justice ⁽¹⁾.

Ce qui distingue surtout la ville privilégiée de la commune, au point de vue de la justice, et ce qui fait que cette dernière est mieux partagée, c'est que, dans la première, les magistrats municipaux ne jugent pas seuls. Ils jugent sous la présidence et le contrôle constant du prévôt, tandis que dans les communes, les magistrats populaires, dans les limites de leur compétence, sont soustraits à toute ingérence de l'autorité royale ou seigneuriale et jugent seuls ⁽²⁾. Quant au rôle du

(1) Sur tous ces points, V. Bonvalot, *Le tiers-état, d'après la charte de Beaumont et ses filiales*, p. 48 et 386.

(2) Cependant il existe un prévôt ou un bailli royal dans toutes les communes. Cet officier, qui représente le prince, est le signe visible du lien qui unit les communes à l'Etat et les empêche d'être absolument indépendantes (Cf. Tailliar, *Chroniques de Douai*, 3 vol. Douai, 1875-1877, I, p. 182). Dans les communes qui jouissent de l'indépendance la plus complète au point de vue de la justice, le prévôt n'assiste aux audiences de la juridiction municipale que pour veiller au respect des droits fiscaux du roi; dans les autres communes, il a certaines attributions judiciaires, par exemple en matière de cas réservés. A Amiens, il participe aussi au jugement des délits qui n'ont pas été commis sur le territoire et par un membre de la commune (Cf. Bouthors, *Coutumes loc. du bailliage d'Amiens*, I, p. 52. — En Franche-Comté, quoique les villes fussent pour la plupart des villes de bourgeoisie, il existait cependant des localités dans lesquelles la justice était exclusivement administrée par les magistrats municipaux (Cf. A. Tuetey, *Etude sur le droit munic. au XIII^e et au XIV^e siècle en Franche-Comté et en particulier à Montbéliard*; 1 vol., Montbéliard, 1865, p. 61.

prévôt dans l'administration de la justice, il est le même que celui du maire de commune. Sauf quelques exceptions, on peut dire que le prévôt « n'était pas un juge au sens exact du mot, mais plutôt un président chargé d'appeler les parties, de diriger la procédure et les débats, de recueillir les voix et d'assurer l'exécution de la sentence des échevins » (1). Quoique la phrase qui précède ait été écrite pour énumérer les fonctions judiciaires du judex seigneurial de Saint-Omer, on peut, sans inconvénient, l'étendre à tous les prévôts et autres officiers seigneuriaux du même genre (2). Tel est le rôle du prévôt partout où les bourgeois sont appelés à participer par leurs échevins à l'administration de la justice; on voit qu'il permet de parler de justice municipale dans les villes de bourgeoisie. Quand le seigneur ou le roi entend réserver exclusivement à son prévôt le droit de juger à sa place et en son nom, il laisse le domaine de la justice en dehors des privilèges qu'il accorde aux bourgeois. Il autorise les bourgeois à élire

(1) Glasson, *loc. cit.*, V, p. 60.

(2) Les échevins « prennent place au tribunal seigneurial sous la présidence du prévôt, de l'avoué ou du maire; ils apprécient les faits, disent le droit et appliquent la loi. En matière civile et criminelle, ils rendent la sentence. L'officier présent n'a qu'une mission, faire exécuter leur décision sans pouvoir la modifier, car cette décision est irrévocable, sauf défaut de droit ou déni de justice ». Bonvalot, *loc. cit.*, p. 48; cf. *Hist. du droit et des inst. de la Lorraine et des trois évêchés*, 843-1789, 1 vol., Paris, 1895, p. 291, du même auteur; Ch. V. Langlois, *Le règne de Philippe III le Hardi*, 1 vol., Paris, 1887, p. 258; ci-après, 2^e partie, ch. II, sect. I, § 2; A. du Mège, *Hist. des inst. vel. pol., jud. et litt. de la ville de Toulouse*, 4 vol., Toulouse, 1844-1846, I, p. 384; II. de Ferron, *Instit. munic. et provinciales comparées*, 1 vol., Paris, 1884, p. 6; Voy. aussi un article de G. Demante sur un Mémoire de Fonds-Lamothe relatif à la juridiction criminelle des consuls dans les villes de Languedoc (*Rec. de l'Acad. de légis. de Toulouse*, II, p. 244); de Carol, *Du jury et de la procéd. crim. suivant la coutume d'Albi* (même Recueil, VII, p. 435); Boutaric, *Organisation judiciaire du Languedoc au moyen-âge*, Bibl. de l'Ecole des Ch., XVI, p. 229; M. Prou, *La charte de comm. de Saint-Julien du Sault*, *Nouv. rev. hist.*, XXI, p. 610; Wauters, *loc. cit.*, I, p. 114; Giry, *Etude sur les origines de la comm. de Saint-Quentin*, Introd. aux *Arch. anc. de la ville de Saint-Quentin*, publiées par Em. Lemaire, I, p. LXVII.

des magistrats, il reconnaît à ceux-ci des attributions administratives et quelquefois des pouvoirs de police, mais il leur refuse toute participation à la justice. C'est ainsi qu'à Chartres, les magistrats municipaux, au nombre de dix d'abord, appelés prud'hommes, puis de douzé, qui prirent le nom d'échevins, ne possédaient que des attributions administratives. « La juridiction et la police étaient tout entières aux mains d'un prévôt, d'abord seigneurial, puis royal » ⁽¹⁾. A Orléans, la justice était également concentrée tout entière entre les mains du prévôt royal, la municipalité n'y avait aucune part ⁽²⁾. La charte si répandue de Lorris en Gâtinais était encore plus restrictive; elle ne donnait aux bourgeois que des droits purement civils. Ils ne participaient pas plus à l'administration des affaires publiques qu'à celle de la justice; le prévôt royal concentrait toutes les attributions politiques, administratives et judiciaires ⁽³⁾. On voit par là que certaines villes privilégiées sont soumises à un régime aussi peu libéral que les

⁽¹⁾ Cf. Augustin Thierry, *Tableau de l'ancienne France municipale*, § 3.

⁽²⁾ Cf. Aug. Thierry, *eod. loc.*; Glasson, *loc. cit.*, V, p. 138. — Toutefois, à partir d'une certaine époque (xiv^e siècle), Orléans bénéficie de l'organisation communale et, pendant un certain temps, le maire exerce en partie l'administration de la justice. Mais il ne tarde pas à être supplanté par les officiers royaux (Cf. de Maulde, *De l'organisation munic. du moyen-âge. Chartes munic. d'Orléans et de Montargis*, N. R. H., VII, p. 12, 13 et 17, note 3). A Blois, il ne semble pas non plus que les quatre, les échevins ou le conseil de ville aient eu part à l'administration de la justice. Voy. J. Soyer, *Etude sur la communauté des habitants de Blois, jusqu'au commencement du XVI^e siècle*, 1 br., Paris, 1894. — Il en est de même à Sainte-Sévère en Berry et à la Pêrouse. Les consuls élus par les habitants n'ont pas d'attributions judiciaires, leurs pouvoirs se bornent « à représenter (les habitants) dans leurs rapports avec les officiers du seigneur » et à « aider ces derniers dans la répartition du cens ». La justice est exclusivement exercée par les officiers seigneuriaux (Cf. E. Chénon, *Histoire de Sainte-Sévère en Berry*, 1 vol., Paris, 1888, p. 48, 49, 148 et 224).

⁽³⁾ Cf. Aug. Thierry, *loc. cit.*, § 3; Glasson, *loc. cit.*, V, p. 120; Maurice Prou, *Les coutumes de Lorris et leur propagation aux XII^e et XIII^e siècles*, N. R. H., 1884, p. 157.

villes prévôtales proprement dites elles-mêmes. Jusqu'au xv^e siècle, la Bretagne tout entière vécut sous le régime de l'exclusion des bourgeois de toute participation à la justice; à cette époque, une justice municipale se rencontre dans la petite ville de Guingamp ⁽¹⁾. Le royaume de Jérusalem ne connut pas non plus la juridiction municipale. Les douze pairs qui, sous la présidence du vicomte, composent, dans chaque ville ceinte de murs, la cour des bourgeois, ne sont pas les élus de la population urbaine, ce sont de véritables officiers seigneuriaux ⁽²⁾.

(1) Cf. Aug. Thierry, *loc. cit.*, § 4; J. Trévédv, *Organisation judiciaire de la Bretagne avant 1790*, N. R. II., XVII, p. 192-257 et 376-381. D'ailleurs la Bretagne n'a de régime municipal organisé que dans la deuxième moitié du xv^e siècle. La municipalité ne fonctionne à Nantes qu'à compter de 1567; à Rennes, en 1592; à Saint-Malo, en 1594 (Cf. Ch. Laronze, *Essai sur le régime mun. en Bretagne pendant les guerres de religion*, 1 vol., Paris, 1890, p. 5, 24, 30, 34, 54 et 55; A. C. Dareste, *Notice historique sur la communauté de la ville de Rennes*, Bibl. de l'Ec. des Ch., 2^e série, I, 1844, p. 524 et 538. Ces dates sont postérieures à l'époque à laquelle est consacrée cette étude.

(2) Cf. Beugnot, *Assises de Jérusalem*, II (*Assises de la Cour des Bourgeois*, Introd., p. xx). On ne trouve en conséquence aucun renseignement sur la justice municipale dans les assises de la Cour aux bourgeois, dont la rédaction se place entre 1173 et 1180, c'est-à-dire quelques années avant la troisième croisade (V. *ibid.*, p. xxxvii). Le régime municipal ne put d'ailleurs pas fleurir dans le royaume des croisés; cela tint à deux raisons principales : a) A l'époque de la première croisade (fin du x^e siècle), le mouvement communal est peu avancé en France, et en tout cas, il n'existe encore qu'un nombre excessivement restreint de villes ayant des institutions politiques reconnues et fonctionnant régulièrement. Les croisés ne pouvaient pas en emporter un souvenir assez vif ni assez général pour que la législation du royaume de Jérusalem s'en ressentît. — b) Lors du départ de la deuxième croisade, vers le milieu du xii^e siècle, le mouvement d'affranchissement des villes s'est répandu, l'organisation municipale s'est affermie et propagée. Les croisés ont pu, pour la plupart, apprécier les avantages du nouveau régime ou tout au moins les entendre vanter. C'est certainement à cette circonstance que sont dues les tentatives constatées vers le milieu du xiii^e siècle pour introduire en Palestine le « système municipal tel qu'il florissait en France » (*ibid.*, p. xxvii), mais ces tentatives aboutirent à un insuccès complet : « le législateur d'Orient... se montra avare de libertés municipales à toutes les époques, aussi bien avant qu'après la prise de Jérusalem par Saladin, il repoussa les exemples que l'Europe lui fournissait en ce genre... » (*Ibid.*, p. xxvii-xxxii).

III. *La justice dans les villes de consulat.*

Au point de vue de l'administration de la justice, toutes les villes de cette catégorie n'ont pas des privilèges également étendus. Dans les unes, les magistrats populaires sont juges et composent seuls le tribunal municipal. Il en est ainsi à Toulouse avant la fusion du tribunal des consuls et de la cour du viguier ⁽¹⁾, à Perpignan ⁽²⁾, à Montauban ⁽³⁾ et dans un certain nombre d'autres villes. Cela ne veut pas dire que, dans les villes de cette première catégorie, les consuls aient toute justice, haute, moyenne et basse, ni qu'ils soient toujours juges au civil et au criminel, cela montre seulement que, dans les limites de leur compétence, ces magistrats jugent seuls. Ces consulats sont de vraies communes.

Dans une seconde catégorie de villes consulaires, il n'en est pas de même. Les consuls n'administrent plus seuls la justice, ils participent seulement à son administration. Ils sont les assesseurs d'un officier royal ou seigneurial, le prévôt ou le bailli. Il en est ainsi à Limoges avant la charte de 1371 ⁽⁴⁾, à Marvejols ⁽⁵⁾, à Puy-Salguier ⁽⁶⁾, à Puy-Mirol ⁽⁷⁾, etc. ⁽⁸⁾. Il est facile de voir que, dans ce second groupe de villes de consulat, la justice est administrée comme dans les villes privilégiées, c'est-à-dire que les consuls sont les vrais

(1) Cf. Glasson, *loc. cit.*, V, p. 152.

(2) Cf. Aug. Thierry, *loc. cit.*, § II.

(3) Cf. Ordonn., XI, p. 66. Privilèges de Montauban, art. 1^{er}. Le viguier, le bailli ou son lieutenant peut seulement assister au prononcé de la sentence ; les consuls doivent l'y convoquer.

(4) Cf. Ordonn., III, p. 61 (art. 10).

(5) Cf. Ordonn., IV, p. 676.

(6) Cf. Ordonn., IV, p. 281.

(7) Cf. Ordonn., V, p. 313.

(8) Cf. Moulliez, Coutumes de Prayssas, *Rev. hist. de droit fr. et étr.*, VI, p. 155 ; — Anciennes coutumes de Montcuq (*eod. loc.*, VII, p. 105) ; — Coutumes de Larroque-Timbaud (*eod. loc.*, X, p. 147).

juges, tandis que le bayle ou le prévôt n'est qu'un simple président. — De même que les villes privilégiées sont, au nord et au centre, plus nombreuses que les communes, de même, au midi, les villes consulaires de ce groupe sont la majorité. Une de ces villes est particulièrement intéressante, car si le tribunal du premier degré n'est pas exclusivement municipal, le tribunal d'appel a ce caractère. En effet, à Puy-Mirol en Agenais, la justice est rendue en premier ressort par le bailli et les consuls et l'appel des sentences de cette cour est porté « coram quatuor probis hominibus electis super facto appellationum » ⁽¹⁾. Il est assez rare de trouver des tribunaux municipaux d'appel, on n'en rencontre guère qu'à Bordeaux, à Metz, à Strasbourg, à Tournay et dans quelques autres villes, mais c'est un cas beaucoup plus rare que de voir un tribunal exclusivement composé de prud'hommes élus sur le fait des appels, connaître au second degré des sentences prononcées par la cour d'un bailli ⁽²⁾.

Enfin, il existe un troisième groupe de villes consulaires dans lesquelles les consuls n'ont aucune part à l'administration de la justice. Il en est ainsi, d'une façon générale, dans les consulats du Lyonnais, du Dauphiné et de la Bresse. A Lyon, les consuls ou conseillers n'ont que des attributions administratives; la justice appartient tout entière à l'archevêque et les bourgeois n'y ont aucune part. Il en est de même à Vienne et à Valence ⁽³⁾. En dehors de cette région,

⁽¹⁾ Ordonn., V, p. 313.

⁽²⁾ Puy-Mirol n'est cependant pas la seule ville de consulat organisée sur ce type. On pourrait en citer d'autres, par exemple Castéra-Bouzet. Dans cette localité, la justice est rendue au premier degré par le bayle, les consuls et des notables, et en appel par quatre prudhommes choisis par les consuls. — Cf. P. Dognon, *Les institutions polit. et admin. du pays de Languedoc, du XIII^e siècle aux guerres de religion*, 1 vol., Toulouse-Paris, 1895, p. 119.

⁽³⁾ Cf. Aug. Thierry, *loc. cit.*, § V; J.-B. Monfalcon, *Hist. de la ville de Lyon*, 2 vol., Paris-Lyon, 1847, p. 423 et 426; et III^e époque, chap. V. — Un grand nom-

il existe un assez grand nombre de villes moins importantes, dont les consuls restent étrangers à l'administration de la justice : Le Puy ⁽¹⁾, Grasse ⁽²⁾, Montélimar ⁽³⁾, Marvejols ⁽⁴⁾, Montflanquin ⁽⁵⁾, Merville ⁽⁶⁾, etc.

A côté de la commune, de la ville privilégiée et du consulat, nous devons mentionner la constitution municipale de Bourges, de Nevers et de Moulins, qui fût le régime commun des trois provinces dont ces villes étaient les chefs-lieux. Dans sa pureté primitive, ce régime municipal ne comporte ni maire, ni prévôt; le corps de ville se compose uniquement de quatre magistrats élus par les bourgeois et qui portent les noms de jurés, d'échevins, de prud'hommes, d'élus ou de gouverneurs. Ils semblent avoir eu les mêmes pouvoirs que les magistrats des communes les plus libres. Ils ont notamment l'administration de la justice, qu'ils ne partagent avec

bre de délibérations de la municipalité de Lyon tendraient à prouver que les consuls de cette ville n'avaient pas de juridiction. V. notamment dans M. C. Guigue, *Registres consulaires de la ville de Lyon ou Recueil des délibérations du conseil de la commune, de 1416 à 1423*, 1 vol. in-folio, Lyon, 1822 : 21 sept. 1416, p. 8, 10; 4 déc. 1416, p. 18, 19; 2 mars 1417, p. 29; 14 juill. 1417, p. 58; 1^{er} déc. 1418, p. 138; 21 avril 1419, p. 163; 5 déc. 1420, p. 269; 7 fév. 1420, p. 285. — Cependant les Archives municipales de Lyon : BB. 16, folio 8, recto (citées dans H. Sée, *Louis XI et les villes*, 1 vol., Paris, 1882, p. 43, n. 6), montreraient les consuls de Lyon « disposant de la justice criminelle ». — A Grenoble, les consuls ne semblent avoir que des attributions administratives. — V. A. Prudhomme, *Hist. de Grenoble*, 1 vol., Grenoble, 1888, p. 107, 131, 147, 273 et 274.

(¹) Cf. J. A. M. Arnaud, *Hist. du Velay*, 2 vol., Le Puy, 1816, I, p. 193; II, p. 184.

(²) Et certains consulats situés à l'est du Quercy et du Carcassès. — Cf. P. Dognon, *loc. cit.*, p. 112.

(³) Cf. Abbé C. U. J. Chevalier, *Cartulaire munic. de Montélimar (Drôme)*, 1 vol., Montélimar, 1871, nos 7, 22, 24, 27, 28, 45, 47, 53, 55, 56, 57, 77, 87, 104 et 121.

(⁴) Cf. Ordonn., IV, p. 674.

(⁵) Cf. Em. Rébouis, *Les coutumes de l'Agenais. Monclar, Monflanquin*, 1256-70; *Saint-Mauzin*, 1358, N. H. R., XIV, p. 387 s.

(⁶) Cf. C. Douais, *La coutume de Merville*, N. R. H., XV, p. 569 s.

aucun officier royal ou seigneurial. Comme dans un grand nombre de villes, notamment celles qui sont régies par la charte de Beaumont et par les établissements de Rouen, dans les communes du Nord et de la Flandre, les municipalités du Berry, du Nivernais et du Bourbonnais ont au-dessous d'elles des assemblées consultatives de notables qui les assistent dans l'exercice de leurs différentes fonctions et notamment dans l'administration de la justice ⁽¹⁾.

Quel est le trait principal que présentent les juridictions municipales que nous venons de passer en revue ? Ce n'est, bien évidemment, que celui qui se rencontre aussi bien dans la ville de commune que dans la ville privilégiée ou le consulat. Le seul caractère véritablement important qui soit commun aux justices de ces différents types de villes est celui-ci : la justice est rendue par des magistrats populaires qui, presque toujours ⁽²⁾, siègent sous la présidence d'un autre magistrat du même ordre ou d'un officier royal ou seigneurial, lequel ne prend pas part à l'élaboration de la sentence.

Puisque nous connaissons maintenant la caractéristique de la juridiction municipale française du moyen-âge, examinons rapidement les institutions politiques correspondantes des périodes gallo-romaine et franque, afin de rechercher à quelle

⁽¹⁾ Cf. Ordonn., III, p. 116 s. — Aug. Thierry, *loc. cit.*, § 3; L. Raynal, *Hist. du Berry*, II, p. 171; III, p. 124 et 133.

⁽²⁾ Presque toujours, disons-nous, parce qu'en effet ce trait essentiel, se rencontrant à la fois dans les villes privilégiées et dans les consulats qui peuvent leur être assimilés et qui constituent, réunis aux premières, la grande majorité des villes du royaume ; se retrouvant encore dans toutes les communes et dans certains consulats, assimilables à celles-ci, qui, comme celui d'Agen, comportent un maire (V. *infra*, 2^e partie, ch. II, sect. I, § 1), ne manque, somme toute, parmi les villes qui jouissent de la juridiction municipale, qu'à un petit nombre de consulats et aux villes peu nombreuses qui sont organisées sur le type de Bourges, Nevers et Moulins. Et encore, pour ces deux dernières catégories d'agglomérations urbaines, l'exception est-elle très probablement plus apparente que réelle.

source cette caractéristique a été empruntée par notre droit municipal.

§ II. *La juridiction municipale à la fin de la période gallo-romaine et à l'époque franque.*

Comme on n'étudie la justice dans le régime municipal gallo-romain que dans le but de rechercher quelles ont été les origines des juridictions municipales dans notre ancienne France, on ne s'attachera qu'au dernier état du droit. En effet, si le droit municipal romain a exercé de l'influence sur l'organisation municipale française, ce n'a pu être, bien évidemment, que par les institutions qui étaient en vigueur à l'époque où les royaumes d'Occident allaient se substituer à l'empire⁽¹⁾.

(1) A l'époque que nous étudions, il n'y a plus aucune distinction entre les villes. Il y a longtemps que la différence qui existait entre la colonie romaine et la ville latine, fédérée ou libre a disparu (Cf. Klippfel, *Essai sur le régime municipal gallo-romain*, p. 118). Le régime municipal, devenu peu à peu le même dans tout l'empire, est loin de sa belle époque. Il est en pleine décadence. Le despotisme et les invasions ont ruiné les cités; l'organisation municipale n'est plus qu'un instrument d'effroyable servitude, dont la ruine seule de l'empire affranchira les cités gauloises (Cf. Klippfel, *eod. loc.*, p. 7).

Les magistrats municipaux (duumvirs, édiles, questeurs) ne sont pas élus par le peuple; ils sont nommés par la curie ou sénat municipal, qui les choisit parmi les décurions (Cf. Glasson, *loc. cit.*, t. 1^{er}, p. 339, 340). Le décurionat n'est plus un honneur que l'on recherche; il est devenu une charge ruineuse, à cause de la responsabilité fiscale qui pèse sur les décurions. Aussi voit-on, d'un côté les habitants des cités faire tous leurs efforts pour éviter le décurionat ou pour en sortir, alors que, d'un autre côté, les constitutions impériales imaginent toute sorte de moyens pour assurer le recrutement de l'*Ordo decurionum* (Cf. Glasson, *loc. cit.*, I, p. 345-349; Esmein, *Cours élém. d'hist. du droit franç.*, 3^e édit., p. 8 et 9; Gautier, *Précis de l'hist. du droit franç.*, 2^e édit., p. 66; Viollet, *Hist. des instit. polit. et admin. de la France*, I, p. 127-132; etc.). Enfin les villes ont perdu toute indépendance : un organe de concentration, le *Curator reipublicæ*, dont nous allons dire quelques mots, domine depuis longtemps la curie; on l'appelle *pater civitatis*; c'est plutôt *dominus* ou *magister* qu'il faudrait dire. La main de l'empereur s'appesantit sur tout. Les intérêts locaux ne comptent plus; l'empire tout entier ne vit plus que pour César.

Dès le début du second siècle de notre ère, une modification importante est apportée au régime municipal romain. « La correspondance de Pline et de Trajan prouve que beaucoup de villes étaient alors obérées par suite de travaux inconsiderés ou de dilapidations scandaleuses. Le gouvernement fut donc conduit, dans l'intérêt même de ses sujets, à mettre la main à leurs affaires » (1). Cette intervention se manifesta par la nomination de *Curatores*, délégués impériaux créés pour surveiller la gestion financière des villes et mettre un frein aux prodigalités, au gaspillage où les entraîne le désir de s'embellir comme Rome le fait à cette époque. Les curateurs veillent à ce que les villes ne se ruinent pas, car leur ruine porterait un grand préjudice au pouvoir central, qui tire d'elles une part importante de ses revenus (2). Avec la création du *Curator reipublicæ*, la décadence des institutions locales commence, car l'indépendance municipale a subi une très grave atteinte (3).

Dans l'ordre administratif et judiciaire, le pouvoir central interviendra également; cette fois, par l'intermédiaire des *præsides*. « Bientôt les gouverneurs de province s'occupèrent, eux aussi, des affaires municipales, soit sur l'ordre de l'empereur, soit à la demande des villes et alors commença la désorganisation de l'administration locale, favorisée par le changement de procédure qu'établit l'empereur Dioclétien. Les présidents empêchèrent les villes de s'endetter outre mesure, de grever leurs habitants d'impôts exagérés; ils rendirent presque toujours la justice à la place des duumvirs et ne renvoyèrent même plus devant des juges » (4).

(1) Duruy, *Hist. des romains*, ch. LXXXIII, V, p. 380.

(2) Labattut, *La municipalité rom. et les curatores reipublicæ*, Paris, 1868, p. 10 et 11.

(3) Labattut, *ibid.*, p. 9.

(4) Glasson, *loc. cit.*, I, p. 339.

L'institution du curateur qui, de délégué temporaire du prince, deviendra un magistrat permanent, et l'immixtion des gouverneurs de province dans l'administration et la justice municipales, auront pour résultat de ruiner complètement l'indépendance des villes, en faisant passer « tous les pouvoirs administratif, financier, judiciaire... à des fonctionnaires impériaux » ⁽¹⁾. Et bientôt, « ces fonctionnaires impériaux ne tardant pas à commettre eux-mêmes des abus, les villes auront tout perdu » ⁽²⁾.

En résumé, on peut dire que les *duumviri juri dicundo*, qui jouissaient à l'origine d'une double juridiction civile et criminelle sans limite ⁽³⁾, avaient vu peu à peu se restreindre leurs pouvoirs juridictionnels au profit des fonctionnaires impériaux. Si bien que, dès l'époque des Sévères, c'est-à-dire dès la première moitié du second siècle de notre ère, la juridiction duumvirale n'est plus que « l'équivalent d'une justice de paix » ⁽⁴⁾. Déjà les duumvirs ne jugent plus que jusqu'à concurrence d'une faible somme et peu à peu les recours aux gouverneurs de province et les empiétements de ceux-ci feront des juges urbains des magistrats de moins en moins importants ⁽⁵⁾.

Ce que la justice municipale a perdu par le fait des restrictions que subit la juridiction duumvirale, ne lui sera pas rendu par l'institution de la magistrature nouvelle que vit éclore la seconde moitié du quatrième siècle, celle du *defensor civitatis*, quoique, dès l'année qui suivit l'apparition de ce magistrat, une certaine juridiction civile lui eût été recon-

⁽¹⁾ Glasson, *eod. loc.*

⁽²⁾ Glasson, *eod. loc.*

⁽³⁾ Glasson, *ibid.*, I, p. 319, 320, 496; Hondoy, *Droit municip. rom.*, Paris, 1876, p. 370; Klippel, *loc. cit.*, p. 10, 96 s.

^(4,5) Duruy, *loc. cit.*, VI, p. 373.

nue ⁽¹⁾. On n'ignore pas, en effet, qu'avant Justinien il ne peut connaître au civil que des causes dont l'intérêt ne dépasse pas cinquante *solidi*, et qu'il ne possède pas de compétence criminelle, mais de simples attributions de police relatives à des points spéciaux ⁽²⁾, tandis que nous savons que la compétence des duumvirs avait été beaucoup plus étendue.

Comment les magistrats municipaux de la période gallo-romaine administrent-ils la justice, dans les limites de la faible compétence qui leur a été laissée? — Comme les autres magistrats de l'empire, ils siègent entourés d'un certain nombre d'assesseurs qui constituent leur *auditorium* ou *consilium* ⁽³⁾. Mais il importe de noter que le pouvoir de juger n'appartient qu'au magistrat seulement; les membres du *consilium* ne sont pas des juges. Ils n'ont pas voix délibérative, mais simplement consultative. Ils donnent de simples avis qui éclairent le magistrat mais ne le lient en aucune façon. Il en résulte que nous ne retrouvons pas dans la justice municipale gallo-romaine le trait caractéristique que nous avons signalé dans celle de la période féodale. Bien plus, le principe est ici exactement opposé à celui d'après lequel la juridiction municipale est organisée dans les villes françaises du moyen âge. En effet, chez les gallo-romains, le magistrat est entouré d'assesseurs qui n'ont qu'une simple autorité morale, c'est lui qui est le seul maître de la sentence ⁽⁴⁾; dans les

⁽¹⁾ Cf. E. Chénou, *Etude hist. sur le Defensor civilis*, N. R. H., 1889, p. 329, 358 et 544. — Valentinien n'aurait fait que transformer une institution ancienne, « celle des défenseurs officieux, avoués ou chargés d'affaires..., qui, au temps de Cicéron déjà, représentaient les intérêts des villes ». Bouché-Leclercq, *Manuel des Institutions rom.*, Paris, 1886, p. 186, n° 1.

⁽²⁾ Cf. Chénou, *ibid.*, p. 545, 358.

⁽³⁾ Cf. J. Flach, *Les origines de l'ancienne France*, II, p. 232; Klippfel, *loc. cit.*, p. 91; Glasson, *loc. cit.*, I, p. 341, 505-508; Viollet, *loc. cit.*, I, p. 308, n° 1.

⁽⁴⁾ Peu importe qu'en fût la pensée des juriconsultes qui composent le *consilium* pénétre dans les décisions judiciaires. (Cf. Accarias, *Précis. de dr. rom.*,

municipalités françaises, c'est tout le contraire, ce sont les échevins qui seuls délibèrent et jugent ; le président, aux côtés duquel ils siègent, n'a même pas voix délibérative. Il ne peut que consacrer dans la sentence l'opinion de la majorité de ses assesseurs. — Il est donc impossible de conclure à un rapport de filiation entre les deux institutions.

Passons maintenant au droit public de la monarchie franque et recherchons ce que devinrent, au cours de cette période nouvelle, les juridictions municipales romaines. Cela nous fera connaître en même temps les institutions franques qui nous intéressent directement.

« Avec l'établissement de la monarchie franque, l'organisation municipale n'a point disparu. Sous les Mérovingiens, on voit subsister les curies, et, avec elles, les défenseurs des cités ; seulement leur rôle est bien réduit. Ces organes ne paraissent plus servir pour l'administration proprement dite, qui est toute aux mains du comte et de ses subordonnés ; les curies semblent fonctionner seulement pour la réception officielle et l'enregistrement des actes rédigés conformément à la loi romaine. Mais, sous les Carolingiens, disparaissent les traces de cette ancienne organisation » ⁽¹⁾. Les Francs ne détruisirent pas les institutions qu'ils trouvèrent établies, mais par la force même des choses, ces institutions ne pouvaient pas se perpétuer bien longtemps sans modification. Recherchons quelles furent, ou plus exactement quelles durent être les modifications que subit l'administration de la justice dans les villes.

Tout d'abord, on sait qu'à la tête de chaque *civitas*, les

4^e éd., I, p. 58). Il n'en reste pas moins vrai *qu'en droit*, le magistrat seul possède la qualité de juge.

(1) Esmein, *loc. cit.*, p. 74.

rois francs mirent un comte. Ce fonctionnaire n'était pas toujours appelé comte ; il portait un autre titre particulièrement significatif, on l'appelait *judex* ou *judex fiscalis*, sans doute pour montrer que ses deux attributions principales étaient de rendre la justice et de lever l'impôt ⁽¹⁾. La présence de ce fonctionnaire dans la cité, à côté des autorités urbaines, ne compliqua pas l'ancienne organisation municipale romaine, car l'empire avait connu ce fonctionnaire. Cette institution avait, en effet, déjà vécu côte à côte avec les magistrats municipaux dans un certain nombre de villes ⁽²⁾, mais dans le droit franc, qui la généralise, elle reçoit un caractère particulier. Sous l'empire, en effet, le comte, là où il existe, ne diffère en rien du *præses provinciæ*, en ce qui concerne les pouvoirs dont il est investi et les fonctions qu'il remplit, si ce n'est que son autorité ne s'exerce que sur une *civitas*, au lieu de s'exercer sur une province ⁽³⁾. Mais au-dessous de lui, le *defensor civitatis* et les *duumviri* jugent dans les limites de leur compétence réduite. Au contraire, devant le comte franc, le *defensor* et les duumvirs semblent s'être assez vite évanouis. Il est, en effet, démontré que le *defensor* ne conserva chez les Francs aucune attribution judiciaire et perdit même son pouvoir de police ⁽⁴⁾; et quant aux *duumviri*, ils n'ont pas dû tarder à s'effacer devant le représentant du monarque franc, car après un certain temps, on n'en entend plus parler ⁽⁵⁾.

(1) Cf. Glasson, *loc. cit.*, t. II, p. 338, 341 ; J. Tardif, *Institutions politiques et administratives de la France ; Période mérovingienne*. Paris, 1881, p. 112.

(2) Cf. Esmein, *loc. cit.*, p. 73 ; Glasson, *loc. cit.*, II, p. 339.

(3) Cf. Glasson, *eod. loc.*

(4) Chénon, *loc. cit.* (*Defensor*), p. 525.

(5) D'ailleurs le duumvirat avait déjà commencé à tomber en désuétude au Bas-Empire, vers l'époque où le curateur était devenu le premier magistrat de la cité. Le duumvirat et l'édilité n'existaient plus guère qu'en théorie ; c'étaient des magistratures qu'on négligeait de plus en plus de pourvoir de titulaires. (Cf. L'his-

La première modification que le droit public de la monarchie franque paraît avoir apportée à l'administration de la justice municipale semble donc avoir consisté à faire passer peu à peu au comte les attributions judiciaires qui appartenaient jadis aux duumvirs et au défenseur. Le comte, qui avait d'autre part hérité des attributions de son prédécesseur, le gouverneur romain, se trouve donc, au moins en apparence et à partir d'une certaine époque, concentrer dans ses mains le pouvoir judiciaire tout entier, surtout en ce qui concerne l'*urbs* ou *oppidum* chef-lieu de la *civitas* ou comté, car c'est principalement au chef-lieu de cette circonscription que se trouvent groupés les sujets romains du monarque franc ⁽¹⁾.

toire de France en cours de publication sous la direction de M. E. Lavisse. Paris, Hachette, 1900 s., I, p. 313.

(1) Il y avait aussi des sujets romains dans les localités secondaires du *pagus* ou comté, c'est-à-dire dans les *vici*, *fora* et *conciliabula*. On sait qu'à l'époque romaine, ces localités n'avaient pas une véritable organisation municipale ou du moins une organisation municipale complète. Elles possédaient, à la vérité, des magistrats élus, mais ceux-ci n'avaient aucun pouvoir juridictionnel. Pour la justice, ces localités dépendaient de l'oppidum. C'était devant les magistrats du chef-lieu que les habitants des *vici* portaient leurs différends (Cf. Klippfel, *loc. cit.*, p. 11). Après la chute de l'empire et l'établissement des Francs en Gaule, il est naturel de penser que des modifications analogues à celles que nous allons signaler pour la *civitas*, chef-lieu du *pagus*, se produisirent également dans les bourgades qui en dépendaient. Ici, on rencontre le *thunginus* ou *centenarius*, qui est le chef judiciaire de la centaine et qui préside à l'administration de la justice. A part une différence, qui consiste en ce que le centenier ne trouvera pas de restes d'une ancienne curie pour siéger sous sa présidence avec ses compagnons ordinaires, ce qui est dit du comte et du chef-lieu du *pagus* s'applique *mutatis mutandis* au centenier et à la centaine. Faute de décurions, le *mallum* de la centaine donnera place à des notables romains habitant la circonscription. Pour la centaine, les modifications apportées par le droit franc aux institutions romaines auraient donc également été relatives à l'organisation judiciaire et à la procédure. En outre, les *vici* auraient acquis un privilège que le droit romain ne leur accordait pas, le privilège d'une justice locale. Désormais, les habitants romains des bourgs où se réunit le tribunal de la centaine seront jugés par le centenier assisté d'un certain nombre de notables *co-vicani*, et n'auront plus à se transporter au chef-lieu du *pagus* pour faire juger leurs causes.

La deuxième modification apportée à la juridiction municipale romaine est double. D'une part, elle est relative au rôle nouveau que le droit franc appelle les débris de l'ancienne curie romaine à jouer dans l'administration de la justice; et d'autre part, elle se réfère à la forme nouvelle dans laquelle la justice est rendue. En d'autres termes, cette modification touche à la fois à l'organisation judiciaire et à la procédure. — Dans le dernier état du droit municipal romain, on peut considérer que si les lois se sont efforcées de maintenir la curie, elles l'ont peu à peu dépouillée de toute espèce d'attributions. Il est certain notamment que si, à la belle époque des institutions municipales, la curie posséda non seulement des attributions administratives, mais même des attributions judiciaires ⁽¹⁾, à la veille de la chute de l'empire d'Occident, il y a longtemps qu'elle les a perdues. Par le droit franc, les curies (ou plutôt ce qui en reste), vont être de nouveau, et par la force même des choses, appelées à prendre part à l'administration de la justice et même à y jouer un rôle très important. Les sujets romains du monarque franc seront désormais jugés comme les sujets barbares, c'est-à-dire par le *mallum*, mais les rachimbourgs ordinaires verront leurs rangs s'accroître des derniers décurions qui siégeront avec eux sous la présidence de l'officier franc ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Cf. *Lex Coloniae Genetivæ Juliae*, § 96.

⁽²⁾ Cf. Viollet, *loc. cit.*, I, p. 314, 315; Pardessus, *Ordonn.*, XXI, Préface, p. CLXII, CLXIV; Beaune, *Introd. à l'étude hist. du droit coutumier*, Paris-Lyon, 1880, p. 155; Aug. Thierry, *Monographie de la constitut. comm. d'Amiens*, dans le t. II de son *Hist. du Tiers-Etat*, Paris, Furne et C^{ie}, 1853, p. 143, 147; Wærnkönig und Stein, *Französische Staats- und Rechtsgeschichte*, 3 vol., Basel, 1875, I, p. 299; L. Clos, *Recherches sur le régime munic. dans le Midi de la France au moyen-âge* (dans *Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des Inscriptions*, 2^e série, III, 1854, p. 246). — Nous avons donné à entendre que le résultat indiqué devait nécessairement se produire. Cela demande peut-être quelques éclaircissements. Le pouvoir de juger ne peut pas se perdre. Il se déplace,

Ce changement dans l'organisation judiciaire ne pouvait pas exister seul. Il appelait une modification correspondante dans la procédure. Tout porte, en effet, à croire que le centenier, le comte ou le *vicarius*, qui ne connaissait que les formes franques, devait les imposer aux notables romains siégeant sous sa présidence. Le droit qu'appliquaient les juges romains était le droit privé romain, mais ils devaient juger en se conformant aux usages du *mallum*, notamment en ce qui concerne les modes de preuve ⁽¹⁾.

Il ne faut pas se dissimuler que sur la plupart des points qui précèdent on est dans le domaine de la conjecture. Toutefois, ce qu'on sait du *mallum* et un certain nombre d'arguments qu'on peut invoquer en faveur de cette manière de voir contribuent à lui donner une assez grande certitude. Il est, en effet, démontré que le *mallum* se composait de juges appartenant à chacune des races représentées dans le royaume franc réunis sous la présidence du centenier ou du comte. Suivant la loi à appliquer, en vertu du principe de la personnalité des lois, le jugement était préparé par les juges de telle ou telle race ⁽²⁾. L'ignorance qui caractérise

il change de mains, mais il ne disparaît pas. Les débris des magistratures municipales gallo-romaines ont perdu toute juridiction; aux mains de qui cette juridiction peut-elle passer réellement (puisque, comme on le verra, ce n'est guère que nominalemeut que le *thunginus*, et plus tard le comte, sont investis de l'autorité judiciaire)? Bien évidemment, elle ne peut pas être attribuée aux rachimbourgs francs, car ils ignorent les lois romaines, selon lesquelles le principe de la personnalité des lois veut que les sujets romains soient jugés. L'ancienne juridiction municipale ne peut donc être confiée, sous des formes nouvelles, qu'à des sujets romains et parmi ceux-ci les notables, les descendants des anciennes familles sénatoriales paraissent avoir plus de titres que tous autres à en être investis. On verra plus loin que l'histoire confirme l'exactitude de ce raisonnement.

(1) Cf. *infra*, p. 28, note 2. — Cf. Aug. Thierry, *Monogr. d'Amiens*, p. 146 et 147.

(2) Cf. Dom Devic et Dom Vaissette, *Hist. générale de Languedoc*. Toulouse, 1874 et s., I, p. 870 : « Dans les provinces habitées par divers peuples soumis à différentes lois, comme dans le Languedoc, les juges devaient savoir la jurisprudence de chacun de ces peuples ou, pour mieux dire, il devait y avoir dans les

cette époque ne permet pas, en effet, de croire que les mêmes juges fussent capables de connaître et d'appliquer les différentes lois alors en vigueur ⁽¹⁾.

§ III. Conclusion.

La conclusion à laquelle on est conduit est la suivante. Ce qui restait des juridictions municipales du bas-empire se

plaids ou assemblées, des juges particuliers pour chaque loi, savoir : de la loi salique pour les François, de la loi romaine pour les Romains ou anciens habitans du pays, et enfin de la loi gothique pour les Goths ; en sorte que, quand les deux parties se présentaient à l'audience, on commençait par leur demander quelle étoit leur loi, pour y conformer les décisions et les jugemens. » — *Ibid.*, III, p. 185 : « La Province (Languedoc) étoit encore habitée dans ce siècle (x^e) par différens peuples distingués entre eux, savoir : les Romains, les Goths et les François et chacun de ces peuples suivoit la loi qui lui étoit propre ; c'est ce qu'on voit dans les divers plaids tenus dans le pays ou aux environs en 918, 933 et 968, et où assistèrent des juges de la loi romaine, de la gothique et de la salique ou françoise ». — V. aussi *Ibid.*, V (chartes et diplômes), nos 42, 56, 72 et 78. — Cf. Edouard Beaudouin, *La participation des hommes libres au jugement dans le droit franc* (N. R. H., XII, p. 152) ; v. les textes cités par Savigny, *Hist. du droit rom. au moyen-âge*, trad. Guenoux, I, p. 149 et 214, note F et le § 99, p. 215. Ces différens textes nous montrent des scabins romains et des scabins saliens siégeant ensemble dans un placitum de la France méridionale ; des juteurs goths, romains et saliens qui figurent à la fois dans la composition du *mallum* à Ausonne, dans le diocèse de Carcassonne (début du x^e siècle) et à Narbonne. — Cf. aussi Boutaric, *Etude sur l'organisation judiciaire du Languedoc au moyen-âge*, dans la Biblioth. de l'Ecole des Chartes, XVI, p. 218 : « Aucun texte ne permet de prouver la perpétuité de ces juridictions (les juridictions municipales du bas-empire), qui devinrent inutiles par l'adoption dans toutes les Gaules des mœurs mérovingiens, où chacun étoit jugé par les hommes de sa nation, lesquels offraient toutes les garanties, sinon de lumières, du moins d'impartialité et de justice ».

Cf. enfin : Beaune, *Introduction à l'étude historique du droit coutumier français*, 1 vol., Paris et Lyon, 1880, p. 155 et 156 ; et Brissaud, *loc. cit.*, p. 54, note 1.

(1) Cela est, en effet, absolument invraisemblable. La circonstance seule que le système de la personnalité des lois a dû être consacré dans la monarchie franque, prouve qu'il y avait une énorme distance entre la civilisation romaine, quoique décadente, et les mœurs grossières des barbares. Dans cette époque de rudesse et d'ignorance, où eût-on trouvé, dans les royaumes d'Occident, une assemblée de Francs, de Burgondes ou de Wisigoths susceptible de juger des sujets romains d'après les lois de ceux-ci, alors que ces lois apparaissaient aux Romains eux-mêmes comme une masse énorme et un labyrinthe inextricable ?

transforma, se modela sur le *mallum* et finit par se confondre avec lui. D'ailleurs il ne pouvait guère en être autrement. Le *mallum*, avec sa justice populaire fonctionnant au grand jour avec la participation ou du moins en présence de tous les citoyens, devait, en effet, à cause de sa simplicité même et de son harmonie étroite avec les mœurs de la société gallo-franque, exercer sur les sujets romains des rois barbares une attraction de la même nature que celle que constate l'histoire du droit en ce qui concerne d'autres institutions germaniques appartenant, non plus au droit public, il est vrai, mais à une partie du droit privé qui en est très voisine, le droit criminel, et qui touche même au droit public par certains côtés ⁽¹⁾. Il est fait allusion à la fascination qu'exercèrent sur les sujets romains des rois francs les systèmes barbares du *vergeld*, du serment purgatoire et des ordalies, fascination qui fut telle, qu'on vit bientôt les Romains adopter ces usages grossiers, dont le premier était contraire au principe de leur droit pénal particulier, d'après lequel les crimes et les délits entraînent l'application de peines afflictives, et dont le second était l'antithèse absolue de la règle séculaire imposant à celui qui accuse l'obligation de prouver la culpabilité de l'accusé ⁽²⁾.

Les mêmes raisons devaient tendre à faire prévaloir la forme du *mallum* sur celle des tribunaux romains, alors même que cette modification n'eût pas été peu à peu imposée aux sujets romains par le droit public de la monarchie franque. D'autre part, abstraction faite de toute idée de nécessité provenant de la force même des choses ou de la loi, cette

⁽¹⁾ Cf. Girard, *Manuel élém. de droit romain*, 2^e éd., Paris, 1898, p. 4.

⁽²⁾ Cf. Esmein, *loc. cit.*, p. 59 et 97. — La pratique des ordalies et du serment purgatoire par les Romains prouve bien que la procédure du *mallum* leur était appliquée (*supra*, p. 26).

substitution de l'organisation judiciaire franque à l'organisation judiciaire romaine n'aurait pu manquer de se réaliser, car elle était favorisée par ce fait que, même sous le régime de la personnalité des lois, il y avait des cas dans lesquels les sujets romains perdaient le bénéfice de leurs lois personnelles et pouvaient être jugés par des rachimbourgs francs. Ainsi, dans le cas de contestation entre un romain et un franc, quand le franc était défendeur ⁽¹⁾. De même aussi, sans doute, quand il ne pouvait y avoir lieu à l'application du principe de la personnalité des lois, par exemple dans le cas où un sujet romain avait contrevenu aux dispositions d'un capitulaire. — La substitution de l'organisation judiciaire franque à la romaine était encore favorisée par ce fait que si, au fond, le *mallum* repose sur un principe absolument contraire à celui qui sert de base au tribunal romain, il existe dans la forme une certaine analogie entre eux ⁽²⁾. Ici et là, c'est un magistrat qui siège entouré d'assesseurs. On ne s'arrête pas à la différence essentielle et profonde qui existe dans le rôle respectif des conseillers romains et des rachimbourgs francs ; peut-être même ne l'aperçoit-on pas bien. On se sent

⁽¹⁾ Cf. Esmein, *loc. cit.*, p. 56.

⁽²⁾ En matière de crime commis par un sénateur, le Code théodosien (II, 1, 12) renvoyait l'affaire à un tribunal composé de cinq membres du Sénat. Alaric, dans son Bréviaire, étendit cette disposition à tous les sujets romains du royaume wisigoth, très probablement parce qu'elle se rapprochait des usages germaniques. Savigny constate, en effet, qu'« on pourrait trouver ici quelque rapport avec l'institution germanique des échevins ». (Cf. *Hist. du dr. rom. au moyen-âge*, trad. Guenoux, t. I, p. 206, texte et note K). D'ailleurs, ainsi que Guizot le remarque dans son *Histoire de la civilisation en France*, XI^e leçon (11^e éd., t. I, p. 326), si l'auteur allemand a bien vu ce rapport, il s'est trompé dans la traduction de l'*Interpretatio* : ce n'est pas à cinq pairs de l'accusé, c'est à cinq décurions que l'*Interpretatio* du Code théod. défère la connaissance des affaires criminelles (voy. les deux textes dans la *Lex romana wisigothorum* de Haenel, p. 34). La traduction proposée par Guizot est d'ailleurs un argument en faveur de l'opinion énoncée plus haut, qui fait choisir les juges de la loi romaine parmi les membres des anciennes familles sénatoriales.

attiré vers l'institution franque et l'analogie signalée ici fait paraître la transformation comme insignifiante.

En faveur de ce système, outre les autorités citées plus haut ⁽¹⁾, on peut invoquer des arguments qui ne manquent pas d'un certain poids. D'abord, quant à l'organisation judiciaire, il semble que si le système de la personnalité des lois ne pouvait pas manquer de s'établir en présence de civilisations de degré si différent, il n'en était pas moins inévitable que progressivement les cours de justice ne finissent par être toutes organisées sur un type unique. Le droit civil et le droit criminel ne répugnent pas à ce qu'il y ait, dans un Etat, autant de lois différentes qu'il y a de races de sujets, mais le droit public répugne autant à ce que deux ou plusieurs organisations judiciaires distinctes coexistent dans un même Etat, qu'à la coexistence dans cet Etat de deux ou plusieurs formes de gouvernement ⁽²⁾. L'unité du droit public étant une condition de l'unité de l'Etat, il s'ensuit que la fusion des débris des anciennes juridictions gallo-romaines et du *mallum* franc dut s'opérer d'assez bonne heure. — Quant à la procédure, on peut tirer argument de la présidence d'un franc. Le *thunginus*, et plus tard le comte ou son *vicarius*, ne connaît que les formes judiciaires franques; il les fait observer par habitude et par là les juges de la loi romaine se les voient imposer par la force même des choses. Aussi a-t-on pu dire : « Quant à la procédure proprement dite, il s'établit des formes communes, les mêmes pour tous, de même qu'il n'y avait qu'une seule organisation judiciaire » ⁽³⁾.

Pardessus est une des autorités dont se recommande ce système. Ce savant auteur exprime l'opinion que, quoique les

(1) Cf. p. 25, note 2.

(2) Cf. Esmein, *loc. cit.*, p. 54 et 57.

(3) Esmein, *ibid.*, p. 57.

Francs eussent laissé subsister les institutions romaines en vigueur dans les pays en deçà de la Loire, faute de pouvoir les remplacer, à cause de l'imperfection de leurs propres institutions publiques, il n'en résultait pas que la juridiction municipale antérieure à la première conquête eût subsisté après celle-ci. « Mais, de même que dans les campagnes presque exclusivement habitées par les Francs, des *mâls compo-sés de rachimbürgii*, et depuis, dans une forme un peu différente, de *scabini*, jugeaient tous les procès civils ou criminels sous la présidence du *grafio*, *comes*, *judex fiscalis* ou de ses délégués, de même dans les villes, le comte préposé par le roi à leur gouvernement, tenait un plaid composé de notables, *boni viri*, pour rendre la justice. En cela, les habitants de ces villes, dont la presque totalité était de race romaine, obtinrent des avantages que ne leur offrait pas la juridiction municipale telle qu'elle existait avant la conquête » (1). Cependant il semble assez difficile d'adopter cette opinion sans faire quelques réserves. Tout d'abord, Pardessus ne paraît peut-être pas tenir suffisamment compte de cette circonstance que la société gallo-franque, étant à tous égards plus grossière que la société gallo-romaine, les institutions du droit public franc étaient, à raison de leur simplicité même, plus adéquates aux mœurs du temps. La simplification devenait un besoin impérieux pour les Romains, aussi est-il permis de croire que l'adoption par eux de l'organisation judiciaire et de la procédure franques fut peut-être bien plus spontanée qu'imposée par les raisons indiquées il y a un instant. Pardessus paraît donner à entendre que cette modification s'introduisit surtout par voie d'autorité (2).

(1) Ordonn., XXI, préface, p. CLXI.

(2) Notamment dans les pays qui furent tout d'abord conquis par les Francs, c'est-à-dire les pays en deçà de la Loire. Pardessus dit, en effet, que les villes de

En second lieu, il est difficile de croire que les Romains aient immédiatement abandonné leurs anciennes institutions, pour adopter celles du droit public franc. La règle ordinaire du développement et des transformations des institutions juridiques combinée avec cette donnée historique que les monarques francs laissèrent les Romains vaincus en possession de leur droit et aspirèrent à être considérés par eux, bien plus comme des lieutenants ou des héritiers de l'empire que comme des conquérants, porte plutôt à croire que cette transformation ne s'accomplit que peu à peu ⁽¹⁾.

ces contrées « qui avaient eu une juridiction municipale du temps de la domination romaine, virent cette juridiction convertie en plaids, où la justice était rendue par une réunion d'hommes notables, boni vivi, scabini, sous la présidence du comte ou de ses délégués et suivant les formes usitées chez les Francs ». (*Ibid.*, p. CLXII). — Quant aux villes comprises dans les pays de la seconde conquête, Pardessus pense qu'il est probable que, « séduites par l'exemple, elles aient sollicité et obtenu la faveur de substituer à la juridiction restreinte que leurs magistrats exerçaient, des plaids semblables à ceux des villes du Nord ». (*Ibid.*, p. CLXIV). — La différence faite entre les villes en deçà de la Loire, auxquelles les institutions franques sont imposées, et les villes au delà de la Loire, qui adoptent spontanément ces institutions, tiendrait au caractère différent des deux conquêtes des Francs en Gaule : la première ayant été une conquête véritable, la seconde n'ayant été que la conséquence d'un pacte intervenu entre Clovis et les populations établies au delà de la Loire.

⁽¹⁾ De Savigny ne partage pas du tout cette opinion. Il croit, au contraire, que les Romains n'empruntèrent rien au droit des Germains et qu'ils gardèrent leur juridiction municipale intacte, car elle pouvait très bien s'adapter à la constitution germanique. Selon lui, les duumvirs et les défenseurs auraient administré la justice en qualité de délégués du comte. Enfin, il est même d'avis que le scabinat franc n'est qu'une imitation du décursionat romain. (Cf. de Savigny, *loc. cit.*, I, p. 196 s., § 87.)

Ce système nous paraît insoutenable. Le scabinat franc ne peut pas être la copie du décursionat romain, car le principe de la première de ces deux institutions est exactement l'antithèse du principe de la seconde. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer que les décursions, quand ils ont des attributions judiciaires, ne siègent que comme conseillers des magistrats municipaux investis de la juridiction. (Cf. de Savigny, *ibid.*, § 26.) Nous avons déjà parlé du rôle de ces conseillers qui donnent de simples avis, alors que les juges francs préparent seuls la sentence. — L'opinion du célèbre auteur allemand est d'ailleurs la négation de l'idée, énoncée plus haut, que les institutions germaniques, par leur simplicité plus grande, de-

Quoi qu'il en soit de la rapidité plus ou moins grande avec laquelle s'effectua la fusion des débris des juridictions municipales gallo-romaines et du *mallum*, il est un point d'une importance capitale, c'est que le *mallum* franc présente le caractère essentiel que la juridiction municipale de la période féodale a déjà révélé. On sait, en effet, que le pouvoir de juger appartient tout entier aux rachimbourgs et que le thunginus et plus tard, l'officier franc, sous la présidence duquel ils s'assemblent, ne prend aucune part au jugement. Il se borne à diriger les débats, à prononcer la sentence rendue par les juges et à en assurer l'exécution. — On sait, d'autre part, que les échevins du moyen-âge sont les héritiers directs des scabins de Charlemagne, lesquels ne sont que les anciens rachimbourgs élevés à la dignité de fonctionnaires publics. On a ainsi entre les justices municipales gallo-romaines et celles des villes françaises du moyen-âge une chaîne ininterrompue qui permet de voir que l'origine la plus reculée de ces dernières ne remonte pas jusqu'à la période romaine, dont les institutions se germanisèrent, mais doit être uniquement cherchée dans le *mallum* franc, dont elles sont une fidèle image.

vaient prévaloir, comme plus adéquates que les institutions romaines, à la demi-barbarie de l'école franque. — D'autre part, M. Chénon, en montrant que le défenseur ne conserva chez les Francs aucun pouvoir juridictionnel (*supra*, p. 23, note 4) a, par là même, établi que la conjecture de Savigny, qui en fait un juge délégué du comte franc, n'a pas de fondement. Et nous pensons qu'on pourrait en dire autant des duumvirs, dont le nom seul paraît avoir subsisté, comme celui de curie et de décurions, mais sans conserver aucune des attributions qui y étaient autrefois attachées. (Cf. J. Flach, *loc. cit.*, II, p. 227-234.)

CHAPITRE II

DES ORIGINES IMMÉDIATES DE LA JURIDICTION MUNICIPALE

On ne s'est occupé jusqu'ici que de l'origine la plus reculée de la juridiction municipale du moyen-âge; la question qui se pose maintenant est celle de savoir quelles furent les origines immédiates de cette juridiction. Sachant quel lien unit les échevins du moyen-âge aux scabins et aux rachimbourgs de l'époque franque, il faut rechercher comment ces juges, devenus des fonctionnaires publics sous la seconde race, c'est-à-dire des officiers royaux chargés uniquement et en sous-ordre de l'administration de la justice ⁽¹⁾, ont perdu ce caractère et cette unité d'attribution, et comment les chartes vinrent sanctionner et préciser les pouvoirs peu à peu acquis par les successeurs des *scabini* carolingiens.

Les origines immédiates de la juridiction municipale sont assez diverses; on peut en distinguer trois principales. La première a un caractère général, elle est commune à toutes les villes, c'est la transformation du scabinat carolingien. Les deux suivantes, au contraire, varient d'une ville à l'autre. C'est d'abord le pouvoir juridictionnel exercé sur leurs membres par les associations (ghildes, corporations, conjurations) qui donnèrent naissance à un certain nombre de

(1) On suppose connue la réforme de Charlemagne, transférant à un certain nombre de *scabini* les attributions judiciaires de tous les hommes libres; et admise l'extension progressive à tout le territoire de la monarchie franque de l'organisation judiciaire du *mallum*. — Cf. Esmein, *loc. cit.*, p. 78.

municipalités ; et enfin, c'est la charte, par laquelle des droits précis sont accordés ou reconnus aux villes. De ces deux dernières sources, qu'on pourrait appeler spéciales, la charte est la plus importante ; ce n'est que par respect pour l'ordre chronologique qu'elle est nommée la dernière. — De la distinction qui précède découle le plan de ce chapitre : chacune des trois sources indiquées fera l'objet d'un paragraphe spécial.

§ I. *Transformation du scabinat carolingien.*

Les scabins sont nommés par le comte avec l'assistance des hommes libres. — Les échevins sont élus par les bourgeois.

Les scabins sont des officiers royaux. — Les échevins sont des magistrats municipaux.

Ces deux différences essentielles montrent en quoi consiste la transformation du scabinat ; elles indiquent, en outre, que cette transformation se décompose en deux phases distinctes : *a)* la translation au commun du droit de nommer seul les échevins ; *b)* la collation aux échevins de pouvoirs politiques et administratifs qu'ils cumuleront avec leurs anciennes attributions judiciaires ⁽¹⁾.

C'est surtout dans les villes privilégiées et dans les consuls qui peuvent leur être assimilés, que le tribunal échevinal offre avec le *mallum* de l'époque franque une presque complète identité. De même que nous avons vu les rachimbourgs, et plus tard les *scabini*, dire le droit sous la présidence du comte ou du *vicarius* ⁽²⁾, qui prononce la sentence et en assure

(1) Cf. Esmein, *loc. cit.*, p. 290.

(2) Nous laissons de côté la période primitive et passagère, au cours de laquelle c'est le thunginn qui est président du *mallum*, pour nous placer à l'état de droit subséquent et durable dans lequel les assises judiciaires sont présidées par le comte ou son délégué, le *vicarius*. (Cf. Vanderkindere, *loc. cit.*, p. 182.)

l'exécution, de même, dans les villes dont il est question, on trouve un représentant du seigneur ou du roi (bailli, prévôt, sénéchal, viguier), qui rend la justice entouré de véritables juges, les échevins. L'identité n'est cependant pas complète; car ce n'est plus au même titre que siègent les échevins : ils ont cessé d'être des officiers royaux pour devenir des représentants de la population urbaine, des magistrats municipaux, qui ont désormais plus que des attributions simplement judiciaires. Ces nouveaux magistrats sont élus par les bourgeois et le seigneur ratifie leur élection. — Dans les villes de commune et certains consulats ⁽¹⁾, l'analogie est moins grande ⁽²⁾. En effet, non seulement les échevins, jurés, jurats, consuls ou capitouls ⁽³⁾ ont perdu leur caractère primitif pour devenir les élus des bourgeois, mais encore l'officier royal, sous la présidence duquel la justice était autrefois rendue, a lui-même cédé la place au mayer ou maire, qui est aussi un magistrat municipal élu par les bourgeois, quoique, dans certaines

(1) Ceux qui possèdent un maire. — V. *infra*, 2^e partie, ch. II, sect. I, § 1^{er}.

(2) Mais par contre, dans ces villes, la juridiction municipale est une image fidèle du *mallum* présidé par l'ancien thunginus, élu par les hommes libres de la centaine.

(3) Nous n'avons pas fait aux consulats une place à part en ce qui concerne l'origine de la juridiction municipale, parce que nous pensons que les consuls sont les héritiers directs des *scabini* carolingiens, au même titre que leurs frères du nord et de l'est, les échevins. D'ailleurs, ils ne diffèrent de ceux-ci que par le nom, de même que ce n'est guère que dans la forme que réside la différence qui sépare le consulat de la ville privilégiée ou de la commune; encore, cette différence disparaît-elle presque complètement en ce qui concerne l'administration de la justice. — Il y avait des *scabini* sur toute l'étendue du territoire. Lorsque se produisit le mouvement d'affranchissement des villes (il commence à la même époque aussi bien pour les communes et les villes privilégiées que pour les consulats, c'est-à-dire au début du x^e siècle), l'évolution qu'on va retracer fit des *scabini* les échevins au nord et les consuls au midi. Cette opinion se concilie d'ailleurs avec tous les systèmes qui ont vu le jour sur la question des origines du consulat, parce que le consulat, d'où qu'on le fasse dériver, n'est qu'une *forme* de constitution urbaine qui vint simplement se substituer au régime antérieur du scabinat déjà en voie de transformation.

communes, ce soit le roi qui le nomme. On sait, en effet, que la nomination royale n'ôte au maire ni son caractère d'élu, ni celui de magistrat municipal, car, sauf exception, le choix du roi ne peut s'exercer en dehors d'un très petit nombre de candidats désignés par l'élection. Cette règle ne souffre d'exception que dans le cas où le seigneur s'est réservé le pouvoir de donner les fonctions de maire à un bourgeois librement choisi par lui, comme cela paraît avoir eu lieu en Champagne ⁽¹⁾. Et cette exception nous ramène à une ressemblance plus accusée avec l'organisation primitive, car ici le maire a évidemment quelque chose de l'officier seigneurial à côté de son caractère de magistrat municipal; cette ressemblance confine même à l'identité complète dans certains cas. Il est, en effet, des villes dans lesquelles le maire n'est que l'officier du seigneur et n'a pas le caractère de magistrat de la commune. Il en est ainsi notamment dans les communes de la principauté de Liège ⁽²⁾. La commune de Saint-Quentin présente la particularité curieuse d'avoir eu simultanément deux maires, le maire de la commune, magistrat exclusivement municipal, et le maire féodal, officier de justice du comte ou de son suppléant le vicomte ⁽³⁾. En Flandre, à l'origine, ce n'est pas seulement le maire qui est désigné par le comte ou son délégué, c'est le collège échevinal tout entier. A Gand, par exemple, les échevins sont choisis de cette manière dans les familles les plus éminentes et nommés à vie ⁽⁴⁾.

Dans certaines villes du Nord et de l'Est, l'influence du

(1) Cf. Pauffin, *De l'organisation munic. dans le Nord et dans l'Est de la France* (thèse, Paris, 1886), p. 177.

(2) Cf. Pirenne, *Histoire de la ville de Dinant au moyen-âge*, 1 vol., Gand, 1889, p. 22.

(3) Cf. Giry, *Etude sur les origines de la commune de Saint-Quentin* (Introduction aux archives anciennes de Saint-Quentin. Saint-Quentin, 1888), I, p. xxviii.

(4) Cf. Warnkönig, *loc. cit.*, II, p. 276 et Pirenne, *loc. cit.*, p. 22.

droit franc fut si accusée et si persistante que, non seulement l'organisation judiciaire de ces villes, mais aussi les règles de leur procédure présentent une analogie surprenante avec les institutions correspondantes du droit public en vigueur sous les deux premières races. On y trouve, « en plein moyen-âge, la justice fonctionnant comme à l'époque franque, avec le même formalisme, sous la présidence d'un magistrat qui avait hérité des pouvoirs du comte franc et dirigeait la procédure sans prendre part au jugement » ⁽¹⁾.

Tout cela démontre bien la vitalité du scabinat franc et sa conservation complète. Mais, comme on l'a déjà dit, si la forme du tribunal franc s'est perpétuée intacte, pour ainsi dire, on constate, quant au fond, un important changement. Les échevins ne sont plus des fonctionnaires nommés par le comte avec l'assentiment des hommes libres ⁽²⁾, ils sont peu à peu devenus de véritables magistrats issus de l'élection populaire et investis d'attributions politiques, administratives et même militaires, à côté des attributions judiciaires qu'ils

⁽¹⁾ Glasson, *loc. cit.*, V, p. 15. — Cf. aussi Giry, *Hist. de la ville de Saint-Omer*, Bibl. des Hautes Etudes, fasc. 31, p. 114. Outre ses fonctions de président de la cour du Comte, par délégation de celui-ci, et du rôle qui lui était assigné auprès du tribunal des échevins, le châtelain de Saint-Omer présidait des assises périodiques, appelées plaids généraux, dont le but était « l'exercice de la haute justice sur les gens de condition inférieure dans l'étendue de la châtellenie. Ces plaids, qui avaient retenu, au moins jusqu'à la fin du XII^e siècle, le nom de Mall, étaient présidés par le châtelain ou son délégué assisté des francs hommes de Saint-Omer, ou bien des francs échevins (*franci scabini, liberi scabini*) conjurés par le bailli du châtelain..... L'obligation d'assister à ces plaids généraux constituait une lourde charge dont l'exemption était sollicitée et concédée comme un privilège ». — Ne croirait-on pas lire la traduction d'un document carolingien de l'époque qui précéda immédiatement les réformes judiciaires de Charlemagne? Aussi Warnkönig (*loc. cit.*, I, p. IV), a-t-il pu dire : « A l'époque de l'incorporation à la France, les provinces flamandes étaient encore régies par les institutions germaniques transmises depuis les temps les plus reculés, et dans aucun autre pays on ne retrouva l'ancien droit franc aussi pur et aussi intact ».

⁽²⁾ Cf. Esmein, *loc. cit.*, p. 79.

ont conservées ⁽¹⁾. Il faut noter toutefois que l'établissement du régime féodal et l'apparition des cours seigneuriales, qui en fut la conséquence, eurent pour effet d'enlever aux prédécesseurs des échevins une part importante de leur juridiction. A la veille de se transformer, le tribunal scabinal était réduit au rang de tribunal des non nobles.

Comment s'effectua la double modification que subit le scabinat? Ici, les textes font complètement défaut et on en est, une fois de plus, réduit aux conjectures. Nous exposerons les principaux systèmes et ensuite nous prendrons parti. — Après avoir dit que toutes les villes de la monarchie franque, sauf quelques-unes dont les évêques étaient devenus les seigneurs, étaient tombées sous la domination des comtes et vicomtes, qui n'avaient primitivement reçu que le pouvoir de les gouverner, Pardessus explique de la manière suivante la transition du scabinat à l'échevinage. Quelques villes, néanmoins, « réussirent à s'assurer une sorte d'indépendance, et voici probablement ce qui a pu y donner lieu. Dans les temps d'anarchie qui suivirent le règne de Charles le Chauve, tous les ressorts du pouvoir étant relâchés, et même, on peut le dire avec vérité, étant dissous, les délégués royaux, occupés de leurs querelles propres ou de celles des princes dont ils suivaient le parti, avaient cessé de remplir leurs fonctions dans plusieurs villes, surtout dans celles qui étaient les plus éloignées de la résidence royale. Les habitants se trouvèrent dans la nécessité de pourvoir eux-mêmes tant à leur gouvernement qu'à l'administration de la justice. Tous les éléments propres à remplir cet objet se trouvaient prêts. Les prud'hommes, scabins, notables qui, jusqu'alors, avaient formé des mâls ou plaids, sous la présidence des

(1) Cf. Esmein, *ibid.*, p. 290.

délégués royaux, continuèrent l'exercice de ces fonctions sous la présidence de celui d'entre eux qu'ils désignaient, ou d'un chef élu par les habitants; lorsque le régime féodal se constitua, ils s'y maintinrent en se bornant à accepter le protectorat, ou à reconnaître le ressort des seigneurs du territoire. Ainsi, dans mon opinion, les villes dont les monuments historiques ou des chartes constatent les juridictions dès les premiers règnes de la troisième race, s'en trouvèrent investies par le même fait (car ce n'est pas le cas de prononcer le mot de droit) qui, dans d'autres lieux, attribuait le pouvoir judiciaire à des seigneurs. A une époque où quiconque en avait la force s'emparait de l'autorité publique et la déchirait en lambeaux pour s'en faire une propriété particulière, il n'est pas plus surprenant, quoique cela ait été plus rare, de voir une agglomération d'habitants attribuer aux magistrats qu'elle élisait le pouvoir d'exercer la juridiction sur elle-même, que de voir des délégués du roi s'approprier une autorité dont jusque-là ils n'avaient été que les dépositaires. Lorsqu'une ville n'était pas assez forte pour se maintenir dans la plénitude de la juridiction, des transactions intervenirent entre les habitants et le seigneur. Tantôt celui-ci ne laissa aux juges municipaux qu'une compétence restreinte à certaines matières peu importantes, et renfermées dans un territoire très étroit; son juge, prévôt ou bailli, exerçait la juridiction sur le reste. Le plus souvent, les habitants se contentèrent de stipuler que le juge seigneurial ne rendrait la justice qu'avec le concours d'assesseurs dont ils feraient choix; les seigneurs adhérèrent sans peine à cette condition conforme aux usages observés sous les deux premières races, et qui, du moins, donnait aux justiciables une sorte de garantie contre l'arbitraire » (1).

(1) Pardessus, *loc. cit.*, p. CLXV et CLXVI.

Boutaric n'admet pas ce système, qu'il trouve très ingénieux mais erroné. « Que les juges municipaux procèdent des scabins ou plutôt des rachimbourgs, dit-il, cela ne saurait être mis en doute. Mais pourquoi supposer une usurpation? pourquoi supposer que les scabins ont continué de se réunir sous la présidence d'un scabin? Ce dernier point ne saurait se prouver; au contraire nous voyons au XII^e siècle les juges municipaux rendre la justice comme assesseurs des officiers seigneuriaux; et quand il y eut un tribunal uniquement composé de magistrats de la commune, ce fut un résultat obtenu par la révolution communale » (1). Cet auteur pense donc que si les justices municipales s'établirent pacifiquement dans les villes où les magistrats populaires siégeaient et jugeaient sous la présidence d'un officier du seigneur, c'est-à-dire dans les villes privilégiées ou de bourgeoisie, les justices communales proprement dites, au contraire, ne durent leur établissement qu'à la violence. Il explique que les bourgeois contraignirent les seigneurs à partager avec les communes le droit de rendre la justice; et il invoque, à l'appui de cette opinion, l'existence simultanée, dans certaines villes du Midi, de deux juridictions ayant la même compétence, l'une communale, l'autre seigneuriale, entre lesquelles les justiciables pouvaient opter.

Les faits que cite Boutaric ne sont pas discutables, mais peut-être n'est-on pas fondé à généraliser ce qui paraît n'avoir été vrai que pour un tout petit nombre de municipalités. Cet éminent auteur ne parle que de Toulouse, de Carcassonne, de Nîmes et de Montpellier. Si, dans un but de vérification, on est poussé à rechercher si la particularité qu'il signale ne se rencontre pas dans d'autres villes, on la découvre encore à

(1) Boutaric, *Organisation judiciaire du Languedoc au moyen-âge*; Biblioth. de l'Ecole des Chartes, XVI, p. 219, n. 1; 220 et s.

Figeac ⁽¹⁾ et à Abbeville ⁽²⁾. Cela fait donc six villes en tout. En admettant que, dans chacun de ces six cas, cette coexistence de deux juridictions ayant la même compétence avec droit d'option pour les bourgeois résulte des circonstances qu'indique Boutaric, il ne s'ensuit pas qu'on ait le droit de dire que ce qui eut lieu dans ces six villes se produisit dans toutes ou dans le plus grand nombre. — Remarquons que la coexistence de différentes juridictions dans la même ville ne suffit pas, car alors on pourrait tenir la démonstration comme faite; en effet, les villes dans lesquelles il n'y avait pas à la fois deux, trois ou même quatre juridictions différentes : communale, épiscopale, abbatiale, seigneuriale ou royale, étaient très rares au moyen-âge ⁽³⁾. L'élément essentiel de cette théorie est le droit appartenant aux bourgeois d'opter entre la justice du seigneur et celle de la commune, qui ont, quant à cette catégorie de justiciables, exactement la même compétence.

Si on examine de près les textes, on ne tarde pas à s'apercevoir que cet état de choses ne découle pas toujours de la révolution communale. A Abbeville, on trouve à la fois la justice du vicomte et celle du corps de ville, ce qui est un fait normal; on rencontre également le droit pour les bourgeois d'opter librement pour l'un ou pour l'autre de ces deux tribunaux, sans que ce droit d'option ait une origine révolutionnaire. C'est un simple expédient imaginé par le sage Charles V, pour terminer un conflit de juridiction entre la cour du vicomte et celle des maire et échevins d'Abbeville, chacune de ces deux cours se prétendant seule compétente,

⁽¹⁾ Cf. Ordonn., V, p. 267.

⁽²⁾ Cf. Ordonn., VII, p. 61.

⁽³⁾ Cf. Lavis et Rambaud, *Histoire générale du iv^e siècle à nos jours*, II, p. 460 et 461.

en matière mobilière à l'exclusion de l'autre. Le roi tranche le différend en permettant aux bourgeois de choisir librement entre elles. — A Figeac, cette double juridiction accompagnée du même droit d'option a encore sa source dans une ordonnance. Considérant que le *judex* et le *vicarius* (prévôt et vignier) de Figeac, dont les pouvoirs s'exercent sur un territoire étendu, n'arrivent que difficilement à juger tous les procès qui surgissent, le même Charles V permet aux habitants de la ville de saisir à leur choix les juges royaux ou les consuls « *ut facilius et expediencius cause et lites in dicta villa movende ventilentur et sine debito terminentur* » (1).

Il semble donc permis de croire que le cas des quatre villes qui restent est un cas particulier qu'il ne faut pas étendre par une généralisation imprudente à la France tout entière. Le système de Boutaric est donc trop étroit en ce qu'il n'accorde à la juridiction communale proprement dite d'autre origine que la révolution, et d'autre part, il n'est pas une réfutation péremptoire de l'opinion de Pardessus. Il aboutit seulement à constater que, dans les villes à privilèges, la participation des bourgeois à l'administration de la justice ne fut pas la conséquence d'une usurpation; mais il néglige d'expliquer par suite de quelle évolution les scabins sont devenus des magistrats municipaux.

Le système de Pardessus ne semble cependant pas suffisant. Il ne rend compte que de la première phase de la transformation du scabinat et encore, sur ce point spécial, n'est-il pas d'une précision assez grande. Peut-être pourrait-on le préciser et le compléter de la façon suivante. Les délégués royaux dont il parle sont les comtes. On sait que le comté n'était pas la circonscription judiciaire de la monar-

(1) Ordonn., V, p. 267.

chie franque; qu'il était divisé en un certain nombre de centaines que le comte parcourait l'une après l'autre pour rendre la justice; que le comte pouvait se faire remplacer par un *vicarius* ou *centenarius*, qui jugeait à sa place ⁽¹⁾, et qu'enfin il prit l'habitude de faire tenir l'assise par cet officier inférieur ⁽²⁾, ce que prouve la compétence particulière que celui-ci finit par acquérir. Peu à peu, ce vicaire ou centenier devint le président normal des scabins, le comte ne siégeant que pour le jugement des causes les plus importantes. Quand les comtes « occupés de leurs querelles propres... cessèrent, de remplir leurs fonctions dans plusieurs villes », et que le pouvoir abandonné par eux ne fût pas usurpé par quelque puissant ⁽³⁾, les hommes libres des centaines, désormais livrés à eux-mêmes, ne pouvant se passer de juges, furent amenés à se substituer au comte dans la nomination du président du *mallum*. Ils le nommèrent comme jadis le *concilium* de la tribu germanique nommait les *principes*; c'était un retour aux anciennes coutumes. Quant à la nomination des scabins, les hommes libres de la centaine n'eurent pas à se substituer au comte; ils y procédaient autrefois avec lui, le comte nommant ces juges en assise publique avec l'assistance des hommes libres ⁽⁴⁾; les

⁽¹⁾ Cf. Esmein, *loc. cit.*, p. 76 et 77.

⁽²⁾ Il finit par supplanter l'ancien thunginus, dont il prit le titre latin de centenarius. — V. *supra*, p. 35, note 2.

⁽³⁾ Quand cette usurpation avait lieu, c'était le seigneur qui l'avait commise qui nommait désormais lui-même les échevins dont cette nomination faisait des officiers seigneuriaux. Nous verrons un peu plus loin que, dans certaines villes, les échevins gardèrent longtemps ce caractère d'officiers du seigneur. Ces villes appartiennent certainement au nombre de celles dans lesquelles les fonctions publiques ont été usurpées par un seigneur quelconque ou par le comte lui-même les exerçant désormais en son propre nom. Dans ces villes, le *vicarius* devenait le viguier, le prévôt ou le bailli du seigneur.

⁽⁴⁾ Cf. Esmein, *loc. cit.*, p. 79.

scabins durent être désormais désignés de la même façon, mais sans le comte.

L'origine de cette première transformation, qui confère aux hommes libres le pouvoir de nommer eux-mêmes les scabins, paraît donc être un abandon tacite que fait le comte franc de ses droits. Lorsque le régime féodal sera constitué, il est à croire que les représentants des seigneurs ou du roi, placés dans des conditions bien différentes de celles du comte franc et notamment plus étroitement surveillés et moins puissants, ne permettront pas aux bourgeois de prendre l'habitude d'exercer par usurpation les droits que le seigneur a conservés. Dans la période féodale, la transformation du scabinat, qui ne se réalise pas partout aussi vite, s'effectuera non plus par un abandon tacite, mais plus souvent par une concession expresse qui résultera d'une charte de commune ou de franchise acquise ou conquise par les bourgeois. Cependant il était des cas où, en dehors de la concession d'une charte de commune ou de bourgeoisie, le seigneur ou son représentant était spontanément amené, sous l'empire de la force même des choses, à faire expressément abandon aux bourgeois du droit exclusif de nommer les échevins. Un texte curieux, tiré des archives anciennes de Saint-Quentin et cité par Giry ⁽¹⁾, montre que jusqu'au xiii^e siècle le vicomte de Saint-Quentin nommait lui-même les échevins et qu'il les choisissait parmi les habitants d'une enclave féodale, appelée le bourg, où il avait toute justice. A partir de cette époque, les habitants du bourg étant devenus trop peu nombreux pour assurer le recrutement du collège échevinal, le vicomte concède au maire et aux jurés le droit de choisir eux-mêmes

(1) Cf. Giry, *Etude sur les origines de la commune de Saint-Quentin*, loc. cit., p. XL.

les échevins ⁽¹⁾ dans le bourg et le reste de la ville. Le maire et les jurés acquéraient aussi le droit d'écarter de l'échevinage les membres incapables de remplir les devoirs de leur charge, mais après en avoir, au préalable, délibéré avec les échevins.

Ce texte est d'autant plus intéressant pour nous qu'il permet de saisir au passage la première transformation du scabinat carolingien, dans une ville où, comme on le verra tout à l'heure, l'évolution de cette institution fut très lente. A l'époque à laquelle se réfère cette concession, les échevins de Saint-Quentin sont encore des juges seigneuriaux ou plutôt des juges royaux, alors que presque partout, à la même époque, ils ont perdu ce caractère. — Le résultat de l'abandon tacite ou exprès à la population du pouvoir de nommer les échevins fut d'amener peu à peu à considérer ceux-ci comme les mandataires de ceux qui les élaient et dont ils avaient reçu le pouvoir de juger. A partir de ce moment, le premier stade de l'évolution du scabinat est parcouru, les échevins sont devenus les représentants des bourgeois.

La seconde phase de la transformation est toute simple. Les bourgeois n'appelaient aux fonctions d'échevins que les notables qui paraissaient présenter les plus grandes garanties au point de vue de l'expérience et de l'honorabilité. Lorsque les habitants des villes que les comtes avaient abandonnées

(1) A titre de pure curiosité, on peut citer une convention absolument inverse entre le comte de Toulouse et les habitants de cette ville. En 1241, les bourgeois renoncent, en faveur du comte, à leur droit de nommer les consuls. Cet état de choses dura six ans, après lesquels « Raymond VII réunit tous les habitants en assemblée générale... à l'hôtel de ville de Toulouse, et en leur présence renonça au droit de nomination qu'ils lui avaient conféré; il déclara, en outre, que si jusqu'alors il a pris part aux élections consulaires, ce n'a jamais été qu'en vertu d'une renonciation temporaire, d'un mandat spécial de la communauté ». — A. Molinier, *La commune de Toulouse et Philippe III*; *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, XLIII, p. 11 et 12.

« se trouvèrent dans la nécessité de pourvoir eux-mêmes... à leur gouvernement » ⁽¹⁾, les notables juges, qu'ils éli-saient désormais, se trouvant tout désignés pour être investis de fonctions politiques et administratives, les habitants des villes leur conférèrent ces fonctions ⁽²⁾. Ils eurent dès lors, outre le pouvoir de rendre la justice, celui de représenter la ville, de l'administrer et de commander sa milice. A partir de ce moment la transformation est complète, les *scabini* de Charlemagne sont devenus les échevins du moyen-âge ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Pardessus, *loc. cit.*, p. CLXV.

⁽²⁾ Cf. Troplong, *Mémoire sur la féodalité, les communes, les coutumes et en particulier sur les coutumes du bailliage d'Amiens*, dans les séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques, IX, 1846, p. 154.

⁽³⁾ Cpr. la conjecture de M. Luchaire : L'échevinage, dit-il, « procède à n'en pas douter, de ces tribunaux de *scabini*, qui existaient dans tous les comtés, au temps de Charlemagne et même dès la fin de la période mérovingienne. Les scabins étaient, à cette époque, les assesseurs des juges royaux, comtes, *missi domini*, ou évêques. Ils constituaient le tribunal non pas seulement de la ville, mais de tout le comté; ils étaient nommés par le fonctionnaire royal, parmi les notables de la localité, avec l'agrément des habitants. Si l'on compare ces tribunaux de scabins avec les tribunaux d'échevins de la période féodale, on constate non seulement l'identité de nom, mais l'étroite similitude des attributions et du système de recrutement. Cet échevinage de Laon qui, au XII^e siècle, jugeait non seulement les causes de la commune, mais celles de tout le Laonnais, ne peut être autre chose que l'ancien tribunal du comté carolingien,

» Il est aisé de comprendre comment a pu s'opérer la transformation des scabins en échevins, pendant la période qui a précédé l'affranchissement des communes. Ces scabins que le seigneur féodal, héritier direct du fonctionnaire de la royauté franque, choisissait parmi les bourgeois de la cité ou les notables du pays, se sont trouvés naturellement représenter les intérêts de la bourgeoisie, lorsque celle-ci eut obtenu de l'autorité seigneuriale ses premières libertés. Les notables, chargés de juger au nom des seigneurs, ont été investis par leurs concitoyens de certaines fonctions administratives, aussitôt que les habitants commencèrent à être autre chose que des serfs taillables et corvéables, à former une communauté pourvue de certains droits. Insensiblement la fonction de délégué du seigneur passa à l'arrière plan et s'effaça devant celle de mandataire de la population urbaine. Les juges seigneuriaux se trouvèrent ainsi transformés en fonctionnaires municipaux » (*Communes françaises*...., p. 174 et 175).

Comme on le voit, ce système est lui aussi incomplet, car il ne rend compte que de la collation aux échevins de fonctions administratives et il n'explique pas

Il ne faudrait pas croire toutefois que, si cette transformation du scabinat franc s'effectua dans toutes les villes, elle eût lieu partout à la même époque. Il y eut un certain nombre d'agglomérations urbaines dans lesquelles l'échevinage garda pendant longtemps son caractère primitif de tribunal royal ou seigneurial et ne se fondit que très lentement dans le corps des magistratures municipales. Cela se vérifie, par exemple, à Saint-Quentin, à Laon, à Chauny, à Roye, à Corbie, à Bray-sur-Somme, à Péronne, à Athies, à Cambrai ⁽¹⁾, à Noyon ⁽²⁾ et peut-être dans quelques autres villes encore, où la résistance des seigneurs aux tendances émancipatrices des bourgeois fut plus tenace qu'ailleurs. — Il y eut même des villes dans lesquelles la fusion de l'échevinage et des magistrats municipaux ne se produisit pas dans le même sens. Dans les villes françaises qui viennent d'être énumérées, c'est la municipalité qui absorbe l'échevinage; en Flandre, c'est le phénomène inverse qui semble avoir eu lieu; c'est l'échevinage, qui absorbe le corps des jurés ⁽³⁾.

comment le droit de les élire passa aux bourgeois. — Cf. le *Manuel des Institutions françaises*....., du même auteur, p. 396-400.

⁽¹⁾ Cf. Giry, *Origines de la commune de Saint-Quentin*, p. XXXIII-LXIX.

⁽²⁾ Cf. A. Lefranc, *Hist. de la ville de Noyon et des Institutions jusqu'à la fin du XIII^e siècle*, Bibl. des Hautes Etudes, 75^e fasc., p. 79; Giry, *Saint-Quentin*, p. LIII; Luchaire, *Manuel des Instit. fr.*, p. 419, 420. Contrairement à l'opinion de Giry (*Saint-Quentin*, p. LXV), qui admet que « tous (les échevinages non municipaux) ont fini par être absorbés par les communes », M. Lefranc, *loc. cit.*, p. 79 et 80, écrit qu'à Noyon l'échevinage est toujours resté indépendant de la municipalité et ne se confondit jamais avec elle. Ce serait alors un cas exceptionnel qui aurait échappé au savant Giry. — Quoi qu'il en soit, M. Lefranc commet certainement une inexactitude quand il pense que l'existence d'un échevinage non municipal « est une exception qui semble propre à la Picardie » (*ibid.*, p. 79), car ce fait se constate aussi en Flandre. V. Pirenne, *Hist. de la constitution de la ville de Dinant au moyen-âge*, p. 21, 23, 76.

⁽³⁾ Cf. H. Pirenne, *loc. cit.* (*Rev. hist. d'Alcan*), LVII, p. 313, n. 2. — V. aussi l'*Histoire de la constitution de la ville de Dinant au moyen-âge*, 1 vol. Gand, 1889, p. 21, 23 et 76. — M. Pirenne n'admet pas « l'opinion des savants qui consi-

§ II. *Juridiction disciplinaire des groupements antérieurs aux municipalités* ⁽¹⁾.

On sait que certains groupements, dont les principaux sont la conjuration ou commune jurée, l'association de paix et la corporation de marchands ou d'industriels, donnèrent naissance à un certain nombre de communes proprement dites et

dèrent l'échevinage urbain comme une survivance des échevinages de l'époque franque... ». A son avis, cette opinion « tient trop peu de compte... des caractères particuliers que présente la ville en tant que circonscription judiciaire. Comme territoire juridique, en effet, la ville ne correspond pas nécessairement à la centène. Elle s'est formée sans tenir compte des circonscriptions préexistantes. Le cadre dans lequel s'enferme le droit urbain est tracé par les murailles de la ville, et celles-ci englobent indistinctement des districts de toute nature. Ainsi, ce n'est qu'exceptionnellement qu'il peut y avoir coïncidence entre l'étendue de la centène et celle de la ville. Partant, on ne comprend pas comment l'échevinage urbain pourrait se rattacher à un échevinage de centène ». (*Rev. hist. d'Alcan*, LVII, p. 310.) — Cette objection n'est peut-être pas décisive. On sait, en effet, que pendant la période troublée au cours de laquelle s'élabore le régime féodal, la vie se concentre presque entièrement dans les enceintes fortifiées, au premier rang desquelles il faut mettre les villes et les bourgs, chefs-lieux des comtés et des centaines de l'empire carolingien désagrégé. Il s'ensuit que les institutions publiques de la circonscription primitive, et notamment les institutions judiciaires, ne vivent plus que dans le chef-lieu de celle-ci. Il n'est donc pas surprenant que la justice et l'organisation judiciaire aient pris peu à peu un caractère urbain parfois très accusé. Cependant — et c'est là qu'apparaît le lien qui unit les échevins du ^{xiii}^e siècle à ceux de l'époque franque — jamais l'échevinage ne perdit complètement son caractère primitif d'institution régionale. On n'ignore pas, en effet, que dans les villes où les échevins devinrent de bonne heure des magistrats municipaux, la compétence de leur juridiction n'était, pour ainsi dire, jamais limitée à la ville proprement dite. Elle s'étendait généralement à une banlieue, souvent très vaste, comme le prouvent les mots : *quinte* et *septène*, désignant une banlieue qui s'étend à cinq ou sept lieues au delà de la ville. Dans les agglomérations urbaines où les échevins restèrent pendant assez longtemps des juges royaux ou seigneuriaux, l'échevinage garda un caractère régional encore plus marqué. C'est ainsi qu'on voit, au ^{xiii}^e siècle, le ressort de l'échevinage de Laon s'étendre non seulement à la commune et à sa banlieue, mais encore au Laonnais tout entier. — Cf. Giry, *Saint-Quentin*, p. LVI ; Luchaire, *Les communes françaises...*, p. 174.

(1) V. Esmein, *loc. cit.*, p. 298 et 300 A ; Cf. son cours d'histoire du droit public professé à la Faculté de droit de Paris en 1900-1901 ; Luchaire, *Communes*, p. 167 ; *Manuel des inst. franç.*, p. 397 ; Brissaud, *loc. cit.*, p. 698.

de simples échevinages. Ces associations ne pouvaient se maintenir qu'à la condition de posséder un puissant élément de cohésion. Aussi voyons-nous à la tête de chacune d'elles des chefs que le vote de leurs compagnons a investis d'une juridiction disciplinaire qui s'exerce sur tous les associés. Ce pouvoir permettait aux chefs du groupe de maintenir le bon ordre et l'harmonie entre ses membres et de veiller à l'exécution des obligations de chacun vis-à-vis de la collectivité. Il donnait enfin à ceux qui l'exerçaient, dans l'intérêt de tous, la possibilité de réaliser l'unité d'action. Il est facile de comprendre que cette juridiction disciplinaire devait s'exercer d'une façon d'autant plus énergique que les circonstances étaient plus difficiles et que l'association se trouvait entourée d'un plus grand nombre d'ennemis. Aussi se montre-t-elle dans la commune jurée avec un caractère beaucoup plus rigoureux et aussi beaucoup plus étendu que dans la corporation marchande ou industrielle. La commune jurée, par sa nature même et son caractère purement politique, devait nécessairement donner à ses chefs des pouvoirs très variés et très vastes, car ils constituaient, somme toute, de véritables gouvernants au petit-pied. Il fallait que, dès l'instant où la victoire appartiendrait aux conjurés, tous les services publics fussent prêts à fonctionner dans la ville, assurés par les dirigeants du groupe. — Dans la corporation marchande ou industrielle, on ne se préoccupe pas de tant de choses. Le pouvoir disciplinaire des chefs, en dehors de la paix à assurer entre les membres de la corporation, leur a été donné principalement pour qu'ils veillent à l'exécution des règlements du groupe en ce qui concerne le commerce ou l'industrie. C'est là entre la conjuration bourgeoise et la corporation marchande ou industrielle une différence capitale qui explique que les juridictions municipales auxquelles elles donnè-

rent respectivement naissance soient d'étendue très inégale.

Quand ces groupements se haussèrent à la municipalité, la juridiction qui appartenait à leurs chefs s'épanouit ; mais désormais, au lieu de se restreindre aux seuls membres du groupe antérieur, elle s'étendit à tous les bourgeois de la ville, elle prit le caractère de juridiction publique. Mais, par suite de la différence signalée tout à l'heure entre l'intensité et l'étendue de la juridiction disciplinaire de chacun de ces groupements, la municipalité issue de la conjuration bourgeoise possèdera une juridiction générale ⁽¹⁾, tandis que la juridiction de la municipalité issue d'une corporation se bornera presque uniquement, du moins à l'origine, aux faits intéressant le commerce ou l'industrie, comme le montre l'exemple célèbre de la juridiction des prévôt et échevins des marchands de Paris ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Toutefois, comme cette juridiction se fait jour au milieu des juridictions seigneuriales, qui sont en possession de juger tous les litiges, et au détriment desquelles se forme nécessairement sa propre compétence, la juridiction municipale, aussi étroitement limitée que possible par ses rivales, présente à leur égard, dans la période originaire, le caractère d'une juridiction d'exception, d'une juridiction subsidiaire (Cf. Esmein, *loc. cit.*, p. 299, note 1 et Hegel, *Städte und Gilden*, II, p. 44, 46, 48, 57, 62, 143, 159 et 162).

⁽²⁾ Plus tard, comme on le verra à propos des jugements du Parloir aux bourgeois qui nous ont été conservés, la juridiction de la municipalité parisienne déborda de ce cadre étroit et étendit peu à peu sa compétence au dehors, principalement en matière civile, sans aller d'ailleurs bien loin. Cette extension de compétence a certainement sa principale source dans l'habitude qu'avaient prise les bourgeois de choisir leurs échevins comme arbitres en des matières sur lesquelles ceux-ci n'avaient pas la juridiction. M. Esmein (*loc. cit.*, p. 300, B) pense que cette habitude fonda la juridiction municipale du prévôt et des échevins des marchands ; nous croyons que le fait dont il s'agit put seulement étendre cette juridiction, car il intervenait à l'occasion de causes qui échappaient au domaine de cette juridiction, ce qui établit clairement la préexistence de celle-ci. On trouverait une application de la même idée dans l'histoire de la petite ville de Dinant, en Belgique (Cf. Pirenne, *loc. cit.*, p. 26 s. ; 32 s. ; 69, 70 s. ; 76).

§ III. *La Charte.*

En fait, il y eut des échevins administrant la justice, avant que des chartes ne fussent venues leur en reconnaître officiellement le droit, de même qu'il n'est pas douteux que l'organisation communale n'attendit pas, pour s'établir et pour fonctionner, que des chartes vinssent le lui permettre. Mais en droit, c'est-à-dire dans les rapports juridiques du seigneur et de ses sujets, l'origine de la commune et celle de la justice communale qui en dérive, de même que l'origine de la juridiction municipale des villes qui jouissent de ce privilège sans avoir le droit de commune, viennent de chartes arrachées ou pacifiquement obtenues. C'est en ce sens qu'on a pu dire : « Nous voulons bien que le temps ait amené des transformations dans la justice municipale, et que les échevins des villes soient en outre les héritiers des *scabini* carolingiens, mais il n'en est pas moins vrai que la véritable source de la juridiction municipale se trouve ailleurs, dans les chartes de commune ou de bourgeoisie. En donnant à la ville l'indépendance ou en lui conférant tout au moins des privilèges, le seigneur a déterminé, par la charte de concession, quels seraient les pouvoirs judiciaires de la ville » ⁽¹⁾.

Cette origine, spéciale à chaque ville, est la source de la prodigieuse différence qui existe d'une municipalité à l'autre en ce qui touche à l'étendue de la compétence des magistrats urbains : certaines villes possèdent, en effet, toute justice,

(¹) Glasson, *loc. cit.*, V, p. 63. — Rien ne saurait donner une idée plus nette de l'importance de la charte que l'axiome : « pas de commune sans charte », qui s'introduisit peu à peu sous la double influence des seigneurs et des officiers de la royauté. Pas de commune, donc pas de justice communale sans charte. Cet axiome « réglait au XIII^e siècle la jurisprudence du parlement de Paris ». Cf. Luchaire, *Communes*, p. 114-115; *Manuel*, p. 415. — Ce qu'on dit du droit de commune doit s'entendre également des privilèges. Pas de privilège, notamment pas de privilège de juridiction municipale sans charte.

haute, moyenne et basse; d'autres ne jouissent de la haute justice que de nom, à cause de l'importance des réserves que le seigneur a stipulées à son profit; d'autres enfin n'ont que la basse justice ou même seulement une partie de celle-ci. — Ce n'est pas le moment d'insister davantage sur les chartes; il suffisait de les mentionner à leur place dans l'énumération des sources immédiates de la juridiction municipale. On les retrouvera, en effet, avec les droits différents qu'elles reconnaissent ou confèrent, dans le chapitre relatif à la compétence des justices urbaines. Nous verrons que c'est d'elles qu'émane toute limitation, toute précision en matière de compétence judiciaire.

Dans les cas excessivement rares où une juridiction municipale, issue de l'une quelconque des sources qui viennent d'être énumérées, n'avait pas obtenu du seigneur ou du roi une reconnaissance officielle de son existence, elle n'avait qu'une existence de fait. Mais la possession prolongée et notamment la possession immémoriale ou centenaire pouvait remplacer le titre qui faisait défaut ⁽¹⁾. C'est en ce sens que l'on a pu dire que les juridictions municipales étaient fondées sur la prescription ⁽²⁾. Mais on voit qu'il n'y a pas là une

(¹) « Les jurisconsultes... qui ne trouvaient pas dans l'origine des villes municipales... des titres suffisants pour justifier cette juridiction si étendue (la juridiction municipale), étaient vaincus par la puissance du fait, et ils reconnaissaient que le droit de glaive, le *merum imperium*, pouvait être prescrit au profit des villes municipales. C'était la doctrine des légistes du moyen-âge... » Laferrière, *Hist. du droit franç.*, IV, 1852-1853, p. 136. D'ailleurs, la même efficacité régulatrice était reconnue à la possession immémoriale en ce qui concernait les justices seigneuriales : «... on peut vérifier le droit de justice, soit haute, moyenne ou basse, non seulement par écrit, mais aussi par témoins; et..., contre le roy, la possession centenaire, que nous appelons immémoriale est suffisante pour acquérir tout droit de justice ». J. Bacquet, *Traité des droits de justice*, ch. V, n° 3, cité par M. Esmein, à son cours (1900-1901), dans *Œuvres*, 2 vol., Lyon, 1744, I, p. 11.

(²) Cf. Glasson, *loc. cit.*, V, p. 62.

source véritable, mais plutôt la régularisation d'une situation de fait. Aussi ne nous arrêterons-nous pas davantage sur ce point. D'ailleurs, ce cas devait être tout à fait exceptionnel, étant donnée l'habitude générale de toutes les villes qui possèdent quelques privilèges de faire rédiger une charte très précise, de la conserver avec grand soin et pour plus de sûreté de la faire renouveler périodiquement et confirmer par le roi ⁽¹⁾.

(1) Enfin, M. Esmein signale un dernier principe sur lequel se fonda la juridiction municipale. « Parmi leurs biens, les villes avaient souvent des terres sur lesquelles elles avaient concédé des censives, car elles jouaient le rôle de seigneur; et, par application de la justice féodale, la municipalité connaissait alors des procès auxquels donnaient lieu ces tenures » (*Cours élém. d'hist. du droit*, 3^e édit., p. 300, C). Cela ne laisse pas que de faire quelque difficulté. On pourrait citer un assez grand nombre de villes ayant baillé à cens des terres leur appartenant et exerçant sur ces terres la justice féodale; c'était le cas de beaucoup de communes et c'était aussi celui de la municipalité de Paris. (Cf. Brissaud, *loc. cit.*, p. 306). Mais dans tous ces cas, ce que l'on constate, c'est seulement une extension de la juridiction municipale déjà existante et ayant d'autres origines; on voit la justice féodale venir s'ajouter à la justice municipale, on ne la voit pas fonder la justice municipale. Il peut exister des cas dans lesquels la juridiction municipale a cette origine, mais nous n'en avons pas rencontré. Et *a priori* il est facile de comprendre que ces cas doivent être excessivement rares, car le fait pour une ville de posséder des terres qu'elle baille à cens suppose une organisation municipale, donc des privilèges. Or, on sait que le privilège qu'on considère comme le plus précieux, celui qu'on s'efforce tout d'abord d'obtenir, c'est l'administration ou tout au moins la participation des bourgeois à l'administration de la justice, c'est-à-dire la juridiction municipale en droit, ou en fait, car on a vu que quand les bourgeois participent à l'administration de la justice avec un officier royal ou seigneurial, ce sont eux les vrais juges, la justice n'est royale ou seigneuriale que de nom. Il semble donc bien que ce sera une exception que de voir la justice féodale appartenir à une ville avant la justice municipale.

DEUXIÈME PARTIE

Développement et apogée des justices municipales.

La question des origines ayant été ainsi examinée, voyons comment les juridictions municipales se développèrent. Nous plaçant ensuite dans la période la plus brillante de ces juridictions, nous en étudierons les organes constitutifs et nous verrons quel était le fonctionnement de ces organes. Tels sont les deux points auxquels vont être successivement consacrés les deux chapitres de cette partie.

CHAPITRE PREMIER

DÉVELOPPEMENT DE LA JURIDICTION MUNICIPALE

Le développement de la juridiction municipale doit être considéré à un double point de vue. D'une part, des villes, qui ne possédaient pas de juges à elles, reçurent ou s'arrogèrent le droit d'en instituer ; d'autre part, des villes qui possédaient déjà des juges municipaux réussirent à augmenter l'étendue des pouvoirs judiciaires de ces magistrats ou parvinrent à accroître le territoire soumis à leur juridiction. On doit donc étudier en premier lieu la propagation du privilège de juridiction et en second lieu les accroissements que reçut ce privilège.

§ I. *Propagation du privilège de juridiction.*

On sait comment les villes obtinrent leur franchises et privilèges. Elles les durent soit à la conquête, soit à l'acquisition moyennant finance, soit enfin à la concession gracieuse et quelquefois spontanée des seigneurs ou du roi. Ce qui nous intéresse, c'est moins la façon dont les villes parvinrent à obtenir le privilège de juridiction, que la propagation elle-même de ce privilège ; aussi n'insisterons nous pas sur ce point. Il suffit de remarquer que la conquête fut un mode exceptionnel d'acquisition des libertés municipales. Peu de villes furent contraintes d'y recourir. Il est vrai que celles qui s'y décidèrent parvinrent généralement à gagner le maximum

des franchises et privilèges, c'est-à-dire le droit de commune. Au contraire, l'acquisition moyennant finance, surtout à une époque où les guerres privées et les croisades faisaient naître pour les seigneurs d'immenses besoins d'argent, fut le mode d'acquisition le plus fréquemment employé. La concession gracieuse vient au second rang. Elle ne fut pratiquée que par des seigneurs qui s'inspiraient surtout de raisons politiques pures, comme, par exemple, les rois d'Angleterre ⁽¹⁾, les comtes de Flandre ⁽²⁾ et un très grand nombre de seigneurs beaucoup moins puissants ⁽³⁾. A part les puissantes communes de Flandre et celles des villes de l'Ouest qui reçurent la charte communale de Rouen et de la Rochelle, la concession onéreuse ou gratuite ne donnait généralement aux villes qu'un certain nombre de privilèges strictement déterminés, notamment le droit d'élire des échevins participant à l'administration de la justice.

Ces principes posés, il y a peu de chose à dire de la propagation du privilège de juridiction. Il suffit pour se rendre compte de cette propagation, de se reporter à la diffusion des chartes par lesquelles le privilège de juridiction est reconnu aux villes. M. Luchaire ramène à sept les chartes qui servirent de modèles aux villes de commune et il énumère les communes qui se rattachent à chacun de ces types ⁽⁴⁾. Grâce à ce tableau, on peut voir que le privilège de juridiction le plus large, celui qui résulte du droit de commune, se propagea peu à peu sur une étendue considérable de territoire, à savoir, en allant de l'Est à l'Ouest : la Bourgogne, la Champagne, certaines parties du Nord de

⁽¹⁾ Cf. Brissaud, *loc. cit.*, p. 689.

⁽²⁾ Cf. Warnkönig, *Hist. de Flandre*, trad. Gheldolf, II, p. 272. Toutefois, il y a peut-être des réserves à faire sur ce point, comme l'indique M. Wauters, *Libertés communales...*, p. 28.

⁽³⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, V, p. 14.

⁽⁴⁾ Cf. Luchaire, *Communes françaises...*, p. 137 et 138.

l'Île de France, telles que le Vexin français, le Valois et le Laonnais; l'Artois, la Picardie et la Normandie, à laquelle il faut rattacher un grand nombre de villes des provinces de l'Ouest et du Sud-Ouest, auxquelles Louis XI, dans la seconde moitié du xv^e siècle, ajouta Angers ⁽¹⁾, Bourges ⁽²⁾, Le Mans ⁽³⁾ et Tours ⁽⁴⁾.

Parmi les chartes de bourgeoisie, on peut distinguer deux types principaux : la charte qui accorde aux élus des bourgeois une certaine participation à l'administration de la justice, comme la charte célèbre de Beaumont-en-Argonne, et celle qui laisse la justice tout entière aux mains du seigneur, comme la charte de Lorris-en-Gâtinais. Ces deux types de chartes sont à peu près les seuls que connaisse la France centrale. Il semble que le premier, — le seul qui présente de l'intérêt dans une étude sur les juridictions municipales — se rencontre plus fréquemment que le second. Cependant, les chartes qui ne reconnaissent aux bourgeois aucune participation à la justice sont assez nombreuses. C'était le cas des chartes d'une province tout entière, la Bretagne ⁽⁵⁾ et de villes importantes du centre, telles que Chartres, Orléans, Blois ⁽⁶⁾, Auxerre ⁽⁷⁾ et plusieurs autres.

Dans le temps, cette propagation du privilège de juridiction est concomitante au grand mouvement de constitution des communes et d'affranchissement des villes; elle commence plutôt vers le milieu du xi^e siècle qu'au début et, sauf

⁽¹⁾ Cf. Ord., XVIII, p. 86 s. (1474).

⁽²⁾ Cf. Ord., XVIII, p. 20 s. (1474).

⁽³⁾ Cf. Ord., *ibid.*, p. 749 s. (1481).

⁽⁴⁾ Cf. Giry, *Etablissements de Rouen*, I, p. 178.

⁽⁵⁾ Cf. Ch. Laronze, *Essai sur le régime munic. en Bretagne pendant les guerres de religion*, 1 vol., Paris, 1890, p. 5, 14, etc.

⁽⁶⁾ Voy. *supra*, 1^{re} partie, ch. I, § 1^{er}, II.

⁽⁷⁾ Cf. Teulet, *Layettes du trésor des Chartes*, t. II, p. 1-4, n. 1592.

exception, peut être considérée comme terminée vers le milieu du XIII^e. — Dans les villes de consulat, la juridiction municipale est également propagée par les chartes, à la même époque ; il n'y a guère d'exception à faire que pour les villes fondées dans le Sud-Ouest de la France sous le nom de bastides, dont les chartes s'étendent du milieu du XIII^e siècle au milieu du XIV^e ⁽¹⁾. Ces bastides se rattachent au groupe des villes de consulat que nous avons rapprochées des villes privilégiées, en les opposant aux villes consulaires qui jouissent de tous les droits des communes proprement dites.

§ II. *Accroissement que reçut le privilège de juridiction.*

Le privilège qu'on vient de voir se propager dans les villes de commune, de bourgeoisie et de consulat ne conserva pas toujours la même étendue. On comprend aisément que ce privilège était susceptible d'accroissement dans les villes où il ne conférait aux bourgeois que le droit de nommer des jurés, échevins ou consuls concourant avec le représentant du seigneur ou du roi à l'administration de la justice. On va voir que les villes de commune elles-mêmes et les consulats qui peuvent leur être assimilés, quoique possédant un droit de juridiction s'exerçant sans l'intervention des officiers du seigneur ou du roi, pouvaient néanmoins accroître l'étendue de leur justice. Nous examinerons successivement quatre cas dans lesquels ces villes réalisaient un accroissement de juridiction ⁽²⁾.

A. Le premier cas est celui où une concession ultérieure à

(1) Cf. Curie Seimbres, *loc. cit.*, p. 43 et 44.

(2) On n'a pas oublié que l'habitude fréquente des bourgeois de recourir à l'arbitrage des magistrats municipaux, dans les affaires échappant à la compétence de ceux-ci, avait eu pour résultat d'accroître peu à peu cette compétence et, par là même, la juridiction municipale (V. *supra*, p. 51, note 2). Il suffisait de le rappeler.

titre gratuit venait étendre la compétence des juges municipaux, soit *ratione materiæ*, soit *ratione loci*. — Comme exemple d'une concession gracieuse contenant extension de la juridiction municipale *ratione loci*, on peut citer la donation, faite le 21 juillet 1283 par le comte de Flandre à la ville de Lille, de tous les droits de juridiction que le doyen et le chapitre de Saint-Pierre de Lille possédaient jadis sur la paroisse de Saint-Maurice et qui avaient été acquis par le comte de Flandre au moyen d'un échange ⁽¹⁾. — *Ratione materiæ*, on peut citer la charte de 1197, par laquelle Eudes III, duc de Bourgogne, accorde compétence aux maire et jurés de Dijon dans tous les cas non prévus par la charte de commune concédée à la ville en 1187 ⁽²⁾.

Quant aux concessions nouvelles à titre gratuit étendant *ratione personæ* la compétence des justices municipales, il est probable qu'il en existe aussi quelques exemples ; cependant nous n'en avons pas rencontré.

B. En second lieu, les villes réalisaient un accroissement très considérable de juridiction quand elles réussissaient à se faire adjuger la ferme de certains offices ou de certains droits. Le plus important de ces offices était la prévôté royale. Examinons rapidement quelle série d'avantages présentait pour les municipalités le bail à ferme de la prévôté. Pour en donner une idée exacte, il est nécessaire de rappeler le rôle que joue le prévôt dans l'administration de la justice. — On sait que le prévôt possède toujours des attributions judiciaires : 1° Dans les villes de prévôté, où les élus des bourgeois n'ont aucune part à l'administration de la justice, celle-ci est tout entière aux mains du prévôt. Il juge au civil et au criminel et il fait

⁽¹⁾ Cf. Livre Roisin, p. 322.

⁽²⁾ Cf. J. Garnier, *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, 3 vol. Dijon, 1867-1877, I, pièce 20, p. 28.

exécuter ses propres jugements ; 2° Dans les villes privilégiées, où les élus des bourgeois participent à l'administration de la justice, le prévôt est le président de la cour. C'est à sa conjure que les échevins s'assemblent pour juger. C'est lui qui dirige les débats. S'il ne prend pas part au jugement, c'est lui qui le prononce et c'est lui qui est chargé de l'exécuter ; 3° Dans la ville de commune qui ne possède que la moyenne ou la basse justice, c'est le prévôt qui est juge des cas auxquels ne s'étend pas la compétence des magistrats communaux et c'est lui qui fait exécuter les sentences des juges de la commune ; 4° Dans la ville de commune qui possède la haute justice, abstraction faite de certains cas, que la charte réserve au seigneur ou au roi, c'est au prévôt qu'appartient la connaissance des cas réservés. Et, sauf quelques rares exceptions, c'est encore à lui qu'appartient l'exécution des sentences du tribunal communal ; 5° Enfin, dans les rares communes qui ont la haute justice sans restriction d'aucune sorte, le prévôt, qui existe néanmoins, ne paraît avoir eu d'autre attribution que de veiller au respect des droits du roi, principalement dans la répartition du produit des amendes entre le prince et la commune.

Il est facile de comprendre l'intérêt qu'avaient les villes à devenir fermières de la prévôté. Le bail à ferme de la prévôté était avantageux aux municipalités à un triple point de vue : *a)* Au point de vue de l'étendue de la juridiction municipale. A la compétence antérieure des magistrats municipaux venait se souder la compétence du prévôt. C'était un accroissement considérable dont bénéficiait la juridiction municipale. *b)* Au point de vue de la libre administration de la justice. Le prévôt devenait un officier municipal ⁽¹⁾ subordonné au

(1) Cf. Bouthors, *Coutumes locales du bailliage d'Amiens*, I, p. 54.

corps de ville et agissant d'accord avec celui-ci. Cette situation nouvelle mettait fin aux interminables conflits que les prévôts royaux ne cessaient de provoquer par leurs empiètements sur les juridictions municipales. *c)* Au point de vue fiscal. La commune bénéficiait de la part des amendes prélevée par le prévôt royal ; l'exécution des jugements de l'échevinage et les profits y attachés passaient à la municipalité. C'était un accroissement de ses revenus judiciaires.

Il est vrai que tous ces avantages n'étaient pas gratuits. On sait que c'était l'intérêt fiscal qui avait amené la royauté à affermer les prévôtés. Cette idée aurait été conçue par Saint-Louis, « mais réalisée surtout par le génie fiscal de Philippe-le-Bel » ⁽¹⁾. En affermant les prévôtés aux corps de ville, la royauté poursuivait un double but : elle mettait un terme aux abus et aux exactions de toute sorte dont les prévôts se rendaient très fréquemment coupables ⁽²⁾ afin de faire produire le plus possible de revenus à leur office ; en second lieu, les rois trouvaient par là le moyen d'augmenter considérablement le rendement des prévôtés. Ils profitaient, en effet, de l'intérêt tout particulier que présentait pour les villes la ferme de la prévôté, pour mettre cette ferme à un très haut prix, toujours beaucoup plus élevé que celui qu'un autre fermier aurait payé. C'est ainsi que la prévôté royale d'Amiens, qui ne rapportait annuellement que 400 livres parisis, est affermée à la commune, en 1292, moyennant 690 livres ⁽³⁾. Malgré cela, les villes ne croyaient pas payer trop cher l'avantage qu'un pareil bail leur procurait. Cependant on ne trouve qu'un assez petit nombre de villes, — toutes villes de commune — qui

⁽¹⁾ Cf. Aug. Thierry, *Rec. des monum. inédits de l'histoire du Tiers-Etat*, I, p. 289.

⁽²⁾ Cf. Pauffin, *loc. cit.*, p. 138-141.

⁽³⁾ Aug. Thierry, *op. cit.*, I, p. 289.

bénéficièrent de cette situation. Outre Amiens, dont il a déjà été question, on peut citer : Mantes qui, moyennant une rente annuelle de 1100 livres parisis, prend à ferme la prévôté et divers droits appartenant au roi (1201 ou 1202) ⁽¹⁾ ; Chaumont qui prend à ferme la prévôté royale (1205) moyennant 300 livres parisis, seize muids de blé et cinq muids d'avoine ⁽²⁾ et Pontoise, moyennant 500 livres pour le roi et trente pour le sénéchal ⁽³⁾. On peut mentionner encore Compiègne ⁽⁴⁾ et Epinal ⁽⁵⁾. — A Poligny et probablement à Pontarlier, la municipalité avait reçu le droit de nommer un de ses membres « pour gouverner la prévôté », à la suite des abus dont les fermiers de cet office s'étaient rendus coupables ⁽⁶⁾. L'auteur qui nous fournit ce renseignement ne dit pas s'il s'agit là d'un achat, d'un bail à ferme ou d'une concession gratuite.

Signalons enfin une pièce curieuse, tirée du cartulaire de l'archevêché de Sens, qui montre que les magistrats communaux de cette ville appréciaient à sa juste valeur la possession par la commune de la prévôté royale, car ils s'étaient efforcés de s'en emparer. C'est un document de 1225 (Louis VIII), qui est destiné à apprendre aux bourgeois de Sens que les chefs de leur commune ont obéi au roi en lui restituant sa prévôté. Pour leur marquer sa satisfaction,

⁽¹⁾ Cf. *Olim*, II, p. 132 (IX) et p. 139; Giry, *Documents sur les relations de la royauté avec les villes en France*, 1 vol., Paris, 1885, p. 48, 49; Léopold Delisle, *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*, 1 vol., Paris, 1856, n° 681, p. 158 et 159. — Sous Charles VI la redevance est de 300 l. (Cf. *Ord.*, VI, p. 603).

⁽²⁾ Cf. Giry, *ibid.*, p. 49; Delisle, *loc. cit.*, n° 938, p. 216.

⁽³⁾ Cf. *Ord.*, XI, p. 255.

⁽⁴⁾ Cf. Boutaric, *Actes du Parlement*, I, n. 1515; Pauffin, *loc. cit.*, p. 139.

⁽⁵⁾ Cf. C. E. F. Dupin, *Hist. admin. des communes de France*, 1 vol., Paris, 1834, p. 63.

⁽⁶⁾ Cf. Droz, *Mémoires pour servir à l'histoire de la ville de Pontarlier*, à la suite de son *Essai sur les bourgeoisies du roi, des seigneurs et des villes*, 1 vol., Besançon, 1760, p. 72.

Louis VIII déclare qu'il les tient quittes de toutes les peines que leur rébellion leur avait fait encourir ⁽¹⁾.

À côté du bail à ferme de la prévôté, il convient de citer le bail à ferme de la vicomté. On sait que les vicomtes exerçaient une certaine juridiction, en tant que représentants des seigneurs ou du roi. C'était ordinairement la moyenne justice, qu'on appelait même quelquefois pour cela « justice vicomtière » ⁽²⁾. — Par le bail à ferme de la vicomté, les attributions judiciaires du vicomte venaient s'ajouter à celles que possédaient déjà les magistrats municipaux. Les exemples de vicomtés prises à ferme par des municipalités sont rares. Cependant, on peut citer la commune de Dijon à laquelle Robert II, duc de Bourgogne, baille à ferme, en 1282; la vicomté de cette ville, moyennant une redevance annuelle de mille livres tournois ⁽³⁾. Il faut y joindre les maieur, échevins et jurés de Saint-Quentin, qui prennent à ferme « la vicomté le roy » de leur ville, en 1549, moyennant cinq cent deux livres tournois chaque année ⁽⁴⁾.

Quelquefois enfin, la juridiction municipale recevait un accroissement par suite de la prise à ferme, par la ville, des droits de justice appartenant à des seigneurs. C'est ainsi qu'en 1289, le maieur et les jurés de la commune de Montdidier prennent « à ferme perpétuelle, héréditalement et à tous jours », tous les droits de justice qui appartiennent au seigneur de la Tournelle, dans ladite ville, moyennant « onze-vingt-dix-sept livres douze deniers parisis rendus chacun an » ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ Cf. Duplès-Agier, *Docum. sur l'hist. de la ville de Sens*, dans *Biblioth. de l'Ecole des Chartes*, XIX, p. 454, pièce n° 2.

⁽²⁾ Cf. Ordonn., XIX, p. 141, note *h* (de Pastoret); Beugnot, *Assises de Jérusalem*, II, *Introd.*, p. III.

⁽³⁾ Cf. J. Garnier, *loc. cit.*, I, p. 46, pièce n° 45.

⁽⁴⁾ Cf. *Livre rouge de l'Hôtel-de-Ville de Saint-Quentin*, n° 201, p. 323-331.

⁽⁵⁾ Cf. V. de Beauvillé, *Histoire de la ville de Montdidier*, 3 vol., Paris, 1857, I, p. 510, pièce justificative, n° 17.

C. Le bail à ferme d'une prévôté, d'une vicomté ou d'une justice seigneuriale ne conférait aux villes fermières que la simple jouissance d'un accroissement de juridiction. Ce n'était qu'un avantage temporaire. La prévôté, la vicomté ou les droits seigneuriaux ne changeaient pas de propriétaire; et enfin, à l'expiration du temps pour lequel le bail avait été consenti, il se pouvait qu'il ne fût pas renouvelé. Aussi, les villes devaient-elles, semble-t-il, voir avec plus de faveur des conventions définitives, par exemple le transfert de propriété, se réalisant au moyen de la vente, des droits ou offices susceptibles d'accroître la juridiction municipale. L'histoire des communes et de leurs justices montre que de semblables conventions intervenaient avec assez de fréquence entre les bourgeois et leurs seigneurs. En 1173, la commune de Senlis achète les droits de justice de tous les seigneurs laïques possédant et exerçant de tels droits sur le territoire de la commune. Les bourgeois s'efforcent en même temps d'acheter les droits de justice des seigneurs ecclésiastiques placés dans les mêmes conditions, mais ils n'y parviennent qu'un peu plus tard, en 1204 et en 1225 ⁽¹⁾. Le prix de vente ne consistait pas en une somme d'argent une fois payée, mais en une rente annuelle. — Thibaut de Champagne, en 1230, vend aux bourgeois de Provins des privilèges plus étendus que ceux dont ils jouissaient depuis la Charte de 1190 (ou 1153) ⁽²⁾, notamment au point de vue de la justice. « Si lors doign et otroi la prevosté et la jostise de Provins et dou vilois, si con la prevosté de Provins le contient, si con ge la tenoie au jor que cez lettres furent faictes, por IICL livres de Provenisiens

⁽¹⁾ Cf. Flammermont, *Hist. des institutions munic. de Senlis*, Biblioth. des Hautes-Études, 45^e fasc., p. 16.

⁽²⁾ Cf. Bourquelot, *Hist. de Provins*, 2 vol. Provins, Paris, 1839-1840, I, p. 207 et 208.

qu'il me randront chacun an en la foire de mai » ⁽¹⁾. — En 1318, la commune d'Amiens achète à Jean de Sorey, moyennant un cens annuel et perpétuel de neuf livres parisis, la justice de catel ⁽²⁾ sur une portion de la rue de Glatigny et sur deux maisons situées près de la porte de Grand-Pont ⁽³⁾. — En 1324, la même commune achète au chapitre de la ville, moyennant une rente annuelle de vingt livres parisis, le droit de justice de catel sur un quartier de la ville et sur les maisons des chapelains de l'église Notre-Dame ⁽⁴⁾. Le 28 février 1354/5, la commune de Bordeaux achète la prévôté d'Entre-deux-Mers à Bertrand de Montferrand (à qui Edouard III d'Angleterre l'avait concédée à vie) moyennant 350 écus d'or une fois payés ⁽⁵⁾. — En 1552, les consuls de Montpellier se portent acquéreurs, moyennant la somme de trois mille trente livres, de « toute seigneurie et juridiction haute, moyenne et basse, mère, mixte et impaire, cour ordinaire et exercice d'icelle, que le roi... a en sa cour, maison où à présent, se tient la cour et audience des causes civiles et criminelles, juridiction ordinaire de la ville de Montpellier, droits de lods, vente, bans et amendes, décimes, biens trou-

(¹) Cf. Teulet, *Layettes*, II, n. 2075, p. 185-187; Bourquelot, *Notice sur le manuscrit intitulé « Cartulaire de la ville de Provins »*, Biblioth. de l'Ecole des Chartes, XVII, p. 205, 230 et s.

(²) « Justice de catel, c'est-à-dire l'instruction et les amendes, en cas de délits ou de contestations relatives à des choses mobilières. » Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, I, p. 395.

(³) Cf. Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, I, p. 405.

(⁴) Cf. Aug. Thierry, *Ibid.*, I, p. 395. — La commune de Saint-Omer étend sa juridiction de la même façon cumulée avec l'empîètement, dont il sera question dans un instant. Cf. Giry, *Saint-Omer*, p. 147-149. — En 1256, la commune de Rouen acquiert la juridiction sur les boulangers de la ville qui, « jusqu'alors et dès l'époque de la domination anglaise, dépendaient du panetier du roi à Rouen ». Giry, *Etablissements de Rouen*, I, p. 36.

(⁵) Cf. Archives municipales de Bordeaux, *Livre des Bouillons*, n° 122, p. 405-415.

vez et à trouver, confiscation, sceau, prisons, jauliages et tous autres droits, revenus et émolumens y appartenans qui en dépendent, avec telle semblable permission et puissance que le roi... y a à présent » ⁽¹⁾. — Le cérémonial de l'ensaisinement est curieux. En exécution de cette vente, les consuls requièrent le baile « qu'il fust son plaisir de vouloir délivrer et laisser le baston et exercice de ladite cour.

» A quoi ledit... baile, tant pour lui que ses officiers, déclara ne vouloir contrevenir aux ordres du roy; et pour ce faire, a délivré la baguete ou baston de sa justice ordinaire, que les bailes de Montpellier ont accoutumé de porter en signe de justice, durant leur année, entre les mains desdits consuls; et alors iceux consuls, avec leurs robes et chaperons rouges, se sont mis en possession réelle, actuelle et personnelle, s'étant par ordre assis à la place et siège où se tiennent les causes civiles; et en aprez, où se traitent les causes criminelles, tenant l'audience d'icelle cour publiquement; et administrèrent tous actes de justice ordinaire et autres, tant en justice que police » ⁽²⁾. — Peu de temps après, les mêmes consuls obtiennent que l'office du viguier sera exercé par « le premier consul et les uns en l'absence des autres », au nom du roi ⁽³⁾.

Les échevins de Douai, « pour affermir davantage les libertés municipales... acquièrent et amortissent la charge de châtelain et réduisent autant qu'ils peuvent les offices féodaux » ⁽⁴⁾. — En 1410, les mêmes échevins achètent à Mahaut de Leveigne la mairie de Vitry, qui présentait pour leur ville une haute importance, à cause de la navigation de

⁽¹⁾ Ch. d'Aigrefeuille, *Histoire de la ville de Montpellier*, nouv. édit. (M. de la Pijardière), 4 vol., Montpellier, 1875-1882, I, p. 408.

⁽²⁾ D'Aigrefeuille, *eod. loc.*, I, p. 410-411.

⁽³⁾ D'Aigrefeuille, *eod. loc.*, I, p. 415 et 419; II, p. 386.

⁽⁴⁾ Tailliar, *Chroniques de Douai*, 3 vol., Douai, 1875-1877, II, p. 9 et 10.

la Scarpe » ⁽¹⁾. — « 1422. Mai 22. — La ville (de Romans) achète le mandement, le territoire et la juridiction de Beaumont-Monteux aux commissaires du roi, pour le prix de 1200 écus d'or de 64 au marc (14,620 fr.). Cette acquisition jugée « utile et honorable » pour la communauté est arrentée aux enchères, le 14 juin 1424, pour quatre années, moyennant 270 florins, à noble Pierre Odoart, qui paya comptant » ⁽²⁾. — La charte que concède le comte de Ponthieu, en 1202, aux bourgeois de Doullens, contient une vente de la vicomté à la commune ⁽³⁾.

Il serait possible de citer plusieurs autres exemples de transactions du même genre ; on en trouverait même après 1566 : notamment l'incorporation de la prévôté de Dijon à la commune de cette ville, quelques années après l'ordonnance de Moulins. Les maire et échevins sont subrogés au roi « pour joyr de ladicte prevosté »... moyennant le remboursement de 546 livres et des loyaux coûts aux anciens acquéreurs de la prévôté ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Tailliar, *Ibid.*, II, p. 18.

⁽²⁾ Docteur Ulysse Chevalier, *Œuvres historiques*, I, Annales de la ville de Romans. Valence-Paris, 1897, p. 60.

⁽³⁾ Cf. M. E. Delgove, *Hist. de la ville de Doullens*, Mém. de la Société des Antiquaires de Picardie. Documents inédits concernant la province, V (Amiens, 1865), p. 338.

⁽⁴⁾ Cf. J. Garnier, *loc. cit.*, I, pièce 103, p. 149 s. — On pourrait encore citer les magistrats municipaux d'Abbeville qui, en 1577, s'obligent à payer une rente annuelle de 28 livres aux moines du prieuré de Saint-Pierre pour la vicomté cédée à la ville par ce prieuré, en même temps qu'ils obtiennent, moyennant une seconde rente de 244 livres, d'être relevés des conséquences de l'art. 71 de l'Ordonnance de Moulins. (Cf. Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, IV, p. 432). — De même les maire et échevins du Marquenterre qui ont « en leurs mains » la vicomté de cette région, comme le dit expressément l'art. 9 de la coutume locale. (Cf. Bourdot de Richbourg, *Coutumier général*, I, p. 109). Mais nous ne savons pas s'il s'agit d'une vente, d'un bail à ferme ou d'une concession gracieuse. Quel que soit le titre auquel ils possèdent cette vicomté, elle confère à la juridiction municipale, entre autres privilèges, celui de bénéficier du produit de la confiscation des biens des condamnés à mort.

D. Enfin, la juridiction municipale s'accroissait encore au moyen des empiètements des tribunaux des villes sur les justices des seigneurs laïques, des seigneurs ecclésiastiques et même sur les justices royales. Ces empiètements n'étaient pas aussi rares qu'on pourrait le croire. C'est ainsi que Louis VII, dans une ordonnance traduite par Aug. Thierry dans sa vingtième lettre sur l'histoire de France, reproche aux bourgeois de Reims d'avoir détruit entièrement ou diminué les libertés, coutumes et justices appartenant aux églises de Reims ⁽¹⁾. — La commune de Corbie, à laquelle la charte de 1123 n'accordait qu'une simple juridiction de police, se développe par des empiètements successifs sur la justice de l'abbaye et fait si bien qu'elle réussit, en 1282, à obtenir un arrêt du Parlement qui reconnaît que la haute justice appartient aux magistrats municipaux ⁽²⁾. — Un arrêt du Parlement (1258) condamne à l'amende les échevins d'Arras pour avoir empiété sur la juridiction épiscopale ⁽³⁾. — A Bayonne, les magistrats municipaux font de nombreuses tentatives d'empiètement sur le domaine du juge d'église. « Quant aux matières réservées à l'official, la justice de la commune ne cessa pas non plus de s'efforcer d'en connaître, essayant sans cesse, à l'aide de distinctions subtiles, de s'attribuer la connaissance de la plupart des cas que la coutume abandonnait aux juges d'église » ⁽⁴⁾. — A peine institués par Louis XI, le maire et les échevins d'Angers s'efforcent d'accroître l'autorité et la juridiction municipa-

⁽¹⁾ Edition Furne (1866), p. 299.

⁽²⁾ Cf. Giry (*Saint-Quentin*), p. LIX. Le cas de Corbie n'est pas isolé. Il existe d'autres communes, notamment dans les régions où les échevins restèrent longtemps des juges seigneuriaux, dont la juridiction n'a pas d'autre origine que de simples droits de police peu à peu accrus « par une série continue d'usurpations. » (Cf. A. Giry et André Reville, dans l'*Hist. générale de Lavisse et Rambaud*, II, p. 460).

⁽³⁾ Cf. *Olim*, I, p. 46.

⁽⁴⁾ Cf. Giry, *Etablissements de Rouen*, I, p. 161.

les au détriment des droits du roi de Sicile, duc d'Anjou ⁽¹⁾. — Quelquefois, les empiètements des justices municipales allaient fort loin. Il est aisé de s'en rendre compte en comparant la charte de privilèges accordée par Louis-le-Gros à la ville de Mantes, confirmée par Louis VII (1150) et par Philippe-Auguste ⁽²⁾, à l'arrêt rendu en 1275 par le Parlement contre le maire et les pairs de cette commune, à la suite d'un conflit de juridiction qui s'était élevé entre le tribunal municipal et la cour du bailli ⁽³⁾. — Pour les villes soumises à la domination anglaise, il arriva même que les empiètements des magistrats municipaux sur les officiers royaux furent tolérés par le roi lui-même ⁽⁴⁾. Ce point se trouve vérifié dans l'histoire de la juridiction municipale de Bayonne; c'est une conséquence directe de la politique générale des rois anglais vis-à-vis des bourgeois de leurs villes du continent; par des concessions expresses ou tacites répétées, les rois d'Angleterre s'efforcent de s'attirer l'attachement et la fidélité de leurs sujets du continent ⁽⁵⁾.

Parfois, les justices municipales n'excédaient pas les limites de leur compétence dans le but d'accroître insensiblement celle-ci. Il semble qu'à côté de cette préoccupation, il y ait eu place parfois pour une considération purement financière. C'est ainsi que la justice communale d'Amiens, au lieu de frapper d'une amende de 60 sous, comme c'était l'usage, l'appelant dont le recours était repoussé, frappait celui-ci d'une amende de 60 livres. On verra qu'un bourgeois eut le

⁽¹⁾ Cf. G.-J. Beautemps-Beaupré, *Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine antérieures au XVI^e siècle*, 4 vol., Paris, 1890, 2^e partie, III, p. 270, 271.

⁽²⁾ Cf. Ordonn., XI, p. 197 et 285.

⁽³⁾ Cf. *Olim*, II, p. 65.

⁽⁴⁾ Il s'agit du roi d'Angleterre.

⁽⁵⁾ Cf. Giry, *Etablissements de Rouen*, I, p. 159, 161.

courage de protester et qu'il réussit à faire condamner par le Parlement cette pratique abusive ⁽¹⁾.

Il ne faut pas confondre les empiètements dont il vient d'être question avec ceux que les officiers de la royauté commirent, à partir d'une certaine époque, au détriment des justices municipales. En effet, tant au point de vue du caractère qu'au point de vue du résultat, il y a des différences très marquées entre les empiètements par lesquels les communes réussissaient quelquefois à accroître l'étendue de leurs juridictions propres et les empiètements des juges royaux sur la compétence des juges municipaux. En premier lieu, les empiètements des juridictions municipales ne sont pas excessivement fréquents. Ils ne se produisent que sur quelques points du territoire, à des intervalles éloignés et sont faits par un petit nombre de communes agissant isolément, sans accord préalablement établi entre elles et au hasard des circonstances. Les empiètements des juges royaux, au contraire, étaient méthodiques, constants et avaient lieu dans le royaume tout entier. Ils ne semblent cependant pas avoir été la mise en œuvre d'un plan préconçu. En second lieu, les empiètements des juridictions municipales ne devaient avoir pour résultat que de leur procurer une extension passagère; les empiètements des gens du roi, au contraire, devaient être en partie la cause du déclin des justices municipales ⁽²⁾.

⁽¹⁾ V. *infra*, 2^e partie, ch. II, sect. III, § 1, II.

⁽²⁾ V. *infra*, 3^e partie.

CHAPITRE II

LES JURIDICTIONS MUNICIPALES A LEUR APOGÉE

Après avoir vu les juridictions municipales naître et se développer, il faut les étudier pendant la période de leur plein épanouissement. — L'organisation judiciaire, la compétence et la procédure seront successivement l'objet des trois sections de ce chapitre.

SECTION PREMIÈRE

L'ORGANISATION JUDICIAIRE MUNICIPALE

L'étude de l'organisation judiciaire municipale comprend deux éléments : 1^o les magistrats ; 2^o les tribunaux. On les examinera dans deux paragraphes distincts. Cependant, pour ne pas séparer des magistrats municipaux une attribution importante qui leur appartient en propre, avant de passer à l'étude des tribunaux, nous consacrerons un appendice à la juridiction volontaire ou gracieuse.

§ I. *Les magistrats municipaux.*

Dans les villes de commune, le collège des magistrats municipaux se compose du maire ⁽¹⁾ et des échevins ; ces

(1) Dans la première partie de cette étude, il a été assez longuement question de l'origine des échevins. Il n'est peut-être pas inutile de dire ici quelle est l'origine des autres magistrats municipaux et notamment celle du maire. — On admet généralement que le maire du moyen-âge descend du maire franc (*major villarum*) qui n'est autre chose que le *villicus* romain. Il n'a d'abord que des attribu-

derniers portent fréquemment le nom de jurés ⁽¹⁾ ou de jurats ⁽²⁾. Dans certaines communes, au-dessous du mai-

tions domestiques; c'est un intendant chargé d'administrer un domaine rural. Cf. Guérard, *Polyptyque de l'abbé Irminon*, 3 vol., Paris, 1844, *Commentaires*, p. 444 s.; Bonvalot (*Beaumont*), p. 46; Leber, *loc. cit.*, p. 202. Son droit de surveillance sur le personnel agricole qu'il dirige se change, au cours des siècles, en une véritable juridiction qui s'étend sur un et quelquefois même sur deux villages. Cf. Bonvalot, *ibid.*, p. 46. « A la différence des baillis et des prévôts, le maire est toujours tiré du sein de la communauté qu'il administre et qu'il gouverne », (Bonvalot, *eod. loc.*), et c'est probablement à ses origines modestes qui n'avaient rien de choquant pour la population urbaine, que la mairie doit de ne pas avoir disparu dans le mouvement communal et de l'affranchissement des villes et d'avoir, au contraire, été haussée à la dignité de magistrature municipale. — Une ordonnance a conservé le souvenir de l'origine du maire. C'est la confirmation, par Charles V, en 1372, des privilèges de Clermont-en-Bassin. Cf. Ordonn., V, p. 600 s. Ce texte ne désigne le maire que sous le nom de *villicus*. — M. Prost, parlant des trois maires de Metz au XIII^e siècle, les désigne sous le nom de « *tres villici* ». Cf. Aug. Prost, *Les jugements à Metz au commencement du XIII^e siècle*, *Rev. de législ. anc. et mod.*, VI, p. 14.

Les consuls ont la même origine que les échevins du nord et du centre. Le nom seul diffère. Il vient de ce que, dans le midi, on appelait « prudhommes du conseil » ou conseillers les notables qui assistaient les officiers des seigneurs ou du roi dans l'administration de la justice. Cf. Leber, *loc. cit.*, p. 208; Brissaud, *loc. cit.*, p. 697, etc. — Quand aux jurés et jurats, V. les deux notes suivantes. — Enfin, il n'y a pas à s'occuper de l'origine des élus, procureurs, syndics, conseillers, consorts, etc., car ces magistrats ne se rencontrent guère que dans les villes dépourvues de juridiction. — Cf. Luchaire, *Manuel...*, p. 401.

⁽¹⁾ Surtout dans le Nord : Athies, Auxerre, Compiègne, Crespy-en-Valois, Corbie, Laon, Noyon, Péronne, Provins, Senlis, Sens, Soissons, Saint-Quentin, etc., etc.

⁽²⁾ Surtout dans le Midi : Bordeaux, Libourne, Saint-Emilion, etc., etc. — Le mot « jurés » n'est pas toujours pris dans ce premier sens; il désigne quelquefois tous les membres de la commune, qui sont ainsi appelés à cause de leur serment à la commune et par opposition aux étrangers ou non jurés. — Cf. M^{lle} de Lézardière, *Théorie des lois polit. de la monarchie franç.*, 4 vol., Paris, 1844, IV, p. 322; Aug. Thierry, *Lettres...*, édit. Furne, p. 221, n. 3; Giry, *Etabl. de Rouen*, I, p. 16, n. 1; p. 18; Lefranc, *Hist. de Noyon, Bibl. de l'Ecole des hautes études*, fasc. 75, p. 64, n. 1. — Enfin Leber, *Hist. critique du pouvoir munic.*, 1 vol., Paris, 1828, p. 220, signale un troisième sens, particulier aux villes ayant à la fois des jurés ou jurats et des échevins. Dans ce dernier cas, « les jurats étaient plutôt pris pour une classe de citoyens que pour le corps municipal proprement dit. C'étaient des notables ou prud'hommes, *virii probi ac legitimi*, et principalement d'anciens magistrats, qui formaient une sorte de collège d'électeurs et nommaient le maire et les échevins ». Toutefois, cela n'est pas exact pour les communes

re ⁽¹⁾ et des échevins, on rencontre des conseillers qui les assistent dans l'exercice de leurs différentes fonctions administratives et judiciaires, et parfois même ⁽²⁾, il existe une seconde assemblée de conseillers, les pairs ⁽³⁾, dont les attributions sont sensiblement les mêmes que celles des conseillers du premier groupe. — Quelques villes de commune connaissent d'autres magistrats. Ainsi, à Bordeaux ⁽⁴⁾, à Bayonne ⁽⁵⁾ et dans plusieurs autres villes, on rencontre un sous-maire qui remplace le maire en cas de besoin et paraît avoir les mêmes attributions que celui-ci. Cependant le sous-maire n'a pas le même caractère partout : à Bordeaux, c'est un magistrat municipal, car le maire ne peut le choisir que parmi les jurats ⁽⁶⁾ et ne paraît pas avoir le droit de le révoquer. A Bayonne, il en est autrement ⁽⁷⁾.

anglo-normandes : dans ces villes, les 24 jurés sont les élus des 100 pairs. Les 12 premiers deviennent les échevins, et les 12 autres, qui portent le nom de jurés proprement dits, constituent un conseil consultatif (Cf. Giry, *Etabl. de Rouen*, I, p. 16 et 17). — Les jurés, au premier sens du mot indiqué dans la note, ne se rencontrent guère que dans les communes; leur origine paraît se rattacher à la conjuration bourgeoise.

⁽¹⁾ A Beauvais, il pouvait y avoir deux maires. Cf. Hegel, *loc. cit.*, II, p. 62; Labande, *loc. cit.*, p. 112. A Metz, il y en avait trois. Cf. A. Prost, *Ordonn. des Maïours, Etude sur les instit. judic. à Metz, du XIII^e au XVII^e siècle*, N. R. H., II, p. 190 s.

⁽²⁾ Dans les communes anglo-normandes. Cf. Giry, *Etabl. de Rouen*, I, p. 14.

⁽³⁾ Ce mot a deux acceptions : dans les communes qui ont reçu la charte de Rouen et de La Rochelle, les pairs constituent une assemblée de conseillers; à Beauvais, au contraire, ce sont les magistrats municipaux proprement dits, ceux qu'ailleurs on appelle échevins ou jurés.

⁽⁴⁾ Cf. Archives municipales de Bordeaux, II, *Livre des privilèges*, préface, p. xx; Rabanis, *Administration munic. et instit. judic. de Bordeaux pendant le moyen-âge*, *Rev. hist. de droit fr. et étr.*, VII, p. 492.

⁽⁵⁾ Cf. Giry, *Etabl. de Rouen*, I, p. 148. — Quelquefois, il existe deux sous-maires. Cf. A.-A. Monteil, *Hist. des Français des div. états*, III, p. 155. Sur le cas de Saint-Omer, de Saint-Quentin, d'Amiens, d'Angoulême, de Beauvais et de Noyon, cf. Glasson, *loc. cit.*, V, p. 52.

⁽⁶⁾ Cf. Rabanis, *loc. cit.*, p. 492.

⁽⁷⁾ Cf. Giry, *Etabl. de Rouen*, I, p. 148. — Il faut noter que, dans cette ville, le

Au-dessous du collège échevinal, il y a parfois des magistrats inférieurs. C'est ainsi qu'on trouve à Bordeaux un prévôt municipal, qui possède des attributions judiciaires importantes ⁽¹⁾; de même, dans un certain nombre de communes du Nord, on rencontre des magistrats inférieurs investis d'une véritable juridiction; tels sont les Paiseurs ou Apaiseurs et les Gard'Orphènes ⁽²⁾.

Enfin, les communes possèdent le plus souvent un corps de juriscultes dont la fonction est d'assister les juges municipaux de leurs conseils, de leur donner des consultations sur les questions difficiles. Ce sont les conseillers-pensionnaires des villes du Nord. Ils sont tenus de « faire continuel résidence en la... ville et y demorer, et venir en le halle d'icelle ville à l'heure de le cloquette d'eschevins... » ⁽³⁾. Quelquefois ces conseillers n'étaient pas des juriscultes de profession, mais des prud'hommes réputés pour leur expérience et leur connaissance approfondie de la coutume locale. A Bordeaux, les juges municipaux devaient choisir des assesseurs parmi ces prud'hommes ou « coutumiers » et les consultaient sur tous les points de droit dont ils étaient saisis. Il semble même que la délibération de ces « coutumiers » ait lié le juge ⁽⁴⁾.

Dans les villes consulaires assimilables aux communes, il

sous-maire jouait un rôle particulier dans les procès criminels portés à la cour des 100 pairs : « Lorsque le plaignant s'était désisté ou qu'il n'y avait pas eu de plainte au maire, il (le sous-maire) prenait le rôle d'accusateur ». Giry, *ibid.*, p. 149.

⁽¹⁾ Cf. Archives mun. de Bordeaux, *Livre des privilèges*, préface, p. xx.

⁽²⁾ Nous retrouverons ces juridictions municipales inférieures dans le § 2 de cette section. — Il y avait en Flandre des juridictions inférieures tout à fait particulières. (Cf. *supra*, p. 6, et Warnkönig, *loc. cit.*, II, p. 284 et s.)

⁽³⁾ De Lafons-Melicoq, Docum. inéd. pour servir à l'hist. des usages et des mœurs aux xiv^e, xv^e et xvi^e siècles, *Annuaire-bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 1868, p. 168 (III).

⁽⁴⁾ Cf. H. Barckhausen, *Essai sur le régime législatif de Bordeaux au moyen-âge*, préface du tome V des Archives munic. de Bordeaux, p. xxiii et xxiv.

n'y a pas de maire ⁽¹⁾. La juridiction municipale est tout entière aux mains des consuls ou capitouls. Mais elle présente dans ces villes un caractère particulier qui ne se rencontre dans les communes proprement dites qu'à titre d'exception : dès la fin du ^{xiii}^e siècle, l'autorité judiciaire y apparaît distincte de l'autorité administrative ⁽²⁾, ce qui constitue un progrès considérable ⁽³⁾. Ainsi, à Toulouse, l'autorité judiciaire n'est pas exercée par tous les capitouls, mais seulement par le

⁽¹⁾ Il y avait toutefois des villes, par exemple Agen, « où l'institution de la mairie était superposée à celle du consulat ». Chaque consul exerçait les fonctions de maire pendant un certain nombre de jours. (Cf. Luchaire, *Manuel*..., p. 437.)

⁽²⁾ Cf. Luchaire, *eod. loc.*, p. 436 et n. 1, p. 440 ; Dognon, *loc. cit.*, p. 114.

⁽³⁾ La séparation de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire paraît ne s'être effectuée que beaucoup plus tard dans les villes du Nord. Ce n'est que dans le courant du ^{xvi}^e siècle (1558 ?) que cette distinction se révèle dans le sein du collège échevinal d'Amiens. On y voit les échevins répartis en commissions et préposés, par commission, aux différents services de l'administration, « à la sollicitude des procès » et à « la tenue des plaids ». (V. Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, II, p. 659-665.) — Hegel (*loc. cit.*, II, p. 164) mentionne, à Arras, la division des 24 échevins en deux groupes de 12, dont le premier s'occupe de la justice et le second de l'administration. — Il est intéressant de signaler que les échevins amiénois qui composent la commission judiciaire doivent se trouver « journellement à l'hostel de la ville pour décider les differendz et causes extraordinaires qui y surviennent d'heure à autre. » (V. Aug. Thierry, *eod. loc.*) Dans ces juges municipaux qui doivent toujours être prêts à juger, n'y a-t-il pas quelque chose d'analogue, pour le principe, à nos juges de référés ? — A Lectoure, deux consuls doivent toujours tenir audience à tour de rôle pendant un mois. (Cf. P. Druilhet, *Archives de la ville de Lectoure*, 1 vol., Paris-Auch, 1885, additions aux coutumes (1343), art. 5.) — Notons enfin que, sur le point qui nous occupe, les consulats de Provence ne sont pas aussi avancés que ceux de Languedoc : « On n'avait même pas fait, en Provence, ce qui se pratiquait en Italie, où quatre des consuls présidaient à l'administration de la commune (*consules de communis*), tandis que les huit autres ne s'occupaient que des soins de la justice (*consules de placitis*)... » (J. de Séranon, *Les villes consulaires et les républiques de Provence au moyen-âge*, 1 vol. Aix, 1858, p. 55.) — Toutefois, M. P. Viollet, dans le mémoire lu par lui à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, sur les justices, les milices et les finances municipales au moyen-âge, dit que dès le ^{xiii}^e siècle, l'administration est distincte de la justice à Avignon et à Arles. (V. Acad. des Inscr. et Belles-Lettres. Comptes rendus de l'année 1900, bulletin de janvier-février, p. 109.)

capitoul qui est le plus ancien avocat des capitouls en fonctions, avec l'assistance du chef du consistoire, qui est un ancien capitoul choisi parmi les avocats ⁽¹⁾. — Dans certains consulats, les consuls ont l'habitude de ne pas exercer eux-mêmes la juridiction municipale; ils en délèguent l'exercice, en tout ou en partie, à des notables de leur choix ⁽²⁾. Cependant, il semble à peu près certain, qu'au moins en droit, la faculté de déléguer leur juridiction n'appartenait pas aux consuls de toutes les villes, puisque Charles (le futur Charles V), lieutenant du royaume pendant la captivité de son père, croit utile de dire *expressis verbis* que cette faculté appartient aux consuls d'Agen et de Condom ⁽³⁾. Les consuls de Limoges, qui jouissaient de ce droit, déléguaient l'exercice de leur juridiction civile à un officier, appelé viguier, et l'exercice de leur juridiction criminelle à un second officier, qui portait le nom de prévôt ⁽⁴⁾.

Quant au reste, ce qui vient d'être dit des magistrats des villes de commune s'applique assez exactement à ceux des consulats. Comme les jurés et les échevins, les consuls s'en-

(1) Cf. V. Fons, Organism. munic. à Toulouse au temps des Capitouls, *Rec. de l'Acad. de législat. de Toulouse*, XXVI, p. 39 et 43.

(2) Par exemple, à Castres, c'est un jurisconsulte, assesseur des consuls, qui exerce la justice au nom de ces magistrats. (Cf. Compayré, *Etudes histor. et docum. inéd. sur l'Albigeois, le Castrais et l'ancien diocèse de Lavaur*, 1 vol., Albi, 1841, p. 367.) Cette coutume existait aussi dans les villes consulaires de Provence. Le point de départ en a été attribué aux grandes difficultés que présentait l'application du droit de Justinien après la découverte du Digeste, au ^{xiii}^e siècle. Les consuls se trouvant fréquemment « dans l'impuissance de trancher les questions » qui leur étaient soumises, « s'adjoignaient alors des magistrats, qui prirent le nom de juges; mais ils n'en conservaient pas moins le privilège de rendre la justice, surtout quand la difficulté existait plutôt en fait qu'en droit ». J. de Séranon, *loc. cit.*, p. 55.

(3) Cf. Ordonn., III, p. 236, art. 11 (1358); XV, p. 637 (1462). — V. toutefois Leymarie, *Hist. du Limousin*, 2 vol., Paris-Limoges (sans date), I, p. 160, qui exprime l'opinion contraire.

(4) Cf. Leymarie. *loc. cit.*, I, p. 170-171.

turent de conseillers. A Toulouse, les capitouls choisissent chaque année six jurisconsultes renommés, ayant rempli les fonctions capitulaires, pour former le « Conseil de robe longue ». Ces conseillers « étaient chargés de donner leur avis sur les affaires qui offraient des questions épineuses de jurisprudence » ⁽¹⁾.

Dans les villes privilégiées et les consulats dans lesquels les consuls ne jugent que sous la présidence d'un officier du seigneur ou du roi, les magistrats municipaux, échevins, syndics ou consuls ont en mains l'exercice de la juridiction. A vrai dire, ils ne sont que les assesseurs du prévôt ou du bayle, mais celui-ci ne fait que prononcer et appliquer telle quelle la sentence qu'ils ont rendue ⁽²⁾. Il semble toutefois que les consuls sont plus jaloux d'indépendance que les échevins et syndics. « Le corps consulaire a réussi parfois à se débarrasser du représentant du seigneur. A Merville, en 1307, la présence du bayle à l'audience n'est pas indispensable. S'il n'y vient point, les consuls ne sont pas tenus de l'attendre. Ceux d'Escazeaux jugent sans lui (1271) ⁽³⁾. »

Enfin, il est à peu près certain que, dans la plupart des villes privilégiées et des consulats qui y correspondent, il existait, comme dans les communes et les consulats de la première catégorie, un conseil d'hommes de loi ou de notables éclairés, qui assistaient de leurs avis les magistrats municipaux ⁽⁴⁾. Dans les villes privilégiées filiales de Beau-

⁽¹⁾ V. Fons, *loc. cit.*, p. 38; Cf. Ordonn., VI, p. 396. — Un conseil analogue existait dans les villes qui avaient adopté l'institution du podestat. Cf. Molinier, article sur l'ancien droit communal de Nice, par Datta, *Rev. hist. de dr. fr. et étr.*, VII, p. 296; R. de Maulde, *Coutumes et règlements de la république d'Avignon*, N. R. H., I, p. 187-190 et 232.

⁽²⁾ Cf. P. Dognon, *loc. cit.*, p. 115.

⁽³⁾ Cf. P. Dognon, *ibid.*, p. 115 et 116.

⁽⁴⁾ Cf. A. Babeau, *La ville sous l'ancien régime*, 2 vol., Paris, 1884, I, p. 316;

mont, il y avait deux conseils de ce genre, ayant des attributions judiciaires assez importantes : les jurés et les hommes quarante ⁽¹⁾.

Paris n'est pas une ville de commune, mais quant à la juridiction municipale, il peut être assimilé à une commune. En effet, dans les limites de la compétence reconnue au Parloir aux bourgeois, le prévôt des marchands et les échevins administrent seuls la justice à leurs concitoyens, sans l'intervention du prévôt de Paris. D'ailleurs la municipalité parisienne est organisée comme celle des communes ; elle ne présente guère d'autre particularité que le nom de son premier magistrat, qui rappelle la confrérie des marchands de l'eau. — Il existe une organisation municipale beaucoup plus originale, c'est celle du Nivernais, du Berry et du Bourbonnais ⁽²⁾. A Nevers, les bourgeois élisent chaque année quatre prud'hommes qui sont investis de fonctions administratives et judiciaires. Ces magistrats ont plus d'indépendance que les échevins des villes privilégiées et un peu moins que ceux des communes. Comme ces derniers, ils jugent seuls dans les limites de la compétence qui leur est reconnue, mais ils ne

Ordonn., III, p. 156, 174, 189 et 342 ; IV, p. 281, 470, 614 et 676 ; Pasquier, *Coutumes de Saint-Bauzeil*, N. R. II., V, p. 524.

(1) « On sait déjà que les maire et échevins, embarrassés pour la solution d'un procès, appellent les jurés à leur aide, avant d'aller prendre droit à leur chef-lieu judiciaire. En outre, dans quelques localités de l'évêché de Verdun, les maire et échevins ne peuvent instruire une affaire criminelle sans faire intervenir les hommes quarante. Enfin, les jurés participent encore à l'administration de la justice dans les trois ans suivants, non plus comme assesseurs, mais comme juges uniques. Partout ils remplacent les maire et échevins, lorsque ceux-ci sont absents. Partout ils constituent avec les sergents seigneuriaux le tribunal d'appel, lorsque, par suite de guerre, il y a impossibilité de se rendre au chef-lieu judiciaire. C'est par une exception insolite que, dans les trois villages de Blancheville, de Rochefort et de la Villeneuve-aux-Chênes, ils ont la charge ordinaire de réviser la sentence des échevins accusés de faux jugement, et qu'ils font par rapport à ceux-ci l'office de cour supérieure ». Bonvalot (*Beaumont*), p. 411.

(2) V. *supra*, p. 16 s.

sont pas saisis directement par les parties. Celles-ci s'adressent d'abord au bailli qui les renvoie devant les quatre prud'hommes à un jour fixé ⁽¹⁾. Ces quatre juges pouvaient appeler des notables de leur choix à siéger avec eux pour les éclairer de leurs conseils. Les notables ainsi choisis ne pouvaient pas refuser leur concours.

A Lille et dans certaines autres villes flamandes, il y a un magistrat au-dessus du mayeur et des échevins, le Rewart. Dans les rapports du corps de ville avec les bourgeois et le dehors, le Rewart est le premier personnage de la commune : c'est lui qui marche en tête dans les cérémonies ; c'est lui qui est nommé le premier dans les actes publics ; enfin, « en public, la puissance et l'honneur lui appartiennent essentiellement ». Mais, chose curieuse, quand les magistrats de la commune sont réunis à la maison de ville, soit pour délibérer sur les affaires publiques, soit pour juger les causes des bourgeois, le Rewart ne prend place qu'après le mayeur et les échevins. Auprès de l'assemblée municipale, il n'a plus qu'un rôle analogue à celui d'un huissier. — Néanmoins, ses fonctions sont importantes, car il est, en outre, chargé de la police générale de la ville et de la garde des clefs des portes ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Cf. Ordonn., III, p. 116.

⁽²⁾ Cf. M. Tailliar, *De l'affranchissement des communes dans le nord de la France et des avantages qui en sont résultés*, 1 vol., Cambrai, 1837, p. 273 ; V. Derode, *Hist. de Lille et de la Flandre wallonne*, 3 vol., Lille, 1848, II, ch. VII, p. 401-461.

Comme on ne s'occupe ici des magistrats municipaux qu'au point de vue de leur rôle judiciaire, il n'est pas nécessaire de parler des conditions qu'ils devaient remplir pour être éligibles. (Cf. Babeau, *loc. cit.* (*La ville...*), I, p. 81-104 ; Leber, *loc. cit.*, p. 216 s. ; Pauffin, *loc. cit.*, p. 177), ni de leur mode, assez variable d'ailleurs, de nomination. Cf. Leber, *loc. cit.*, p. 220, 300, etc. ; Pauffin, *loc. cit.*, p. 175-177 ; Warnkönig, *Hist. de Flandre*, II, p. 276 s. etc. — Quant à leurs fonctions, celles qu'ils remplissent dans l'ordre judiciaire présentent seules de l'intérêt pour cette étude ; mais afin qu'on puisse se faire une juste idée de l'importance du maire, des échevins, jurés, pairs, attournés, syndics, prud'hom-

Après cette énumération des différents magistrats auxquels est confié l'exercice de la juridiction municipale, il est indispensable de dire quelques mots des fonctionnaires municipi-

mes ou consuls, il est bon de savoir que, dans les communes, ils réunissent toutes les attributions : pouvoir législatif (a) et pouvoir exécutif avec ses deux subdivisions : autorité administrative et autorité judiciaire. Cela tient à ce que les communes et certains consuls sont de véritables petites républiques. Dans ces villes, qui entretiennent une milice, autant pour leur propre défense que pour remplir leurs obligations féodales vis-à-vis du suzerain, les magistrats municipaux ont encore des attributions militaires.

Dans les villes privilégiées, les magistrats municipaux ont moins de pouvoirs. Outre la juridiction, ils possèdent un certain droit de réglementation et quelques attributions administratives, qu'ils partagent avec le prévôt. De toutes ces fonctions, celles de l'ordre judiciaire sont de beaucoup les plus importantes. Pour les bourgeois, les échevins sont avant tout des juges, aussi ne faut-il pas s'étonner de voir les bourgeois de Cambrai donner à leur hôtel de ville le nom de « Maison de jugement ». V. Aug. Thierry, *Lettre XIV*, Furne et C^{ie}, Paris, 1866, 12^e édit., p. 221. — La fonction judiciaire des magistrats municipaux est la seule qui puisse quelquefois survivre à l'expiration de leur charge, du moins pour certaines affaires et pendant un certain temps. A Gaillac, par exemple, dans le mois qui suit leur sortie de charge, les consuls peuvent encore juger les affaires qu'ils ont commencé à instruire du temps de leur consulat. Cf. Elie-A., Rossignol, *Etude sur l'hist. des instit. seigneur. et comm. de l'arrond. de Gaillac* (Tarn), 1 vol. Toulouse, 1866, p. 143 ; Giry (Saint-Omer), p. 171. — Toutefois il est prescrit aux juges de s'efforcer d'abréger les procès, surtout les procès criminels et de leur donner une solution avant l'expiration de leurs fonctions. Cf. notamment Ch. Giraud, *loc. cit.*, II, p. 146, *Privilèges munic. de la cité d'Apt*, art. 11. — Notons aussi que, dans certaines villes dont les statuts municipaux sont assez étendus, il est prescrit aux juges de posséder un exemplaire de ces statuts, afin d'avoir ainsi le moyen de les consulter à tout instant, pour être mieux à même de juger conformément à leurs dispositions. Cf. *Statuts d'Arles*, art. 12, dans Ch. Giraud, *loc. cit.*, II, p. 225.

L'exercice des magistratures municipales conférait certains privilèges à ceux qui en étaient investis. Les deux premiers de ces privilèges touchent à la procédure criminelle et à la condition des personnes ; le dernier est d'ordre fiscal. — En pre-

(a) Le pouvoir législatif des magistrats municipaux est assez étendu, tant en matière administrative qu'en matière judiciaire. Toutefois, il ne confère pas à la municipalité la faculté de modifier l'organisation judiciaire de la ville. « Li meres et la commune d'une vile establirent que là où il aveient douze pers que il n'en i auroit que deux. Li rois sot ce, et deffent que ce ne durt et que li per soient arriere mis, com la dignité de la jostise ne puet estre amenuisie sanz le roi ; et plus sevent en un jugement douze sage homes que quatre... » Rapetti, *Li livres de jostice et de plet*, 1 vol., Paris, 1850 (dans la *Collection de docum. inéd. sur l'histoire de France*), p. 12.

paux qui sont leurs auxiliaires dans cette branche de leurs attributions. Le plus important de ces fonctionnaires est le clerc de la ville ou clerc ordinaire. Il est l'auxiliaire obligé des magistrats municipaux réunis en assemblée : il remplit les fonctions de secrétaire quand le maire et les échevins délibèrent sur les affaires publiques; il remplit les fonctions de greffier quand la municipalité siège en cour de justice. Dans les villes importantes, il a des commis sous ses ordres ⁽¹⁾. Il est, en outre, gardien des archives de la ville;

mier lieu, c'est une règle fréquemment admise, surtout dans le Midi, que ceux qui sont ou ont été magistrats municipaux ne peuvent pas être mis à la torture, ni punis de la peine de la mutilation d'un membre, sauf dans certains cas particulièrement graves. Cf. Ordonn., I, p. 556; V, p. 258, 326, 626. — Dans certaines villes, les magistrats ou anciens magistrats municipaux jouissent du privilège de ne pouvoir pas être jugés en public, mais seulement en audience secrète, sauf s'ils sont accusés de certains crimes, hérésie, lèse-majesté. Cf. Ordonn., V, p. 701. — Les jurés des communes du Nord jouissent parfois du privilège de ne pouvoir être soumis à la contrainte par corps. Il y avait cependant exception dans le cas d'infraction à un assurement et dans le cas de laide œuvre, c'est-à-dire de crime qualifié. Cf. Aug. Thierry, *Mon. inéd.*, I, p. 123. — Enfin, certains consuls et échevins, assimilés en cela aux pairs de France, à certains prélats et barons, ont le privilège de n'être justiciables que du parlement. Cf. Ordonn. du roi Jean, déc. 1363, « contenant divers règlements pour le jugement des procès », art. 1^{er}, Ordonn., III, p. 651.

En second lieu, dans un assez grand nombre de villes, les fonctions municipales anoblissent ceux qui les exercent et leurs descendants. Cf. Leber, *loc. cit.*, p. 291-292; Ordonn., V, p. 563; A.-A. Monteil, *loc. cit.*, III, p. 169 s.; IV, p. 421, notes 194-202; Babeau, *La ville sous l'anc. rég.*, I, p. 188. — C'était la noblesse de cloche. Cf. Leber, *loc. cit.*, p. 302; Babeau, *ibid.*, I, p. 133-134; J. Troussel, *Nouveau dictionn. encyclop. universel illustré*, 5 vol., Paris, 1888, v^o *Cloche*. — A ce privilège, il convient de joindre un droit d'une saveur toute romaine, le droit d'images, dont jouissaient les capitouls toulousains et qui leur permettait d'exposer dans leurs maisons « les statues ou les portraits de ceux qui les avaient précédés dans les mêmes fonctions ». Leber, *loc. cit.*, p. 214.

Troisièmement enfin, l'exercice des magistratures municipales exempte, dans beaucoup de villes, ceux qui en sont revêtus, de toute contribution aux charges publiques. Cf. Bateau, *La Ville...*, I, p. 189. — Dans cet ordre d'idées, il convient d'ajouter que les fonctions municipales sont presque partout rémunérées. — Cf. Babeau, *ibid.*, I, p. 172 s.; Flammermont, *loc. cit.*, p. 12; Pauffin, *loc. cit.*, p. 180.

(1) Cf. Glasson, *loc. cit.*, V, p. 111.

en un mot, c'est un « véritable chancelier municipal »⁽¹⁾. Son influence est aussi considérable que ses fonctions. Il constitue un élément stable et permanent à côté des magistrats municipaux qui passent et se renouvellent; aussi est-il le représentant de la tradition, celui à qui tous viennent demander conseil⁽²⁾. L'administration tout entière repose sur lui, car seul il est au courant des affaires. « Partout, il est l'homme de confiance et le factotum de l'hôtel de ville »⁽³⁾; Aussi a-t-on pu dire de lui : il est « la cheville ouvrière de l'administration municipale »⁽⁴⁾.

Il faut citer encore le procureur-syndic, qui remonte évidemment aux procureurs que nomment les bourgeois des villes bateices pour les représenter en justice⁽⁵⁾. Les communes, qui pouvaient s'en passer, car elles étaient représentées par le maire et deux jurés⁽⁶⁾, les adoptèrent cependant dès que l'habitude se prit de les choisir parmi les hommes de loi. — Le procureur-syndic a conservé quelque chose de cette origine, car c'est lui qui est « chargé des intérêts judiciaires de la commune »⁽⁷⁾. Dans les villes qui ne sont point organisées en communes, on le considère comme « le véritable et le seul représentant de la population »⁽⁸⁾. — Avec les siècles, il est devenu un fonctionnaire permanent dont les attributions se sont étendues : c'est lui qui est chargé de « poursuivre devant les tribunaux municipaux les crimes, les délits et même les contraventions de police et de voirie. Son office

(1) Luchaire, *Manuel*, p. 419.

(2) Cf. Giry, *Établ. de Rouen*, I, p. 150.

(3) Cf. Babeau, *La ville...*, I, p. 211.

(4) Flammermont, *loc. cit.*, p. 13.

(5) Cf. Beaumanoir (édition Salmon), ch. IV, nos 154, 155, 169, 171 et 172.

(6) Cf. Beaumanoir, n° 157.

(7) Cf. Luchaire, *Manuel*, p. 419; Brissaud, *loc. cit.*, p. 695, n. 1.

(8) Cf. Babeau, *La ville...*, I, p. 206.

était en quelque sorte, pour employer une expression moderne, le parquet des tribunaux de la ville » ⁽¹⁾.

Il existe encore des clercs de différentes catégories, dont le plus intéressant, au point de vue de la juridiction municipale, est celui qu'on appelle à Bayonne l'Ecrivain de la cour du maire. Ses fonctions consistent à « tenir registre de la procédure suivie et des actes expédiés » ⁽²⁾.

Enfin, nous arrivons aux sergents ou sergents à masse. Ce sont des huissiers qui font le service de la cour échevinale ⁽³⁾. A Paris, on les appelle sergents de la cour aux bourgeois, par opposition aux sergents de la marchandise de l'eau ⁽⁴⁾. Leurs fonctions sont partout les mêmes ; les deux articles des coutumes locales d'Amiens, que nous reproduisons en note, en contiennent une énumération complète ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ Giry, *Établ. de Rouen*, I, p. 151.

⁽²⁾ Giry, *ibid.*, I, p. 152.

⁽³⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, V, p. 111.

⁽⁴⁾ Cf. Ordonn., X, la célèbre Ordonn. de Charles VI sur la juridiction du prévôt des marchands et des échevins de la ville de Paris (1415), art. 512-530; Le Roux de Lincy, *Hist. de l'hôtel-de-ville de Paris*, 1 vol., Paris, 1846, p. 208-212.

⁽⁵⁾ Art. 27 : « Sergens à masse d'icelle ville et prevôté peuvent, en vertu de leurs masses, faire criées et subhastations des héritages situez en ladicte ville et banlieuë pour sommes de deniers en quoi le possesseur d'iceux est obligé, soit par lettres obligatoires royaux ou autres obligations ou condamnations : et peut prendre et mettre en la main desdits maieur, prevot et eschevins, lesdits héritages desdits obligez ou condamnez, en la présence de deux personnes, et icelle prinse signifier ausdits maieur, prevost et eschevins et audit obligé ou à son domicile; et faire les criées de huictaine en huictaine à jour de dimanche et issuë de grand messe ».

Art. 28 : « Aussi peuvent lesdits sergens, en vertu de leurs masses, faire tous adjournemens et significations en matière civile, personnelle ou réelle sur les habitans de ladicte ville, et exécuter toutes obligations, contracts et sentences données desdits maieur, prevost et eschevins ou par juges royaux sans pour ce avoir commission par écrit, en baillant toutefois copie de leurs exploits, sentences ou obligations » (Bourdod de Richebourg, *Cout. général*, I, p. 192).

APPENDICE

LA JURIDICTION VOLONTAIRE OU GRACIEUSE

On sait ce qu'est la juridiction volontaire ou gracieuse. C'est le pouvoir qui appartient aux magistrats municipaux de présider à des actes qui requièrent l'intervention de l'autorité publique (émancipation, nomination de tuteurs et de curateurs, autorisations diverses, etc.); c'est aussi le droit que possèdent ces mêmes magistrats de prêter leur concours aux particuliers, en dehors de tout procès, principalement dans le but de donner à l'acte qu'ils veulent accomplir tous les caractères de l'authenticité. « Cette juridiction gracieuse n'est pas d'origine romaine et ne vient pas de l'usage d'insinuer certains contrats à la curie. Ce qui le prouve bien, c'est qu'elle se retrouve même dans les parties de la France où les institutions germaniques se sont seules développées » (1). — Quelle en est donc l'origine? — Vraisemblablement, on doit chercher la source de la juridiction gracieuse des magistrats municipaux dans cette triple circonstance : *a*) que la juridiction contentieuse des tribunaux qu'ils composent, faisant des magistrats des villes les juges des contestations entre les bourgeois, ceux-ci ont un intérêt évident à faire intervenir les échevins, jurés ou consuls dans les actes civils importants. Si une difficulté vient à surgir, les juges pourront statuer en pleine connaissance de cause, puisqu'ils auront présidé à la convention qui lie les parties; *b*) que l'habitude, fréquente chez les bourgeois, de choisir des arbitres parmi les échevins, soit pour éviter les dangers, les frais ou les lenteurs de la procédure ordinaire, soit pour faire trancher par les magistrats urbains des litiges dépassant leur compétence, porte également les parties à solliciter l'intervention de leurs futurs arbitres dans leurs

(1) Cf. Glasson, *loc. cit.*, V, p. 71.

affaires, pour la raison déjà signalée; c) que les magistrats municipaux, étant des témoins privilégiés, les parties sont désireuses de s'assurer le bénéfice de leur témoignage.

Ce dernier point est l'origine unique dont on fasse généralement dériver la juridiction gracieuse des magistrats municipaux ⁽¹⁾. C'est peut-être une théorie trop étroite; il semble bien que, pas plus que la juridiction contentieuse, la juridiction gracieuse des corps de ville ne découle d'une origine unique, peut-être même la triple origine que l'on propose n'est-elle pas suffisante et faudrait-il, dans certains cas, mentionner également les chartes.

La nature et l'origine de la juridiction gracieuse des magistrats municipaux étant connues, demandons-nous dans quels cas et dans quelle forme elle s'exerce et quels sont ses effets ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Cf. Giry, *Etabl. de Rouen*, I, p. 23; *Hist. de Saint-Omer*, p. 185; Glasson, *ibid.*, V, p. 71.

⁽²⁾ Dans les villes du Centre et de l'Est, ainsi que dans les communes du Nord, les magistrats municipaux procèdent eux-mêmes à tous les actes qui entrent dans le domaine de la juridiction gracieuse. Dans les consulats méridionaux, au contraire, les magistrats municipaux se déchargent de la réception des actes sur des notaires nommés par eux. Ils n'interviennent que pour présider aux émancipations, aux nominations de tuteurs et de curateurs, etc. (Cf. Ordonn., XI, p. 68, *Privilèges de Montauban*, art. 5) Cette différence entre les consulats et les autres villes tient sans doute à ce qu'il n'y a guère de notaires municipaux que dans le Midi (Cf. Ed. Bonvalot, *Hist. du droit et des instit. de la Lorraine et des trois évêchés* (843-1789), 1 vol., Paris, 1895, p. 292; Glasson, *loc. cit.*, V, p. 72.) Il y a même des régions dans lesquelles les magistrats municipaux continuent à faire office de notaires « bien longtemps après l'institution du tabellionage ». Par exemple en Lorraine, en Barrois et en Luxembourg (Cf. Bonvalot (*Beaumont*), p. 391). — Quand Louis XI eût donné une municipalité à la ville d'Angers, le tabellionage d'Anjou fut « supprimé et remplacé par le corps de ville pour l'exercice de la juridiction gracieuse » (Giry, *Etabl. de Rouen*, I, p. 235).

Ces fonctions de tabellions qu'exercent ainsi les échevins du moyen-âge « s'expliquent très bien en raison du nombre excessivement restreint alors de personnes sachant écrire et rédiger avec facilité. Il en résultait un grand bien pour l'administration de la justice, car l'importance et les difficultés de la charge devaient faire choisir les échevins parmi les plus capables et les plus instruits » (M. E. Lemaire, *Livre rouge de l'hôtel-de-ville de Saint-Quentin*, introduction, p. xxxvii).

En règle, tous les actes et contrats importants sont faits en présence des magistrats municipaux ⁽¹⁾. On voit ceux-ci intervenir en matière de werp, vesture ou saisine ⁽²⁾, en matière de donation ⁽³⁾, de testament ⁽⁴⁾, de reconnaissance de dette ⁽⁵⁾, de vente ⁽⁶⁾ et d'entravestissement par lettres ⁽⁷⁾. Ils inter-

⁽¹⁾ Les échevins paraissent d'ailleurs ne pouvoir pas refuser leur concours aux parties qui viennent le solliciter. Ils « étaient tenus d'assister les particuliers qui venaient requérir leur présence, comme témoins d'un contrat de vente ou d'une obligation et de leur en donner une attestation » (X. Mossmann, *Recherches sur la constitution de la commune à Colmar*, 1 vol., Colmar, 1878, p. 121.

⁽²⁾ « Lesdits eschevins ont les droits des werps, de dessaisines et saisines quant aucuns marchiés ou vendicions se font en ladite loy et eschevinage... » (Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 298, Coutume d'Aubigny, art. 18; II, p. 154, Coutume d'Outrebois, art. 4; II, p. 148; Coutume d'Ocoche, art. 6). Ce dernier article indique la rémunération due dans ce cas : « pour leurs droix de chascune saisine, ont iceulx mayeur et eschevins accoustumé de prendre et avoir pour leur salaire et vacacion, cinq sols tournois » (Voy. aussi Bouthors, *ibid.*, II, p. 400, Cout. d'Epinoi et Caroin, art. 13; M. Tailliar, *Recueil d'actes des XII^e et XIII^e siècles en langue romane wallonne du nord de la France*, 1 vol., Douai, 1849, p. 133, pièce 70 : ban municipal de 1246, « qui prescrit à quiconque werpit héritage dedens le pooir de la ville de Douai, de le werpir en pleine halle devant les échevins ». Cf. également Bonvalot (*Beaumont*), p. 476).

« La vesture était un acte d'autorité par lequel un possesseur était solennellement investi de l'héritage, c'est-à-dire de l'immeuble tenu par lui. Un échevin devait intervenir avec le maire à l'acte de vesture; ce qui constituait pour cet acte le plaïd banni » (Aug. Prost, *L'ordonnance des Maiours. Etude sur les institutions judiciaires à Metz, du XIII^e siècle au XVII^e, N. R. II.*, 1878, p. 192; Aug. Prost, *Etude sur le régime ancien de la propriété. La vesture et la prise de ban à Metz, N. R. H.*, 1880, p. 3. — Cf. également E. Champeaux, *Essai sur la vestiture ou saisine*, thèse Paris, 1898, p. 209, n. 1.

⁽³⁾ Cf. Tailliar, *Recueil d'actes*, p. 177, n° 113, juin 1250; p. 194, n° 122, avril 1252.

⁽⁴⁾ Cf. Tailliar, *ibid.*, p. 194-198, n° 123, juillet 1252; p. 279-282, n° 187, décembre 1266; Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, I, p. 292, Cout. d'Arras, art. 27.

⁽⁵⁾ Cf. Tailliar, *ibid.*, p. 107, n° 45; p. 78, n° 24.

⁽⁶⁾ Cf. Tailliar, *ibid.*, p. 131, n° 68, janvier 1246; L. Delisle, *Notice sur le cartulaire du comté de Rethel*, p. 61, n° 200; p. 65, n° 210, dans *Annuaire-bulletin de la Société de l'hist. de France*, année 1867.

⁽⁷⁾ Cf. Roisin, p. 84; Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 267 (Cout. d'Arras, art. 8); p. 276 (Cout. de Wancourt et de Guemappes, art. 22); Tailliar, *ibid.*, p. 315, n° 207, août 1271.

viennent encore pour commettre un curateur à une succession vacante, quand le *de cujus* laisse des créanciers, afin que ceux-ci aient un adversaire contre lequel ils puissent faire valoir leurs droits ⁽¹⁾. Les magistrats municipaux procèdent encore au bornage, sur la demande des propriétaires voisins ⁽²⁾ et à l'inventaire des successions échues à des mineurs ⁽³⁾. Ils reçoivent les paix et les assurements ⁽⁴⁾.

(1) Cf. Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, I, p. 294, Cout. de la ville de Saint-Omer, art. 55.

(2) Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 154 (Cout. d'Outrebois, art. 4) et p. 188, note 84.

(3) Cf. Arch. mun. de Bordeaux, V, *Livre des coutumes*, p. 214-215, n° 16.

(4) Dans certaines villes, il existe des magistrats inférieurs investis d'une véritable juridiction, les paiseurs ou apaiseurs, qui remplacent en cela les échevins (Voy. *infra*, § précéd.). — « La conservation du bon ordre et de la paix rentre essentiellement dans les attributions des échevins, à une époque où les excès de la force sont si fréquents et les haines si violentes; c'est dans ce but que sont institués les assurements, les trêves, les actes de paix ou réconciliations.

» En première ligne se présentent les assurements. Existe-t-il entre deux bourgeois un sujet d'inimitié capitale qui fasse craindre de violentes attaques ou de sanglantes représailles, ils sont tenus l'un et l'autre de comparaître devant les échevins et de donner les garanties convenables. Aussi, en 1244, un record des échevins (de Douai) constate que Raoul de Férin les assure qu'ils n'ont rien à craindre de lui ni des siens; un autre record constate un engagement semblable de la part de Gillot au Cerf.

« Les trêves, quoiqu'étant seulement temporaires, ont aussi leur efficacité, parce qu'elles apaisent et amortissent les irritations. Un ban de 1245 prescrit d'observer fidèlement toutes celles qui sont prises et de s'y soumettre à l'extérieur comme à l'intérieur de la ville.

» Le résultat est encore meilleur lorsqu'on peut arriver à une réconciliation complète entre les bourgeois ennemis l'un de l'autre. Ainsi, en 1246, une paix est faite devant échevins par deux bourgeois qui s'entrebaisèrent. Un autre acte du même genre, aussi de 1247, intervient de la part d'un bourgeois de Douai nommé Brice, lequel déclare quitte Marchand et les siens, relativement au jeune fils de celui-ci, qui avait sans discernement frappé le fils du premier et occasionné sa mort ». (Président Tailliar, *Chroniques de Douai*, 3 vol., Douai, 1875-1877, I, p. 235, 236; et sur la date de l'institution des paiseurs et leurs fonctions, p. 245. Voy. aussi Tailliar, *Recueil d'actes*, p. 120, 121, 126 et 140; Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, I, p. 126 et 264; de Calonne, *loc. cit.*, p. 30, 31; Ordonn., V, p. 159 s. (Charte de Péronne, art. 4); XI, p. 249 (Charte de Tournai, art. 4); enfin la thèse récente de M. Pierre Dubois, *Les Asseurements au XIII^e siècle dans nos villes du Nord*, p. 130-230.

On voit, par cette énumération bien incomplète ⁽¹⁾, quelle était la fréquence de l'intervention des magistrats municipaux dans les actes civils des particuliers ⁽²⁾. Il faut noter que cette intervention était fréquemment obligatoire pour les parties ⁽³⁾. Cette obligation avait une double et énergique sanction : une sanction civile qui était la nullité de l'acte qui n'avait pas été passé devant les magistrats municipaux, et une sanction pénale, consistant en une amende très élevée, à laquelle s'ajoutait quelquefois le bannissement ⁽⁴⁾. — Cette rigueur montre à quel point les magistrats municipaux étaient jaloux de leurs prérogatives ; la sévérité des bans municipaux tenait sans doute à ce que l'autorité des échevins n'était pas seule en jeu ; il y avait aussi une préoccupation fiscale : la juridiction volontaire n'était pas gratuite. — Quant aux magistrats qui ont qualité pour recevoir les actes et les contrats des par-

(1) Voyez un assez grand nombre d'hypothèses différentes, accompagnées de spécimens d'actes concrets dans F. Bourquelot, *Notice sur le manuscrit intitulé Cartulaire de la ville de Provins* (xiii^e et xiv^e s.), Bibl. de l'Ec. des Ch., XVII, p. 199.

(2) Il faudrait y ajouter un très grand nombre d'autres actes qu'ont de tout temps faits les magistrats investis de la juridiction gracieuse et que faisaient même les notaires publics dans les villes de consulat : nomination de tuteurs et curateurs, émancipation, autorisation de la vente des biens des mineurs (Cf. Brisaud, *loc. cit.*, p. 904), ouverture de testament, etc., etc. Tous ces cas et bien d'autres ont été passés sous silence, faute de documents.

(3) Cf. *Olim*, II, p. 841, 842. Les bourgeois de Saint-Dizier, pour éviter de payer le droit de sceau de douze deniers par livre, que prélevaient les échevins, avaient imaginé de s'adresser aux notaires royaux, dont les exigences étaient plus modestes. Sur l'avis conforme de son chef de sens (Ypres), la municipalité de Saint-Dizier décida que cette pratique constituait une violation des privilèges de la commune et donnait lieu à une amende, sans préjudice de la nullité de l'acte ainsi fait. — Voy. également Tailliar, *Recueil d'actes*., n° 68, p. 131 : « Ban qui défend de vendre un héritage situé dans la juridiction de la ville, si ce n'est devant échevins ». — n° 70, p. 133 : « Ban qui prescrit à quiconque werpit héritage dedens le pooir de la ville de Douai, de le werpir en pleine halle devant les échevins ».

(4) Cf. *Olim*, II, p. 842 : Nullité de l'acte et amende « selon l'arbitraige desdits eschevins » ; Tailliar, *Rec. d'actes*..., n° 68, p. 131 : Nullité de l'acte et amende de 50 livres : — n° 70, p. 133 : amende de 50 livres et bannissement.

ticuliers, ce sont en général le maire et les échevins. Mais il ne paraît pas y avoir eu de règle bien établie. Tout dépendait des usages locaux, qui étaient eux-mêmes assez flottants sur ce point. A Provins, par exemple, « la plupart du temps les actes sont passés devant le maire de la ville et les échevins, ou une partie des échevins; quelquefois ils ont lieu devant le maire seul, ou devant un ou plusieurs échevins, ou devant le maire et un fonctionnaire municipal appelé logier ⁽¹⁾, ou le maire et le prévôt, le maire et son clerc, le maire et son sergent, le maire et quelque maire de la banlieue, le maire et un ou plusieurs jurés, le maire et des tabellions, etc.... » ⁽²⁾.

II

Formes. — L'intervention des magistrats municipaux avait pour but la rédaction d'un *instrumentum* qui relatait le nom des parties, l'objet de la convention ou de l'acte et mentionnait la présence et le nom des échevins, ainsi que la date. Jusque vers le milieu du xv^e siècle ⁽³⁾, l'acte est fait de manière à fournir un titre au créancier et une pièce aux archives municipales. « Et sy baillent iceulx eschevins lettres d'icelles ventes et transpors qu'ilz font grosser par leur greffier, lesquelles se font par cyrographe; dezquelz cyrographes le moittié se délivre aux parties et l'autre moittié demeure au coffre de la ville » ⁽⁴⁾. — Il est peut être bon de donner un

⁽¹⁾ Le logier est un officier municipal dont les fonctions sont très imparfaitement connues, quoiqu'elles « semblent être particulièrement judiciaires ». Bourquelot, *Notice sur le manuscrit intitulé Cartulaire de la ville de Provins* (xiii^e et xiv^e siècles), Bibl. de l'Ec. des Chartes, XVII, p. 236.

⁽²⁾ Bourquelot, *ibid.*, p. 200.

⁽³⁾ Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 176, n. 31. Il signale, en effet, « une délibération de l'hôtel de ville d'Amiens, du 13 décembre 1441, qui déclare qu'à l'avenir les actes publics ne seront plus rédigés dans cette forme ».

⁽⁴⁾ Bouthors, *ibid.*, II, p. 83 (Cout. de Bourrech-sur-Canche, art. 12, *in fine*); II, p. 298 (Cout. d'Aubigny, art. 18, *in fine*). — Non seulement on conservait ces

exemple concret des actes rédigés par les échevins du moyen-âge. Voici un contrat reçu par les magistrats municipaux de Saint-Dizier. « Nous, eschevins de la commune de Saint-Disier, faisons savoir à tous ceulz qui verront et oïront ses presens lettres, que Thiebaus Duerville et Jehanne, sa femme, ont laissié à Jehan, fil Paquete, Colette, sa femme, une loie que il avoient en la grant rue, entre la Maison-Deu et Estrignon, einsis comme elle se porte, parmy vint et cint solz de sens à paier, la moitié à la Saint-Jehan et l'autre moitié à Noel, chascun an, et au vim ⁽¹⁾, seis soulz et vint deniers. Ce fut fait dou consentement des hoirs presans et par Rechier de Moncelx, nostre bailli; et ont promis li dis Thiebaus et sa feme, par devant nous, s'auscuns volloit tourber ledit Jehan et sa femme dou dit laiz, que il lor en pourteroit bonne et leial garentie, selonc le droit et la loy de la ville de Saint-Disier. Et pour ce que se soit ferme choze et estable, nous eschevins avons scellei ses lettres de nostre scel. Ce fut fait, l'an de grâce, etc. » ⁽²⁾. — Quelquefois les actes de la juridiction volontaire donnaient lieu à certaines formalités naïves. Tel était le cas de l'entravestissement par lettres à Arras : « En ladite ville, loy, banlieue et eschevinage, il y a deux manières d'entravestissemens, l'un appellé entravestissement de sang, qui se cause quant il y a enfant issu du mariage,

actes « dans une salle et dans une armoire à part, en la huche de la ville », mais encore, on prenait de temps en temps la précaution de les transcrire sur un registre. Cf. Bourquelot, *Notice sur... Cartulaire de... Provins*, Bibl. Ec. des Ch., XVII, p. 199.

(1) Probablement à l'époque de la vendange.

(2) *Olim*, II, p. 795. — Voy. aussi Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, IV, p. 28 (*instrumentum* dressé en 1250 par l'échevinage d'Abbeville, à l'occasion d'un contrat de vente); Louandre, *loc. cit.*, II, p. 245, 246; Vallet de Viriville, *Les archives histor. du département de l'Aube et de l'ancien diocèse de Troyes*, 1 vol., Paris-Troyes, 1841, liasse 481, pièce C, p. 181, 182; M. Quantin, *Cartulaire général de l'Yonne*, II, p. 468; F. Robiquet, *loc. cit.*, p. 30; Bourquelot, *Notice sur le Cartulaire de Provins*, Ec. des Ch., XVII, p. 200-202, donne huit spécimens,

l'un de l'autre : l'autre quand deux conjoints comparent pardevant deux eschevins et recognoissent l'amour de mariage qu'ils ont l'un à l'autre, et en iceluy demonstrant, la femme va baiser son mary en la présence desdits eschevins. Lequel entravestissement ainsi fait est appelé entravestissement par lettres » ⁽¹⁾.

Dans les bonnes villes du domaine du roi où on tenait assise, une ordonnance de Philippe le Hardi, qui ne nous est pas parvenue, décidait qu'il devait y avoir deux prud'hommes élus « pour oïr les marchiés et les convenances dont l'en veut avoir lettres de baillie ⁽²⁾ ». Ces prud'hommes recevaient les contrats des parties et en dressaient un acte auquel ils oppo-
saient leur sceau. On voit généralement des notaires dans ces prud'hommes ⁽³⁾ ; on verra dans un instant que les actes reçus par eux n'avaient pas la même efficacité que les actes reçus par les magistrats municipaux. Il va de soi que dans les villes privilégiées, le prévôt était investi de la juridiction volontaire concurremment avec les échevins. Il n'y a pas à insister sur ce point, mais on doit signaler que, même dans certaines communes, le prévôt concourait à la réception des actes de juridiction gracieuse. C'était notamment le cas de Provins ⁽⁴⁾ (cependant, on ignore dans quelle mesure son concours était nécessaire). C'était aussi le cas d'Amiens ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, I, p. 277, Coutumes d'Arras, *Des entravestissements*, art. 1^{er} ; l'art. 2 prononce la nullité de tout entravestissement par lettres fait autrement.

⁽²⁾ Beaumanoir, ch. I^{er}, n. 52.

⁽³⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 395.

⁽⁴⁾ Cf. Cartulaire de la ville de Provins, fol. (2 v^o), (4 v^o), (23 v^o), (81 v^o), cité par Pauffin, *loc. cit.*, p. 344.

⁽⁵⁾ Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, I, p. 126, nous apprend qu'« à l'époque où fut rédigée la charte communale, 1117, les assurements se donnaient devant le maire, les échevins et le prévôt. Cependant, dans la suite, le prévôt perdit cette attribution.

III

Quels effets découlaient de la juridiction gracieuse ? — L'intervention des magistrats municipaux donne l'authenticité aux actes et contrats qu'ils reçoivent ⁽¹⁾. Le caractère authentique des actes et contrats passés par les bourgeois devant les échevins est garanti par un sceau spécial. Ce sceau, qui fait quelquefois donner aux instruments le nom de « saëlés (ou scellés) d'eschevins », n'est pas le sceau solennel ou grand sceau, qui ne sert qu'à la validation des actes intéressant la commune tout entière, c'est un sceau plus modeste. Le plus souvent, c'est le sceau qui sert pour les jugements, *sigillum ad causas*, le sceau aux causes ⁽²⁾. Mais dans un certain nombre de communes, on emploie, pour valider ces actes, une troisième espèce de sceau, ne servant qu'à cet usage, *sigillum ad cognationes* ⁽³⁾, le sceau aux connaissances. — Lorsque, au xvi^e siè-

⁽¹⁾ Cf. Louandre, *loc. cit.*, II, p. 245. — Ordonn., XI, p. 313, art. 25.

⁽²⁾ V. Varin, *Archives législatives de la ville de Reims*, 2^e partie, II, p. 174, note : « Ont encore lesdicts eschevins un scel pour l'approbation de leurs sentences et aultre chose qu'il convient sceller, qui est autentique et comme tel a été approuvé et receu par arrest de la cour du Parlement à Paris, l'an mil-trois-cens-vingt-et-un et par la coustume de Reims, tant ancienne que moderne, esmologuée receue et registrée en ladicté cour de parlement, article soixante dix-huict. »

⁽³⁾ Cf. Luchaire, *Manuel*, p. 414 ; Beaultemps-Beaupré, *loc. cit.*, p. 270 ; Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, I, p. 291, *Cout. de Saint-Omer*, art. 25 ; II, p. 941, *Cout. de Lille*, ch. VIII, art. 1^{er} ; Labande, *loc. cit.*, p. 136. — Le sceau des échevins donnait l'authenticité aux actes auxquels il était apposé. Il n'en était pas de même du sceau des deux prud'hommes ou notaires dont il était question il n'y a qu'un instant ; Beaumanoir nous apprend, en effet, que le bailli donnait le caractère authentique à l'acte scellé par les « preudhommes esleus pour oïr les marchiés et les convenances », en y apposant son propre sceau. « Et ce qui est tesmoigné par les seaus de ces deux preudhommes li baillis, en plus grant seurté de tesmoignaige met le scel de la baillie et prend, pour le scel, de la livre une maille. » (Beaumanoir, n. 52). — Dans le Midi, au contraire, les sceaux des notaires suffisent, comme ceux des magistrats du Nord, à donner l'authenticité aux actes reçus par eux. Cette différence entre les notaires du Midi et ceux du Nord tient à ce que ceux-ci restèrent plus longtemps que les premiers de simples auxiliaires de la justice, dont le sceau devait être accompagné de celui du juge. Cf. Brissaud, *loc. cit.*, p. 904, 905.

cle ⁽¹⁾, s'introduisit la règle que tout acte authentique emporte hypothèque générale sur les biens du débiteur, cette règle s'appliqua aux actes reçus par les magistrats municipaux. « Par la coustume de ladite ville et eschevinage de Lille, tous contrats, recognoissances et obligations faites et passées pardevant eschevins, sous le scel aux cognoissances de ladite ville, créent hypothèque dès l'instant d'icelle, sur les biens meubles, cateux et héritages de l'obligé ou recognoissant venus et advenir, et sur ceux de ses hoirs situez en la ville, taille et banlieue, seigneuries et pairies y enclavées, si avant que eschevins dudit Lille ont à juger, sans qu'il soit besoing par tels hoirs eu faire recognoissance ⁽²⁾ ».

L'acte revêtu du sceau des échevins a une force probante complète. Il semble même possible d'affirmer que le brocart : « témoins passent lettres » ne put jamais être dirigé contre un « scellé d'échevins ». Les juridictions municipales auraient ainsi appliqué avant la lettre la règle formulée dans l'art. 54 de l'Ordonnance de Moulins. — En outre, comme la lettre de baillie, les lettres d'échevins constituent un titre exécutoire ⁽³⁾. Le créancier fait lire son titre à l'audience, et dès que les juges ont constaté la régularité du titre, ils donnent au demandeur l'autorisation de s'emparer de la personne du débiteur, à son défaut, de ses meubles et, faute de meubles, de ses immeubles ⁽⁴⁾. La mise en possession des immeubles, qui n'intervenait que quand les meubles étaient insuffisants,

⁽¹⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, VII, p. 679; Violette, *Hist. du droit civil franç.*, 2^e éd. 1893, p. 741.

⁽²⁾ Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, II, p. 941, *Coutumes de Lille*, ch. VIII, art. 1^{er}; V. aussi l'art. 4 des mêmes coutumes. Cf. *ibid.*, I, p. 291, *Coutumes de Saint-Omer*, art. 25.

⁽³⁾ Cf. Usages et stilsz notoirement gardez et observez en ladite ville, banlieue et échevinage d'Aire, art. 5, dans Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, I, p. 321-323.

⁽⁴⁾ Cf. Roisin, p. 48.

n'avait lieu que jusqu'à concurrence de la somme due ⁽¹⁾.

De même que la qualité de témoins privilégiés des échevins ⁽²⁾ s'oppose à ce qu'on contredise leur témoignage ⁽³⁾, de même, s'opposer à l'exécution d'un acte scellé de leur sceau est un « mesfaict » punissable d'amende. Cela résulte de l'article 130 du Recueil des décisions rendues par les échevins d'Ypres sur la demande de ceux de Saint-Dizier, dans lequel il est question d'un bourgeois « contre lequel li baillis maintenoit que il s'estoit mesfais, et si aloit contre le saellé d'eschevins, quar, comme il fust obligiez, par un saellé d'eschevins envers les Lombards d'Ancerville en la somme de soixante l., et on feist execution sus luy de ladiete somme, et il se soit opposeiz en disant que execution ne devoit estre faite sus luy que de la moitié de cette somme... » ⁽⁴⁾. Cependant, dans certaines coutumes, il n'y avait méfait que lorsque l'opposition avait été jugée non fondée : « Se aucuns contre les lettres et chirographes desdis eschevins s'oppose et contredit, et puis dequiert par bon procès, ou va contre leur sentence et en dechiet, il paie LX livres d'amende » ⁽⁵⁾.

Enfin, il y avait certains délais passés lesquels les actes portant le sceau municipal ne pouvaient plus être utilement produits en justice. Le créancier dont les droits étaient constatés dans un pareil acte devait le faire renouveler avant l'expiration de ce délai. A Lille, ce délai était de deux ans ⁽⁶⁾. Le temps pendant lequel on pouvait utilement se prévaloir

⁽¹⁾ Cf. Roisin, p. 48, 49.

⁽²⁾ On se souvient que cette qualité est une des sources de la juridiction volontaire.

⁽³⁾ Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 122 (Cout. de Gesaincourt, art. 5).

⁽⁴⁾ *Olim*, II, p. 781, 782; de même art. 132, *ibid.*, p. 783.

⁽⁵⁾ Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 673 (Cout. d'Ardre, art. 23). — Il est presque inutile de dire que le fait de falsifier ces lettres et chirographes était sévèrement puni. (Cf. Bouthors, *Ibid.*, art. 22 de la même coutume).

⁽⁶⁾ Cf. Roisin, p. 46.

devant le juge d'un acte sous-seing privé était moitié moindre ⁽¹⁾.

§ II. *Les tribunaux municipaux.*

En règle, chaque ville, commune, ville privilégiée ou consulat, possède un tribunal municipal. Ce tribunal est exclusivement municipal dans les communes et dans les consulats qui peuvent leur être assimilés; il est municipal et prévôtal dans les villes à privilèges et les autres consulats. On a déjà dit que, même dans ces deux dernières catégories de villes, la juridiction dont il s'agit peut être considérée comme une juridiction municipale, car le représentant du seigneur qui préside les magistrats populaires ne joue qu'un rôle de pure forme et ne « fait pas acte de juge » ⁽²⁾. Les jugements sont l'œuvre exclusive des échevins ou consuls. D'ailleurs, il arrive assez fréquemment que les échevins ou consuls jugent sans l'officier royal ou seigneurial, par exemple parce que celui-ci, par suite d'absence légitime ou de simple négligence, ne vient pas à l'audience ⁽³⁾ ou qu'il « laisse tomber en désuétude son droit de présider » ⁽⁴⁾.

Dans les villes de consulat qui ne sont qu'une variété de communes, à partir de l'époque où la juridiction municipale, se séparant de l'administration, est confiée à un tout petit nombre de magistrats ⁽⁵⁾, la cour municipale est pour ainsi dire réduite à sa plus simple expression. Elle se compose, en général, d'un président, qui est toujours un consul en charge, et d'un ou de deux assesseurs qui sont fréquemment pris parmi les magistrats sortis de charge ⁽⁶⁾. — Dans les communes

(1) Cf. Roisin, p. 45.

(2) Cf. Dognon, *loc. cit.*, p. 118.

(3) V. *supra*, p. 10 s., et 2^e partie, ch. II, sect. I, § 1.

(4) Cf. Dognon, *loc. cit.*, p. 118, note 2, *in fine*.

(5) V. *supra*, 2^e partie, ch. II, sect. I, § 1.

(6) V. *supra*, *eod. loc.*

où la juridiction est exercée par la municipalité tout entière, le tribunal municipal présente un personnel plus nombreux et un plus imposant appareil. Si on prend Bordeaux comme exemple ⁽¹⁾, on voit que la cour du maire se compose de ce magistrat, des jurats et des conseillers auxquels peuvent être adjoints les pairs. « Assis contre le mur du fond de la salle sur un siège élevé d'où il dominait l'assemblée, ayant à sa droite les jurats et à sa gauche les conseillers, tandis que les pairs siégeaient contre les murs latéraux, dans deux longues rangées de stalles, le chef de la cité avait en face de lui, dans le milieu du prétoire, les parties et leurs avocats, non loin desquels était placé le greffier. Les sergents avaient leurs grandes livrées, et, tenant à la main de longues hallebardes, maintenaient dans le silence la foule qui remplissait le prétoire, au-dessous des bancs des pairs » ⁽²⁾. — Outre ses

⁽¹⁾ Bordeaux est une commune dont la charte est une filiale des Établissements de Rouen. (Cf. Rabanis, *loc. cit.*, *Revue histor. de dr. franç. et étr.*, VII, p. 483. — Cf. cependant Barckhausen, dans Archives munic. de Bordeaux, V, *Livre des coutumes*, préface, p. xxvi, xxvii.

⁽²⁾ Rabanis, *ibid.*, p. 502. V. aussi A. de Calonne, *La vie municipale au xve siècle dans le nord de la France*, 1 vol., Paris, 1880, p. 265-269, pièce justificative, n° 24 : une audience de la justice échevinale.

Les magistrats municipaux possédaient certains insignes extérieurs qui les distinguaient des simples bourgeois et les signalaient au respect de ceux-ci. C'était d'abord une robe et un chaperon d'une étoffe de prix, qu'ils revêtaient chaque fois qu'ils avaient un acte officiel à accomplir et principalement lorsqu'ils rendaient la justice. (Cf. R. Guinodie, *Hist. de Libourne et des autres villes de son arrondissement*, 3 vol., Bordeaux, 1845, II, p. 149). — Ce costume était de couleurs variables suivant les villes. A Paris, « la robe était mi-partie de couleur écarlate et tannée, après avoir rouge et été bleue. » (Babeau, *La ville...*, I, p. 167.) A Bordeaux, elle était bleue et blanche pour le maire et rouge pour les jurats. A Marseille, au Puy, les robes municipales sont rouges; celle du maire de la Rochelle est de la même couleur; à Libourne et à Saint-Émilion, elles sont rouges et blanches; à Troyes, bleues et violettes; à Bourges, cramoisies et vertes; rouges et noires à Gaillac; noires à Arras et à Amiens. (Cf. Babeau, *ibid.*, p. 168.) « Le maire de Dijon porte une robe de velours violet à « renversures » de satin cramoisi avec un chaperon de même, bordée d'hermine ». (Babeau, *ibid.*, I, p. 168.) A Bayonne, la robe de justice du maire est ornée de « quatre brandebourgs d'or de Paris à

fonctions de président du tribunal municipal, le maire de Bayonne remplit « les rôles qu'ont de nos jours le ministère public et le magistrat instructeur » ⁽¹⁾.

A Paris, la juridiction municipale est exercée par le Parloir aux bourgeois. Ce tribunal se compose du prévôt des marchands, des échevins, d'un greffier, d'un procureur et de sergents. « Quand il s'agissait de prononcer sur une affaire importante, les marchands de l'eau appelaient au Parloir « molt grand planté de borjois de Paris, des plus sages et des plus anciens, qui sçavoient les coustumes de la ville... » Ces notables, appelés d'abord en nombre indéterminé, devinrent les conseillers de ville, dont le nombre fut fixé à vingt-quatre (fin du xiii^e siècle) ⁽²⁾. — Dès la première moitié du xv^e siècle,

bouquets, avec guipure de clinquant... Les robes consulaires de Toulouse et d'Albi, en velours et en satin, sont revêtues de deux plaques d'or ». (Babeau, *ibid.*, I, p. 170. Cf. aussi Glasson, *Les origines du costume de la magistrature*, dans *séances et travaux de l'Acad. des sc. morales et polit.*, CXIX, p. 85 s.; Loyseau, *Des offices*, livre V, ch. VII (des offices des villes) dans ses œuvres, édition de 1660, p. 471; H. Le Bret, *Hist. de Montauban*, rééditée par l'abbé Marcellin et G. Ruck, 2 vol., Montauban, 1841, I, p. 103; V. Fons, *loc. cit.*, p. 50 et 51; A. du Mège, *loc. cit.*, II, p. 149; A. Germain, *Hist. de la commune de Montpellier*, 3 vol., Montpellier, 1851, I, p. 164.)

En outre, dans certaines villes, la municipalité éprouvait le besoin d'adopter, comme les magistrats de l'ancienne Rome, certains symboles parlants, dans l'exhibition desquels se complaisait la fierté naïve des bourgeois du moyen-âge. C'est ainsi que le corps de ville d'Amiens entretenait deux officiers spéciaux, dont la charge consistait à accompagner le maire et les échevins dans les cérémonies publiques, en portant, comme insignes de la haute justice de leur tribunal, deux glaives de forme antique. (Cf. Aug. Thierry, lettre 19 *in fine*.) — Au milieu du siècle qui vient de finir, on montrait encore à Toulouse « dans la salle gothique où délibéraient les capitouls, le large sabre qui, jadis, fut, pour ces magistrats, l'équivalent des haches consulaires ». Aug. Thierry, *ibid.* (édition Furne, Paris, 1866), p. 290 et 291.

⁽¹⁾ Giry, *Établ. de Rouen*, I, p. 146. — A l'inverse, les jurés de la commune de Sens jugent sans maire. (Cf. M^{lle} de Lézardièrre, *loc. cit.*, IV, p. 324.) A Angoulême, les échevins peuvent juger en l'absence du maire. (Cf. Ordonn., V, p. 681.)

⁽²⁾ Cf. P. Robiquet, *Hist. municip. de Paris depuis les origines jusqu'à l'avènement de Henri III*, 1 vol., Paris, 1880, p. 27 et la note 1; Le Roux de Lincy, *Hist. de l'Hôtel-de-Ville de Paris*, 1 vol., Paris, 1846, p. 112.

la composition du Parloir aux bourgeois, se modifia légèrement. «... Le prévôt des marchands ne pouvant plus assister aux nombreux procès qui devaient être jugés à son tribunal, nomma pour le remplacer, dans cette partie importante de ses fonctions, un lieutenant civil. Plus tard, les occupations des échevins, des conseillers de ville et des autres officiers municipaux augmentant toujours, deux lieutenants de la prévôté des marchands furent établis, spécialement chargés de l'expédition des procès relatifs au commerce par eau » ⁽¹⁾.

A Epinal, il existe « ung eschevin qui congnoist, discute et détermine par semblant (c'est-à-dire en premier ressort) selon les us et coustumes dudit lieu, de tous procès, débats et questions meuz et introduictz par devant lui... par les subgetz d'illeques, sans par escript plaidoyer, ne garder formes de droit escript.. » ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Le Roux de Lincy, *loc. cit.*, p. 188.

⁽²⁾ Ordonn., XIII, p. 502 (Charles VII, 1446). A côté de cet échevin, il existe un prévôt (que mentionne une ordonnance précédente (1444) du même roi, Cf. Ordon., XIII, p. 409), investi d'une compétence qui paraît identique à celle de l'échevin, dont il fait probablement aussi exécuter les sentences. Le tribunal d'appel se compose du bailli et de quatre assesseurs intitulés gouverneurs d'Epinal.

Quant au tribunal particulier aux villes du Nivernais, du Berry et du Bourbonnais, il suffit de renvoyer à ce que nous en avons dit plus haut (Cf. p. 16 s. et 2^e partie, ch. II, sect. I, § 1. Nous aurons encore l'occasion d'en parler à propos de l'appel.

Il est bon de signaler aussi les grands jours des consulats de Provence. « Quatre fois l'année, de trois mois en trois mois, on tenait les grands jours et l'on prononçait alors souverainement sur les causes pouvant entraîner l'application d'une peine afflictive ou pécuniaire. Trois consuls devaient rester à cet effet pendant huit jours, avec les juges (a), dans le lieu consacré à cet usage et s'ils n'avaient pas fini à l'expiration de ce terme, trois autres étaient chargés de venir les remplacer. Au surplus, la justice se rendait également pour tous et personne, dans quelque condition qu'il fût, ne pouvait échapper à l'application de la loi ». J. de Séranon, *loc. cit.*, p. 56. C'était dans ces assises trimestrielles que se jugeaient primitivement les causes criminelles. Quelle qu'en soit l'origine historique, les grands jours, par

(a) On se souvient que ces juges sont des délégués auxquels les consuls confient l'exercice de leur juridiction.

Une formalité est nécessaire pour que le personnel qui compose le tribunal municipal forme, par sa réunion, une assemblée judiciaire. Dans les villes privilégiées et même dans certaines communes, les magistrats municipaux ne peuvent pas se réunir en cour de justice par l'effet de leur seule volonté, quels que soient d'ailleurs l'urgence et le nombre des affaires à juger. Ils ne peuvent siéger comme juges qu'à la conjure du prévôt ou bailli. La conjure ou conjurement est l'acte par lequel l'officier royal ou seigneurial convoque les échevins et les constitue en tribunal ; c'est l'acte préliminaire et indispensable qui met en mouvement l'organisme judiciaire municipal ⁽¹⁾. Enfin, la conjure du prévôt ou bailli n'est pas toujours nécessaire en toute matière. Ainsi à Saint-Omer, le bailli n'est conjureur de la juridiction municipale qu'en matière criminelle ⁽²⁾ ; au civil, la conjure appartient au maire. — Dans les communes qui jouissent de la plénitude de l'indépendance au point de vue de la justice, c'est sur la convocation du maire, à sa conjure, que le tribunal municipal se réunit. — A Metz, dans chacune des trois mairies de la ville, les échevins ne peuvent juger que quand ils sont constitués en plaid banni, c'est-à-dire convoqués et présidés par le maire qui seul possède le droit de ban ⁽³⁾. La constitution du plaid banni a donc de l'analogie avec la conjure.

la publicité considérable donnée à la répression, devaient exercer une certaine influence moralisatrice. A ce point de vue, on peut les rapprocher des franchises véritables dont il sera question plus loin.

⁽¹⁾ Cf. M. Pagart d'Hermansart, *Hist. du bailliage de Saint-Omer* (1193-1790), 2 vol., Saint-Omer, 1898, I, p. 136 ; Ordonn., II, p. 331 ; IV, p. 5 et la note b (Secousse) ; p. 464, 564 et 565 ; V, p. 146 ; Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 297 (coutume d'Aubigny, art. 9) ; p. 299 (coutume de Fouquevillers, art. 8) ; p. 359 (coutume de Hénin-Liétard, art. 9) ; p. 386 (coutume de Ham, art. 2), etc., etc. — Cf. toutefois Giry (Saint-Omer), p. 187.

⁽²⁾ Cf. M. Pagart d'Hermansart, *ibid.*

⁽³⁾ Cf. Aug. Prost, *loc. cit.* (*N. R. H.*, II), p. 190 s.

La fréquence des audiences de la juridiction municipale dépend de l'importance de la population et du nombre des affaires. Dans les villes peu importantes, il n'y a audience que tous les quinze jours ⁽¹⁾; que toutes les semaines une fois ⁽²⁾; que tous les trois jours ⁽³⁾. Dans les villes importantes, il y a audience tous les jours ⁽⁴⁾; il y a même deux audiences par jour à Amiens : le matin, on s'occupe des affaires ordinaires et l'après-midi on expédie les causes sommaires ⁽⁵⁾.

Le tribunal dont il a été jusqu'ici question est le tribunal municipal par excellence, celui que l'on rencontre dans toutes les communes, et qui ordinairement existe seul ⁽⁶⁾. Cependant, dans un certain nombre de villes, il existe au-dessous de lui des tribunaux ordinaires inférieurs dont il faut dire un mot. — Ce sont d'abord les vierscaires de certaines villes du

(1) Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 318 (Cout. d'Houdain, art. 20); p. 289 (Cout. d'Avesnes-le-Comte, art. 15), etc.

(2) Cf. Bouthors, *ibid.*, p. 405 (Cout. de Libercourt, art. 3), etc.

(3) Cf. Bouthors, *ibid.*, p. 687 (Cout. du Pays de l'Angle, art. 5).

(4) Cf. Giry, *Etabliss. de Rouen*, I, p. 141. — A Toulouse, il n'y avait audience que deux fois par semaine, en principe; mais en cas de besoin les juges municipaux siégeaient tous les jours (Cf. V. Fons, *loc. cit.*, p. 39). — A Tournay, les prévôts et jurés siégeaient au moins quatre fois par semaine (Cf. Ordonn., XII, p. 55 (Charte de Tournay, art. 3). On se souvient que le tribunal des prévôts et jurés était une juridiction d'appel. — A Rouen, « une partie des audiences était consacrée aux procès de commerce, d'achats, de dettes, etc., ou, comme on disait alors, aux plaids de meubles; dans les autres, on jugeait les procès relatifs aux propriétés foncières ou plaids d'héritages ». A. Chéruel, *Hist. de Rouen pendant l'époque communale*, 1150-1382, 2 vol., Rouen, 1843, 1844, I, p. 68.

(5) Cf. Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, II, p. 678-682, Ordonn. de l'échevinage d'Amiens relative à la tenue des plaids de la justice municipale, art. 15. — Sur les délits commis à l'audience et les peines sévères auxquels ils donnent lieu. V. Aug. Thierry, *ead. loc.*, I, p. 135 et 185 (art. 37, 39 et 40 de la Charte d'Amiens).

(6) La composition de ce tribunal était quelquefois modifiée par certains usages locaux, dont il est difficile de déterminer l'origine. Par exemple, à Senlis, le maire s'était emparé de la juridiction municipale tout entière, à l'exclusion des pairs, qui auraient dû la partager avec lui. Flammermont, *loc. cit.*, p. 23.

Nord. Ce sont des juridictions de quartier. Il y en a huit à Saint-Omer ⁽¹⁾. Chacune de ces cours de vierscaire se compose d'un maître ou aman, officier de justice qui tient son office du seigneur ou du corps de ville, suivant le cas, et d'un certain nombre d'échevins et de cleres spéciaux, qui se distinguent des échevins de la halle, magistrats municipaux proprement dits, à qui leur nomination appartient. Ces tribunaux inférieurs ont en matière civile et commerciale une compétence peu étendue et sont, en même temps, des tribunaux de police. En présence de questions épineuses, les échevins de vierscaires demandent conseil à ceux de la halle, qui connaissent en appel des sentences rendues par les premiers et possèdent le droit d'évocation par rapport aux causes pendantes en vierscaires ⁽²⁾. — Vient ensuite la juridiction des paiseurs ou apaiseurs. L'apaiseur primitif paraît avoir été le chef d'un groupement particulier, l'association de paix, première étape vers la commune, par laquelle passèrent certaines villes de la Flandre et de l'Artois, avant d'arriver à constituer un corps municipal. Le but essentiel de cette association « était de prévenir et de punir les infractions à la tranquillité publique » ⁽³⁾. — Il est à croire que les magistrats inférieurs que l'on rencontre dans les communes du Nord, sous le nom de paiseurs ou apaiseurs, sont un souvenir de cette association primitive. Et la juridiction de paix qu'ils exercent est sans doute celle des chefs des amitiés ou associations de paix, qui a survécu à l'établissement de la commune, parce qu'elle répond toujours au même besoin, et qui ne fait pas double emploi avec la juridiction échevinale, car, par rapport à celle-ci, elle constitue un tribunal d'ordre inférieur. D'après Roisin, ces magis-

(1) Cf. Giry (*Saint-Omer*), p. 197, 198.

(2) Cf. Giry, *ibid.* ; Ordonn., XIII, p. 141.

(3) Luchaire, *Manuel des instit. fr.*, p. 375.

trats sont chargés d'apaiser les querelles qui peuvent surgir entre les bourgeois. Lorsqu'ils ont réussi à ramener la paix entre deux bourgeois ennemis, leur pouvoir juridictionnel leur permet de procurer une réparation équitable à la partie qui a été lésée par l'autre avant leur accord. S'il s'agit de blessures, les paiseurs font rembourser au blessé les frais que sa guérison a nécessités; si la blessure qu'il a reçue le prive de l'usage d'un membre, le « meffaisans » sera condamné, en outre, au paiement d'une indemnité ⁽¹⁾. Ils fixent et enregistrent les conditions des trêves et partagent avec les échevins le droit de contraindre les parties à se donner un assurement, reçoivent les serments de paix et les cautions qui les garantissent, répartissent les compositions entre les parents du coupable, etc. ⁽²⁾. — L'infraction à la paix intervenue grâce aux paiseurs est punie d'une amende de soixante livres et du bannissement de dix ans et dix jours, si le coupable est un bourgeois, et à perpétuité, s'il est étranger. Ce sont les paiseurs qui prononcent ces peines ⁽³⁾.

Juridiction des gard'orphènes. — Les gard'orphènes sont des magistrats propres aux communes du Nord : ils sont chargés de la protection des orphelins et de la surveillance des tuteurs. Comme sanction de ce droit, ils possèdent une certaine juridiction assez difficile à préciser ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Cf. Roisin, p. 106, art. 1 et 2 et note 1; Ordonn., V, p. 134 (charte de Douai, art. 30).

⁽²⁾ Cf. Giry, *Saint-Omer*, p. 191.

⁽³⁾ Cf. Roisin, p. 108.

⁽⁴⁾ Cf. Roisin, p. 172 et 459. — Les art. 5, 6 et 9 des *Coutumes de Saint-Omer* énumèrent d'autres magistrats inférieurs sur lesquels l'échevinage possède le droit de ressort : les « souverains advoez des orphelins », qui correspondent aux gard'orphènes « les échevins commis et ordonnez au livre du mardy et jeudy, pour les causes personnelles de dix livres parisis et en desoubz, les échevins commis à la Sceille, au livre des rapportz, aux auditions d'enquestes, comptes et semblables devoirs ». Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, I, p. 289. — Cf. l'art. 2

Si on descend vers le Midi, on trouve aussi des tribunaux municipaux inférieurs. Bordeaux possède un prévôt municipal dont le tribunal constitue le premier degré de la juridiction municipale. La compétence de ce tribunal est limitée aux causes dont l'intérêt ne dépasse pas cinquante livres. Ce prévôt doit s'efforcer de concilier les parties; aussi celles-ci doivent-elles comparaître et s'expliquer en personne. Ce prévôt ne siège pas seul; il est « assisté d'un certain nombre de *sages en lois* (savis en leys) ou de prud'hommes (pros homes), désignés parmi les notables citoyens... » ⁽¹⁾.

Enfin, dans les consulats eux-mêmes, on rencontre des tribunaux inférieurs, notamment ceux des *Pacificatores* et des *Clavaires*. Les *Pacificatores* (ou *Paciarii*) ont une assez grande analogie avec les paiseurs des communes du Nord. Ce sont des délégués des consuls, « chargés d'apaiser les contestations qui s'élèvent sur la voie publique... Ils peuvent même mander directement ceux entre lesquels on soupçonne qu'il puisse s'élever quelque dispute » ⁽²⁾. — Les clavaires sont des magistrats subalternes, préposés aux finances, qui possèdent une certaine juridiction en matière fiscale, comme cela s'induit des Lettres de Charles VI (1394) dans lesquelles il est question de l'appel de la sentence de ces magistrats ⁽³⁾. — Notons aussi la juridiction des vendanges (Montpellier). A

du chap. XVI des *Coutumes de Lille*, qui mentionne, à côté du rewart et des paiseurs, le maieur de la Perse, le Trippier du Velours, le commis à la vingtaine et autres collègues subalternes, tous juges de première instance par rapport aux échevins. *Ibid.*, II, p. 947.

⁽¹⁾ Rabanis, *loc. cit.*, p. 473, note. — La cour du maire connaît aussi en appel des sentences que peut rendre, au tribunal domestique, le père de famille, qui est « seul chef, seul maître, seul juge de tous les siens, femme, enfants, petits-enfants, gens à gages ». Rabanis, *eod. loc.*, p. 510.

⁽²⁾ Cf. N. Valois, *Etablissement et organisation du régime municipal à Figeac*, Bibl. de l'Ecole des Chartes, XL, p. 420.

⁽³⁾ Cf. Ordonn., XII, p. 679.

l'époque des vendanges, les contestations sont si fréquentes parmi les gens du menu peuple, que les consuls ne peuvent suffire à les juger; aussi ont-ils pris l'habitude de déléguer leur justice à « un bon et vieux ménager, appelé, dans les registres de l'Hôtel de Ville, le juge de la banque, et par le peuple, le juge des vendanges : cet homme, assis sur un banc de pierre, qui est à côté de la grande porte, est souvent entouré de cent personnes qui lui font leurs plaintes, et de cent autres qui disent leurs raisons; les passans que ce bruit arrête n'y peuvent souvent rien comprendre; mais le juge, accoutumé à leurs criaileries, démêle les bonnes et les mauvaises raisons avec une dextérité merveilleuse, et prononce d'un ton et d'une voix animée par le dieu de la vendange, sans qu'aucun ose en réclamer » (1).

Après avoir parlé de ces juridictions municipales inférieures, il faut dire qu'il existait aussi des tribunaux ordinaires et extraordinaires supérieurs, par rapport au tribunal municipal de droit commun, la cour du maire, qui occupait ainsi une position intermédiaire. — Parmi les tribunaux supérieurs ordinaires, il convient de rappeler le cas intéressant des quatre prud'hommes élus sur le fait des appels, du consulat de Puy-Mirol en Agenais et le cas presque identique des quatre prud'hommes de Castéra-Bouzet, choisis par les consuls pour juger les causes d'appel. On a déjà eu l'occasion de remarquer la curieuse organisation judiciaire de ces deux villes, dont le premier degré de juridiction n'est pas exclusivement municipal, tandis que le second degré présente ce caractère (2).

La commune de Tournay possède également un tribunal municipal supérieur, la cour des prévôts et jurés, qui est

(1) D'Aigrefeuille, *loc. cit.*, II, p. 387.

(2) Cf. *supra*, p. 15 et la note 2.

juge d'appel des sentences rendues par le tribunal des échevins, lequel constitue le tribunal de droit commun ⁽¹⁾. — A partir du rétablissement de la commune de Tournay par Philippe VI, en 1340 ⁽²⁾, la juridiction municipale compte même, dans cette ville, trois degrés : en première instance, les échevins, qui semblent divisés en trois tribunaux de sept juges ayant une compétence identique, mais s'exerçant sur des arrondissements différents ⁽³⁾. Au second degré, le tribunal des Eswardeurs, qui se compose de trente membres (bourgeois élus au premier degré par les chefs de famille). Ils sont juges d'appel des sentences des échevins ⁽⁴⁾. Et enfin, au troisième degré, le tribunal des prévôts et échevins, juge d'appel des sentences des Eswardeurs ⁽⁵⁾.

On se souvient qu'à Beaumont et dans ses villes affiliées, les jurés constituent dans certains cas un tribunal d'appel — Au-dessus du Grand Conseil, qui est la juridiction de droit commun, Strasbourg possède le tribunal des Treize, qui connaît en appel des sentences du Grand Conseil ⁽⁷⁾. — A Metz, où la juridiction municipale est répartie entre le maître-échevin, les échevins et les Treize, le tribunal du maître-échevin est juge d'appel des sentences rendues au civil par les Treize ⁽⁸⁾.

⁽¹⁾ Cf. Ordonn., V, p. 374-376.

⁽²⁾ Cf. Ordonn., XII, p. 54-59.

⁽³⁾ Cela résulte de la combinaison des art. 4 et 5 de la charte citée à la note précédente. — Cf. Al. Am. Monteil, *loc. cit.*, III, p. 156, sur la division de certaines villes en arrondissements judiciaires, sur chacun desquels s'exerce plus spécialement la juridiction du magistrat qu'il a élu.

⁽⁴⁾ Cf. Ordonn., XII, p. 56, art. 16.

⁽⁵⁾ Cf. *Ibid.*, art. 16. — Malgré leur nom, ces prévôts sont des magistrats municipaux tout comme les jurés, les échevins et les Eswardeurs. Ils sont choisis parmi les vingt jurés. — V. Ordonn., V, p. 374-375, art. 1^{er}.

⁽⁷⁾ Cf. B. Bernhard, *Essai sur l'histoire munic. de la ville de Strasbourg*, Bibl. de l'Ecole des Chartes, I, p. 456, 457.

⁽⁸⁾ Cf. A. Prost, *Les institutions judiciaires dans la cité de Metz*, 1 vol.,

Parmi les tribunaux municipaux ordinaires, il en est un qu'il est très difficile de classer, car on ignore presque complètement quelle était sa compétence. Il s'agit du corps des cent pairs des villes qui avaient reçu les statuts de Rouen et de La Rochelle ⁽¹⁾. On sait néanmoins que cette assemblée possède une certaine compétence en matière criminelle ⁽²⁾; mais les renseignements sur ce point sont trop vagues pour que l'on puisse rien préciser ⁽³⁾.

Comme exemple d'un tribunal municipal supérieur et extraordinaire, on peut citer le Plénier conseil de la Rochelle. « Ce devait être une sorte de haute cour de justice ne jugeant que dans des circonstances exceptionnelles, eu égard soit à la qualité de l'accusé, soit à l'importance du crime » ⁽⁴⁾.

Il reste à parler des juridictions spéciales à certains groupements de communes. Il ne s'agit pas des fédérations communes rurales du Ponthieu, du Laonnais ou de la Franche-Comté, ni de celles des villes franches de Lorraine ou de la région des Pyrénées. Ces groupes présentent un intérêt particulier au point de vue administratif, mais au point de vue de l'organisation judiciaire, ils ne se distinguent en rien des types simples à la catégorie desquels ils appartiennent. — Il n'en est pas de même des Hoop ou associations de villes et de villages. La grande différence qui distingue la fédération de communes, le plus souvent rurales, ou de villes à privilèges et l'association de villes et villages est très marquée. Les communes, villes ou villages fédérés forment un seul corps, n'ont qu'une municipalité unique et des magistrats communs

Paris-Nancy, 1893, p. 44, 45; du même auteur, *Les jugements à Metz au commencement du XIII^e siècle*, *Rev. de législ. anc. et mod.*, VI, p. 14 et 15.

⁽¹⁾ Cf. Giry, *Etabl. de Rouen*, I, p. 14.

⁽²⁾ Cf. Giry, *ibid.*, I, p. 148.

⁽³⁾ Cf. cependant Giry, *ibid.*, I, p. 169.

⁽⁴⁾ Giry, *ibid.*, I, p. 82.

à tous les éléments du groupe. Au contraire, dans l'association de villes et villages, chaque ville, chaque village garde sa municipalité propre, se gouverne et s'administre comme une agglomération isolée. L'élément nouveau, dont l'association engendre la naissance, est l'assemblée communale supérieure avec les prérogatives qui vont être indiquées et un pouvoir législatif non moins important, de la même nature que celui des échevinages particuliers, mais avec une sphère d'application beaucoup plus grande et s'étendant à l'association tout entière. — Ici, l'intérêt de l'institution apparaît également dans le domaine de la justice. Chaque élément est une commune complète, mais, en outre, ces associations ont à leur tête une assemblée distincte des corps municipaux des villes et villages associés, supérieure à ces corps et possédant, à côté d'autres pouvoirs, des attributions judiciaires toutes spéciales. Cette assemblée du Hoop constituait, en effet : « 1^o un tribunal d'appel auquel on pouvait porter les sentences des magistrats de chaque commune ⁽¹⁾, pour les faire réviser en dernier ressort ⁽²⁾; une haute cour de justice, pour juger les crimes les plus graves, dont les magistrats locaux ne pouvaient pas connaître » ⁽³⁾.

⁽¹⁾ On voit combien l'institution du Hoop est intéressante, car ce premier point est une dérogation au droit commun qui fait du bailli le juge d'appel des sentences judiciaires municipales (V. aussi les deux notes suivantes).

⁽²⁾ Ce second point est une dérogation à la règle de la possibilité d'aller, par des appels successifs, jusqu'au Parlement.

⁽³⁾ Ici, encore, il y a une dérogation au droit commun. En effet, ou bien il s'agit des cas réservés, car ce sont les seuls que les magistrats municipaux ne peuvent juger; or ces cas sont de la compétence du prévôt royal ou seigneurial, qui exerce la justice que le roi ou le seigneur s'est réservée. Mais il est assez peu probable qu'il s'agisse de ces cas, car les prévôts et les seigneurs ne sont pas gens à abandonner leurs prérogatives judiciaires, à des communes ou à des associations de communes, à moins qu'il ne soit question de concession à titre onéreux. — Ou bien, il s'agit de cas réservés d'une espèce particulière, c'est-à-dire différents de ceux qui peuvent exister déjà au profit d'un seigneur ou du roi, et qui, dans l'intérêt de

Malgré la sage disposition d'un très grand nombre de chartes, imposant aux juges municipaux l'obligation de rendre la même justice équitable et impartiale à leurs amis et à leurs ennemis, aux pauvres comme aux riches (1), il ne faut pas croire que les magistrats qui composent les différentes espèces de tribunaux qui viennent d'être énumérés, soient toujours des juges modèles. Ils ont tous les défauts des hommes de leur temps et se laissent fréquemment aller aux excès qu'ils condamnent, avec raison, chez les officiers des seigneurs et du roi. Outre l'impartialité, qui leur manque très souvent, ils font quelquefois preuve du plus complet oubli de leur dignité et de la mesure qui s'impose à tous ceux qui ont l'honneur insigne de faire régner la justice dans les sociétés humaines. L'exemple suivant, extrait des anciens registres du Parlement de Paris, en est une preuve curieuse. « Le jeudi, 5 juin (1365), entre Agnès la Parisienne, d'une part, et les maire et pairs de Beauvais, d'autre part, en cause d'appel de dénégation de droit : Au contempt de la cour et haine du plaid pendant entre eux en la cour de céans, firent faire une image à la semblance d'Agnès, tenant boîtes, aliments et sa cognoille (quenouille) ; puis, firent faire un grand feu, et l'image d'elle mettre dedans le feu pour ardoir ; et combien qu'elle eût appelé d'eux et en fût exempte, requit au maire

l'association, auraient été établis au profit de l'assemblée du Hoop. — Sur le Hoop, Cf. Luchaire, *Manuel*, p. 453, et surtout E. de Coussemaker, *Sources du droit public et coutumier de la Flandre maritime*, 1^{re} série (Extrait des annales du comité flamand de France, XI), Lille, 1873, p. 23 et 24 et 57-92.

(1) Cf. Ordonn., XI, p. 220 (ch. de Soissons, art. 5) ; p. 263 (ch. de Sens, art. 15) ; p. 306 (ch. de Crespy-en-Valois, art. 11) ; XII, p. 293 (ch. de Senlis, art. 15) ; p. 419 (ch. de Fimes, art. 9) ; J. Garnier, *loc. cit.*, I, p. 7, pièce 5 (ch. de Dijon, art. 13) ; p. 206-213, pièce 124 (ch. de Beaune, art. 13) ; Teulet, *Layettes*, n° 299, I, p. 125 (ch. de Meaux) ; n° 2032 (coutumes d'Auxonne) ; Moulliez, *Coutumes de Prayssas*, *Rev. hist. de dr. fr. et étr.*, VI, p. 152 ; Anciennes coutumes de Montcucq, *ibid.*, VII, p. 103 ; Rabanis, *loc. cit.*, p. 487 ; etc.

et bailli, de ces injures et vilenies, justice, raison, tant pour li comme pour son fils ; ils li dénièrent et déniaient faire droit : elle en appela ; puis l'appel, fut chassée à pierres, et à peu qu'elle ne fût tuée, si elle ne fût entrée en une maison. Conclut, mal dénié, bien appelé, à injures de mille livres à dommages-intérêts et dépens, et restitution de ses biens qu'ils ont occupés... » ⁽¹⁾.

La justice n'est pas gratuite dans toutes les villes. La municipalité perçoit une quote-part des amendes prononcées par les consuls, jurés ou échevins, tant au civil qu'au criminel. Quelquefois même le produit intégral des amendes (sauf dans quelques cas peu nombreux) est abandonné à la ville, qui paie, en revanche, une rente annuelle au seigneur ⁽²⁾, ou bénéficie de cet avantage à titre gratuit, par exemple en récompense de sa fidélité ou des services rendus par ses habitants à la royauté ⁽³⁾. — En outre, dans bien des villes, toutes les causes portées devant les tribunaux municipaux donnent lieu à la perception de certains droits de justice, qui varient d'un échevinage à l'autre, et sont souvent très élevés ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ P. L. Jacob, *Curiosités de l'hist. de France*, 2 vol., Paris, 1858 (Les registres du Parlement de Paris), I, p. 233 (1364-1369). — Il est bon de noter que les justiciables n'étaient pas, de leur côté, toujours disposés à abdiquer toute idée de vengeance privée, par le fait qu'ils avaient recours à la juridiction municipale pour le règlement de leurs litiges. Dès qu'ils croyaient que les juges ne leur feraient pas justice malgré la plainte portée au tribunal municipal, les justiciables n'hésitaient pas à se faire justice eux-mêmes. Cela appert clairement de l'art. 14 de la charte d'Amiens (1190) : « Qui, clamore facto, de adversario suo per propositum vel majorem et judices communie justitiam prosecui non poterit, si adversus eum aliquid facerit, illum rationabiliter communia conveniet, ejusque audita ratione, quid inde postea agendum sit, judicabit » (Ordonn., XI, p. 265).

⁽²⁾ Cf. d'Arbois de Jubainville, *loc. cit.*, IV, p. 722 (commune de Troyes).

⁽³⁾ C'était le cas de Tournay. Cf. Ordonn., XII, p. 60.

⁽⁴⁾ Cf. *Olim*, III, Appendice, p. 1464, 1465, Anciennes coutumes d'Alais, art. XI : 1^{re} de la chose litigieuse. — Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, II, p. 922 (cout. de Commines, art. 10) ; — Ordonn., IX, p. 386 : douze deniers par livre de la valeur

Toutefois « les procédures relatives aux tutelles, curatelles, adoptions, émancipations, testaments, devaient être faites sans frais de la part du juge » ⁽¹⁾:

Notons enfin que les juges municipaux ne peuvent pas poursuivre le paiement des frais de justice avant que la partie condamnée n'ait désintéressé son adversaire ⁽²⁾. — Quelquefois, au contraire, les parties doivent, dès le début de la procédure, verser entre les mains des magistrats municipaux « le montant des épices, qui étaient proportionnelles à l'importance de l'affaire » ⁽³⁾. — Il n'est peut-être pas inutile d'ob-

de l'objet du litige. — Ordonn., XI, p. 410 (privilèges de Charroux, art. 27 et 30); p. 496 (privil. de Riom, art. 27). Rabanis, *loc. cit.*, p. 501 et 503, etc.

Le plus souvent ces frais de justice revêtent la forme d'une amende qui est payée par la partie qui perd sa cause. Cela est particulièrement visible dans l'art. 4 des statuts d'Arles, d'après lequel le débiteur qui a nié sa dette et qui a été condamné, paie une amende de deux sous par livre de la somme que le jugement le condamne à payer; si, au contraire, les juges donnent gain de cause au débiteur, cette même amende de deux sous par livre est mise à la charge du demandeur et calculée sur le montant de ses prétentions. Cf. Ch. Giraud, *loc. cit.*, II, p. 187. — Les statuts municipaux de la ville de Salon sont encore plus clairs. En matière de dette ou d'autre obligation reconnue en justice, la cour ne percevra rien si son jugement est exécuté au jour fixé. En cas d'inexécution, le contrevenant paiera une amende égale au dixième de l'obligation ou de la dette. (Cf. Ch. Giraud, *loc. cit.*, II, p. 254). V. aussi l'art. 11 des anciennes coutumes de la ville de Beaune (Ch. Giraud, *eod. loc.*, II, p. 330).

• Une portion de ces frais de justice est attribuée aux magistrats municipaux; ainsi, toutes les fois que les échevins siègent à leur tribunal, ils touchent douze deniers chacun (Cf. Al. Am. Monteil, *loc. cit.*, III, p. 182; IV, p. 423, note 247). A Bordeaux, le prévôt municipal, juge inférieur, perçoit cinq sols par jugement; ces cinq sols sont payés par la partie condamnée (Cf. Rabanis, *loc. cit.*, p. 501). A Metz, le perdant payait la même somme aux échevins (Cf. A. Prost, l'*Ordonn. des Maïours*, N. R. H., II, p. 225).

⁽¹⁾ Di Pietro, *loc. cit.*, p. 131.

⁽²⁾ Cf. L. Ménard, *Hist. civile, ecclési. et littér. de la ville de Nîmes*, 7 vol., Nîmes, 1874-1875, I, p. 231; Ordonn., XI, p. 410 (Privil. de Charroux, art. 29) p. 496 (Privil. de Riom, art. 28); XII, p. 365 (Privil. de Mont-Chabrier, art. 32); p. 385 (cout. de la bastide de Gardemont, art. 33); p. 401 (Privil. de Lunas, art. 38); p. 519 (Privil. de Salmeranges-en-Auvergne, art. 28).

⁽³⁾ Cf. Pasquier, *Coutumes de Saint-Bauzeil*, N. R. H., V, p. 526, 527.

server que les frais de justice et le produit des amendes sont une des sources les plus abondantes des revenus municipaux et une des raisons pour lesquelles les bourgeois sont le plus attachés à la juridiction échevinale.

SECTION II

LA COMPÉTENCE

Dans notre période d'apogée, la juridiction municipale est ordinairement ⁽¹⁾ la juridiction de droit commun pour les habitants de la ville et de la banlieue. Sa compétence est générale; elle embrasse celle de nos tribunaux de paix, civils, commerciaux ⁽²⁾, de police et correctionnels, de nos cours d'assise et enfin de nos tribunaux administratifs ⁽³⁾. On

⁽¹⁾ Il y avait des exceptions à cette règle. A Saint-Quentin, par exemple, avant la réunion de l'échevinage à la commune, en 1362, le maire et les jurés n'ont au civil qu'une juridiction d'exception. Ils ne sont compétents que dans les cas dont la connaissance leur est expressément attribuée par la charte. Cf. Livre rouge de l'Hôtel-de-Ville de Saint-Quentin, *Introduction*, p. xxxv-xxxvi. Voir aussi Giry, *Etude sur les origines de la comm. de Saint-Quentin*, p. xxiii. Il en est de même partout où l'échevinage est distinct de la municipalité. Voir également Pirenne, *Hist. de la constit. de la ville de Dinant au moyen-âge*, p. 21-48. — Cf. aussi *supra*, 1^{re} p., ch. I, § 1; 1^{re} p., ch. II, § 2.

⁽²⁾ A Paris, c'est le caractère commercial qui paraît dominer. Cf. Brissaud, *loc. cit.*, p. 306; P. Robiquet, *Hist. munic. de Paris depuis les origines jusqu'à l'avènement de Henri III*, 1 vol., Paris, 1880, p. 26.

⁽³⁾ C'est une conséquence de la confusion presque générale de l'administration et de la justice. — En matière administrative, les magistrats municipaux reçoivent et jugent toutes les plaintes et réclamations dont leurs subordonnés sont l'objet. « Ils punissent ceux de leurs officiers qui ont malversé dans leurs charges... » N. Valois, *Etabliss. et organisation du régime mun. à Figeac*, Biblioth. de l'Ecole des Chartes, XL, p. 420. Ils connaissent « des procès de tailles ». Lefranc, *loc. cit.*, p. 78; Le Roux de Lincy (*loc. cit.*, p. 104) signale des sentences relatives aux tailles et à leur perception, dans le nombre de celles que contient son appendice II; à Toulouse, les capitouls sont juges de première instance en matière de tailles. Cf. Auzies, De la situation générale de la province de Languedoc, *Rec. de l'Acad. de légist. de Toulouse*, XLI, p. 445; enfin le Livre de justice et de plet mentionne le contentieux électoral, dont le maire est juge : « Enten : meor puet

sait aussi que les communes, qui prennent rang dans la hiérarchie féodale, possèdent la juridiction qui appartient à tout seigneur de fief sur ses vassaux et ses censitaires ⁽¹⁾. Cette justice féodale appartenait également à la municipalité de Paris, mais plutôt en tant que représentant la confrérie des marchands de l'eau, qu'en tant que corps municipal ⁽²⁾.

Voici les règles principales qui régissent la compétence des justices municipales :

A. *Ratione loci*. — On sait que la juridiction municipale a le caractère territorial ⁽³⁾ et que son domaine est limité au territoire de la ville et de sa banlieue ⁽⁴⁾, abstraction faite des enclaves qui peuvent appartenir à des seigneurs laïques, à des évêques, à des églises, à des monastères ⁽⁵⁾. Toutefois, certains statuts urbains décident que les juges municipaux seront compétents en matière de délits commis, hors du territoire de la ville et de sa banlieue, par un bourgeois au préjudice d'un autre bourgeois. Cette disposition se rencontre notamment dans les statuts municipaux de Nice ⁽⁶⁾.

B. *Ratione personæ*. — Les laïques non nobles ⁽⁷⁾ et de

quenoistre dou droit de l'eslection des pers... ». Rapetti, *loc. cit.*, p. 32. — Cf. R. de Maulde, *loc. cit.*, p. 233.

⁽¹⁾ Cf. Brissaud, *loc. cit.*, p. 698, n. 1; *supra*, I^{er} p., ch. II, § 3.

⁽²⁾ Cf. Brissaud, *ibid.*, p. 306.

⁽³⁾ Cf. Giry, *Saint-Omer*, p. 180-181.

⁽⁴⁾ Voir un cas spécial dans lequel, sur l'ordre exprès du roi, le maire et les jurés de Sens statuent sur un différend élevé à Pont-sur-Yonne entre les habitants de cette localité et le chapitre de Sens. Cf. M. Quantin, *Cartulaire général de l'Yonne*, 2 vol., Auxerre, 1844-1860, II, *Introduction*, p. xciv et 408-409.

⁽⁵⁾ Cf. Bouthors, *loc. cit.*, I, p. 48.

⁽⁶⁾ Cf. Molinier, *loc. cit.*, *Rev. hist. du droit français et étranger*, VII, p. 303.

⁽⁷⁾ Cf. toutefois Ordonn., XI, p. 301, charte d'Athies, art. 31. — Il faut noter également que si un noble se rend coupable de certains méfaits qui portent directement atteinte aux privilèges de la ville ou à la dignité de ses magistrats, il peut être jugé par la juridiction municipale. V. un exemple dans de Lafons-Mélicocq, *Docum. inéd.*, pour servir à l'hist. des usages et des mœurs, *Annuaire-bulletin de la Société de l'Hist. de France*, 1865, p. 119. — Il existe même certaines

condition libre ⁽¹⁾ habitant ⁽²⁾ la ville et la banlieue sont, en règle, les seuls justiciables des tribunaux municipaux et ne peuvent être contraints de plaider ailleurs que devant ces tribunaux ⁽³⁾. Cependant, dans le but de favoriser les tran-

juridictions municipales dont la compétence s'étend jusqu'aux causes dans lesquelles le bailli et d'autres officiers royaux de rang moins élevé sont parties. Cf. Giry, *Saint-Omer*, p. 122; Ordonn., XI, p. 275, Bapaume.

⁽¹⁾ Quelquefois les bourgeois qui s'étaient rendus coupables d'un méfait recouraient à un stratagème pour échapper aux poursuites de la juridiction municipale : ils se faisaient tonsurer et se prétendaient justiciables des seuls juges d'église. Les magistrats municipaux ne cessèrent de protester contre cet abus. Dès la seconde moitié du XIII^e siècle, le Livre de justice et de plet décide que : « Meor peut faire amender forfet par sa juridiction, et clerc qui fait querone por tolir autrui son droit et por achever (eschever) ses meffez, ne doit pas avoir privilège de clerc ». Rapelli, *loc. cit.*, p. 32. Aussi la coutume de Tournay décide-t-elle que toutes les condamnations criminelles « se executent prestement, nonobstant appel ou privilège de simple tonsure proposé après la sentence rendue ». Les juges municipaux ne se dessaisissent au profit du juge d'église que quand le privilège de tonsure est invoqué avant la sentence. Cf. Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, II, p. 957, Coutume de Tournay, ch. XII, art. 3 et 4.

⁽²⁾ Les non bourgeois ne relevaient de la juridiction municipale « qu'en raison du statut réel ou qu'en raison de leurs actes sur le territoire municipal ». Pauflin, *loc. cit.*, p. 231; Cf. aussi Bonvalot (*Beaumont*), p. 477. — Dans les cas où les étrangers pouvaient refuser de se soumettre à la juridiction municipale, ce qui arrivait par exemple quand ils étaient devenus débiteurs d'un bourgeois à raison d'un contrat ayant eu lieu hors du territoire de la ville et de la banlieue, certaines coutumes municipales, par une disposition spéciale très curieuse, permettaient d'atteindre indirectement le débiteur étranger. Il était interdit à tous les bourgeois de la ville d'avoir, avec le débiteur qui ne se soumettait pas aux juges municipaux, aucune relation de commerce ou d'hospitalité. Si un bourgeois venait à être convaincu d'avoir contrevenu à cette mise en quarantaine, il était condamné à désintéresser le créancier de l'étranger. Il en était ainsi notamment à Rouen et à Ver vins. Cf. A. Chérueil, *loc. cit.*, I, p. 71, 72; P. Defourhy, Le régime municipal d'après la loi de Verdun, *Rev. des questions histor.*, 18^e année, XXXIV, p. 553, n. 1; Ordonn., V, p. 674, Chartes de Rouen et de Saint-Jean d'Angély; Giry, *Etablissements de Rouen*, I, p. 20.

⁽³⁾ Cf. Leber, *loc. cit.*, p. 249; Ordonn., IV, p. 254 : sauf le cas d'un crime tellement avéré que le châtement immédiat s'impose, les bourgeois de Saint-Omer ne peuvent pas être poursuivis et jugés à Gravelines; Ordonn., VI, p. 421, 426, 436, 693; XI, p. 187, ch. de Laon, art. 19; XI, p. 199, privil. de Sceaux-en-Gâtinais, art. 10; XII, p. 290, ch. de Montdidier, art. 30; XII, p. 350, privil. de Château-Thierry, art. 12; p. 363, privil. de Montchabrier, art. 5; Bourdot de Richebourg,

sactions commerciales entre les bourgeois et les marchands du dehors, un certain nombre de chartes met les étrangers venus dans la ville pour raison de négoce, sur le même pied que les bourgeois ⁽¹⁾.

C. *Ratione materiæ*. La compétence des tribunaux urbains varie d'une ville à l'autre, car il existe entre les chartes de privilèges de prodigieuses différences. Cependant, malgré leur infinie variété, ces chartes peuvent être ramenées à quatre catégories assez nettement tranchées en ce qui concerne l'étendue du droit de justice concédé ou reconnu aux villes et la compétence des tribunaux municipaux : 1° Les chartes qui n'accordent aux municipalités que la basse justice, en totalité ou en partie ⁽²⁾; 2° celles qui confèrent aux magistrats

loc. cit., I, p. 62, Coutumes de Boulogne-sur Mer, art. 3; Thaumas de la Thaumas-sière, *Cout. loc. de Berry et celles de Lorris commentées*, 1 vol. in-f°, Paris, 1680, ch. XVIII, § 9; F. Em. di Pietro, *Hist. d'Aiguesmortes*, 1 vol., Paris, 1849, p. 131; Hegel, *loc. cit.*, II, p. 50, Anciennes cout. de Montcucq, art. 32, *Rev. histor. de droit fr. et étr.*, VII, p. 119. — D'autre part, les bourgeois ne peuvent se plaindre à une autre justice qu'à celle de leur ville sous peine d'être frappés d'une amende qui est de dix sols d'après la charte de Beaumont et ses filiales. Cf. Bonvalot, *Beaumont*, p. 397. — A Rouen, il faut l'autorisation du roi pour qu'un membre de la commune puisse s'adresser à un tribunal autre que celui des échevins. Cf. Hegel, *loc. cit.*, II, p. 9.

⁽¹⁾ Cf. par ex. Ordonn., XI, p. 266, ch. d'Amiens, art. 27. — A Abbeville, l'art. 3 de la charte communale déclare même violateur de la commune et punit comme tel le bourgeois qui a porté tort à un marchand étranger et lui refuse satisfaction. Cf. Louandre, *loc. cit.*, I, p. 173.

En cas de flagrant délit, la compétence *ratione personæ* des magistrats municipaux se trouvait quelquefois augmentée. A Noyon, dans cette hypothèse, les sergents et serviteurs non bourgeois des chanoines et des clercs devenaient justiciables du tribunal municipal, qui pouvait les condamner aux peines ordinaires. Cf. Lefranc, *loc. cit.*, p. 74 et 75. Il en était de même dans le cas où les juges seigneuriaux négligeaient de statuer pendant certains délais sur les délits commis par leurs justiciables; les juges municipaux acquéraient alors le pouvoir de se substituer aux juges négligents. Cf. Lefranc, *eod. loc.* et pièces justificatives, nos 21 et 23.

⁽²⁾ Il existe, en effet, des chartes qui ne concèdent pas aux villes la basse justice tout entière. (Cf. Glasson, *loc. cit.*, V, p. 63, n. 3).

municipaux à la fois la basse et la moyenne justice. Les chartes de ces deux premières catégories sont de beaucoup les plus nombreuses. Elles constituent le droit commun des villes privilégiées, des consulats et même des communes ⁽¹⁾.

(1) C'était, entre autres, le cas des villes suivantes : *Meaux* (Cf. H. d'Arbois de Jubainville, *Hist. des ducs et des comtes de Champagne*, 7 vol., Paris, 1859-1869, III, p. 222). — *Bar-sur-Aube* (*ibid.*, p. 223). — *Paris* : le roi (Philippe-Auguste, 1220) se réserve, outre la haute justice, la connaissance du délit d'effusion de sang amenée au moyen d'un bâton, d'une pierre ou de tout autre instrument et la connaissance du cas de vol. Il ne laisse aux prévôt et échevins des marchands que la basse justice. (À cette époque, la moyenne justice n'est pas encore connue). Cf. *Ordonn.*, IX, p. 309; Raynouard, *Hist. du dr. munic. en France sous la domination romaine et sous les trois dynasties*, 2 vol., Paris, 1829, II, p. 226. — *Béziers* : dans cette ville, les consuls ne possèdent qu'une juridiction de police, encore ne l'eurent-ils pas toujours. (Cf. E. Sabatier, *Hist. de la ville et des évêques de Béziers*, 1 vol., Béziers-Paris, 1854, p. 323.) — *Figeac* : les consuls ne sont compétents au civil qu'en matière de bornage, de servitudes et sur les points qu'ils ont réglementés. Le reste de la juridiction civile et la juridiction criminelle appartiennent aux officiers du roi. (Cf. N. Valois, *loc. cit.*, p. 410, 419 et 420.) Toutefois, en matière criminelle, les bourgeois ont certaines garanties, car les consuls peuvent assister à l'enquête, à l'interrogatoire, à la torture, amener un greffier à l'audience et même donner leur avis aux juges royaux, lesquels, il est vrai, ne sont pas tenus de le suivre. (Cf. *Ordonn.*, VII, p. 661.) — *Digne* : les trois cominaux ne connaissent que des « procès et difficultés de murailles, rues, endrones et chemins publics, canaux des eaux et arrosages ». (Cf. F. Guichard, *Essai histor. sur le cominalat dans la ville de Digne, institut municip. provençale des XIII^e et XIV^e siècles*, 2 vol., Digne, 1846, I, p. 63.) — *Troyes* : la commune a le droit de basse justice personnelle et réelle; le comte se réserve la haute justice. (*Charte française de 1230*, conservée aux archives municipales de Troyes, par d'Arbois de Jubainville, *Bibl. de l'École des Chartes*, XVI, p. 139-146, art. 5). — *Noyon* : « Le tribunal communal ne connaît d'aucune cause civile, ni du vol et en général des délits contre la propriété. Sa juridiction, bornée par celle de la cour épiscopale et du châtelain d'une part, par les échevins de l'autre, se réduisait, somme toute, à la police urbaine. Encore cette juridiction ne s'étendait-elle pas à tout ce qui concerne les falsifications, les infractions aux bans et statuts, qui ressortissaient à l'échevinage. En dehors des rixes ou mêlées, les maire et jurés « ne connaissent que des procès de tailles et des manquements aux assemblées communales, et, en général, de tous les différends survenus à propos des convocations ou *commonitiones* faites aux bourgeois, pour une cause quelconque. » (Lefranc, *loc. cit.*, p. 78.) — *Charroux* : les consuls ne connaissent que des causes n'emportant pas une amende supérieure à 60 sols et un denier. (Cf. *Ordonn.*, XI, p. 407, art. 36.) — *Apt* : la compétence du tribunal consulaire ne dépasse pas la moyenne justice

3^o Les chartes qui concèdent aux corps de ville la basse, la moyenne et la haute justice, sauf exception pour certains cas que le seigneur ou le roi réserve à sa propre justice et qui, pour cela, sont dits « cas réservés ». Il arrive parfois que ces réserves sont si étendues, que les chartes de cette catégorie ne diffèrent pas très sensiblement de celles de la catégorie précédente. Les villes dont la charte appartient à ce groupe sont assez nombreuses ⁽¹⁾; 4^o Les chartes qui reconnaissent ou

(Cf. Ch. Giraud, *loc. cit.*, II, p. 134-135.) — *Sanghein-en-Weppes* : les amendes que peuvent prononcer les échevins, au civil ou au criminel, ne dépassent pas 60 sols. (Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 353; Cout. de Sanghein-en-Weppes, art. 30.) — *Gaillac* : la compétence civile des magistrats municipaux est limitée aux causes ne dépassant pas soixante sous. (Cf. Élie-A. Rossignol, *Monographies communales du département du Tarn*, 3 vol., Toulouse, 1864-1865, II, p. 179; du même auteur : *Étude sur l'histoire des instit. seigneur. et communales de l'arrondissement de Gaillac* (Tarn), 1 vol., Toulouse, 1866, p. 98.) — *Beauvais* : la juridiction municipale ne possède au civil presque aucune compétence; au criminel, elle n'a qu'une compétence de moyenne et de basse justice. (Cf. Labande, *loc. cit.*, p. 123-126.) — Philippe le Bel accorda aux bayles et consuls des bastides, fondées dans le Midi, une compétence civile de première instance jusqu'à concurrence de 60 sols et une compétence criminelle réduite aux crimes et délits les moins graves. (Cf. Boutaric, *La France sous Philippe le Bel*, 1 vol., Paris, 1861, p. 183; *contra* : Curies-Seimbres, *loc. cit.*, p. 141.) « Les consuls des bastides, dit ce dernier auteur, ne participaient à l'administration de la justice qu'en matière criminelle; ils siégeaient sous la présidence du bailli royal ou seigneurial, « mais celui-ci connaissait seul des matières civiles qui exigent la connaissance spéciale du droit. » Il y a toutefois des réserves à faire sur cette dernière opinion. Elle est inexacte pour Puymirol, qui est une bastide. (Cf. Curies-Seimbres, p. 164 et 225), car les consuls y sont juges au civil aussi bien qu'au criminel. (Cf. Émile Rébouis, *Les cout. de Puymirol*, N. R. H., IX, p. 288-331); elle est inexacte pour Monclar et Monflanquin. (Cf. Curies-Seimbres, p. 164, 227 et 232 et Émile Rébouis, *Les cout. de l'Agenais*, Monclar-Monflanquin (1253-70), Saint-Maurin (1358), N. R. H., XIV, p. 387-432, article 4; Cf. aussi Ordonn., VIII, p. 87, les consuls de Fleurance sont juges au civil quand les parties sont d'accord pour s'en rapporter à eux; XII, p. 498, privilèges de la bastide de Saint-Louis-en-Périgord. — A la bastide de Gardemont, les consuls ne sont juges que des causes qui entraînent une amende ne dépassant pas 60 sous et un denier; le juge royal est juge de toutes les autres causes. (Cf. Ordonn., XII, p. 385, art. 42). Même règle à Montchabrier. (Cf. Ordonn., XII, p. 366, art. 44), et à Cognac (Cf. Giry, *Établiss. de Rouen*, I, p. 276.)

⁽¹⁾ Les principales sont : *Amiens* (cas réservés : meurtre et rapt; Cf. Bouthors,

concèdent aux tribunaux municipaux le droit de justice dans toute sa plénitude, sans exception ni réserve d'aucune sorte. Ces

loc. cit., I, p. 49; August. Thierry, *Monum. inéd.*, I, p. 153). — *Béthune* (nombreux cas réservés; Cf. Ordonn., IV, p. 142). — *Dommaré* (cas réservés : vol, duel, meurtre, actions immobilières, causes des vassaux du seigneur; Cf. Ordonn., VII, p. 692). — *Beaumont-sur-Oise* (cas réservés : trahison, homicide simple, assassinat, incendie et vol; Cf. Ordonn., XII, p. 307 s., art. 39); — *Chambli* (cas réservés : trahison, homicide simple, assassinat et vol; Cf. Ordonn., XII, p. 304, art. 15). — A *Commercy*, la charte réserve la justice criminelle tout entière au prévôt et lui attribue, au civil, la connaissance des contestations entre la ville et les officiers municipaux, ainsi que les causes des nobles, des juifs, des Lombards et des prêtres. (Cf. C.-E. Dumont, *Hist. de la ville et des seigneurs de Commercy*, 3 vol., Bar le-Duc, 1843, II, p. 156.) — A *Nîmes*, les consuls connaissent des actions personnelles, réelles et mixtes, des possessoires et des pétitoires; ils sont compétents en matière de querelles, d'injures et de blessures. Tout le reste de la juridiction appartient au juge ordinaire. Toutefois, quand une cause a été portée devant les consuls et que les parties ont contesté leurs prétentions réciproques, il ne leur est plus permis de décliner la compétence des magistrats municipaux. (Cf. L. Ménard, *Hist. civile, ecclésiastique et littéraire de la ville de Nîmes*, 7 vol. Nîmes, 1874-1875, I, p. 247 et preuves, pièce 44. V. aussi IV, p. 22. — Dans le *bourg franc de Salins*, le seigneur se réserve la connaissance des délits commis dans l'intérieur de la saline. (Cf. M. Béchet, *Recherches histor. sur la ville de Salins*, 2 vol., Besançon, 1828-1830, I, p. 149.) — Au *Bourg-le-Comte de Salins*, Philippe le Bel (1319) se réserve la connaissance des crimes, délits et préjudices dont le roi, sa famille ou ses lieutenants seraient victimes. (Cf. Béchet, *ibid.*, I, p. 234.) — Dans le *comté de Foix*, la juridiction consulaire était bornée au criminel et à la police. (Cf. Castillon (d'Aspet), *Histoire du comté de Foix depuis les temps anciens jusqu'à nos jours*, 2 vol., Toulouse, 1852, II, p. 194.) — A *Bourges*, les quatre prud'hommes qui constituaient la municipalité « avaient le jugement de toutes causes criminelles de la ville de Bourges et septaine d'icelle, et aussy des causes civiles, quand l'une des parties plaidoyant le requeroit... » (Raynal, *loc. cit.*, III, p. 138; Cf. Thaumas de la Thaumassière, *loc. cit.*, p. 22, chap. XIX.) — Sur Amiens, Saint-Quentin, Beaune, V. M^{lle} de Lézardièrre, *Théorie des Lois polit. de la monarchie française*, 4 vol., Paris, 1844, IV, p. 294. — Les cas réservés étaient à *Fines* : le vol, le rapt et le meurtre. (Cf. Ordonn., XII, p. 419, art. 19; Teulet, *Layettes*, II, p. 115-117, n. 1913). — A *Chatillon et Dormans*, les mêmes. (Cf. Teulet, *ibid.*, II, p. 218-220.) — A *Saint-Florentin*, les mêmes. (Cf. Teulet, *ibid.*, II, p. 228-230). — A *Provins*, le meurtre, le rapt, le vol, le délit de fausse mesure et le jugement du champion vaincu en duel. (Cf. Bourquelot, *Hist. de Provins*, 2 vol., Provins, Paris, 1839-1840, I, p. 201). — A *Senlis*, la juridiction municipale n'était compétente que lorsque la partie qui se plaignait d'avoir été lésée était un bourgeois ou un marchand venu dans la ville pour son négoce. (Cf. Flammermont, *loc. cit.*, p. 15.) — A *Reims*, les cas réservés sont : « meurtre, furt et

chartes sont beaucoup moins nombreuses que les autres; on ne les rencontre que dans quelques consulats et dans quelques communes du Nord ⁽¹⁾. — On pourrait même ranger, dans

prodition ». (Varin, *Archives législatives de la ville de Reims*, 2^e partie, II, p. 172, note.) — A *Asnières*, le meurtre, l'homicide, le vol et l'incendie. (Cf. Ordonn., XII, p. 313, art. 14.) — A *Montdidier*, le rapt, le meurtre et l'incendie. (Cf. de Beauvillé, *loc. cit.*, II, p. 127.) — A *Valenciennes*, le cas de lèse-majesté. (Cf. Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, II, p. 224, cout. de Valenciennes, art. 1^{er}.) — A *Manre*, le rapt, le meurtre, le larcin manifeste. (Cf. R. Dareste, la charte de Manre, *N. R. H.*, XVIII, p. 62 et 63.) — A *Troyes*, le meurtre, le rapt, le larcin, le délit de fausse mesure et le duel. (Cf. d'Arbois de Jubainville, *loc. cit.*, Bibl. de l'Éc. des Ch., XVI, p. 142. — V. encore, Ordonn., V, p. 277 (*Verseuil*); 708 (*Peyrusse*); VI, p. 502 (*Saint-Antonin de Rouergue*); Teulet, *Layettes*, n. 299 (*Meaux*) etc., etc.) — Enfin, on sait que toutes les communes dont la charte est une filiale des Établissements de Rouen, entrent aussi dans cette catégorie. (Cf. Ordonn., I, p. 306-309, II, p. 414, art. 16; p. 416; III, p. 329; V, p. 675; XV, p. 377. — Cf. aussi Giry, *Établissements de Rouen*, I, p. 19, 20, 158, 313, 343, 367; M. D. Massiou, *Hist. polit., civile et religieuse de la Saintonge et de l'Aunis*, 6 vol., Paris, 1838-1840, II, p. 168; Archives municipales de Bordeaux, *Livre des Bouillons*, n^o 54, p. 193.)

⁽¹⁾ Parmi les consulats de cette catégorie, on peut citer : *Toulouse*. (Cf. Ordonn., I, p. 392); — *Limoges*, à compter de 1371 (Cf. Ordonn., V, p. 444); — *Miremont* (Cf. Ordonn., XV, p. 620, art. 1); — *Lectoure*. (Cf. P. Druilhet, *Archives de la ville de Lectoure*, 1 vol., Paris-Auch, 1885, *Introd.*, p. 6); — *Asseyx* (Cf. H. Castillon (d'Aspet), *loc. cit.*, II, p. 70.) — A *Cordes*, les consuls jugent seuls toutes les affaires ne dépassant pas dix livres et pour juger les autres, ils appellent à l'audience leurs 24 conseillers jurés. (Cf. Élie-A. Rossignol, *loc. cit.*, III, p. 56.) — Les consuls d'*Arles* paraissent avoir toute justice; ils sont compétents en matière d'injures, de vol, d'adultère, d'effusion de sang, de rapt, etc. (Cf. Ch. Giraud, *loc. cit.*, II, p. 2; L. Clos, *Recherches sur le régime municip. dans le midi de la France*, Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des Inscriptions, 2^e série (Antiq. de la France), III, p. 445.) — A cette liste, il faut ajouter : *Avignon*. (Cf. L. Clos, *loc. cit.*, p. 445); — *Perpignan* (Cf. M. D. M. J. Henry, *Recherches sur l'ancienne const. munic. de la ville de Perpignan*, Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des Inscriptions, 2^e série (Antiq. de la France), I, p. 280); — *Marseille* pendant son indépendance (1255-1257) (Cf. L. Méry et F. Guindon, *Hist. analyt. et chronol. des actes et délibérations du corps et du conseil de la munic. de Marseille depuis le X^e siècle jusqu'à nos jours*, 8 vol., Marseille, 1842-1873; statuts de 1255, notamment, II, p. 139-155; III, 29-39.) — A *Montauban*, les consuls sont juges de toutes les causes civiles et criminelles, mais ils doivent appeler le viguier, le bailli ou son lieutenant à assister au prononcé de la sentence. (Cf. Ordonn., IX, p. 66, Privil. de Montauban, art. 1^{er}.) — Les con-

une cinquième catégorie, les chartes qui n'accordent aux élus des bourgeois que des attributions administratives et notamment certains droits de police, sans aucune participation à la justice. Telles étaient les chartes d'Orléans, de Chartres et de Lorris, par exemple ⁽¹⁾. Enfin, certaines chartes recon-

suls d'*Avignonet* paraissent également avoir toute justice. (Cf. Ordonn., XV, p. 657, art. 3.) — De même ceux de *Montpellier* après 1552. (V. *supra*, 2^e p., ch. I, § 2, C.) Ceux de *Saint-Bauzeil*. (Cf. Pasquier, Coutumes de Saint-Bauzeil, *N. R. H.*, V, p. 525, art. 8.) — Ceux d'*Embrun*. (Cf. J. Roman, Chartes de libertés ou privilèges de la région des Alpes, *N. R. H.*, IX, p. 663, n. 5, etc., etc.)

Communes. — Ces privilèges appartenait à un grand nombre de villes de Flandre, du Hainaut, d'Artois : *Valenciennes, Douai, Bergues, Bailleuil, Cambrai, Arras, Saint-Omer, Béthune, Aire, Lens, Dunkerque, Bourbourg, Gravelines*, etc., etc. (V. Guyot, *Répertoire univ. et raisonné de jurispr.*, v^o *Échevins*, VI, p. 610; Tailliar, *Affranchissement des communes*, p. 248.) — On peut y ajouter *Boulogne-sur-Mer*. (Cf. Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, I, p. 62; cout. loc. de Boulogne-sur-Mer, art. 1^{er}); — *Abbeville*. (Cf. *ibid.*, I, p. 107; cout. loc. d'Abbeville, art. 34); — *Lens*. (Cf. *ibid.*, I, p. 324; cout. de Lens en Artois, art. 1^{er}; *Saint-Pol*. (Cf. *ibid.*, I, p. 367, cout. de la ville de Saint-Pol, art. 4); — *Laon*, (Cf. R. Daresle, la charte de Laon (Ardennes), *N. R. H.*, XVIII, p. 226, 227); — *Sin-le-Noble*. (Cf. Ordonn., V, p. 416); — *Waben*. (Cf. Louandre, *loc. cit.*, I, p. 181); — *La commune du Marquenterre*. (Cf. Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, I, p. 109, coutumes loc. du Marquenterre, art. 5); — *Poix*. (Cf. Ordonn., VII, p. 604); — *Libourne et Saint-Emilion*. (Cf. Guinodie, *Histoire de Libourne*, II, p. 149 et 336); — *Laon*. (Cf. Melleville, *Hist. de la ville de Laon et de ses institutions*, 2 vol., Paris, 1846, I, p. 366); — *Saint-Riquier*. (Cf. Louandre, *Hist. d'Abbeville et du comté de Ponthieu jusqu'en 1789*, 2 vol., Paris-Abbeville, 1844, 1845, I, p. 169; E. Prarond, *Hist. de cinq villes et de trois cents villages, hameaux ou fermes*, 6 vol., Paris-Abbeville, 1861-1868, 4^e partie, I, p. 105-108; Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, IV, p. 598); — Les communes de *Mayoc et de Crottoy*. (Cf. Louandre, *loc. cit.*, I, p. 188.) — *Adde* l'art. 12 de la cout. du pays de Marsan. (Cité par Babeau, *La ville...*, I, p. 314, note), etc., etc.

On pourrait également citer quelques villes privilégiées : par exemple, toutes celles qui sont régies par la loi de Beaumont. (Cf. Bonvalot, *Beaumont*, p. 393, 394); — *Châteauneuf-sur-Cher*. (Cf. Bourdot-de-Richebourg, *loc. cit.*, II, p. 1025, cout. de Châteauneuf, art. 24, etc., etc.)

(1) On se souvient qu'il existe aussi des villes de consulat appartenant à cette catégorie : ce sont celles du *Lyonnais, du Dauphiné, de la Bresse, de Vienne, de Valence*, etc. (V. *supra*, 1^{re} p., ch. I, § 1, III). — On peut y ajouter *Saint-Junien*. (Cf. Ordonn., XI, p. 363); — *Toul*. (Cf. E.-A. Bégin, *Hist. des duchés de Lorraine et de Bar et des trois évêchés*, 2 vol. Nancy, 1833, I, p. 203); — Les pays qui constituent le département actuel de l'*Ain*. (Cf. A. C. N. de Lateyssonnière, *Recherches*

naissent à la juridiction municipale compétence pour statuer sur les litiges qui pourraient s'élever entre la communauté des bourgeois, d'une part et le seigneur ou le roi d'autre part ⁽¹⁾, ou même entre un bourgeois et le roi ou le seigneur ⁽²⁾.

Ce n'est pas seulement d'une ville à l'autre que la compétence de la juridiction municipale varie; à des époques différentes de l'histoire de la même ville, cette compétence subit les écarts les plus considérables. La juridiction des prévôt et échevins des marchands de Paris en est un exemple frappant. Sous le règne de Philippe-Auguste, le Parloir aux bourgeois ne possède que la basse justice ⁽³⁾; Charles VI lui ôte tout pouvoir juridictionnel, de 1382 à 1409, et finit par le remplacer par le Bureau de la ville, dont la compétence est bornée à la police du commerce par eau,

histor. sur le départem. de l'Ain, 5 vol., Bourg et Lyon, 1838-1844, II, p. 320 s.); — *Bergerac*. (Cf. Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, IV, p. 1010, cout. de Bergerac, art. 19.) — C'était aussi, semble-t-il, le régime de Nancy. (Cf. H. Lepage, *Les Archives de Nancy ou docum. inéd. relatifs à l'hist. de cette ville*, 4 vol., Nancy, 1865, I, p. 76-87 : le prévôt paraît seul chargé de l'administration de la justice avant 1594 et 1598.)

⁽¹⁾ Cf. Giry, *Saint-Omer*, p. 85; Ordonn., XI, p. 229 (charte de Roze, art. 18); XII, p. 290 (charte de Montdidier, art. 30).

⁽²⁾ Cf. Ordonn., XII, p. 290 (ch. de Montdidier, art. 30); Anciennes coutumes de Montcuq, art. 8; *Rev. hist. de droit français et étr.*, VII, p. 107; G. Trouillard, cout. de Montgaillard (Ariège), art. 4. (*N. R. H.*, 1900, p. 540 et 542.) — « Toulouse, capitale des domaines du comte, avait la même prérogative que Rome, capitale du peuple-roi, d'attirer la juridiction. La coutume porte (art. 3) : « Lorsqu'un contrat public d'obligation ou même de vente d'immeuble était reçu par un notaire de Toulouse et concernait un citoyen de la ville, l'obligé ou le contractant pouvait être cité à Toulouse même, au tribunal des consuls et il devait répondre devant eux, quel que fût son domicile personnel dans le diocèse, sur les domaines du comte ou sur la terre d'un autre seigneur relevant du comte. La juridiction des consuls, à l'occasion du contrat et pour l'exécution de la vente d'immeubles situés loin de Toulouse s'étendait donc sur tout le comté : le tribunal du Capitole devenait pour tous le for compétent. » (Cf. Laferrière, *Essai sur les anciennes coutumes de Toulouse*, *Rev. critique de légis. et de jurispr.*, 1885, I, p. 507 et 508.) Cette règle fut abolie par Philippe le Bel.

⁽³⁾ V. Ordonn., IX, p. 309.

des portes et remparts, du pavé des chemins, des eaux et fontaines ⁽¹⁾. — Un siècle après, tout est changé. Sous François I^{er} et pendant les guerres de religion, la compétence des magistrats municipaux parisiens s'est tellement accrue que personne ne leur conteste « le droit de juridiction haute et basse » ⁽²⁾. — Mais, dès 1555, à la veille de l'ordonnance de Moulins, la juridiction du Bureau de la ville ne possède plus, pour toute compétence, que « la cognoissance de l'eaue et faict de la rivière, qui est telle et si petite qu'il n'y a pas occupation suffisante pour employer le procureur, attendu que toutes lesdites causes sont de petite conséquence qui ont accoustumé d'estre traicteez et jugeez sommairement en audience, sans figure ni procès, le plus souvent sur les ports de ladicte ville, sans leur donner forme de procès; desquelz procès par escript ne se trouvera en avoir esté jugé par chascun an jusques à douze... » ⁽³⁾.

Il arrive assez souvent que la compétence des juges municipaux ne puisse s'exercer que « quand les juges royaux ou seigneuriaux n'ont pas prononcé dans un délai déterminé » ⁽⁴⁾ et quelquefois même quand ils n'ont pas jugé à propos de statuer ⁽⁵⁾. Il ne faut pas confondre cette règle spéciale avec la théorie de la prévention qui lui est entièrement opposée : cette théorie consiste, en effet, le juge royal ayant été saisi d'une affaire avant le juge municipal compétent, à en maintenir la connaissance au juge du roi, en vertu de cette idée

(1) Cf. Le Roux de Lincy, *loc. cit.*, p. 189.

(2) Cf. Le Roux de Lincy, *ibid.*, p. 147. — V. aussi les exemples cités à propos de l'empiètement de la justice municipale sur les autres juridictions, *supra*, 2^e p., ch. I, § 2, D.

(3) Le Roux de Lincy, *ibid.*, p. 190.

(4) Beugnot, *Olim*, II, préface, p. LII; Ordonn., XI, p. 197.

(5) Cf. Ordonn., XI, p. 264 (ch. d'Amiens, 1190), art. 4 et p. 266, art. 31. Cf. *supra*, I^{re} p., ch. I, § 1 et ch. II, § 2.

que la justice royale, qui sommeillait, s'est réveillée en présence de la négligence du juge municipal ⁽¹⁾. Il sera question de la prévention dans la troisième partie de cette étude.

En dehors et à côté des pouvoirs juridictionnels qui leur appartenaient en tant que corps judiciaire dont la réunion constituait le tribunal de l'échevinage ou la cour du maire, les magistrats municipaux possédaient, en outre, dans certaines villes, un droit personnel de juridiction avec une compétence propre. Tel était peut-être le cas du maire de Rouen ⁽²⁾ et certainement celui du maire de Bayonne, car ce magistrat « jugeait seul avec son lieutenant ou son auditeur les causes sommaires » ⁽³⁾. A La Rochelle, le maire est seul juge des causes de police ; les échevins sont juges d'appel des décisions rendues par le maire seul ⁽⁴⁾. — Quelquefois ce droit personnel de juridiction est accordé à plusieurs magistrats municipaux à la fois et peut même s'exercer en dehors du prétoire. Il en était ainsi à Tournay. « Ottroïons, dit Charles V, en juin 1356, que lez diz Mayeurs des eschevins de la dicte ville de Tournay..., chascun ès termes de son eschevinage, et en sa personne singulière, sur chauciée et ailleurs en ladite ville, en lieu deu et honeste, puist cognoistre, jugier et déterminer

(1) Cf. Esmein, *loc. cit.*, p. 422. Le juge royal étant saisi, alors que c'est le juge municipal qui est compétent, on présume que ce dernier a été négligent.

(2) Cf. Giry, *Etablissements de Rouen*, I, p. 15. Quoi qu'il en soit, ce magistrat jouait un rôle analogue à celui de nos juges de paix, s'efforçant d'amener les parties à une conciliation, avant que leur différend n'eût été porté devant le tribunal municipal (art. 44 *Des Etablissements de Rouen*) ; Cf. Pauffin, *loc. cit.*, p. 204.

(3) Giry, *Etablissements de Rouen*, I, p. 146 et surtout, p. 166. — On se souvient que le lieutenant du maire et son auditeur ne sont pas des magistrats municipaux, mais des officiers nommés par le maire (Cf. Giry, *ibid.*, p. 148 et 152) ; par conséquent, dans le cas qui nous occupe, le pouvoir de juger n'appartient qu'au maire. — Le podestat d'Avignon avait également un droit personnel de juridiction en matière criminelle (Cf. R. de Maulde, *Coutumes et règlements de la république d'Avignon*, N. R. H., I, p. 191.

⁴⁾ Cf. Giry, *Etablissements de Rouen*, I, p. 182.

dores-en-avant perpetuellement, sonmièrement et de plain, parties ouyes, par perhemptoire, sans long procès et figure de jugement, de et sur lezdictes petites causes montant à la somme de soixante solz et au-dessoubz, et que de la sentence dezdiz Mayeurs, l'en puist appeller en la manière que l'en appelloit dezdiz eschevins ; non-contrestant la coustume, loy ou usage de ladicte ville, ad ce contraires ; laquelle coustume, loy ou usage, Nous, quant ad ce, de nostre dicte auctorité royal, cassons, irritons et adnullons du tout » ⁽¹⁾.

Il est bon de noter en terminant que la compétence de la justice municipale sommeille quelquefois. C'est ce qui se produit notamment dans le cas où un bourgeois a fait appel d'un jugement rendu contre lui par les maire et échevins : tant que l'appel est pendant, l'appelant est soustrait à la juridiction qui a prononcé en premier ressort. C'est le principe de l'exemption d'appel ou pour cause d'appel, qu'on retrouvera à propos des voies de recours. Le grand coutumier de France le formule ainsi : « Celluy qui appelle des juges royaulx n'est point exempt de la jurisdiction d'icelluy de qui il appelle, fors de la cause pour laquelle il appelle, *et hoc observat curia parlamenti*. Mais qui appelle des juges subjects en païs coutumiers, il est exempt du juge, *pendente appellatione*, en toutes causes tant en demandant comme en deffendant » ⁽²⁾.

Disons enfin que dans les villes dont la charte était une filiale des Etablissements de Rouen « la présence du roi ou de son fils, ou encore la tenue d'une assise royale suspendaient les effets de la juridiction municipale » ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Ordonn., IV, p. 654. Quant à la compétence des tribunaux particuliers à certaines villes, il est inutile de revenir sur ce qui a été dit au paragraphe précédent ; leur compétence y a été indiquée à grands traits.

⁽²⁾ Ed. Laboulaye et R. Dareste, *Le grand coutumier de France*, 1 vol., Paris, 1868, p. 586 ; Cf. *ibid.*, p. 766.

⁽³⁾ Giry, *Etablissements de Rouen*, I, p. 20.

SECTION III

LA PROCÉDURE ⁽¹⁾

Cette section comprendra deux paragraphes : le premier consacré à la procédure civile, le second à la procédure criminelle.

§ I. *La procédure civile.*

Ce paragraphe se subdivisera à son tour en trois parties. Dans la première, on étudiera la procédure jusqu'au prononcé du jugement; dans la seconde, on s'occupera des voies de recours et enfin, on consacrera la troisième à l'étude des voies d'exécution.

I. La procédure jusqu'au prononcé du jugement.

Nous nous occuperons successivement des préliminaires de la demande et de la demande elle-même, de l'instruction et du jugement ⁽²⁾.

(¹) Nous nous efforcerons d'être le plus bref possible, car on sait que « la procédure devant les justices des échevins était en général la même que celle des autres juridictions ». Glasson, *loc. cit.*, V, p. 68; Cf. Warnkönig und Stein, *Franz. Staats-und Rechtsgesch.*, III, p. 291. Nous nous attacherons donc surtout aux particularités de la procédure en usage devant les cours municipales, en évitant de reproduire les renseignements que contiennent tous les traités qui étudient la procédure au point de vue historique. Cela permettra de passer sous silence beaucoup de choses d'importance secondaire. — Sur les points de détails, voir les Stilz et usages municipaux antérieurs à l'Ordonn. de Moulins, qu'a reproduits le *Coutumier général* de Bourdot de Richebourg : Stilz d'Aire (I, p. 321-323), 21 articles, rédaction de 1509; Stilz de Saint-Pol (I, p. 369-370); 6 articles seulement, rédaction de 1550.

(²) Rappelons, avant d'entrer en matière, que le caractère le plus marqué de la procédure en usage devant les tribunaux du moyen-âge est un formalisme rigoureux, qui ne s'atténue guère peu à peu qu'au Parlement, tandis qu'il subsiste dans les autres cours de justice et notamment dans les justices municipales. Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 459-461; Brunner, *La parole et la forme dans l'ancienne procédure française*, trad. de Hequet de Roquemont, *Rev. crit. de légist. et de jurispr.*, XXXVIII, 1871-1872, p. 22 s., 158 s., 230 s., 536 s.

A. — *La demande en justice et ses préliminaires.* — Dans certaines villes, la plainte (claim, semonce ou ajournement), qui est le premier acte de la procédure, doit être précédée d'une sorte de préliminaire de conciliation, l'enquest ou enquête ⁽¹⁾. A Bayonne, l'enquest est une formalité prescrite dans toute cause civile à peine de nullité de toute la procédure qui pourrait être faite quand l'enquest n'a pas eu lieu ou quand l'annulation en a été prononcée ⁽²⁾. A Agen, la demande que n'a pas précédée l'enquête n'est pas recevable et le demandeur est condamné à une amende de cinq sols, outre les dépens ⁽³⁾.

La procédure proprement dite ne commence qu'après l'échec de cette tentative de conciliation.

La demande (ou claim) est adressée par le demandeur au maire ou au prévôt qui, à son tour, la signifie au défendeur par l'intermédiaire d'un sergent. Le claim contient l'indication du nom des parties et l'énoncé des prétentions du demandeur. La signification du claim au défendeur est accompagnée d'une assignation à comparaître devant la juridiction municipale au jour fixé par le magistrat ⁽⁴⁾. — L'ajournement, comme toute la procédure, fut d'abord verbal, mais à compter de la seconde moitié du ^{xiii}^e siècle, époque à laquelle la procédure

(1) Cf. Archives mun. de Bordeaux, V, *Livre des coutumes*, n° 17, *Coul. d'Agen*, p. 219, n. 1; Giry, *Etabliss. de Rouen*, I, p. 165. — A Avignon, la tentative de conciliation n'a lieu qu'en matière commerciale. Cf. R. de Maulde, *loc. cit.*, p. 236; E. Rébouis, *Coul. de Paymirol*, N. R. II., XI, p. 291.

(2) Cf. Giry, *Etabliss. de Rouen*, I, p. 165.

(3) Cf. Archives mun. de Bordeaux, *ibid.*, p. 224, ch. V.

(4) Cf. Bouvalot, *Beaumont*, p. 459; Giry, *El. de Rouen*, I, p. 165; Glasson, *loc. cit.*, V, p. 68; Pauflin, *loc. cit.*, p. 257. Dans les affaires minimes, on se contente quelquefois d'un ajournement non motivé, c'est-à-dire d'une simple citation à comparaître dans un certain délai. Cf. Pauflin, *eod. loc.* — Sur le formalisme curieux de l'ajournement primitif à Metz, V. A. Prost, *l'Ordonnance des Maïeurs...*, N. R. II., II, p. 199 et 200.

écrite commence à supplanter peu à peu la procédure orale, l'ajournement est ordinairement rédigé par écrit ⁽¹⁾. — La citation en justice est le plus ordinairement faite « en parlant aux personnes des adjournez, se on les treuve, ou aultrement à leurs domicilles » ⁽²⁾. Cependant, il faut quelquefois, pour qu'elle soit valable, que la citation ou semonce soit signifiée au défendeur en présence des échevins ⁽³⁾; mais le défendeur doit s'être volontairement rendu devant les juges municipaux; s'il y avait été attiré par ruse ou entraîné par force, l'ajournement serait nul ⁽⁴⁾.

A quel moment et dans quel lieu peut-on signifier une semonce? « On puet semonre cascun bourgeois en quelconques liu qu'il soit trouves, soit en cambres, soit en cultil, soit en autre liu, toutes les eures dou jour, mais de nuit ne

⁽¹⁾ Cf. Paufflin, *loc. cit.*, p. 258. — Cela devint même une formalité fautive de laquelle la demande en justice n'était pas recevable (Cf. Archives mun. de Bordeaux, V, *Livre des coutumes*, n° 19, art. 19, p. 281). Cependant quelques échevinages furent très lents à adopter la procédure écrite. A Baralle et Buissy, au début du xvi^e siècle (1507), « l'ordenanche de le loy sy est telle qu'on ne plaide point par escript, fors de bouque, car ainsy ena esté uzé anchienement » Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 449. Cout. de Baralle et Buissy, art. 10. — Devant l'échevin d'Epinal, on procède, au milieu du xv^e siècle « sans par escript plaidoyer ». Cf. Ordonn., XIII, p. 502. — A Bayonne, au contraire, dès la même époque (1453), la procédure est écrite, en matière de somme d'argent, dès que l'intérêt en jeu est de deux francs et au-dessus. Archives munic. de Bayonne, *Livre des Etablissements*, 1 vol., Bayonne, 1892, p. 226.

⁽²⁾ Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 674, Cout. d'Ardres, art. 31.

⁽³⁾ Cf. Roisin, p. 19. Brun-Lavainne croit qu'il s'agit de saisie dans ce passage; il se trompe certainement, comme le prouve la suite du texte. La même inexactitude est répétée à la page 22. — Cf. également Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 448; Cout. de Baralle et Buissy, art. 5 : «... il convient que en le présenche du mayeur) et de deux eschevins dumains, et en la présenche de chely sur qui il (le demandeur) se veult clamer, qui se claime et son clain il fourme de son deu... »

⁽⁴⁾ Toutefois le bourgeois créancier d'un forain rencontrant son débiteur dans la ville, pourra l'arrêter de sa propre autorité et le conduire de force devant les magistrats municipaux, qui statueront sur le litige. Cf. Ordonn., XI, p. 230, ch. de Roze, art. 35; p. 273, ch. de Saint-Quentin, art. 35; XII, p. 532, *Privil. et Cout. de Bergerac*, art. 9.

le puet on semonre » ⁽¹⁾. — Certaines personnes ne peuvent pas être appelées en justice par certaines autres. Ainsi, à Poitiers, un bourgeois honorable ne peut pas être ajourné par un voleur avéré ou par un faussaire ⁽²⁾. — Pendant la durée des vendanges, les bourgeois de Bergerac ne peuvent pas être ajournés ⁽³⁾. — Les délais de comparution, quelquefois exprimés en nuits, sont plus brefs que devant les juridictions royales et sont souvent les mêmes, qu'on soit en matière personnelle ou mobilière ou qu'il s'agisse d'un héritage. A Bordeaux, quand le défendeur est un bourgeois, ce qui est le cas le plus ordinaire, l'assignation est donnée du jour au lendemain ⁽⁴⁾. A Lille, les bourgeois sont ajournés à cinq jours ⁽⁵⁾ ; à Joigny, ils sont ajournés à huitaine ⁽⁶⁾.

La demande « saisit le tribunal des maire et échevins ; mais excepté en matière criminelle, elle ne le saisit utilement qu'autant que le défendeur est un membre de la communauté, car dans les villes neuves comme dans les communes jurées, nul ne peut être distrait de ses juges naturels » ⁽⁷⁾.

B. — *L'instruction* ⁽⁸⁾. — Le défendeur doit comparaître au

⁽¹⁾ *Livre rouge de l'hôtel de ville de Saint-Quentin*, p. 431, charte de 1195, art. 17 ; Ordonn., XI, p. 272, art. 16 ; p. 229, charte de Roze, art. 14. L'art. 45 de cette dernière charte décide que la semonce ne peut être signifiée ni à l'église, ni au palais.

⁽²⁾ Cf. Ordonn., XII, p. 301, charte de Poitiers, art. 6.

⁽³⁾ Cf. Ordonn., XII, p. 535, charte de privil. de Bergerac, art. 36.

⁽⁴⁾ Cf. Archives mun. de Bordeaux, V, *Livre des Coutumes*, p. 65, art. 70 ; p. 153, art. 197 et 198. V. également *Livre rouge de l'hôtel de ville de Saint-Quentin*, *Introduction*, p. xvii, charte de comm. de Saint-Quentin, art. 9 ; Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 674 ; Cout. d'Ardre, art. 31.

⁽⁵⁾ Cf. Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, II, p. 943. Cout. de Lille, chap. X, art. 1^{er}. En cas d'urgence, ce délai peut être réduit. Cf. *ibid.*, même chap., art. 2.

⁽⁶⁾ Cf. Ordonn., XII, p. 347, art. 5.

⁽⁷⁾ Bonvalot, *Beaumont*, p. 459.

⁽⁸⁾ Les règles de la représentation en justice sont celles du droit commun : sauf

jour fixé. S'il fait défaut, il encourt une amende et est ajourné une seconde fois ; s'il fait encore défaut, il peut être arrêté ⁽¹⁾. Quelquefois la sanction du défaut est très rigoureuse : à Amiens, le défaillant est aussi sévèrement traité que celui qui refuse d'exécuter le jugement prononcé contre lui ; les maire et échevins peuvent lui infliger les peines de l'abatis de maison et du bannissement ⁽²⁾. A Bergerac, si le demandeur possède un titre authentique, le défendeur défaillant sera exécuté comme s'il y avait chose jugée ⁽³⁾. A Bordeaux, le défendeur auquel on réclame une chose mobilière, la perd s'il fait défaut ; s'il s'agit d'un immeuble, il en perd la possession au bout de trois défauts ⁽⁴⁾ ; après le premier défaut, en matière mobilière, deux autres citations sont faites

en matière criminelle, où la représentation n'existe pas (Cf. Giry, *Etabl. de Rouen*, I, p. 170), on admet d'abord que le défendeur peut comparaître par procureur et cette faculté est, dans la suite, étendue au demandeur. Cf. Usages et stils d'Aire, art. 12.

⁽¹⁾ Cf. Roisin, p. 20 ; Archives munic. de Bordeaux, *Livre des Coutumes*, p. 154, art. 200 ; Bouthors, *loc. cit.*, I, p. 517, Cout. de Saint-Riquier, art. 14 ; II, p. 674, Cout. d'Ardre, art. 34 ; Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, IV, p. 598 ; Ordonn., XI, p. 410, Privil. de Charroux, art. 28 ; XII, p. 385, art. 32 ; p. 401, Privil. de Lunas, art. 37 ; p. 365, Privil. de Mont-Chabrier, art. 31 ; XV, p. 449, Privil. de Beaumont en Périgord, art. 27. — Par exception, dans certaines villes, le défaut ne donnait lieu à aucune amende contre le défaillant. Il en était ainsi à Bergerac. Cf. Ordonn., XII, p. 531, Priv. et cout. de Bergerac, art. 4. — En matière civile, on se bornait à citer le défaillant d'un jour à l'autre, jusqu'à ce qu'il eût comparu. *Ibid.*, art. 5. — A Waben, les magistrats municipaux « tenaient leurs plaids le vendredi de chaque semaine et les parties étaient obligées de comparaître à leur barre au troisième coup de cloche, sous peine d'être jugées par défaut ou de payer trois sous d'amende ». Louandre, *loc. cit.*, I, p. 181. — Au contraire, à Epinal, le défendeur ne peut être condamné par défaut qu'après avoir négligé de comparaître malgré quatre citations consécutives. Cf. Ch. Ferry, *Coutume de la ville d'Epinal et du ban*, 1 broch., Epinal, 1892, p. 26.

⁽²⁾ Cf. Charte d'Amiens, art. 15, Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, I, p. 111 et 183.

⁽³⁾ Cf. Ordonn., XII, p. 541, Privil. de Bergerac, art. 78. — Cf. aussi E. Prarond, *loc. cit.*, 4^e partie, Saint-Riquier, I, p. 126 ; Ch. Giraud, *loc. cit.*, II, p. 185, *Statuts d'Arles*, art. 1^{er}.

⁽⁴⁾ Cf. Archives munic. de Bordeaux, V, p. 159, art. 206 ; Rabanis, *loc. cit.*, p. 510.

après lesquelles le défendeur encourt la saisie de ses biens ⁽¹⁾; il en était sans doute de même en matière immobilière. — A Saint-Omer, aussi bien au civil qu'au criminel, le défendeur qui ne répondait pas à l'appel de son nom ou en l'absence duquel un bourgeois ne se levait pas pour dire : « *non est in villa* », était immédiatement condamné par les échevins ⁽²⁾.

Le défendeur peut, sans s'exposer à une condamnation par défaut, contremander au moins deux fois et quelquefois trois ⁽³⁾, c'est-à-dire renvoyer à quinzaine la date de sa comparution sans avoir à indiquer le motif de ces renvois ⁽⁴⁾. — Enfin, en cas de cause sérieuse et légitime d'empêchement momentané de comparaître, le défendeur pouvait essoiner, c'est-à-dire différer sa comparution jusqu'à la date indéterminée à laquelle l'obstacle à sa comparution aurait cessé ⁽⁵⁾. Dans ce cas, il devait faire connaître son excuse et en prouver la réalité.

Après tous ces préliminaires, les parties sont en présence devant les juges. Si les adversaires ne sont pas bourgeois l'un et l'autre, certaines cautions peuvent être exigées du non bourgeois ⁽⁶⁾. — Le demandeur expose ses prétentions. S'il

⁽¹⁾ Cf. Archives munic. de Bordeaux, *ibid.*, p. 108, art. 137. — V. aussi *Olim*, II, p. 834, Saint-Dizier, art. 259.

⁽²⁾ V. Ordonn., II, p. 338, et Giry, Saint-Omer, p. 188. — Cette coutume fut abolie par la comtesse d'Artois en 1306; en 1350, le roi Jean confirme cette abolition. — On l'appelle ensoine, essoine ou exoine.

⁽³⁾ Cf. Ordonn., XII, p. 347, privil. de Joigny, art. 5.

⁽⁴⁾ Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 449, coutume de Baralle et Buissy, art. 11; Roisin, p. 26. Comme devant les autres justices (Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 502), il semble bien que les contremands n'ont lieu qu'en présence d'un ajournement non motivé.

⁽⁵⁾ Cf. Pauffin, *loc. cit.*, p. 258; Glasson, *loc. cit.*, V, p. 69.

⁽⁶⁾ En matière personnelle, le demandeur bourgeois peut exiger que le défendeur non bourgeois fournisse caution, tant du principal que des dépens; en matière réelle, on ne peut exiger du défendeur non bourgeois que la caution des dépens. —

base son droit sur un fait personnel du défendeur, par exemple sur un engagement pris par celui-ci, le défendeur doit sur le champ reconnaître ou nier le droit invoqué par son adversaire, présenter ses exceptions et ses défenses; si, au contraire, le demandeur base son droit sur le fait d'autrui, par exemple sur l'engagement du *de cujus* dont le défendeur est l'héritier, le défendeur peut obtenir jour de conseil avant d'être mis en demeure de reconnaître ou de nier ⁽¹⁾. A Bayonne, « une fois le procès renvoyé devant l'échevinage, le défendeur avait droit à plusieurs délais : à un premier de trois jours, pour choisir un avocat (*die de cosseilh*); à un second de trois jours pour l'avocat (*die de informacion*); et enfin s'il s'agissait d'un immeuble, à un troisième délai pour le visiter, de trois ou de neuf jours, suivant qu'il était situé dans la ville ou à la campagne (*die de mostre*). Après cela venait encore un délai de deux quinzaines avant les plaidoiries » ⁽²⁾. Ces différents délais se retrouvent partout sous les noms de jours de conseil, d'information et de vue; leur importance était variable suivant les échevinages. Quant au délai de deux quinzaines, il est vraisemblablement l'équivalent de celui que procuraient les contremands. — A Agen, les délais sont un peu différents : « Les parties en cause jurent, toutes deux, qu'elles sont de bonne foi, à l'expiration des

Si c'est le demandeur qui n'est pas bourgeois, le défendeur qui a cette qualité peut exiger de son adversaire, soit en matière d'action personnelle, soit en matière d'action réelle, qu'il fournisse caution pour les dépens. Dans tous les cas, la caution fournie doit être un bourgeois et celui de qui on l'exige peut être gardé prisonnier jusqu'à ce qu'il l'ait fournie. Cf. Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, I, p. 107, Coutumes locales d'Abbeville, art. 37; Bonvalot, *Beaumont*, p. 459.

⁽¹⁾ Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 283, Coutume d'Hébuterne, art. 14. Si le défendeur, sommé de reconnaître ou de nier le droit du demandeur, refuse d'avouer ou de repousser les prétentions de l'adversaire, l'article précité le condamne à fournir dans la quinzaine la satisfaction qu'on lui demande, sous peine d'amende et de saisie de ses biens.

⁽²⁾ Giry, *Etabliss. de Rouen*, I, p. 168.

délais coutumiers, qui sont de huit jours pour conseil et de huit jours pour réponse. Ce dernier délai n'est que de trois jours lorsqu'il y a titre authentique; mais, au besoin, on accorde huit autres jours pour avocat. Si le défendeur nie, le demandeur peut obtenir trois délais de huit jours pour faire sa preuve... » ⁽¹⁾. — A ces délais, il faut ajouter ceux qu'on accorde au défendeur pour appeler son garant en cause ⁽²⁾. L'exception de garantie procurait quelquefois des délais fort longs; l'art. 23 des anciennes coutumes d'Alais en est un exemple : « Si aucun homme, dans le but d'appeler ses garants, diffère son plaid de neuf mois, comme la loi le commande, il doit dire secrètement leurs noms à quelqu'un de la cour, et l'on doit mettre ces noms dans les écrits de la cour; et si au jour [indiqué], il ne produit aucun garant, tout délai lui est dorénavant refusé » ⁽³⁾. D'ordinaire, cette exception ne procure au défendeur que de bien moindres délais : quinze jours à Bordeaux ⁽⁴⁾; huit jours seulement à Agen ⁽⁵⁾, etc., etc.

Quelquefois les parties doivent appuyer par un serment solennel, l'une sa demande, l'autre sa défense, jurer qu'elles ne sont mues par aucun esprit de chicane et qu'elles poursuivent ou défendent de bonne foi. C'est l'antique serment de

⁽¹⁾ Archives munic. de Bordeaux, *Livre des coutumes*, n° 17, *Coutume d'Agen*, ch. VI, p. 226.

⁽²⁾ A propos de la demande incidente en garantie, il est bon de noter que la matière des incidents ne comporte pas de règle spéciale devant la juridiction municipale. Après la garantie, la demande reconventionnelle et la compensation, auxquelles il sera fait allusion dans un instant, en fourniront aussi la preuve. — La même observation s'applique aux jugements qui statuent sur des incidents (jugements préparatoires, interlocutoires ou provisoires).

⁽³⁾ *Olim*, III, *Appendice*, p. 1496-1497.

⁽⁴⁾ Cf. Archives munic. de Bordeaux, *Livre des coutumes*, p. 143, art. 185.

⁽⁵⁾ Cf. Archives munic. de Bordeaux, *ibid.*, n° 17, p. 232, *Coutume d'Agen*, ch. XIII.

calomnie ⁽¹⁾, appelé aussi quelquefois serment de claim. Si l'une d'elles refuse de prêter ce serment, elle perd son procès ⁽²⁾. — D'ordinaire, les parties sont assistées par des avocats à cause des dangers sans nombre de la procédure ⁽³⁾. Néanmoins, il faut quelquefois l'autorisation du juge pour plaider par avocat ⁽⁴⁾; cette disposition et la suivante montrent que le ministère d'un avocat n'est pas obligatoire. La charte communale d'Amiens, dans son article 33, décide, en effet, que dans tout cause, le demandeur, le défendeur et les témoins pourront se faire représenter par un avocat, s'ils le veulent ⁽⁵⁾. Quelquefois même, les parties doivent plaider leur cause en personne, par exemple en matière sommaire ⁽⁶⁾; de même, devant certaines juridictions municipales inférieures, les parties ne peuvent pas avoir d'avocat, par exemple devant le

(1) Cf. Anciennes coutumes de Montcucq, art. 3 (*Rev. hist. de dr. fr. et étr.*, VII, p. 105).

(2) Cf. Roisin, p. 34 et 35. A Lille, ce serment se prête sur les reliques des saints ou les évangiles, le pouce replié sous les autres doigts; le demandeur jure seul, le défendeur doit être assisté de deux cojureurs. Celui qui jure ne peut pas déplacer sa main, ni même remuer ses doigts sous peine de perdre son procès, tant que la formule du serment n'a pas été prononcée. Aussi, « pour ce que femme est de haslive et de vottage courage », l'avocat qui l'assiste met sa main sur celle de sa cliente, afin que celle-ci ne fasse aucun mouvement en prononçant la formule consacrée (Cf. Roisin, p. 30-33, et Brunner, *loc. cit.*, p. 252-253). Le roi Jean abolit ce serment en 1350 (Roisin, p. 388-391; Cf. aussi Ordonn., II, p. 399 et 400, et *Olim*, III, *Appendice*, Anciennes cout. d'Alais, art. 1^{er}, p. 1482-1483).

(3) Dans la petite ville d'Aiguesmortes, « en matière criminelle, comme en matière civile, le juge était tenu de nommer d'office un avocat à l'accusé qui en était dépourvu : salubre institution qui n'existait alors que dans ce coin reculé du royaume ». F.-Em. di Pietro, *loc. cit.*, p. 130. — Sur les dangers de la procédure, qui sont une conséquence du formalisme étroit de celle-ci, Cf. Brunner, *La parole et la forme dans l'ancienne procédure française*, trad. de Hecquet de Roquemont, *Rev. crit. de légis. et de jurispr.*, XXXVIII (1871-1872), p. 22 s.; 158 s.; 230 s.; 536 s. et notamment, p. 31, 158, 160 s., 255, 478.

(4) Cf. Rabanis, *loc. cit.*, *Rev. hist. de dr. fr. et étr.*, VII, p. 510.

(5) Cf. Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, I, p. 112 et 185.

(6) Cf. Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, II, p. 678-682 (ordonnance de l'échevinage d'Amiens relative à la tenue des plaids de la justice municipale, art. 7 et 12).

prévôt municipal de Bordeaux ⁽¹⁾. — Les plaideurs pouvaient, du reste, dans certains cas tout au moins, prier le maire de désigner un échevin pour les assister. Cette faveur ne semble pourtant être faite qu'au défendeur ⁽²⁾ et aux veuves et orphelins ⁽³⁾. — A Metz, avant que les avocats ne commencent leurs plaidoiries, « le maire demande à chacune des parties si son plaideur parle bien pour elle. C'est la confirmation authentique du mandat donné par les intéressés aux avocats, de plaider pour eux » ⁽⁴⁾.

Les arguments des parties ayant été développés par leurs avocats, il se peut que l'affaire ne soit pas encore en état d'être jugée : elle soulève, par exemple, une question de droit que les juges sont impuissants à résoudre avec leurs seules lumières ⁽⁵⁾, ou une question de fait qu'il faut éclaircir. Dans ces conditions, des mesures d'instruction s'imposent : on ira à sens pour la question de droit ; pour la question de fait, on recourra aux moyens de preuve consacrés ⁽⁶⁾. Examinons successivement ces deux situations.

⁽¹⁾ Cf. Archives munic. de Bordeaux, *Livre des Bouillons*, n. 154, Règlements relatifs aux fonctions du prévôt de la ville de Bordeaux ; 2 août 1376, p. 512-514.

⁽²⁾ Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 448 (cout. de Baralle et Buissy, art. 5).

⁽³⁾ Cf. *Olim*, II, p. 814 (Saint-Dizier et Ypres). — Sur les devoirs de la profession d'avocat devant les justices municipales, et les honoraires auxquels ils peuvent prétendre suivant l'importance de l'affaire plaidée, V. L. Méry et F. Guindon, *loc. cit.*, *Statuts ou livre rouge de Marseille*, ch. XX ; II, p. 213-219 ; III, p. 83-87 ; — sur leur serment, V. Archives municipales de Bordeaux, *Livre des Bouillons*, n° 157, p. 518, et *Livre des Coutumes*, p. 164, art. 213.

⁽⁴⁾ Aug. Prost, *L'ordonnance des Maïours*, N. R. H., II, p. 215, 216. A Lille, une fois ses conclusions prises, le demandeur ne peut pas les augmenter, mais il lui est permis de les diminuer. Quant au défendeur, il ne peut pas former de demande reconventionnelle, ni parler de compensation (Cf. Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, II, p. 943 (coutumes de Lille, ch. X, art. 4 et 6).

⁽⁵⁾ Cette situation était assez rare dans les communes et les consulats importants, dans lesquels, outre les assemblées consultatives qui font partie intégrante du corps de ville, les magistrats municipaux sont assistés de juriscultes dont la mission est de résoudre les questions de droit difficiles (V. *supra*, II^e p., ch. II, sect. I, § 1.

⁽⁶⁾ Cf. Bonvalot (*Beaumont*), p. 440.

On dit d'une municipalité qu'elle va à sens, à conseil ou à enquête, lorsque, se trouvant en présence d'une question de droit épineuse, dont elle n'aperçoit pas la solution, elle demande, sur ce point, une consultation aux échevins de sa métropole. La métropole d'une commune ou d'une ville privilégiée est la ville dont la charte lui a été étendue; les villes dont la charte est une filiale de celle de la métropole, sont appelées villes affiliées. « Dans le monde des communes comme dans celui des villes affranchies, la métropole joue à l'égard de la ville affiliée le rôle de chef de sens. Non seulement le chef de sens aide la filiale à résoudre les questions relatives à l'application de la charte, mais, de plus, il est un arbitre tout désigné pour juger et terminer à l'amiable les différends survenus entre une commune et son seigneur » (1). — Quelquefois même, il y avait deux chefs de sens placés à des degrés différents. C'est ainsi que la charte de Bray-sur-Somme décide qu'en présence d'une difficulté insoluble, les juges municipaux doivent s'adresser, en premier lieu, à la municipalité de Saint-Quentin, et si celle-ci est impuissante à les tirer d'embarras (défaut de conseil), ils doivent recourir aux magistrats municipaux d'Arras (2). De Saint-Dizier on allait à sens à Ypres et, le cas échéant, d'Ypres à Bruges. La charte donnait aux échevins un délai de quarante jours pour revenir avec une solution. Passé ce délai, le seigneur jugeait

(1) Luchaire, *Manuel*, p. 417, 418.

(2) Cf. Giry (*Saint-Quentin*), p. xxiv; Ordonn., XI, p. 295 (Charte de Bray, art. 27). D'ailleurs, «... au moyen-âge, la ville d'Arras a eu dans le Nord la situation, mal connue encore, d'une espèce de métropole des municipalités, et pendant longtemps la plupart des communes et des échevinages de la région allèrent à sens à Arras ». Giry, *ibid.*, p. xxv. — Cf. aussi de Lafons-Mélicocq, *Docum. inéd. pour servir à l'hist. des Vaudois dans le nord de la France, Annuaire-bullet. de la Société de l'hist. de France* (1865), p. 170. — De Doullens, on allait « à l'avis » à Abbeville, à Amiens ou à Saint-Quentin (Cf. Delgove, *loc. cit.*, p. 339).

l'affaire à leur place (art. 67) ⁽¹⁾. Pendant près de deux siècles et demi, l'échevinage de Saint-Dizier alla à sens à Ypres, chaque fois qu'une difficulté se présentait dans le jugement d'une cause portée à son tribunal. Les échevins croyaient qu'il était contraire à la lettre et à l'esprit de la charte de la ville de se servir d'une consultation de l'échevinage d'Ypres pour une affaire autre que celle en vue de laquelle elle avait été rendue. Ce ne fut qu'en 1470 que les échevins de Saint-Dizier s'avisèrent de faire une sorte de code d'un certain nombre de décisions de la municipalité d'Ypres. Ce code était un recueil des consultations ayant trait aux matières les plus importantes et les plus usuelles ; il servait de loi à l'échevinage et lui permettait de ne plus envoyer de députés à Ypres que dans des cas exceptionnels et désormais assez rares ⁽²⁾. Ce recueil, publié par Beugnot en appendice au tome II des *Olim*, ne contient pas moins de 314 articles. Toutes les municipalités n'attendaient pas deux siècles et demi pour réunir en un code les consultations de leur chef de sens. « Les réponses sur les points de droit résolus par ces consultations juridiques, non seulement servaient à trancher les litiges pour lesquels on les avait obtenues, mais encore on les destinait à servir de règle dans les cas semblables qui pourraient se présenter par la suite. Les greffiers des villes consultantes et les greffiers des villes consultées gardaient note de ces réponses, en les transcrivant sur un registre qu'on appelait le livre des records de loy, qu'il ne faut pas confondre avec les records de court, dont les *Olim* du parlement nous offrent le

(1) Cf. *Olim*, II, p. 715. — Quelquefois même, la charte donne aux juges municipaux, le droit de s'adresser à une ville quelconque, librement choisie par eux, parmi celles que régissent les mêmes statuts. Cf. Ordonn., IV, p. 369, Ch. de Buzancy, art. 2.

(2) Cf. *Olim*, II, p. 905 et 909.

plus curieux exemple »⁽¹⁾. — Les articles 19-24 de la coutume de Baralle et Buissy indiquent dans tous ses détails la procédure suivie en matière de sens, conseil ou enquête⁽²⁾.

Cet usage était également suivi dans le Midi ; on voit même des villes consulaires importantes y recourir à l'occasion⁽³⁾. Naturellement, au Nord comme au Midi, les parties supportaient seules tous les frais que ces consultations pouvaient entraîner⁽⁴⁾. Aussi, s'ils font inutilement ces frais, par exemple, s'ils se déplacent pour une consultation dont ils n'ont pas besoin, les magistrats municipaux sont réputés parjures et condamnés comme tels⁽⁵⁾.

Quant aux questions de fait, on les élucidait en recourant aux moyens de preuve prévus par les chartes, savoir : l'aveu, le serment, la preuve testimoniale, la preuve par écrit et le duel judiciaire.

Sur l'aveu, la procédure municipale ne contient rien de

⁽¹⁾ Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 173, n. 18, sur l'art. 2 de la coutume de Beauval. Voyez aussi *ibid.*, I, p. 116, n. 42.

⁽²⁾ Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 452, 453.

⁽³⁾ Cf. A. Magen et G. Tholin, *Archiv. munic. d'Agen*, 1 vol. Villeneuve-sur-Lot, 1876, pièce 21 (p. 34), et 40 (p. 56). Ces documents sont les réponses des consuls de Montauban et de Toulouse à des consultations sollicitées par ceux d'Agen. — Ces consultations ne sont pas toujours demandées à une municipalité ; les juges embarrassés s'adressent souvent à des jurisconsultes renommés, à des « hommes savants », comme disent les anciennes coutumes de Montcuq, art. 8. (Cf. *Rev. hist. de dr. franç. et étrang.*, VII, p. 107 ; E. H. Rébouis, Coutume de Clermont-Dessus, *N. R. H.*, V, p. 45-97, art. 10. — Il en était quelquefois ainsi même dans les communes du Nord, malgré l'usage d'aller à sens. Au Midi comme au Nord, ces recours à des légistes avaient également lieu en matière criminelle. (Cf. de Lafons-Mélicocq, *Docum. inéd. (Annuaire-bulletin Soc. de l'hist. de France, 1865, p. 156 et 157) ; de Carol, Du jury et de la proc. crim. suivant la cout. d'Albi, Rec. de l'Acad. de législ. de Toulouse*, VII, p. 434.

⁽⁴⁾ Cf. Ordonn., IV, p. 523 (Ch. de Commines, art. 5) ; Anc. cout. de Montcuq, art. 8, *Rev. hist. de dr. franç. et étrang.*, VII, p. 107 ; R. Dareste, *La charte de Manre*, *N. R. H.*, XVIII, p. 64 ; J. Finot, *Deux chartes comm. inéd.*, *N. R. H.*, XVIII, p. 653.

⁽⁵⁾ Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 504 ; Cout. de Richebourg-Saint-Vaast, art. 17 et p. 577, note 216.

particulier. — Quant au serment, c'était le moyen de preuve ou de contre-preuve admis dans différentes hypothèses. Si le défendeur a pris la fuite ou si défaut a été pris contre lui, le serment du demandeur suffit à prouver la réalité du fait qu'il invoque ⁽¹⁾. En sens inverse, le serment du défendeur est considéré comme la preuve de l'inanité du fait allégué par le demandeur, toutes les fois que ce dernier ne produit pas le nombre de témoins voulu ou n'en produit aucun ⁽²⁾. — Le serment n'est, en général, déféré au défendeur que dans les causes de minime importance. Dans les causes dont l'intérêt est élevé, le défendeur ne jure pas *propria manu* seulement (serment purgatoire), il faut qu'il soit assisté d'un nombre variable de cojureurs (serment compurgatoire) ⁽³⁾. Notons enfin que si la partie qui doit prêter serment est obligée de s'absenter pour ses affaires et qu'elle annonce son voyage avant qu'on ne la requière de jurer, son départ ne lui fera pas perdre sa cause, mais à son retour, on la semondra suivant les formes ordinaires et elle devra prêter serment ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Cf. Bouthors, *loc. cit.*, I, p. 50-51.

⁽²⁾ Cf. Bonvalot, *Beaumont*, p. 461 ; M. Prou, *Les coutumes de Lorris et leur propagation aux XII^e et XIII^e siècles*, *N. R. H.*, 1884, p. 185 ; Warnkönig und Stein, *loc. cit.*, III, p. 296 ; Ordonn., VII, p. 457, art. 30 ; XII, p. 304, Ch. de Chamblis, art. 10. — D'ailleurs, quand le demandeur ne peut pas établir sa prétention au moyen du témoignage de *testes legitimi*, il ne peut que citer le défendeur « pie le roi », comme on dit dans certaines coutumes, c'est-à-dire lui déférer le serment. Cf. P. Defourny, *loc. cit.*, p. 549.

⁽³⁾ Cf. Pauffin, *loc. cit.*, p. 260. — Avec l'importance de l'intérêt en litige, la solennité du serment augmente ou diminue. Cf. Rabanis, *loc. cit.*, p. 511. — Nous ne voulons pas quitter le serment du défendeur, sans citer un cas curieux dans lequel il a pour effet, non pas de faire débouter le demandeur de ses prétentions, mais de l'empêcher de faire exécuter le défendeur. Ainsi, à Agen, « un créancier ne peut rien exiger de son débiteur, si celui-ci jure qu'il ne possède pas pour cinq sous d'objets dont lui et sa famille puissent se passer, et qu'il acquittera sa dette aussitôt qu'il sera en état de le faire ». Archives municipales de Bordeaux, *Livre des Coutumes*, p. 241, Cout. d'Agen, ch. XXIII.

⁽⁴⁾ Cf. Ordonn., XII, p. 292, Ch. de Senlis, art. 2.

La preuve testimoniale ne diffère guère, devant les justices municipales de ce qu'elle était devant les autres juridictions. De bonne heure, les parties prirent l'habitude d'énumérer par écrit les faits dont elles offrent la preuve, ainsi que les noms des témoins qu'elles se proposent de faire entendre. Une ordonnance des échevins de Lille, du 6 février 1343, appelle cette pièce « intendit » ⁽¹⁾ ; en Beauvoisis, le nom consacré est « rubrique » ⁽²⁾. — Les témoins ne peuvent, sauf excuse légitime, se dispenser de comparaître au jour fixé dans la citation qui leur est faite. L'amende prononcée contre le témoin non comparant est quelquefois considérable ⁽³⁾.

L'enquête, après avoir eu lieu à l'audience, se fait en chambre du conseil ⁽⁴⁾, hors de la présence des parties et de leurs avocats ⁽⁵⁾ : le maire fait prêter serment aux témoins ⁽⁶⁾ devant les échevins, puis il se retire ; les échevins interrogent alors les témoins et « les examinent le plus fort que il peuvent selonc le cas... » ⁽⁷⁾ — « ... Pour fournir à la justice une dé-

⁽¹⁾ Cf. Roisin, p. 51 et s.

⁽²⁾ Cf. Beaumanoir, édit. Salmon, n. 211.

⁽³⁾ Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 668 ; Cout. de Brédenarde, art. 23. — Toutefois certaines chartes décident que nul ne « peut être forcé de porter témoignage contre son père, contre sa mère ou ses enfants... ». Rivière, *loc. cit.*, I, p. 297 ; Cf. Ordonn., XIV, p. 215. Priv. de Montferrand, art. 45. — Au point de vue de la capacité de témoigner en justice, la procédure devant les juridictions municipales ne comporte guère de particularités ; il en est de même en ce qui concerne les témoins reprochables.

⁽⁴⁾ Il est difficile de fixer la date de cette modification des formes de l'enquête devant les justices municipales, mais on peut croire qu'elle n'eut pas lieu avant le milieu du xiv^e siècle. Les renseignements précis font défaut.

⁽⁵⁾ Cf. Ch. Giraud, *loc. cit.*, II, p. 198 (statuts d'Arles, art. 31).

⁽⁶⁾ Sur la formule de ce serment, v. Bonvalot (*Beaumont*), p. 460.

⁽⁷⁾ Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 456 (Cout. de Baralle et Buissy, art. 48). — A Montpellier, le juge doit interroger les témoins *sans rien leur suggérer*. (Cout. de Montpellier, art. 79 ; la coutume de Carcassonne, qui est la reproduction de celle de Montpellier, n'admet pas cette disposition ; Cf. Giraud, *loc. cit.*, I, pièces justificatives, p. 65). — A Marseille, c'est le notaire municipal qui reçoit la disposition des témoins (Cf. Méry et Guindon, *loc. cit.*, II, p. 143-146 ; III, p. 31-33 ;

claration méritant crédit, il faut remplir certaines conditions, il faut que le témoin ne soit « ni excommunié, ni reprochable, ni bâtard, ni criminel, ni faussaire, ni menteur prouvé ». Il faut, en outre, qu'il soit membre de la communauté; en effet, « nul n'est admis à porter témoignage pour ou contre un bourgeois de la ville, s'il n'est lui-même bourgeois de la ville ». On n'est témoin légitime et idoine qu'à ces conditions. La femme a, sous ce rapport, la même capacité que l'homme ⁽¹⁾, mais le mineur n'est admis à déposer « qu'avec le consentement de son mainbour » ⁽²⁾. — Il faut au moins deux

II, p. 151-155; III, p. 37-39; ch. IV et VI des statuts de Marseille). — A Avignon, le rôle de magistrat instructeur est rempli par un notaire désigné par la cour. (Cf. R. de Maulde, *loc. cit.*, p. 232). — Sur la forme de la déposition des témoins à Amiens (Cf. Brunner, *loc. cit.*, p. 471).

⁽¹⁾ Toutefois, il n'en est pas partout ainsi. Par exemple, à Toulouse, les femmes ne sont admises à témoigner que dans certains cas déterminés : « ... Usus et consueludo Tolosæ, quod testimonio mulierum statur, et creditur tantum super causis criminalibus, et injuriarum et super matrimonio, et ætate cognoscenda alicujus infantis vel adulti et super deffloratione mulierum. » Cout. Toulouse, *de Testibus*, art. 6 (Bourdôt de Richebourg, *loc. cit.*, IV, p. 1043). — Enfin, à Bordeaux, « les femmes ne sont jamais admises à témoigner en justice, leur témoignage n'ayant pas plus de valeur que celui des enfants. D'ailleurs, la femme est toujours mineure comme les enfants, et ne peut, à aucun titre, paraître en jugement ». Rabanis, *loc. cit.*, p. 510; Cf. Archives munic. de Bordeaux, V, p. 63, art. 66.

⁽²⁾ Bonvalot (*Beaumont*), p. 460. — Cf. Coutume d'Agen (Archives munic. de Bordeaux, *Livre des coutumes*, p. 227).

Quelquefois même, il fallait remplir certaines conditions de fortune pour pouvoir déposer. A Bazas, par exemple, on ne peut être témoin dans une affaire, si on ne possède pas un patrimoine au moins égal en valeur à l'objet en litige (Archives munic. de Bordeaux, V, *Livre des coutumes*, n° 18, p. 272).

La peine encourue par l'individu convaincu de faux témoignage est parfois cruelle « Tout faux témoin court la ville, la langue percée d'une broche de fer. Ses biens sont confisqués, déduction faite des droits de sa femme et de ses créanciers... Il ne peut plus servir de témoin en justice ». Coutume d'Agen, chap. XXI (Archives munic. de Bordeaux, V, *Livre des coutumes*, p. 240). Cf. Archives munic. de Bayonne, *Livre des établissements*, n° 97, p. 95; E. Rébouis, *Cout. de Puymirol*, N. R. H., XI, p. 288-334, art. 8; Giry, *Établissements de Rouen*, I, p. 171; A. Vigié, *Coutumes inédites de Belvès (Dordogne)*, N. R. H.,

témoins légitimes et idoines déposant dans le même sens, pour que le fait dont ils affirment l'existence soit réputé prouvé ⁽¹⁾. Toutefois, cette règle fléchit dans certains cas. Ainsi, à Marseille, dans les causes dont l'intérêt ne dépasse pas cent sols, la preuve pourra être faite au moyen d'un témoignage unique, si la partie à qui cette preuve incombe jure qu'il lui a été impossible de se procurer d'autres témoins ⁽²⁾. A Rue, le témoignage d'un blessé à mort valait celui de deux témoins ⁽³⁾.

Quant à la preuve, l'exception est soumise à la même règle que la demande. Le principe *reus excipiendo fit actor* est admis devant les justices municipales. Les échevins de Saint-Dizier demandèrent à la municipalité d'Ypres une consultation sur ce point : « Se li corpables propose aucunes exceptions, doit-il les prover? — Oïl. — Comment les doit-il prover? — En tel manière que s'il dist celui qui li demande escommenié, il le doit prover par le preste du lieu ou par lettres de juge ordenel ou d'aucun liegat; et s'il dist qu'il est

1899, p. 665, art. 7. — Le plus souvent, le faux témoin est puni d'une forte amende (Cf. de Lateyssonnaire, *loc. cit.*, II, p. 317) et quelquefois même d'une peine que le juge fixe arbitrairement (Cf. Ch. Giraud, *loc. cit.*, II, p. 198, *Statuts d'Arles*, art. 30). Cet article punit également le faux témoin et celui qui le produit; il en est de même de l'article 8 précité des Coutumes de Puymiol.

⁽¹⁾ Cf. Bonvalot (*Beaumont*), p. 460; Pauffin, *loc. cit.*, p. 259. A Bordeaux, on exprimait cette règle par l'axiome : « *In ore duorum vél trium testium stat omne verbum* ». Cf. Rabanis, *loc. cit.*, p. 510.

⁽²⁾ Cf. *Statuts de Marseille*, liv. II, ch. XII, dans Méry et Guindon, *loc. cit.*, III, p. LIX. — Il en est de même en matière mobilière à Montpellier et très probablement à Carcassonne, avec cette différence que la partie qui fait entendre le témoin n'a pas à jurer qu'elle n'a pas pu s'en procurer d'autres : « *Unus legalis et ydoneus testis et notus creditur in rebus mobilibus usque ad C sol* ». Ch. Giraud, *loc. cit.*, I, pièces justificatives, p. 54 (Coutume de Montpellier, 1204, art. 25). — Cf. enfin : Ordonn., VII, p. 61 : Lettres de Charles VI qui qualifient la coutume d'Abbeville de « moult merveilleuse », c'est-à-dire extraordinaire, contraire aux autres coutumes, « car l'en y preuve son entencion par un seul tesmoing ».

⁽³⁾ Cf. E. Prarond, *loc. cit.*, 2^e partie (canton de Rue), p. 29.

parjurs ou de malvaix renon, il le doit prouver par les eschevins de la ville, et s'il le doit prouver si tost comme il l'avera mise en avant ne on ne li donra autre jour à prouver » (1).

Enfin, à partir d'une certaine époque, la preuve testimoniale n'était pas admise quand l'intérêt en litige dépassait une certaine somme. A Bazas, on ne peut prouver par témoins que les dettes inférieures à 50 livres; au-dessus de cette somme, la preuve ne peut être faite que par la production d'un acte authentique (*per instrument public*) (2).

Dans la plupart des communes, les magistrats municipaux ont le caractère de témoins privilégiés; leur témoignage est décisif, on ne peut le combattre par aucune preuve contraire. Le fait seul de contredire ce qu'un échevin a affirmé en qualité de témoin constitue, à Saint-Dizier, un délit qui entraîne une amende principale de 60 livres et autant d'amendes accessoires de 10 livres qu'il y a eu d'échevins contredits (3). Les magistrats en fonctions déposent sans avoir besoin de prêter serment; les magistrats sortis de charge déposent sous la foi du serment (4). Quel que soit le nombre de témoins ordinaires exigés par la charte ou la coutume, deux témoins privilégiés suffisent pour les remplacer (5). — Quant à la

(1) *Olim*, II, p. 835 (art. 260). — D'ailleurs, dans la procédure municipale, il n'y a rien de particulier à signaler en ce qui concerne les exceptions, ni quant à la preuve, ni quant à la division des exceptions en exceptions déclinatoires, dilatoires et péremptoires.

(2) Cf. Archives municipales de Bordeaux, *Livre des Coutumes*, n° 18, Cout. de Bazas, p. 271. — Ce texte n'est pas daté, mais il n'est certainement pas antérieur à la fin du xv^e siècle.

(3) Cf. *Olim*, II, p. 706 (Privil. de Saint-Dizier, 1228, art. 23; — Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 122 (Cout. de Gesaincourt, art. 5).

(4) Cf. Giry, *Etablissem. de Rouen*, I, p. 16 et 17.

(5) A Colmar, l'un des deux témoins privilégiés étant mort, « si le survivant était appelé en témoignage, il se rendait sur la tombe du défunt, où il faisait sa déposition sous la foi du serment : dans cette forme, elle avait la même authenticité que si les deux échevins avaient rendu témoignage simultanément. » X. Mossmann, *loc. cit.*, p. 121.

raison pour laquelle on a été amené à conférer à certaines personnes la qualité de témoins privilégiés, on peut la voir avec Giry dans la situation où on se trouva vers la fin du ^{xiii}^e siècle, quand la preuve testimoniale l'eût emporté sur le duel judiciaire et les autres ordalies, alors que la preuve littéraire était encore à peu près inconnue. Dans ces conditions, on s'explique « qu'on ait eu besoin de témoins privilégiés, revêtus d'un caractère authentique » ⁽¹⁾; on comprend aisément que cette qualité ne pouvant être conférée qu'à des bourgeois d'une honorabilité bien connue, les magistrats municipaux et les anciens magistrats devaient en être investis les premiers.

En ce qui concerne la preuve par écrit, la procédure municipale ne contient pas de règle particulière. Cette preuve résulte de la production d'un acte revêtu du sceau aux causes ou du sceau aux connaissances, dont les échevins scellent les instruments rédigés par eux. Il y a même des justices municipales qui paraissent n'accorder de force probante qu'aux actes reçus par leurs magistrats. « Estrumens communs ou saelés du sael autentique est-il à croire plainnement? » demandent les magistrats municipaux de Saint-Dizier. Leur chef de sens (Ypres) répond : « Nulz estrumens ne feroit provence devant eschevins, mais que tant seulement s'il iere saeleis don sael de la ville ⁽²⁾. » La réponse des échevins d'Ypres ne doit certainement pas être prise au pied de la lettre, car on sait que « la letre le roi » et « la letre l'apostoile » font preuve complète devant toute cour ⁽³⁾. — On ne rencontre presque pas de traces de la production, devant la juridiction municipale, d'actes revêtus d'un sceau privé. Cela tient à ce

⁽¹⁾ Giry, *Saint-Omer*, p. 184.

⁽²⁾ Cf. *Olim*, II, p. 836, art. 269.

⁽³⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 555; Beaumanoir, n. 1092.

que les bourgeois n'ont pas de sceau ⁽¹⁾. Cependant il faut faire exception pour certaines villes (surtout dans le Midi) qui comptent d'assez nombreux gentilshommes au nombre de leurs bourgeois ; pour les villes dans lesquelles les magistratures municipales anoblissent leurs titulaires et enfin pour les bourgeois des deux villes de Périgueux et de Perpignan qui se prétendent nobles et s'intitulent *citoyens seigneurs*, *bourgeois honorés* ⁽²⁾, *citoyens nobles* ⁽³⁾. — Devant les justices municipales du Midi, les actes authentiques le plus souvent produits sont ceux qui émanent des notaires municipaux attachés à chaque cour. On sait que ces notaires sont investis de cette part de la juridiction volontaire qui consiste à recevoir les actes et contrats des particuliers.

On a, dans l'énumération des modes de preuve, donné la dernière place au duel judiciaire, parce qu'il est assez rarement employé devant la juridiction municipale. On sait, en effet, que c'est précisément une particularité qui distingue les justices des villes, que d'avoir considérablement réduit la place que tenait le duel dans la procédure, avant même que saint Louis n'eût rendu sa fameuse ordonnance de 1260. « La justice communale constituait d'ailleurs un progrès sur la justice seigneuriale, en ce que le combat judiciaire, qui était le mode de preuve universellement adopté, fut abandonné dans un certain nombre de chartes par suite d'une réaction toute naturelle de l'esprit commercial contre l'esprit féodal » ⁽⁴⁾. — Quant à ce mode de preuve, les chartes peuvent se diviser en quatre catégories distinctes : 1° les chartes dans lesquelles le combat judiciaire tient une place importante, à

⁽¹⁾ Cf. Glasson, *eod. loc.*

⁽²⁾ Cf. Babeau, *La ville sous l'anc. rég.*, I, p. 25, 26.

⁽³⁾ Cf. P.-L. Jacob, *loc. cit.*, I, p. 183, 217.

⁽⁴⁾ A. Gautier, *Précis de l'hist. du droit franç.*, 2^e éd., 1 vol., Paris, 1884, p. 221.

peine inférieure à la preuve testimoniale, par exemple la célèbre coutume de Lorris, dont « l'article 6 montre que le duel était d'une pratique courante ⁽¹⁾. » 2° Les chartes qui n'admettent le duel judiciaire qu'à titre facultatif et quelquefois même dans certains cas seulement, comme les chartes des communes de Picardie ⁽²⁾ et celle de Beaumont. Cette dernière coutume ne permet le combat judiciaire qu'en l'absence de tout autre mode de preuve et seulement lorsqu'il s'agit de « la dénégation d'une dette ou d'un dépôt et des blessures en se défendant ⁽³⁾. » 3° Les chartes qui ne parlent pas du tout du duel judiciaire, comme celles de Laon, Crespy, Soissons, Vaisly. Dans ces villes, Warnkönig und Stein pensent que la bataille n'était admise qu'en matière « d'accusations pouvant entraîner des peines graves », mais qu'en toute autre matière elle était interdite entre bourgeois et remplacée par la preuve testimoniale ⁽⁴⁾. 4° Enfin, les chartes qui interdisent d'une façon générale le duel judiciaire entre bourgeois. Telle est, par exemple, la charte de Tournay ⁽⁵⁾.

De toutes les formes du jugement de Dieu, le duel judiciaire est la seule qui trouve place à la fois dans la procédure civile et dans la procédure criminelle. Les autres ordalies « ne sont usitées que pour établir l'innocence ou la culpabilité de l'individu accusé d'un fait délictueux ⁽⁶⁾ ». — Augustin Thierry, dans ses *Monuments inédits de l'histoire du Tiers-Etat*, fait le récit d'un combat judiciaire entre bourgeois à Amiens ⁽⁷⁾. Il énumère les principales péripéties de cette procédure aussi curieuse que barbare.

(1) Warnkönig und Stein, *loc. cit.*, III, p. 295.

(2) Cf. W. u. St., *ibid.*, p. 294.

(3) Bonvalot, *Beaumont*, p. 462.

(4) Cf. W. u. St. *ibid.*, p. 294.

(5) Cf. W. u. St., *ibid.*, p. 294 ; Dareste de la Chavanne, *loc. cit.*, I, p. 192.

(6) Bonvalot, *Beaumont*, p. 463.

(7) I, p. 127 s.

La partie qui, par l'un quelconque des moyens énumérés, administrera la preuve mise à sa charge, aura gain de cause ; si elle échoue, elle perdra son procès. Cependant, dans ce dernier cas, elle encourra, en outre, une peine accessoire. Le demandeur qui ne réussit pas à faire la preuve du droit dont il se prétend titulaire est coupable du délit de faux-claim et condamné à l'amende ⁽¹⁾. Le demandeur qui réclame plus qu'il ne lui est dû, encourt aussi une amende. La coutume de Baralle et Buissy (art. 8) contient une disposition curieuse sur la précaution à prendre pour éviter la plus-pétition. « Item, se uns homs. se claime d'aucune personne sans faire restrainte, en la fin de se demande, que de dire jusques à boin compte, et il est sceu et prouvé qu'il demande plus que chely ne ly devra, il sera, se ly mayeur le veult, calengié à cinq sols de cambrésis d'amende et jugiés par eschevins, dont le seigneur en ara les deux pars et eschevins le tiers; mais on peult bien faire et fourmer son claim de si grant somme qu'on veult, pour amender de dire jusques à boin compte, sans meffait. » ⁽²⁾. — Enfin, la partie qui succombe est condamnée aux dépens ⁽³⁾; quelquefois même, outre les dépens, la partie qui perd son procès doit

⁽¹⁾ Cf. Bouthors, *loc. cit.*, I, p. 314 (Cout. de Villers-Bretonneux, art. 3); p. 379 (Cout. d'Airaines, art. 29); II, p. 439 (Cout. de Marquion, art. 43; Ordonn., XI, p. 314 (Ch. de Doullens, art. 34); Chérueil, *loc. cit.*, I, p. 69; Ch. Giraud, *loc. cit.*, II, p. 187 (Statuts d'Arles, art. 4); Bonvalot, *Beaumont*, p. 459. — V. également Ordonn., XII, p. 365 (Privil. de Mont-Chabrier, art. 34); p. 385 (Cout. de la bastide de Gardemont, art. 35); p. 519 (Priv. de Salmeranges-en-Auvergne, art. 27); R. Dareste, *La charte de Lançon* (Ardennes), *N. R. H.*, XVIII, p. 231.

⁽²⁾ Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 449.

⁽³⁾ Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 69 (Cout. de Beauval, art. 2); p. 451 (Cout. de Baralle et Buissy, art. 17). — A Saint-Sever, « les bourgeois, voisins et habitants... n'ont despens les uns contre les autres, sinon qu'ils procèdent par escritures, auquel cas y a despens ». Mais il y a toujours dépens entre un bourgeois ou voisin et un forain. Cf. Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, IV, p. 938 (Cout. loc. de Saint-Sever, art. 17 et 18).

payer à la cour une partie de l'estimation de la chose litigieuse; les anciennes coutumes d'Alais fixent cette partie à un septième ⁽¹⁾.

Telle est, dans ses grandes lignes, la procédure ordinaire ⁽²⁾. Quand l'intérêt en litige est peu considérable, cette procédure est simplifiée. On consacre aux affaires de cette catégorie certaines audiences qui reçoivent le nom de plaids sommaires ⁽³⁾. Une ordonnance de l'échevinage d'Amiens décide que dans ces « plaids sommières » « se traicteront toutes les causes non excédans la somme de xxv s., esquelles causes les partyes seront oyés par leur bouche, sans estre oyés par procureurs. Et par vertu de deux deffaulx sera le lendemain du second deffault prinse l'affirmation du demandeur, et suyvant icelle ses conclusions adjudgées... ». Et plus loin : « Esdites plaidoiries sommières... se traicteront désormais les matières d'injures ou excez; mais où y a simple conclusion sans information, elles se traicteront au lever desdis plaids sommiers

(1) Cf. *Olim*, III, *Appendice*, p. 1464, 1465, art. 11. — La coutume de Riquebourg-Saint-Vaast (art. 6) condamne le défendeur qui succombe à une amende de 63 sols, outre les dépens; en matière immobilière, le perdant n'encourt qu'une amende de 3 sols (art. 7). Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 502. C'est aussi l'amende fixée par la charte de Riom. Cf. Rivière, *Hist. des instit. de l'Auvergne*, 2 vol., Paris, 1874, I, p. 297; Ordonn., XI, p. 410 (Privil. de Charroux, art. 31); p. 496 (Privil. de Riom, art. 27); XII, p. 519, art. 27; R. Dareste, *La charte de Lançon* (Ardennes), *N. R. H.*, XVIII, p. 231. — Quelques-uns des textes précités ne frappent le perdant d'une amende que lorsqu'il ne peut pas exécuter immédiatement la sentence portée contre lui et qu'il demande un certain délai pour s'acquitter.

(2) Certaines coutumes fixaient un délai au bout duquel toute procédure devait être terminée; la sanction de cette disposition devait être la péremption de l'instance. A Aiguesmortes, ce délai était d'une année; il y avait cependant exception quand le jugement des premiers juges était frappé d'appel: dans ce cas, un nouveau délai de six mois était accordé aux plaideurs, à l'expiration duquel l'appel devait être vidé (Cf. di Pietro, *loc. cit.*, p. 131). D'autres coutumes, au contraire, décident que la péremption d'instance n'a jamais lieu. Il en était ainsi à Saint-Marcellin en Dauphiné, par exemple (Cf. Ordonn., IX, p. 601).

(3) On sait que de très bonne heure, la juridiction municipale distingua les affaires ordinaires des affaires sommaires (Cf. Pauffin, *loc. cit.*, p. 258).

audit auditoire⁽¹⁾, parties présentes, pour les oyr l'une devant l'autre par leurs bouches... »⁽²⁾. A Puy-Mirol, on considère comme sommaires toutes les demandes qu'on peut faire verbalement, c'est-à-dire les demandes dont l'intérêt ne dépasse pas 100 sols (les demandes supérieures sont faites par écrit). Le défendeur est tenu de répondre sans délai. Après que les parties ont présenté elles-mêmes leurs arguments respectifs, l'affaire est jugée « *summarie et de plano* »⁽³⁾.

C. — *Le jugement.* — Après avoir entendu les plaidoiries, demandé conseil à leur chef de sens, entendu les témoins des deux parties, reçu l'aveu ou le serment, etc., les juges municipaux délibèrent. Le délibéré a lieu en chambre du conseil ; les échevins y sont seuls, l'officier royal ou seigneurial, sous la présidence duquel ils ont siégé, ne doit pas y assister⁽⁴⁾. Le maire n'assiste pas davantage au délibéré, là où la présidence de la cour municipale lui appartient⁽⁵⁾. Le délibéré ayant pris fin, le jugement est rendu à haute voix, en audience publique par l'un des échevins sur l'invitation du bailli⁽⁶⁾.

Pour que le jugement soit valablement rendu, il faut qu'un certain nombre de juges ait siégé⁽⁷⁾. Ce nombre était à peu

(1) Cf. Giry, *Etabl. de Rouen*, I, p. 168 (Bayonne).

(2) Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, II, p. 673-682, ordonn. de l'échevinage d'Amiens relative à la tenue des plaids de la justice municipale, art. 7 et 12.

(3) Cf. Ordonn., V, p. 312. Enfin à la bastide de Trie, on paraît ne réputer sommaires que les causes dont l'intérêt est inférieur à douze deniers (Cf. Ordonn., XII, p. 489, art. 24).

(4) Cf. *Olim*, II, p. 838 (281 *in fine*).

(5) Cf. Aug. Prost (Ordonn. des Maiours), *loc. cit.*, p. 215.

(6) Cf. *Olim*, II, p. 838 : « Eschevin doivent dire lor jugement en haut, et là où plaidoié, et en lieu commun, et en séant, non pas en estant, et non pas tuit ensemble, mais li uns tant seulement.

» Li baillis ne doit pas estre où li eschevin parolent entre eux à consoil, ne il ne doivent pas raporter jugement, s'il ne sont premiers amonesté dou baillis », *Livre des records de loi de Saint-Dizier*, art. 281.

(7) Il faut, en outre, dans les villes du domaine royal, que l'élection des magis-

près le même dans toutes les villes. « Quant eschevin soufissent en plait de mueble ? Cinq ou plus ». « Quant en soufissent en cause d'éritage ? Sept ou plus. Et doivent-ils estre tuit ansemble là où on traite de capitel sentence ? Au moins sept » (1). Cela n'est exact que pour les municipalités peu importantes, dans lesquelles la juridiction est exercée par l'échevinage tout entier et non par certains échevins ou consuls commis à la justice (2). Il y a encore exception pour les grandes communes, dans lesquelles la cour municipale se compose toujours de plus de sept échevins ou jurés. Enfin, on se souvient que pour les causes sommaires, un seul magistrat est quelquefois suffisant pour juger (3).

Dans le délibéré, il ne suffit pas toujours qu'une opinion soit partagée par la majorité des juges pour être consacrée par la sentence du tribunal municipal. Quelquefois l'unanimité est requise pour la validité du jugement des magistrats municipaux. Il en est ainsi à Metz, par exemple (4). — Enfin, certains statuts urbains fixent aux juges municipaux un délai avant l'expiration duquel ils doivent, sous peine d'amende et quelquefois de dessaisissement, avoir rendu leur sentence (5).

trats municipaux ait été confirmée par le roi. « Une ville estoit vuide de meor. Li borgois eslurent un borgois de la vile; et cil, avant qu'il fust confirmez dou roi, tint juridiction et dona sentence en jugement contredit; et d'autre part il n'est pas sage de sciance; et por ce li rois quasse se election, et quanque est fet por lui est néant » (*Justice et Plet*, p. 32). « Enten, que esliz, à meor ou à per ne doit aministrer jusqu'il soit confermez, et se il aministre, s'eslection est quassée » (*ibid.*, p. 33).

(1) *Olim*, II, p. 838 (*Livre des records de loi de Saint-Dizier*, art. 279 et 280).

(2) Cf. *supra*, II^e p., ch. II, sect. I, § 1.

(3) Cf. *supra*, II^e p., ch. II, sect. II.

(4) Cf. A. Prost, *Les jugements à Metz au commencement du XIII^e siècle*, *Rev. de législ. anc. et mod.*, VI, p. 32. Quand l'unanimité ne se trouvait pas réalisée, on procédait à une nouvelle délibération dans une séance plénière, où tous les échevins se trouvaient réunis. L'assemblée consacrait alors dans sa sentence l'opinion de la majorité (Cf. A. Prost, *L'ordonnance des Maiours*, *N. R. H.*, II, p. 222).

(5) Cf. Les coutumes locales des villes et cités d'Arras, de Lens, pays de Lallœu et Bapaume, 1 vol., Paris, 1746, p. 75, alinéas 3, 8 et 9 (charte communale d'Arras);

Les jugements sont rédigés par écrit ⁽¹⁾; mais quant à cette rédaction, les juges municipaux ne suivent aucune règle précise. A proprement parler, les jugements ne sont jamais motivés, cependant dans leur première partie, ils relatent d'ordinaire les faits qui ont donné lieu au litige et se terminent par l'indication de la décision prise. On suppose sans doute que les articles de la charte et les coutumes locales sont connus de tous les justiciables, aussi la mention des dispositions sur lesquelles le jugement est basé est-elle très généralement omise ⁽²⁾.

En ce qui concerne le fond du droit, il faut savoir que les dispositions contenues dans la charte constituent des garanties dont seuls les bourgeois peuvent se prévaloir. Il n'y a pas égalité en justice entre un juré et un homme étranger à la commune : « *Non est æquum judicium inter juratum et non juratum* » ⁽³⁾.

Aug. Prost, *Les jugements à Metz au commencement du XIII^e siècle*; *Rev. de législ. anc. et mod.*, VI, p. 33; E. Dufour, *Coutumes de Gramat*, même revue, V, p. 175; *Olim*, II, p. 715, *Records de loi de Saint-Dizier*, art. 67.

⁽¹⁾ Cf. Louandre, *loc. cit.*, I, p. 174, et Ordonn., IV, p. 56 (ch. d'Abbeville, art. 18).

⁽²⁾ Un certain nombre de sentences des juridictions municipales nous est parvenu. On en trouve près de soixante dans le second appendice du Livre des sentences du Parloir aux bourgeois, quinze ont trait aux successions et trente quatre aux locations, aux tailles et à leur perception. Aug. Thierry, dans les *Monuments inédits de l'hist. du tiers état* en rapporte une assez grande quantité (V. II, p. 224-228 : dix pièces relatives à des jugements de l'échevinage d'Amiens; II, p. 539; IV, p. 63 et 64; cinq pièces relatives à des jugements civils rendus par l'échevinage d'Abbeville; IV, p. 197-203 : 17 pièces relatives à des jugements criminels rendus par le même échevinage; IV, p. 667-670 : cinq jugements de l'échevinage de Rue; IV, p. 743 : un jugement de l'échevinage de Montreuil-sur-Mer. — Les archives municipales de Bayonne (*Livre des établissements*), contiennent aussi des exemples de sentences municipales, V. n° 372 (p. 336); n° 388 (p. 347); n° 390 (p. 351); nos 405 et 406 (p. 371), et n° 487 (p. 450); il en existe aussi dans le Livre des records de loi de Saint-Dizier (*Olim*, II, appendice), etc.

⁽³⁾ Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, I, p. 113 et 186 (ch. comm. d'Amiens, art. 45); Cf. Hegel, *loc. cit.*, II, p. 58.

L'influence de la jurisprudence des tribunaux municipaux sur le droit coutumier ⁽¹⁾ a été assez considérable. C'est ainsi que certaines sentences du Parloir aux bourgeois sont considérées comme la source primitive de l'ancienne coutume de Paris ⁽²⁾; et que les jugements civils rendus par l'échevinage d'Abbeville « forment, en l'absence de lois positives, une jurisprudence d'arrêts et une sorte de code de droit coutumier antérieur de plus de deux siècles à la rédaction de la coutume locale et de la coutume de Ponthieu » ⁽³⁾.

II. Les voies de recours.

Les voies de recours sont au nombre de deux : l'appel contre les jugements contradictoires, l'opposition contre les jugements par défaut.

A. L'appel.

On sait que l'appel proprement dit ne commence à prendre une grande extension qu'à la fin du XII^e siècle; au XIII^e siècle, il se développe, pour se généraliser enfin au cours des XIV^e et XV^e siècles ⁽⁴⁾. — Avant que l'appel véritable ne fût organisé, la juridiction municipale, adoptant en matière de voies

⁽¹⁾ On sait, en effet, que les magistrats municipaux peuvent modifier le droit commun par leur jurisprudence, aussi bien que par leurs bans, statuts ou établissements. Cf. A. de Calonne, *loc. cit.*, p. 38.

⁽²⁾ Cf. Le Roux de Lincy, *loc. cit.*, p. 116. — M. P. Robignet, *loc. cit.*, p. 29, dit même que le prévôt de Paris reconnaissait aux prévôts et échevins des marchands « compétence pour toutes les matières visées par la coutume de Paris et s'en remettait à cet égard aux lumières du conseil de ville statuant dans le Parloir où il avait coutume de s'assembler pour de semblables affaires. Aussi le Parloir était le dépositaire des vieux usages, des vieilles traditions. Ses décisions ont pu à bon droit être considérées comme la source de la coutume de Paris ». — Cf. aussi Boutaric, *Actes du Parlement*, I, *Préface*, p. 59 et 60; Félilien et Lobineau, *Hist. de la ville de Paris*, 5 vol., Paris, 1725, I, p. 106-109.

⁽³⁾ Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, IV, p. 62, 63.

⁽⁴⁾ Cf. Viollet, *Hist. des Inst. pol. et adm. de la France*, II, p. 217, 218; Aug. Prost, *Les jugements à Metz au commencement du XIII^e siècle*, *Rev. de législ. anc. et mod.*, VI, p. 9.

de recours les règles en vigueur devant les autres juridictions, admettait l'appel de faux jugement, l'appel de déni de justice ⁽¹⁾ et sans doute aussi l'amendement de jugement.

Sur ces différents points, la procédure municipale ne présente pas de particularité bien notable. On peut cependant remarquer que la consécration de l'appel de faux jugement par les tribunaux municipaux constitue une dérogation à la règle que cette voie de recours n'est ouverte qu'aux gentils-hommes ⁽²⁾. — Quant à l'amendement de jugement, il semble que le caractère pacifique de cette voie de recours dût porter les bourgeois des villes à la préférer à l'appel de faux jugement; toutefois, il y a peu de renseignements à cet égard. Cependant, à Nevers ⁽³⁾, la seule voie de recours que l'on connaisse pendant bien longtemps n'est pas autre chose que l'amendement de jugement. Le jugement rendu par les quatre notables élus, assistés de leurs conseillers, peut être attaqué comme *injustum et falsum* par la partie condamnée, quand celle-ci est une personne étrangère à la ville. Les premiers juges requièrent le comte ou son bailli de désigner six ou huit chevaliers, châtelains ou vassaux, pour les assister dans l'examen de la *revocatio*. Le comte ou son bailli

⁽¹⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, V, p. 64.

⁽²⁾ Cf. Esmein, *loc. cit.*, p. 258, 259; Boulhors, *loc. cit.*, I, p. 51. — La charte de Noyon et certaines autres contenaient une disposition destinée à assurer l'indépendance de la juridiction urbaine. « L'indépendance des jurés en matière judiciaire était sauvegardée par l'art. 4 de la charte de commune, en vertu duquel les magistrats municipaux ne pouvaient être cités hors de la ville dans les cas où leurs décisions étaient attaquées. De cette manière, la prise à partie du juge, cette forme ancienne de l'appel, ne pouvait être exercée contre eux qu'à Noyon. C'était une garantie de la liberté de leurs jugements. Quelle que soit leur sentence rendue dans une affaire, ils seront à l'abri de toute vengeance et de toute mesure de violence; on ne pourra leur faire quitter la ville ou les assigner devant une juridiction extérieure ». Lefranc, *loc. cit.*, p. 77.

⁽³⁾ V. ce qui a été dit plus haut de l'organisation municipale et judiciaire commune au Nivernais, au Berry et au Bourbonnais.

devait en désigner au moins deux. Ils se joignaient aux quatre prudhommes et rendaient avec eux une sentence irrévocable. Si le comte ou son bailli négligeait de nommer ces chevaliers, châtelains ou vassaux, vingt jours après leur réquisition les premiers juges examinaient seuls l'affaire une seconde fois et rendaient un jugement en dernier ressort ⁽¹⁾.

En ce qui concerne la défaute de droit, les règles ordinaires sont appliquées aussi bien dans les villes privilégiées que dans les communes : on appelle du prévôt ou du tribunal municipal à la cour du seigneur supérieur. Mais dans certains cas, la défaute de droit ou déni de justice ne donne pas lieu à un recours porté devant une cour d'un degré plus élevé. Ainsi, par exemple, à Amiens, quand le prévôt royal, dans certaines catégories d'affaires réservées à son tribunal, ne veut pas faire droit aux parties qui s'adressent à lui, celles-ci s'adresseront aux juges de la commune, que la défaute de droit du prévôt rend compétents ⁽²⁾.

On voit donc, d'après ce qui précède, que jusqu'à l'introduction de la théorie de l'appel proprement dit, les justices municipales sont de véritables cours souveraines. Il n'existe, en effet, jusqu'à ce moment, aucune juridiction supérieure qui puisse réformer leurs arrêts, puisque, d'une part, l'appel de faux jugement qui se déroule devant le prévôt seigneurial ou royal, ne peut avoir pour résultat que le maintien ou l'annulation du jugement faussement rendu ⁽³⁾, et que, d'autre part, l'amendement de jugement, qui constitue la seule voie de recours qui puisse modifier la sentence des

(1) Cf. Ordonn., III, p. 116 et Teulet, *Layettes...*, n° 2, 142.

(2) Cf. Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, I, p. 109 et 182, 112 et 184 (art. 27 et 31 de la charte d'Amiens). L'art. 31 montre que le maire et les échevins n'acquièrent compétence à la place du prévôt que quand le maire a invité sans succès cet officier à faire droit à la demande déjà portée devant lui. — Cf. aussi *supra*, p. 9.

(3) Cf. Esmein, *loc. cit.*, p. 258 et 427.

juges municipaux, est jugé par les premiers juges ⁽¹⁾. — Même dans les pays de droit écrit, « qui connaissaient l'appel ordinaire admis par le droit romain et par le droit canonique » ⁽²⁾, le caractère souverain de la juridiction municipale ne faisait pas de doute à cette époque. Les villes de consulat n'admirent pas, en effet, qu'on pût appeler des sentences rendues par leurs juges municipaux « avant que la royauté ne les eût contraintes à respecter son droit supérieur » ⁽³⁾.

L'appel unique, qui se substitue peu à peu aux voies de recours antérieures, est porté à la cour du seigneur dont relève la ville; de cette cour à celle du seigneur supérieur et ainsi de suite jusqu'au roi ⁽⁴⁾. La justice du roi n'est donc saisie qu'après épuisement des degrés de la hiérarchie féodale, et le nombre des appels n'est pas limité. Ce nombre est, du reste, très variable d'une ville à l'autre; il dépend du rang du seigneur auquel les bourgeois doivent leur charte de commune ou de privilèges, c'est-à-dire du nombre plus ou moins grand de seigneurs intermédiaires qui séparent du roi le seigneur direct. Il faut noter, toutefois, une tendance des bourgeois à porter directement à la justice royale l'appel de la sentence des juges municipaux, sans passer par les degrés intermédiaires des justices seigneuriales. Cette tendance tient sans doute à ce que, la royauté s'appuyant sur les villes dans sa lutte contre la féodalité, les bourgeois se sentaient soutenus par le roi chaque fois qu'il s'agissait d'un empiètement qui ne nuisait qu'aux seigneurs. — Dans les

⁽¹⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 597.

⁽²⁾ Cf. Glasson, *ibid.*, p. 582.

⁽³⁾ Dognon, *loc. cit.*, p. 149. Il n'y avait en Languedoc, avant cette époque, que sept coutumes prévoyant et autorisant l'appel, et, dans tous les cas, l'appel « était organisé à l'intérieur de la seigneurie ». Dognon, *ibid. loc.* Il avait même quelquefois un caractère exclusivement municipal. Cf. *supra*, p. 15 et n. 2.

⁽⁴⁾ Cf. M^{lle} de Lézardière, *loc. cit.*, IV, p. 74, 296 et 297.

villes du domaine royal, l'appel se trouve limité à deux degrés : de l'échevinage ⁽¹⁾ ou du prévôt et des échevins au bailli et de celui-ci au parlement. Cette limitation n'a pas son origine dans le principe que le droit canonique tire lui-même du droit romain; elle tient à la nature même des choses.

A Paris, on appelait directement au Parlement des sentences du Parloir aux bourgeois; mais cette cour, au lieu de trancher définitivement le litige, renvoyait les plaideurs devant la cour du prévôt de Paris ⁽²⁾ « sauf à décider en dernier ressort si l'on appelait du jugement du prévôt » ⁽³⁾. Cependant, les choses ne se passaient pas toujours ainsi. Le Parlement pouvait statuer sans renvoyer l'affaire au prévôt de Paris et, dans ce cas, « le roi de France en personne » était le juge suprême ⁽⁴⁾.

Une disposition spéciale de certaines chartes limite quelquefois l'appel à un degré unique; dans ces cas, la juridiction municipale ressortit directement au Parlement. Il en était ainsi à Tournay ⁽⁵⁾, à Amiens ⁽⁶⁾, à Avesnes-le-Comte ⁽⁷⁾, etc. ⁽⁸⁾.

A côté de ces règles générales, il existe des règles particulières soit locales, soit régionales, qui ne manquent pas d'un

(1) Il est fait allusion aux communes du domaine royal : Etampes, Mantes et Senlis. Cf. Glasson, *loc. cit.*, V, p. 117.

(2) Le prévôt de Paris jouait ainsi le rôle d'un bailli. Il était, d'ailleurs, le premier bailli de France. Cf. Glasson, *ibid.*, p. 134.

(3) Le Roux de Lincy, *loc. cit.*, p. 146.

(4) Cf. Paul Robiquet, *Paris et la ligue sous le règne d'Henri III, Etude d'hist. polit. et munic.*, Introd., p. xiv.

(5) Du jugement des prévôts et jurés on appelle sans moyen au Parlement. Cf. Ordonn., V, p. 376; IX, p. 150, art. 17.

(6) Cf. Ordonn., VII, p. 59 et IX, p. 179.

(7) Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 289 (Cout. d'Avesnes, art. 15).

(8) Cf. Bouthors, *ibid.*, p. 296 (Cout. d'Aubigny, préambule); p. 357 (Cout. de Hénin-Liétard, art. 2).

certain intérêt. En Flandre, la juridiction municipale d'Arras constitue, jusqu'à la fin du ^{xii}^e siècle, la cour d'appel où sont portées les sentences de tous les tribunaux municipaux de la région. A partir de la fin du ^{xii}^e siècle, le tribunal d'appel n'est plus le collège échevinal d'Arras, mais une cour spéciale, qui se compose d'échevins de chacune des cinq plus importantes villes de Flandre : Gand, Bruges, Lille, Ypres et Douai. Cette cour s'appelle le Tribunal des échevins de Flandre ⁽¹⁾. — Il existe un certain nombre d'autres villes dont le tribunal d'appel et l'échevinage du chef de sens ou un échevinage voisin. Les bourgeois d'Abbeville, condamnés par leurs juges municipaux, pouvaient en appeler à leur choix à l'échevinage d'Amiens, à celui de Corbie ou à celui de Saint-Quentin ⁽²⁾; des échevins de Saint-Dizier, on appelle à ceux d'Ypres ⁽³⁾, l'appel des sentences de la juridiction municipale de Beaumont-en-Argonne est porté devant l'échevinage de Bruyères-en-Laonnais ⁽⁴⁾, etc.

On a vu plus haut que certaines villes possédaient des tribunaux d'appel municipaux ; il est inutile de revenir sur ces particularités locales ⁽⁵⁾.

Demandons-nous maintenant quels étaient les délais, les formes et les effets de l'appel. — Les délais pendant lesquels on peut appeler de la sentence des juges municipaux varient

⁽¹⁾ Cf. Warnkoenig, *Hist. de Flandre*, trad. Gheldolf, t. II, p. 121 et 280.

⁽²⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, t. V, p. 29, n. 2 ; Pauffin, *loc. cit.*, p. 112.

⁽³⁾ Cf. *Olim*, t. II, p. 851.

⁽⁴⁾ Cf. Bonvalot, *Beaumont*, p. 399, 400 ; Luchaire, *Manuel*, p. 405.

⁽⁵⁾ Cf. *supra*, p. 15 et n. 2 ; II^e p., ch. II, sect. I, § 2. — Pendant la très courte période de son indépendance, Marseille possède un juge municipal des appels. Dans tous les cas où l'appel n'était pas interdit soit par le droit écrit, soit par les statuts de la ville, la partie condamnée pouvait appeler une fois de la sentence des premiers juges. Si cette sentence était pour partie absolutoire et pour partie condamnatoire, l'appelant pouvait n'appeler que de celle dernière. Cf. *Statuts ou Livre Rouge de Marseille*, liv. I, ch. VI et liv. II, ch. XXI, dans Méry de Guidon, *loc. cit.*, t. II, p. 151-155 ; t. III, p. 37-39 et xciv-xcvi.

d'une ville à l'autre. A Beaumont et dans ses villes affiliées, l'appel doit être interjeté immédiatement après la sentence et au plus tard dans les quinze jours qui suivent ⁽¹⁾. A Lille, l'appel des jugements des échevins doit être fait immédiatement, si la partie est présente, et dans les sept jours et sept nuits qui suivent le jour où elle aura connu la sentence, si elle est absente. Cet appel doit être relevé, c'est-à-dire suivi d'un ajournement devant le juge des appels, dans les trois mois du jour où il a été formé, sauf amende de soixante sols ⁽²⁾. A Tournay, l'appel doit être formé dans les sept jours et sept nuits ; s'il a été formé *illico*, on a quatorze jours pour le relever ⁽³⁾. — Cette règle que l'appel devait être relevé dans un certain délai était éludée en Laonnais, et cette particularité suffit à changer l'appel en un artifice de procédure. En effet, les appeaux volages usités dans le Laonnais constituaient à la fois une exception d'incompétence ⁽⁴⁾ et

⁽¹⁾ Cf. Bonvalot, *Beaumont*, p. 464.

⁽²⁾ Cf. Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, t. II, p. 947 (cout. de Lille, ch. XVI, art. 1). — A Saint-Dizier : « Se ung appellant ne relieve son appel, il chiet en l'amende de soixante l. tournoys et la sentence sortira son effect. » (*Olim*, t. II, p. 851.

⁽³⁾ Cf. Bourdot de Richebourg, *ibid.*, p. 957 (cout. de Tournay, ch. XXVI, art. 3 ; Bouthors, t. II, p. 669 (cout. de Brédénarde, art. 27), etc. — L'art. 275 du livre des records de loi de Saint-Dizier mentionne, sous le nom d'*appel devant jugement*, une voie de recours très curieuse : « Loist-il à appeler en ceste franchise? — Oil. — Doit-on devant jugement ou après? — Oil, et au chief de la franchise, devant jugement, se on doute que eschevin n'aient bon conseil sor celle choze. — Qui sont tenu à porsuire l'appel? — Li eschevin. — Et puisque eschevin traveillent après l'appel, et le porsuient, qui lor doit livrer lor dépens? — Ciltz qui apele doit estre apparilliez maintenant à tout chevaux et à despans, en tel maniere que li eschevin puissent rapporter lor consoil dedans quinzaine » (*Olim*, t. II, p. 837). — On voit qu'il ne s'agit pas d'un appel proprement dit, mais d'un simple incident de procédure qui oblige les échevins à aller à sens auprès de l'échevinage de leur métropole. Il résulte bien de la fin du texte que les échevins jugent quand ils ont « rapporté lor consoil ».

⁽⁴⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, t. VI, p. 586, et Beugnot, *Olim*, t. III, préface, p. XXVII.

surtout une ruse qui permettait de gagner du temps par des appels successifs qu'on ne relevait pas ⁽¹⁾. Les magistrats municipaux protestèrent souvent contre la pratique des appeaux volages ⁽²⁾.

A côté des statuts municipaux qui déterminent les délais dans lesquels l'appel doit être formé et relevé, il en est d'autres qui fixent le délai à l'expiration duquel l'appel doit être vidé. C'est ainsi qu'en 1221, les consuls de Montpellier décident que le premier appel « infra sex menses terminetur » et qu'au cas de second appel « illa causa infra tres menses terminetur » ⁽³⁾.

Quant aux formes et aux effets de l'appel, nous n'avons que peu de chose à en dire et nous pourrions même nous dispenser complètement d'en parler, puisque, avec l'appel, nous quittons la juridiction municipale pour la juridiction seigneuriale ou royale et souvent pour l'une et l'autre. Cependant il est bon de rappeler que dans les pays de coutume, l'appel est dirigé « autant et plus contre le juge que contre le gagnant » ⁽⁴⁾. Ce principe entraîne deux conséquences : 1° si les échevins ont rendu une sentence dont le perdant appelle, les premiers juges seront ajournés en appel en même temps que l'intimé ⁽⁵⁾ pour défendre leur sentence. La coutume de

⁽¹⁾ Cf. de Villevault et de Bréquigny, Ordonn., t. X, table des matières, v° *Appeaux volages*.

⁽²⁾ Cf. Pauffin, *loc. cit.*, p. 302.

⁽³⁾ Teulet, *Layettes...*, n° 1457. — Malgré la règle que l'appel formé doit être relevé dans un certain délai, l'appelant peut se désister de son appel pendant un délai déterminé et moyennant une certaine amende. A Beaumont, le désistement devait avoir lieu dans les dix jours de l'appel formé; il entraînait une amende de dix sols (Cf. Bonvalot, *loc. cit.*, p. 464).

⁽⁴⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 589. — La formule consacrée dont on se sert à Bordeaux pour appeler des jugements du prévôt municipal à la cour du maire est particulièrement significative : « Je provoque le juge et je fais appel à l'amendement de la cour. » (Cf. Rabanis, *loc. cit.*, p. 502.)

⁽⁵⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 589.

Baralle et Buissy le donne clairement à entendre. Si le perdant disait : « japelle de che jugement; et s'il faisoit, il fauroit que eschevins sousteintes contre ly, à leur coust, frait et despent, leur jugement, ou il y aroit grant perte pour eulx et grant blasme » ⁽¹⁾. 2° Si, sur un premier appel, la sentence des premiers juges est infirmée, ces premiers juges joueront le rôle d'appelants devant le second juge d'appel. Les *Olim* vont nous en fournir un exemple. Les échevins de Fresnoy, dans une instance entre le prieur et certains clercs, avaient donné gain de cause à ceux-ci. Le prieur en appela au bailli de Senlis, qui infirma la sentence des échevins. Ceux-ci, pour défendre leur jugement, en appelèrent à leur tour au Parlement, qui le confirma ⁽²⁾. — Il en était de même devant les tribunaux municipaux d'appel. Si, par exemple, à Saint-Omer on se pourvoit en appel contre la sentence rendue par les échevins de viersecaires, ces magistrats doivent se présenter devant la cour des échevins de la halle, pour y défendre le jugement qu'ils ont rendu ⁽³⁾.

Quelquefois, l'appelant devait fournir une caution garantissant l'exécution du premier jugement et le paiement des frais et dépens d'appel, dans le cas où la sentence des premiers juges viendrait à être confirmée : « ... Quant aucun appelle de quelque sentence ou jugement par lesdiz eschevins donné, icellui doit namptir de telle et si grande somme que vault le jugié, et outre ce, affin qu'il refonde ⁽⁴⁾ des despens, namptira ès mains du bailli d'ilecq (Saint-Dizier) la somme de cent et vingt-cinq couronne d'or... » ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 464 (Cout. de Baralle et Buissy, art. 94).

⁽²⁾ Cf. *Olim*, III, p. 634.

⁽³⁾ Cf. Giry (*Saint-Omer*), p. 197-198.

⁽⁴⁾ On doit sans doute lire : « réponde ».

⁽⁵⁾ *Olim*, II, p. 851.

On sait que l'appel est dévolutif et suspensif ⁽¹⁾ et qu'il entraîne une conséquence à laquelle il a déjà été fait allusion à propos de la compétence, l'exemption d'appel ou pour cause d'appel. Son effet est d'exempter de la juridiction municipale la partie qui appelle de la sentence prononcée contre elle par les maire et échevins, *pendente appellatione* ⁽²⁾. Le juge compétent est alors le juge supérieur ou un juge spécial, appelé juge des exempts ⁽³⁾.

Quelle que soit la sentence du juge d'appel, elle comporte une amende. L'appelant qui succombe dans son appel est frappé d'une amende, qui est ordinairement de soixante sols ⁽⁴⁾,

(1) Sur ces deux effets, dont le premier est moins large au moyen-âge que de nos jours, V. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 590. Sur ce point, les villes de consulat ne se distinguent pas des communes et des villes privilégiées; l'effet dévolutif de l'appel n'y est pas plus complet. Le conseil d'Agen, qui est juge d'appel, « ne change pas la sentence rendue; il se borne à inviter le juge à « l'améliorer »; celui-ci doit y consentir. P. Dognon, *loc. cit.*, p. 119.

(2) Cf. Archives munic. de Bordeaux, *Livre des Bouillons*, n° 119, p. 378-382; *Olim*, III, p. 1534-1536.

(3) Cf. Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, I, p. 106 (Cout. loc. d'Abbeville, art. 21). Sur ce juge des exempts, cf. les intéressantes lettres de Charles VII (1448) sur les bans des magistrats communaux de Lille. Les marchands de la ville, que gêne considérablement la surveillance étroite dont ils sont l'objet de la part des Eswardeurs et des magistrats municipaux, font appel au Parlement des décisions rendues contre eux par la municipalité et ses délégués, dans le but d'échapper par l'exemption d'appel à leur juridiction et par là à la nécessité de se conformer aux bans de la municipalité et à la surveillance de celle-ci, pendant tout le temps que le Parlement, très encombré, mettra à statuer sur leur appel. Cette situation ayant provoqué l'installation d'un juge des exempts, les marchands lillois imaginent d'appeler des sentences de ce nouveau juge, pour jouir vis-à-vis de lui aussi de l'exemption d'appel. De sorte que leurs créanciers ne savent plus devant quelle juridiction les poursuivre. Les lettres de Charles VII ont justement pour but de mettre ordre à cet état de choses; elles décident que malgré les appels, les bans de la commune seront exécutés, « mais sans toucher à la cause et à ce dont il a été ou seroit appelé ». Ordonn., XIII, p. 459. Certaines juridictions municipales repoussent l'exemption d'appel (Cf. Bourdot de Richebourg, I, p. 290, Cout. de Saint-Omer, art. 6).

(4) Cf. Beaumanoir, n° 1743; A. Tuetey, *Etude sur le droit munic. au XIII^e et au XIV^e siècle en Franche-Comté et particulièrement à Montbéliard* (1 vol.,

sauf cependant en Auvergne, où les baillis taxent l'amende de fol appel selon la nature de la cause ⁽¹⁾. Dans un but fiscal, le maire et les échevins d'Amiens s'efforcèrent de maintenir à soixante livres l'amende due par leurs justiciables en cas de fol appel, comme s'il se fût agi de gentilshommes. Les bourgeois, sans tenir compte de ce qu'une telle assimilation avait de flatteur pour eux, protestèrent avec énergie, et l'un d'eux, un certain Thomas Fruiterie, réussit en 1315 à obtenir un arrêt du Parlement qui condamnait la prétention des magistrats municipaux d'Amiens ⁽²⁾. — Saint-Dizier paraît avoir une règle tout-à-fait particulière : « Cilz qui apele après jugement, soit bien, soit mal, est en paine de soixante l. et à chascun des eschevins dix l. ⁽³⁾ ». Quand l'appelant triomphe,

Montbel., 1865), p. 71. Dans certaines localités du bailliage d'Amiens, l'amende était de 62 sols. V. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 669 (Cout. de Brédenarde, art. 26). A Abbeville, l'appelant qui accuse les échevins de l'avoir condamné par haine et par vengeance, et qui ne peut prouver ce qu'il avance, est condamné envers chacun des juges à neuf livres et une obole d'or (Cf. Louandre, *loc. cit.*, I, p. 175; ch. d'Abbeville, art. 19). Cf. Archives munic. de Bayonne, *Libre des Etablissem.*, n° 72, p. 81 (Etablissem. de mai 1298); Bourdot de Richebourg, I, p. 63 (cout. loc. de Boulogne-sur Mer, art. 20); Ordonn., XI, p. 265 (ch. d'Amiens, art. 20), p. 313 (ch. de Doullens, art. 19); E. Rébouis, *Cout. de Puymiroi*, N. R. H., XI, p. 282-334 (art. 4).

⁽¹⁾ Cf. Ordonn., I, p. 411 (art. 6). Toutefois certaines chartes (celle de Montferand, par exemple) décident que « *etiam si male fuerit appellatum* », l'appelant n'encourra aucune amende (Cf. Ordonn., XIV, p. 213, art. 45).

⁽²⁾ Cf. *Olim*, III, p. 957 et la note 23, p. 1530 s. Les prétentions élevées des juges municipaux amiénois s'expliquent par le souvenir de la législation locale antérieure à l'apparition de l'appel proprement dit. L'art. 20 de la charte de commune mettait, pour tous ses biens, à la merci du roi, du maire et des échevins la partie qui attaquait la sentence des juges municipaux par l'appel de faux jugement et qui succombait dans cet appel; quand l'appel véritable remplaça l'appel de faux jugement, cet article 20 ne fut pas modifié et s'appliqua au nouvel appel (Cf. Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, I, p. 356 et aussi p. 111 et 183). Dans la suite, la jurisprudence de l'échevinage avait remplacé cette peine par l'amende de 60 livres en usage devant les juridictions seigneuriales. Il n'y avait là qu'une commutation de peine plutôt qu'un abus de pouvoir. Il est bien évident en effet que l'amende de 60 livres est une peine moindre que la confiscation de tous les biens du « mal appelant. »

⁽³⁾ *Olim*, II, p. 838 (art. 276).

l'amende frappe les premiers juges ⁽¹⁾. Les baillis et le Parlement prononcèrent contre les juges municipaux un nombre excessivement considérable de semblables amendes. Nous en citerons des exemples dans la troisième partie de cette étude; car ces amendes exagérées, aussi bien au point de vue du nombre qu'au point de vue de la somme, furent une des causes de la ruine des justices municipales.

B. L'Opposition.

On ne rencontre de traces de cette voie de recours que dans les villes qui reçurent la charte de Beaumont-en-Argonne; ce qui ne veut pas dire qu'on ne la connaisse pas ailleurs. A Beaumont, on peut former opposition contre un jugement civil rendu par défaut, on peut aussi se désister de l'opposition formée, moyennant une amende de cinq sols ⁽²⁾. Le mutisme des sources municipales en ce qui concerne cette voie de recours s'explique par cette raison que l'opposition n'existe encore qu'en germe au moyen-âge ⁽³⁾.

III. Les voies d'exécution ⁽⁴⁾.

Les voies d'exécution forcée consacrées par la procédure des justices municipales sont celles qui sont admises devant

⁽¹⁾ Il y avait cependant des exceptions à cette règle. Les échevins de Corbie, par exemple, ne sont point condamnés à l'amende si leur sentence vient à être infirmée en appel « pour ce qu'ilz n'ont point la justice à garde ne quelque prouffit, et pour ce que ne doibvent estre en riens constrains de amende, pour ce que, se amende y eschevit, l'on ne trouveroit homme qui vaulsit estre eschevin ». (Cout. de Corbie, art. 10). Bouthors, *loc. cit.*, I, p. 293. Cf. Ordonn., XVIII, p. 664 (Privil. munic. d'Arras, art. 1, Louis XI, 1481). Toutefois les nouveaux échevins d'Arras ne paraissent plus avoir désormais le caractère de juges municipaux, mais celui de juges royaux.

⁽²⁾ Cf. Bonvalot, *Beaumont*, p. 464.

⁽³⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 598.

⁽⁴⁾ Dans l'exposé qui va suivre, on s'est uniquement préoccupé de présenter les différents actes de la procédure d'exécution dans l'ordre dans lequel ils se produi-

les autres juridictions. Elles n'en diffèrent que par quelques détails peu importants. On distinguera les voies d'exécution sur les biens et les voies d'exécution sur la personne.

A. Voies d'exécution sur les biens ⁽¹⁾.

Dans certaines villes, appelées villes d'arrêt, les bourgeois jouissaient du privilège de pouvoir « faire saisir et arrêter

sent devant la juridiction municipale. Au point de vue de la pure logique, cette façon de procéder n'a pas besoin de justification; mais au point de vue historique, elle est assez défectueuse, car elle conduit à mettre sur le même plan des institutions d'âge très différent, dont les unes présentent un caractère d'archaïsme très marqué, alors que les autres sont déjà modernes. — Outre l'excuse invoquée tout-à-l'heure, qu'on nous permette d'en faire valoir une seconde, tenant non plus à la forme mais au fond. C'est que les sources elles-mêmes ne font aucune distinction entre les règles de procédure au point de vue de l'âge de celle-ci. C'est ainsi que le Livre de Roisin a conservé en les combinant trois règles dont la succession retrace les trois grandes étapes de l'histoire de la procédure d'exécution dans notre ancien droit : « Esquevin doivent dire au sergent : « Se vous trouves le corps dou débiteur, si l'arriestes. Se vous ne trouves le corps, si arriestes ses meubles cateuls. Se vous vous ne trouves meubles cateulx, si mettes main à ses héritages » (Roisin, p. 48, n° VIII; Esmein, *Etudes sur les contrats dans le très ancien droit français*, 1 vol., Paris, 1883, p. 175, texte et note 3). Ces trois règles, qui existent en même temps dans la même coutume, s'appliquent l'une après l'autre, dans l'ordre même de leur apparition historique. La première a un caractère très archaïque; elle consacre le principe de l'exécution sur la personne; c'est elle qui doit s'appliquer tout d'abord. La seconde ne s'applique que subsidiairement. Elle est également très ancienne, car elle est manifestement une survivance de cette période où les coutumes germaniques en sont encore au régime de la copropriété familiale des terres. On pourrait en dire autant de la procédure messine de l'*estault*, qui s'analyse en une saisie ne portant d'abord et jusqu'au milieu du xiv^e siècle, que sur les meubles du débiteur (Cf. A. Prost, *loc. cit.*, *N. R. H.*, IV, p. 341 et Esmein, *Contrats*, p. 160, n. 2). La troisième règle enfin, qui ne s'applique que subsidiairement à la seconde, a un caractère beaucoup plus récent. — A des degrés différents, les diverses coutumes municipales sont toutes dans le cas du Livre de Roisin. Dans leurs dispositions s'entremêlent les règles les plus différentes quant à l'origine et quant à l'ancienneté. C'est une particularité intéressante qui ne pouvait pas être arbitrairement supprimée; nous la signalons ici une fois pour toutes afin d'éviter des redites fastidieuses en appelant l'attention sur elle à propos de chaque cas particulier. Nous pensons que cette remarque, faite dès le début de ce paragraphe, suffira pour mettre en garde contre toute confusion sur ce point.

(1) On ne recourt aux voies d'exécution forcée que dans deux cas : 1^o quand le

en certains cas les personnes et les biens de leurs débiteurs, quoiqu'il n'y eût titre authentique. Ce privilège avait quelquefois plus, quelquefois moins d'étendue... Paris, Reims, Châlons, Caen, Bayeux, Troyes étaient villes d'arrêt, ainsi que la plupart des villes de commerce du royaume » ⁽¹⁾. Tantôt le droit d'arrêt peut s'exercer sur tous les débiteurs, bourgeois ou étrangers, comme à Paris et à Bergerac ⁽²⁾, par

créancier se trouve en présence d'un débiteur insolvable, ce qui est le cas ordinaire ; 2° quand le créancier a affaire à un débiteur solvable, mais qui refuse d'exécuter volontairement la sentence des juges municipaux. Dans les deux cas, la procédure qui permettra au créancier d'obtenir la satisfaction qui lui est due est absolument la même ; toutefois ces deux hypothèses diffèrent par un point. Le débiteur insolvable ne paie pas parce qu'il ne veut pas payer ; ce fait seul ne constitue pas un délit. Au contraire, le débiteur solvable qui ne veut pas payer après y avoir été condamné par une sentence en dernier ressort, s'insurge contre les juges qui l'ont rendu, ce qui constitue un véritable délit qui pourra, sur la plainte du créancier, donner lieu à une et quelquefois à deux amendes (Cf. Ch. Giraud, *loc. cit.*, II, p. 187, Statuts d'Arles, art. 3). — Dans certaines communes du Nord, le refus d'exécuter le jugement des magistrats municipaux est considéré comme un crime contre la commune, et puni de peines très rigoureuses : abais de maison, bannissement et confiscation (Cf. Ordonn., XI, p. 265 ; ch. d'Amiens, art. 15 ; XII, p. 289, ch. de Montdidier, art. 3 et 4 ; p. 306, ch. de Chambli, art. 42). Enfin de nombreuses chartes décident que les bourgeois doivent s'engager par serment à exécuter les sentences prononcées contre eux par les juges municipaux, à moins cependant que les perdants ne puissent prouver que leur patrimoine ne suffit pas à cette exécution (Cf. Ordonn., XI, p. 220, ch. de Soissons, art. 16 ; p. 263, ch. de Sens, art. 16 ; XII, p. 263, ch. de Senlis, art. 16).

⁽¹⁾ De Villevault et de Bréquigny, *Table des matières du tome XI des Ord.*, v° *Arrêt*.

⁽²⁾ Cf. Ordonn., I, p. 6 ; II, p. 438 ; XII, p. 534, art. 29 ; XII, p. 498 (Priv. de la bastide Saint-Louis en Périgord, art. 2). A Bergerac, si le créancier est convaincu d'avoir usé sans droit de la saisie privée, il est condamné à 60 sols d'amende. Si le saisi se plaint d'avoir été saisi sans droit et qu'il ne puisse pas le prouver, c'est lui qui paie cette amende (Cf. Ordonn., XII, p. 534, art. 29). — Quelquefois le droit de saisie privée n'apparaît que lorsque les juges, que le créancier a requis de saisir les biens de son débiteur, ont refusé ou négligé de procéder à la saisie. Ainsi à Dommart, le créancier non payé à l'échéance requiert le bailli, par l'intermédiaire du maire, de saisir les biens de son débiteur. Trois jours après cette requête non suivie d'effet, le créancier peut exercer le droit de saisie privée (Cf. Ordonn., VII, p. 691). Quelquefois enfin, le droit d'arrêt qui est reconnu aux bourgeois peut s'exercer au delà du territoire de leur ville. Les habitants des franchises d'Asnières

exemple; tantôt il ne s'applique qu'aux débiteurs forains ⁽¹⁾, comme à Tournay ⁽²⁾; tantôt même ce droit peut s'exercer au dépens de tiers étrangers à la dette. Ainsi, à Soissons, si l'évêque ne paie pas les pêcheurs forains qui lui ont fourni du poisson, avec un crédit de quinze jours, ceux-ci ont le droit de s'emparer de choses appartenant à la commune, jusqu'à concurrence du montant de leur créance et de garder ce gage jusqu'à final paiement ⁽³⁾. Ce droit d'arrêt ou de saisie privée disparaît en principe au milieu du xiv^e siècle ⁽⁴⁾.

et de Beaumont-sur-Oise pouvaient saisir les biens de leurs débiteurs, hors des lieux saints, dans toute l'étendue du comté de Beaumont, sauf si ces débiteurs se rendaient à l'armée royale, s'ils étaient à la solde du roi ou appartenaient au clergé. (Cf. Ordonn., XII, p. 313, Priv. d'Asnières, art. 12; p. 299, priv. de Beaumont, art. 17). Il y avait exception pour les jours de marché : le créancier ne pouvait que porter plainte à l'officier royal. Mais si celui-ci ne rendait pas justice dans la quinzaine du claim, le créancier recouvrait son droit de saisie privée (Cf. Ordonn., *ibid.*, p. 299, cout. de Beaumont, art. 18).

Du droit d'arrêt ou de saisie on peut rapprocher le droit que l'art. 88 des Statuts d'Arles reconnaît au bailleur vis-à-vis de l'emphytéote ou du fermier qui ne s'est pas acquitté en temps voulu de ses obligations. Le bailleur peut, de sa propre autorité, clouer les portes de la maison de l'emphytéote ou du fermier, retenir les choses qui lui appartiennent ou en interdire l'usage jusqu'à ce qu'il ait payé les redevances dont il est redevable (Cf. Laferrière, *Mémoire sur le droit de la Provence au moyen-âge et jusque dans les temps modernes*, Acad. des sc. mor. et pol., XXXIX, 1857, p. 355 et 356).

(1) Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 600.

(2) Cf. Ordonn., V, p. 378; XII, p. 58, art. 32.

(3) Cf. Leber, *loc. cit.*, p. 540, citant l'art. 1^{er} de la charte de Soissons, dans d'Achery, *Spicil.*, III, p. 540. — Dans un assez grand nombre de chartes, une disposition semblable existe au profit de la commune dans le cas où un membre de la commune a été lésé (et principalement volé) par quelqu'un qui s'enfuit en lieu sûr. Si le seigneur du lieu où s'est réfugié le coupable refuse de livrer celui-ci ou de faire justice, les magistrats de la commune pourront tirer vengeance des biens de ce seigneur et de ceux des personnes qui dépendent de lui (Cf. Ordonn., VII, p. 624 (Beauvais); XI, p. 262 (ch. de Sens art. 9); p. 305 (ch. de Crespy-en-Valois, art. 4); XII, p. 292 (ch. de Senlis, art. 6 et 7); J. Garnier, *loc. cit.*, I, pièce 5 (ch. de Dijon, art. 5 et 6); pièce 124 (ch. de Beaune, art. 5 et 6).

(4) Cf. Collinet, *La saisie privée*, thèse de la Faculté de droit de Paris, 1893, p. 90-91. Voy. *ibid.*, p. 100 s., 115 s., 142 s., etc., l'indication de nombreuses chartes admettant avec plus ou moins de restriction, le mode d'exécution qui nous

A partir de cette époque, le titulaire d'une créance certaine, liquide et exigible ne peut saisir les biens de son débiteur qu'en vertu d'un titre exécutoire : des lettres d'échevins, par exemple ⁽¹⁾, ou un jugement de la juridiction municipale ⁽²⁾, et par le ministère d'un sergent ⁽³⁾ ou aman ⁽⁴⁾. Souvent même la présence d'un certain nombre d'échevins est nécessaire à la régularité de la saisie ⁽⁵⁾. Enfin, il ne peut y avoir de saisie que pour une créance d'une certaine importance. Ainsi, à Gaillac, il n'y a pas de saisie possible si le débiteur ne doit pas plus de deux sols à son créancier ⁽⁶⁾. La saisie ne pourrait pas avoir lieu non plus si le jour même où le créancier

occupe. — « Par exception... la saisie privée se maintint, non plus au profit de certains créanciers, mais au profit de diverses créances qui paraissaient particulièrement favorables. Ainsi un grand nombre de coutumes admettent la saisie privée contre la caution ; il suffisait que la dette fut échue, il n'était pas nécessaire que le créancier eut au préalable discuté le débiteur principal. » Glasson, VI, p. 600, 601.

- ⁽¹⁾ Voy. *supra*, p. 94.

⁽²⁾ Cf. Ordonn., XI, p. 296 (ch. de Bray, art. 11) ; p. 314 (ch. de Doullens, art. 36) ; 212 (ch. d'Etampes, art. 43) ; XII (ch. de priv. de Bergerac, art. 6, p. 532 ; art. 25, p. 534). Toutefois à Metz, sur une requête du créancier à laquelle on ne pouvait refuser de déférer, on pratiquait une saisie préalable à tout jugement ; le créancier devait justifier ensuite de sa requête devant les juges. Cette saisie portait le nom d'*estault* (Pour les détails, voir A. Prost, *L'ord. des Maïours*, N. R. II., II, p. 227.

⁽³⁾ Voy. *supra*, p. 84 et note 5.

⁽⁴⁾ Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 674 (cout. d'André, art. 35).

⁽⁵⁾ Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 154 (cout. d'Outrebois, art. 4) ; à Rouen, c'est le maire qui intervient (Cf. Ordonn., II, p. 412, art. 3) ; il en est de même à Poitiers (Cf. Ordonn., XII, p. 301, art. 4).

⁽⁶⁾ Cf. Elie, A. Rossignol, *Etude sur les instit. seigneur. et comm. de l'arrond. de Gaillac* (Tarn), p. 98. D'ailleurs quelques chartes accordent dans certains cas un délai de grâce au débiteur, par exemple, lorsqu'il reconnaît immédiatement sa dette (Cf. Bourdot de Richebourg, II, p. 922, cout. de Commines, art. 4 ; Laferrière, *Mémoire sur le droit de la Provence. Acad. des sc. mor. et pol.*, XXXIX, 1857, p. 335, 336 ; Ch. Giraud, *loc. cit.*, II, p. 186 (statuts d'Arles, art. 2) ; Ordonn., XI, n. 410 (Priv. de Charroux, art. 26) ; p. 496 (Priv. de Riom, art. 26) ; XII, p. 385 (Cout. de la bastide de Gardemont, art. 30) ; p. 401 (Priv. de Lunas, art. 35) ; p. 519 (Priv. de Salmerange en Auvergne, art. 26) ; p. 481 (Cout. de Villefranche en Rouergue, art. 17) ; p. 489 (Priv. de la bastide de Trie, art. 24) ; XV (Priv. de Beaumont en Périgord, art. 25) ; Usages et Stütz d'Aire, *loc. cit.*, art. 3.

veut saisir les biens du débiteur poursuivi à raison d'une obligation, celui-ci peut fournir caution du paiement de la dette. Il n'en serait pas de même si l'obligation dérivait d'un délit entraînant une peine corporelle ⁽¹⁾.

Quelles choses sont saisissables ? — En principe, tous les biens du débiteur sont saisissables ⁽²⁾ ; cependant on ne peut saisir les immeubles que quand les meubles ne suffisent pas à désintéresser le créancier ⁽³⁾. Certains meubles sont néanmoins insaisissables ; ce sont : les habits du débiteur, ceux de sa femme et de ses enfants, son lit (qu'il est interdit de découvrir) et les outils ou instruments qui lui servent à gagner son pain de chaque jour ⁽⁴⁾. A Château-Thierry, les armes et les chevaux des bourgeois ne peuvent pas être saisis pour dette ou à raison d'un cautionnement ⁽⁵⁾. — Dans cer-

⁽¹⁾ Cf. Ordonn., IX, p. 387.

⁽²⁾ Pendant assez longtemps les meubles seuls peuvent être saisis (Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 604). Tant que cette règle demeure en vigueur, les immeubles échappent aux créanciers, qui ne peuvent pas contraindre directement leurs débiteurs à vendre les héritages qu'ils possèdent pour les désintéresser. Mais indirectement les créanciers arrivent à acculer les débiteurs à cette vente soit par la contrainte par corps, soit au moyen des *comestores*. On appelle ainsi des sergents que, sur la demande du créancier, le juge peut envoyer s'installer chez le débiteur pour y être logés et nourris aux frais de celui-ci, jusqu'à ce qu'il ait payé sa dette (Cf. Ordonn., XII, p. 62. Règlement de procédure du Languedoc..., dont l'art. 5 décide que désormais (1340) on ne pourra en principe envoyer qu'un seul *comestor* à la fois. V. aussi la note C, p. 62 et Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 615).

⁽³⁾ Cf. Roisin, p. 48, 49; Leber, *loc. cit.*, p. 251; Ordonn., XI, p. 496 (Ch. de Riom, art. 35); XII, p. 520 (Priv. de Salmeranges, art. 35); *Olim.*, II, p. 839, art. 283; Bourdot de Richebourg, II, p. 922 (Cout. de Commines, art. 5). — A Puymirol, le débiteur qui déclare ne pas pouvoir payer sa dette reçoit un délai de 40 jours pour vendre lui-même et à l'amiable l'immeuble qu'il possède. Toutefois, cette faveur ne lui est accordée que si son créancier ne peut pas indiquer des meubles avec le produit de la vente desquels le débiteur pourrait le désintéresser. (Cf. E. Rébouis, Cout. de Puymirol, *N. R. H.*, XI, p. 288-334, art. 28.

⁽⁴⁾ Cf. Ordonn., XI, p. 274 (Ch. de Saint-Quentin, art. 47); p. 496 (Ch. de Riom, art. 18); XII, p. 400 (Priv. de Lunas, art. 25); p. 518 (Priv. de Salmeranges, art. 18); p. 534 (Priv. de Bergerac, art. 26 et 28); XI V, p. 216 (Priv. de Monferrand-en-Auvergne, art. 78), etc.

⁽⁵⁾ Cf. Ordonn., XII, p. 350 (Priv. de Château-Thierry, art. 13). — A Bergerac,

taines circonstances, on ne peut pas pénétrer dans la maison du débiteur pour y effectuer une saisie. « Item. In domo alicujus de usatgis in quâ mulier jacebit in puerperio, seu in quâ homo gravi infirmitate jacebit, non gatgietur... » ⁽¹⁾. Enfin, « on ne pouvait pas saisir les biens de certaines personnes, notamment ceux des clercs, et il paraît que les clercs marchands abusaient singulièrement de ce privilège » ⁽²⁾.

Quels sont les formes et les effets de la saisie? — Le premier acte est un commandement de payer dans un certain délai. « Se aucuns fait debte de quoy il a eschevins ⁽³⁾, et cil qui doibt se fait clamer de luy, la justice doit commander au débiteur, cuy on doit que on le paie dedens VII nuiz; et sy ly débiteur ne le paye, la justice le pœut prendre des choses le débiteur tant quelles puissent estre souffisans à la debte payer... » ⁽⁴⁾. L'opposition du débiteur peut écarter la saisie, s'il peut obtenir caution suffisante. Si l'opposant ne trouve pas de caution, l'auxiliaire de la justice municipale (aman, sergent, doyen) « assigne jour aux parties aux prochains

les armes des bourgeois échappent aussi à la saisie (Cf. Ordonn., XII, p. 534, art. 28). — Dans la commune de Saint-Valéry, « le chevalier débiteur d'un juré, qui vient à cheval dans la ville, ne peut être arrêté à cause de sa dette, aussi longtemps qu'il reste en selle; mais s'il met pied à terre, le juré peut saisir son cheval et le vendre pour se payer de sa créance » (Louandre, *loc. cit.*, I, p. 193). — A Rouen, le bourgeois créancier d'un étranger venu dans la ville à cheval et descendu de sa monture, peut faire saisir par le maire soit le harnais, soit la bête, jusqu'à ce que le forain ait nié ou reconnu son obligation. S'il reconnaissait la dette, l'affaire était jugée par le tribunal de la commune; s'il en niait l'existence, la cour du bailli royal était compétente. Il n'y avait exception à ce droit de saisie que lorsque le débiteur forain avait été envoyé à Rouen par le roi ou ne faisait que traverser la ville pour se rendre à l'armée (Cf. Ordonn., II, p. 412, art. 3) à Poitiers, règle analogue; Cf. Teulet, *Layettes*, I, p. 552 553.

⁽¹⁾ Ordonn., XIV, p. 216 (Priv. de Monferrand-en-Auvergne, art. 79).

⁽²⁾ Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 607. — Il est également interdit de saisir pour dette et même d'ajourner en justice un bourgeois occupé aux vendanges, tant que durent celles-ci (Cf. Ordonn., XII, p. 535, Priv. de Bergerac, art. 36).

⁽³⁾ C'est-à-dire qu'il peut prouver par le témoignage d'échevins.

⁽⁴⁾ Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 503 (Cout. de Riquebourg-Saint-Vaast, art. 10).

plaids dudit eschevinaige, et demeure l'arresté prisonnier ou les biens arrestez... » ⁽¹⁾. On atteint ensuite la vente aux enchères après les délais qui varient suivant qu'il s'agit de meubles ou d'immeubles, et une ou plusieurs publications faites par un sergent, les jours de dimanche ou de fête, en présence de tout le peuple ⁽²⁾. — D'après la charte de Beaumont et ses filiales, sept jours et sept nuits après la saisie mobilière », le saisissant « apporte » les objets saisis, « pour que la justice les mette aux enchères ». Et pour donner une dernière fois au saisi la possibilité de recouvrer ses biens en acquittant sa dette, « après les enchères et avant d'en faire son profit, il (le créancier) les représente au débiteur en présence de deux bourgeois » ⁽³⁾. Si les biens saisis sont des immeubles, le créancier les « conserve pendant an et jour ; après ce délai et sur l'avis des maire et échevins, il les vend à l'encan et il restitue à son débiteur l'excédent de la dette » ⁽⁴⁾.

(1) Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 674 (Coul. d'Ardre, art. 35). D'ailleurs, le débiteur qui soutient qu'on a saisi ses biens à tort ou irrégulièrement et qui ne peut en faire la preuve, est condamné à une amende qui est de 60 sols à Amiens (Cf. Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, I, p. 19 (Cout. loc. d'Amiens, art. 11).

(2) Cf. Rivière, *loc. cit.*, I, p. 298. — A Bergerac, les biens saisis ne peuvent pas être vendus avant 40 jours à compter de la saisie et pendant ce délai, le saisi, moyennant caution, pourra obtenir recréance, c'est-à-dire être remis en possession des biens saisis (Cf. Ordonn., XII, p. 534 (Priv. et cout. de Bergerac, art. 27). A la Bastide de Trie, le délai qui sépare la saisie de la vente n'est que de quinze jours (Cf. Ordonn., XII, p. 491, art. 44).

(3) Même disposition dans la charte de privilège de la bastide de Trie (Ordonn., XII, p. 491, art. 44) : dans les huit jours qui suivent la vente, le débiteur dont les biens ont été vendus a le droit de les reprendre à l'acquéreur en lui remboursant son prix de vente et en l'indemnisant de ses peines et soins. Cf. aussi Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, I, p. 922 (Cout. de Commines, art. 4). — La charte de Riom (art. 34) prescrit même à l'acquéreur de garder pendant huit jours, à l'intérieur de la ville, le gage qu'il vient d'acquérir, avant de pouvoir l'aliéner, dans le but d'en faciliter le rachat au débiteur (Cf. Ordonn., XI, p. 496 ; XII, p. 519 (Priv. de Salmeranges-en-Auvergne, art. 34).

(4) Bonvalot (*Beaumont*), p. 471. — Et à l'inverse, si la vente a produit une somme inférieure à la créance du saisissant ou du créancier-gagiste qui a fait

A Montferrand-en-Auvergne, s'il arrive que l'on ne trouve pas d'acquéreur, le créancier est obligé de prendre le bien saisi en paiement, pour une valeur fixée par l'estimation des magistrats municipaux et du bailli ⁽¹⁾.

Le livre des records de loi de Saint-Dizier, dans ses articles 283 et 284, consacre une procédure d'exécution un peu différente et plus expéditive en matière immobilière. Art. 283. « Cilz qui est condempnez, comment doit-il estre justiciez qu'il paist ce qui sera ajugié à son adversaire par le bailli ? On doit premiers panre son mueble, après ce qui n'est pas mueble ». (art. 284). « Des chozes dou mueble tex est li drois, que li baillis metera ban sur le mueble par huit jours, en tel manière que cilz qui la debte devera, porra racheter ses chozes au premier ban s'il voelt ; et s'il ne les rachete, li baillis i metera secont ban de trois jours, et à chascun avera li baillis douze d. Se le condempnez ne rachete ses choses au premier ban ou au secont, li baillis metera celui cui on doit la debte en vraie possession des choses devant dites. — Des choses qui ne sont pas mueble, telz est li drois, que li premier ban y cera mis per quinzainne, après per huit jours, après per trois jours, et de chascun aura li bailli douze d., et à la fin cilz cui

vendre le gage de son débiteur, celui-ci reste obligé pour le surplus (Cf. Ordonn., XI, p. 496, Priv. de Riom, art. 34). — L'adjudication a lieu devant la juridiction municipale suivant les règles admises devant les juridictions seigneuriales et royale ; elle est constatée par un décret, revêtu du sceau des échevins, qui purge toutes les charges réelles grevant les immeubles vendus (Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 612). Quant à la distribution du prix de vente des biens saisis et mis aux enchères, la procédure municipale ne présente aucune particularité saillante.

(1) « Si contingeret quod operteat vendere bona immobilia alicujus debitoris ad satisfaciendum suo creditori, et non inveniatur emptor qui offerat justum pretium in re qua venditur et usatgium juxta regardum bajuli et consulum, et debitor ad concedendam venditionem... » Ordonn., XIV, p. 214 (Priv. de Montferrand-en-Auvergne, art. 55). — Cette disposition se trouvait déjà dans la charte de Riom, à laquelle celle de Montferrand l'a certainement empruntée (Cf. Ordonn., XI, p. 496, art. 35).

on doit la dette sera mis en vraie possession de toutes les choses desus dictes... »⁽¹⁾. — A Lille, le créancier envoyé en possession des biens du débiteur doit fournir caution de restituer ces biens, dans le cas où un créancier préférable à lui viendrait à se présenter⁽²⁾. — Le créancier gagiste non payé au terme convenu, étant en possession de son gage, n'a pas de saisie à effectuer. Il se présente devant les échevins qui, après certaines formalités, adressent, par un sergent, une sommation au débiteur de s'acquitter de sa dette dans le délai de sept jours et de sept nuits (à Lille); passé ce délai, le créancier gagiste pourra vendre le gage « par conseil de bonne gent »⁽³⁾. Après cette vente, le créancier gagiste doit verser au débiteur l'excédent du prix sur le montant de la dette; si le prix est inférieur à la dette à éteindre, la créance subsiste pour le surplus⁽⁴⁾.

(1) *Olim.*, II, p. 839.

(2) Roisin, p. 78. — L'ordre de préférence, d'après lequel sont classés les créanciers, est celui du droit commun; créanciers privilégiés, créanciers à hypothèque spéciale, créanciers à hypothèque générale (l'hypothèque la plus ancienne primant toutes les autres du même ordre) et enfin les créanciers chirographaires. (Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 605; VII, p. 678).

(3) Roisin, p. 79. — A Marseille, après la sommation adressée au débiteur ou, au cas d'absence de celui-ci, à sa femme ou à ses parents, le créancier-gagiste doit attendre trois mois avant de pouvoir vendre son gage. Cette vente a lieu de la propre autorité du créancier, qui doit agir conformément à la bonne foi. D'ailleurs, si le débiteur soupçonne le créancier de vouloir s'approprier son gage, il peut le contraindre à vendre celui-ci avant l'expiration du délai de trois mois à compter de la signification (Cf. Statuts ou livre rouge de Marseille, liv. III, ch. IV, Méry et Guindon, *loc. cit.*, IV, p. 31). — La charte de commune de Noyon permettait au créancier de demeurer propriétaire du gage du débiteur. S'il s'agissait d'un immeuble, il lui suffisait pour cela de conduire les échevins sur les lieux après l'échéance et à compter de ce transport, le débiteur jouissait d'un délai de quinze jours pour acquitter sa dette, passé lequel, l'immeuble devenait la propriété du créancier (Cf. Ordonn., XI, p. 224, ch. de Noyon, art. 12). — A Montpellier, le créancier-gagiste, non payé à l'échéance, doit attendre trois ans pour vendre le gage immobilier et un an pour vendre le gage mobilier. Dans l'un comme dans l'autre cas, la vente ne peut avoir lieu que sur l'autorisation des juges (Cf. Ch. Giraud, *loc. cit.*, I, pièces justificatives, p. 58 (Cout. de Montpellier, art. 40).

(4) Cf. Roisin, *ead. loc.*, Ordonn., XII, p. 519 (Priv. de Salmeranges, art. 34), XIV, p. 214 (Priv. de Montferrand-en-Auvergne, art. 55).

Contre les plèges ou cautions, la juridiction municipale ne connaît que la procédure rigoureuse du droit commun; sauf peut-être de très rares exceptions, le bénéfice de discussion et le bénéfice de division sont inconnus ⁽¹⁾. Le gage fourni spontanément par le plège, ou saisi sur lui, peut être vendu à la diligence du créancier au bout d'un délai de quinze et même de huit jours ⁽²⁾. — Mais, en revanche, dans certaines villes, la coutume accorde un recours énergique au plège qui a dû payer pour le débiteur principal. Ainsi, à Bayonne, à l'origine, le plège peut s'emparer des biens du débiteur sans s'adresser à la justice ⁽³⁾.

B. Voies d'exécution sur la personne.

La fin de l'art. 284 du Livre des records de la loi de Saint-Dizier nous servira de transition pour passer aux voies d'exécution sur la personne. « Et s'ensi est que li corpables n'ait ne mueble ne héritage, on doit retenir son corps en meniere que li baillis le gardera quinzainne, et puis le rendra, par les eschevins, à celui cui il devera en la ville sens chartre, en ennialz ou en buies, sens blecier et sens perdre membre, et se li donra au moins pain et eaue; et s'il doute de lui, il le pourra lier par eschevins, en tel maniere que, per les ennialz ou les buies, sera liée et fichée une chaïene de fer de deux toises de loing et sera liez à un postel ou à un tronc... ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, VII, p. 652-655.

⁽²⁾ Cf. M. Prou, *loc. cit.*, N. R. II., 1884, p. 175, 176.

⁽³⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, VII, p. 659 et note 2.

⁽⁴⁾ *Olim*, II, p. 839. Cf. Bonvalot, *Beaumont*, p. 471; Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 82, Cout. de Bourrech sur Canche, art. 4; p. 448, Cout. de Baralle et de Buissy, art. 6. A Montpellier, le débiteur condamné qui déclare ne pas pouvoir payer son créancier, doit prouver, dans le mois de la condamnation, qu'il est devenu insolvable par cas fortuit et sans sa faute, sinon, décide un statut consulaire de 1221, « post dictum mensem per correvos curie, proclamante precone, in tabulis cambii publice deducatur, et ibi, braccis detractis et super caput ejus depositis, creditoribus suis

Roisin donne des détails intéressants sur la façon dont le créancier doit traiter son débiteur prisonnier. Le créancier doit donner au débiteur détenu un pain d'un denier chaque jour et de l'eau à discrétion; le créancier ne peut pas s'opposer à ce que son prisonnier se procure, à ses frais, d'autres aliments; il doit lui fournir un lit de plume et des draps propres tous les quinze jours, ainsi que « Kiute pointe ou couvretoir ou tapich pourquoi il ait couvreture qu'il n'ait froid. » Le débiteur ne peut être détenu que dans une maison située dans le comté de Flandre ⁽¹⁾; le créancier ne peut l'empêcher d'aller aux fenêtres qui donnent sur la rue ou le chemin; il lui fournit une table et une nappe pour prendre ses repas « et une touelle pour ses mains essuer ». Mais le prisonnier peut être enchaîné et surveillé par un gardien; toutefois, on ne peut l'enfermer que la nuit. Enfin le créancier ne peut s'opposer à ce que la femme ou les amis du débiteur viennent voir celui-ci, mais il a le droit d'assister à leur entretien » ⁽²⁾.

Xpristianis, tamen si recipere voluerint, tradatur, et in captione et custodia tamdiu infra villam ab eis detineatur, quousque eis fuerit satisfactum ». Teulet, *Layettes...*, n° 1457. D'après l'art. 34 des coutumes de la même ville et de celle de Carcassonne, le débiteur qui s'enfuyait de la ville pour ne pas payer son créancier, pouvait être arrêté par celui-ci ou par toute autre personne agissant dans l'intérêt du créancier, et retenu enchaîné jusqu'à ce qu'il eut payé sa dette. Cf. Ch. Giraud, *loc. cit.*, I, pièces justific., p. 57.

⁽¹⁾ Dans de nombreuses villes, le créancier ne peut pas tenir son débiteur prisonnier dans sa maison. Il ne peut que le faire enfermer dans la prison municipale où il doit le nourrir à ses frais. Tel est le cas de Bordeaux, par exemple. Cf. Rabanis, *loc. cit.*, p. 511. — A Perpignan, « si un débiteur est privé de sa liberté pour dette pécuniaire, il ne peut être renfermé sous des grilles; le débiteur est renfermé chez lui; sa porte est clouée; il lui est permis toutefois d'entrer et de sortir par une autre issue, sans qu'il puisse toucher à la porte scellée; mais dix jours après cet acte coercitif du créancier, il peut être contraint par autorité de justice à vendre ses biens pour acquitter sa dette ». Laferrière, *Hist. du droit*, V, p. 511 et 512.

⁽²⁾ Cf. Roisin, p. 55 et 56.

Le débiteur insolvable échappait à la contrainte par corps en faisant à ses créanciers l'abandon de tous ses biens. La loi de l'échevinage de Corbie nous apprend quelles étaient les formes de l'abandon de biens. « Item, si ung home lay est arresté par ladicte loy pour aucunes debtes, s'il n'a de quoy, il se peut faire mener par les justiciers à vergue pardevant les eschevins; et là pœult dire : je n'ai de quoy paier mes créditeurs et pour ce je abandonne tous mes biens où quilz soient, en jectant son chapeau ou bonnet devant les juges; et ad ce doibt estre receu et délivré d'iceulx arrestz en faisant serment solempnel que, s'il venait à fortune de biens hors son vivre, il fera satisfaction et paiement à sesdits créditeurs; et est ainsi ordonné audit eschevinage qui est loy estreite, parce que chose dure seroit se le prisonnier arresté demourroit toujours prisonnier qui ne seroit lyé, obligé, condempné ne convaincu que par les dits de se partie adverse » ⁽¹⁾. — L'usage de jeter son chapeau devant les juges se conçoit « non pas tant comme un signe de l'abandon que le débiteur fait de tous ses biens, que comme un prélude au châtiment que la justice lui réserve. En effet, on sait que le bonnet vert était la peine infligée à toute personne admise au bénéfice de la cession de biens » ⁽²⁾.

§ II. *La procédure criminelle.*

L'observation faite au début du § 1^{er} de ce chapitre est encore à sa place au commencement de celui-ci. La procédure criminelle en usage devant les juridictions municipales est la procédure admise par toutes les autres juridictions. Il n'y a de dérogations à cette procédure de droit commun que sur

⁽¹⁾ Boulhois, *loc. cit.*, I, p. 291, 292, *Loi de l'échevinage de Corbie*, ch. 1^{er}, art. 7.

⁽²⁾ Boulhois, *loc. cit.*, I, note 12, p. 337, 339.

les points à l'occasion desquels les chartes municipales consacrent expressément quelque innovation ; sur tout le reste, les chartes gardent le silence, parce qu'elles s'en rapportent à la coutume ⁽¹⁾. Cela explique que les chartes « n'offrent que peu de détails sur les différentes phases de la procédure criminelle » ⁽²⁾.

On sait que la procédure criminelle commence par revêtir les formes de la procédure civile, sauf certaines particularités ⁽³⁾. Elle est accusatoire, orale et formaliste ; c'est la procédure féodale ⁽⁴⁾. Dans cette première période, qui s'arrête à la fin du xii^e siècle, la juridiction municipale se distingue, en notre matière, par une double particularité : en premier lieu par la pratique courante de la mise en liberté sous caution ⁽⁵⁾. Cet expédient était destiné à assurer la comparution en justice de l'accusé ⁽⁶⁾, tout en respectant le

⁽¹⁾ Cf. A. du Boys, *Hist. du droit criminel des peuples modernes*, 3 vol., Paris, 1854-1860, II, p. 363 et 368.

⁽²⁾ Pauffin, *loc. cit.*, p. 260.

⁽³⁾ Cf. Glasson, VI, p. 623.

⁽⁴⁾ Cf. Esmein, *loc. cit.*, p. 779.

⁽⁵⁾ Dans la plupart des villes, en effet, sauf pour les crimes particulièrement graves, on doit mettre ou laisser en liberté tout accusé de crime ou de délit qui fournit caution de comparaitre en justice ou qui possède des biens suffisants pour garantir sa comparution. Cf. de Laleyssonnière, *loc. cit.*, II, p. 306 ; Thomas de la Thaumassière, *loc. cit.*, p. 21-22 (ch. XVIII, § 9) ; Teulet, *Layettes...*, n° 469 ; Abbé U. Chevalier, *Cartulaire municipal de Montélimar*, n° 28 (charte de 1285, art. 20), p. 66 ; n° 53, p. 127 ; n° 87 (art. 29), p. 231 ; E. Boularic, *saint Louis et Alph. de Poitiers*, 1 vol., Paris, 1870, p. 506, 3^o ; Rivière, *loc. cit.*, I, p. 300 ; de la Farelle, Notice sur l'hist. munic. de Nîmes, *Comptes rendus des séances et travaux de l'Acad. des sc. mor. et pol.*, XVI, p. 369 ; Laferrière, *Mémoire sur le droit de la Provence au moyen âge et jusque dans les temps modernes*, même recueil, XXXIX, p. 334 ; Ordonn., IX, p. 578 ; XI, p. 67 (Priv. de Montauban, art. 17), p. 263 (Sens, art. 17) ; p. 407 (Charroux, art. 4) ; p. 495 (Riom, art. 3) ; XII, p. 341 (Marziac, art. 4) ; p. 363 (Mont-Chabrier, art. 4) ; p. 398 (Lunas, art. 5) ; p. 517 (Salmeranges-en-Auvergne, art. 3) ; E. Dufour, *loc. cit.*, p. 175 ; Pasquier, *Cout. de Saint-Bauzeil*, N. R. H., V, p. 527, art. 19.

⁽⁶⁾ Sans cette précaution, l'accusé aurait trop facilement cédé à la tentation de quitter le territoire sur lequel s'étendait la compétence des juges municipaux.

principe de la liberté individuelle des membres de la communauté. — Le second trait distinctif de la procédure municipale, dans cette première période, est la part très large qui est faite à la preuve testimoniale ⁽¹⁾, alors que, devant les autres juridictions, le duel judiciaire est le mode de preuve du droit commun pour les crimes d'une certaine gravité ⁽²⁾.

Quand, à compter du ^{xiii}^e siècle, la procédure inquisitoire commence à s'introduire dans les juridictions laïques, d'abord comme procédure extraordinaire et plus tard comme procédure de droit commun, les justices municipales ne lui restèrent pas fermées ⁽³⁾. — Toutefois à l'époque de Bouteiller (fin du ^{xiv}^e siècle), il semble qu'on ne puisse pas encore appliquer aux bourgeois d'autre procédure que l'ancienne procédure accusatoire, sauf le cas de flagrant délit. La *Somme rural* dit, en effet : « Que pour cas criminel on ne doit faire enqueste ne vérité tenir sur un bourgeois. — Item. Selon la constitution royale, on ne doit faire enqueste ne vérité tenir sur un bourgeois en cas de bourgeoisie pour cas criminel, tant qu'on le tienne prisonnier pour ce mesme cas, *mais doit estre poursuivy par partie formée, autrement non* : puisque en présent meffaict n'auroit esté prins ne trouvé. » ⁽⁴⁾. — Cependant le passage de la forme accusatoire à la forme inquisitoire dut s'opérer en général avec facilité, car les juridictions municipa-

⁽¹⁾ Sur ces deux particularités, cf. A. du Boys, *loc. cit.*, II, p. 372.

⁽²⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 624.

⁽³⁾ Sur l'extrême confusion de la procédure, aussi bien devant les juridictions municipales que devant toutes les autres, pendant la période de transition de l'ancienne procédure accusatoire à la procédure inquisitoire, V. Pauffin, *loc. cit.*, p. 268, et Tardif, *La procéd. civ. et crim. aux XIII^e et XIV^e siècles, ou procéd. de transition*, 1 vol., Paris, 1835, p. 137.

⁽⁴⁾ *La Somme rural*, éd. Charondas Le Caron, Lyon, 1621, titre XIX, p. 1368. — En Franche Comté, il en était à peu près de même; Cf. Taetey, *Etude sur le droit munic. au XIII^e et au XIV^e siècle en Franche-Comté et particulièrement à Montbéliard*, 1 vol., Montbéliard, 1865, p. 71.

les connurent de très bonne heure, sous le nom d'« aprise », une procédure qui se distingue de la procédure ordinaire ou accusatoire, en ce qu'elle ne comporte pas de partie formée, et qui constitue une véritable procédure inquisitoriale, comme la procédure extraordinaire, avec cette seule différence que le juge, au lieu de poursuivre sur la dénonciation d'un particulier, met en mouvement l'action publique sur une dénonciation collective et anonyme qui émane de la commune renommée ⁽¹⁾ ». — De même, en cas de « présent meffait » ou flagrant délit, il n'y avait pas d'accusation par partie formée. La procédure suivie en pareil cas se bornait à une enquête excessivement sommaire, qui consistait à entendre la déposition des personnes qui avaient concouru à l'arrestation du malfaiteur ⁽²⁾. La règle suivie était identique quand il s'agissait d'un crime ou d'un délit commis à l'audience. D'ailleurs il n'y avait aucune raison de modifier la procédure du flagrant délit, car dans cette hypothèse, il y a un « présent meffait » d'une gravité particulière, parce qu'ils se compliquent d'une atteinte au respect dû aux magistrats municipaux. Ces crimes ou délits commis en présence des échevins étaient immédiatement jugés par eux et leurs auteurs punis « selon les exigences des cas, sans aultre information » ⁽³⁾.

L'avènement et la consécration définitive de la nouvelle procédure ne firent pas disparaître les deux particularités signalées plus haut, qui distinguaient déjà la juridiction municipale. Toutefois, après l'ordonnance de saint Louis abolitive du duel judiciaire, la tendance très manifeste des

(1) Cf. Pauflin, *loc. cit.*, p. 271, 272; Esmein, *Hist. de la procéd. crim.*, p. 112 s.; Beaumanoir, n° 1237.

(2) Cf. Pauflin, *loc. cit.*, p. 269; Tardif, *loc. cit.*, p. 146.

(3) Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 668. (Cout. de Brédénarde, art. 22); Ordonn., IV, p. 56 (ch. d'Abbeville, art. 13).

chartes et des coutumes municipales à écarter ce mode de preuve, ne constitue plus une particularité propre aux justices des villes. Au contraire, la mise en liberté de l'accusé sous caution paraît être surtout en faveur devant les tribunaux municipaux ; dans l'ordre logique, elle constitue la première des caractéristiques que présente leur procédure, car la mise en mouvement de l'action publique par la partie lésée est celle du droit commun : constitution de partie formée ou simple dénonciation ⁽¹⁾. — Il existe certains délais après lesquels aucune poursuite ne peut être intentée à l'occasion d'un crime ou d'un délit : ils varient selon les coutumes ⁽²⁾. — Les délais de comparution sont également très variables, mais ce qui ne varie guère, c'est la rigueur avec laquelle est puni le défaut ⁽³⁾.

(¹) Toutefois, il est des personnes que l'on ne peut accuser directement dans certaines villes, du moins. C'est ainsi qu'à Agen « quiconque accuse la femme, l'enfant, le serviteur d'un Agenais, sans avoir enquis ce dernier, est non recevable ». On se souvient que *l'enquest* est une procédure de conciliation qui précède toute demande en justice. Cf. *suprà*, II^e p., ch. II, sect. III, § 1, I. — Signalons à propos d'Agen cette autre particularité que le père de famille, qui est responsable des délits commis par sa femme, ses enfants ou ses serviteurs, peut échapper aux conséquences de cette responsabilité par une sorte d'abandon noxal. « Tout Agenais peut faire abandon de sa femme, de ses enfants, de ses serviteurs, pour échapper à la responsabilité des délits que ceux-ci ont pu commettre » (*Archiv. munic. de Bordeaux*, V, p. 241, sommaire du chap. XXII de la Cout. d'Agen). De cette disposition on peut rapprocher un *Etablissement de Bordeaux*, qui vise également le père de famille et qui a le même parfum d'antiquité que la précédente : « Lorsqu'un chef de maison a tué l'un des siens dans une moment de colère, il n'encourt aucune peine, s'il jure qu'il l'a fait sans le vouloir et qu'il le regrette ». (*Ibid.*, *Livre des Coutumes*, n^o 19, art. 48, p. 292.

(²) A Aiguemortes, l'action publique était prescrite par dix ans pour tout crime public ou privé. (Cf. di Pietro, *loc. cit.*, p. 131).

(³) A Montdidier, le prévenu du délit d'injure envers un bourgeois doit comparaître dans les quatre jours de la sommation devant le maire et les jurés ; en cas de refus de comparaître, il est expulsé de la ville avec tout ce qui lui appartient ; en cas de simple défaut, sa culpabilité est réputée établie 15 jours après la sommation et les jurés peuvent détruire tout ce qui est nécessaire à la vie du défaillant. Si l'inculpé était un étranger, ce délai de 15 jours expiré, il pourrait être frappé de

Quant à l'instruction, il y a peu de chose à dire. Aux modes de preuve déjà énumérés⁽¹⁾, à propos de la procédure civile⁽²⁾, il faut ajouter les ordalies, par lesquelles l'accusé est quelquefois admis à faire la preuve de son innocence⁽³⁾.

la peine que les maîtres et jurés jugeraient convenable. (Cf. de Beauvillé, *loc. cit.*, II, p. 111; Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, I, p. 192 (Cout. loc. d'Amiens, art. 19). — Sur le défaut, V. des détails intéressants dans Rivière, *loc. cit.*, I, p. 301-303.

(1) Il faut noter qu'en matière criminelle, dans les cas où l'accusateur ne pourrait produire le nombre de témoins voulus, l'accusé peut établir son innocence par le serment compurgatoire, le nombre des cojureurs dont il doit être assisté varie selon la gravité du délit ou du crime dont on l'accuse. Pour les forfaits peu graves, l'accusé prêterait serment avec deux cojureurs, pour les crimes (meurtre, incendie, rapt, blessures graves), il devra présenter six et quelquefois sept cojureurs (Cf. Ordonn., IV, p. 642, V, p. 159, XV, p. 563 (Hesdin-en-Artois); Bonvalot, *Beaumont*, p. 461). Les autorités que nous venons de citer, et dont il ne serait pas difficile d'allonger la liste, montrent que c'est par erreur que du Boys a dit que l'institution des compurgateurs n'existait qu'à Tournay et était « tombée partout ailleurs en désuétude ». Cf. du Boys, *loc. cit.*, II, p. 377.

(2) Quant à la production des témoins, certains statuts municipaux la réglementent étroitement. Ainsi, à Bayonne, l'accusateur par partie formée doit, dans les cinq jours de sa plainte, indiquer le nom des témoins qu'il se propose de faire entendre à l'appui de ses allégations. Faute de ce faire, il ne pourra produire aucun témoin; il perd ainsi le secours de la preuve testimoniale. (Archiv. munic. de Bayonne, *Livre des Etablissements*, n° 232 (juillet 1341), p. 175).

(3) Cf. Bonvalot (*Beaumont*), p. 463; du Boys, *loc. cit.*, II, p. 375. La où le duel judiciaire était admis par exception, on le réservait pour faire la preuve quand il s'agissait des crimes les plus graves. Il faut noter que, dans ces cas, le duel judiciaire n'est pas un mode de preuve obligatoire, mais facultatif, surtout dans les villes de consulat. De nombreuses chartes décident, en effet, que le bourgeois accusé d'un crime ne sera pas tenu de prouver son innocence au moyen de la bataille et que son refus ne devra pas être considéré comme un aveu. En présence de ce refus, l'accusateur devra établir la culpabilité de l'accusé soit par témoins, soit par d'autres moyens. (Cf. Ordonn., VIII, p. 97 (Pleurance); XI, p. 408. Charroux, art. 8; p. 495, Riom, art. 6; XII, p. 363, Mont-Chabrier, art. 8; p. 363, La Bastide de Gardemont, art. 7; p. 399, Lunas, art. 9; p. 517, Salmérange, art. 6; XIV, p. 209, Montferrand, art. 20; cependant dans cette dernière ville, le duel était permis entre bourgeois et forains (Cf. Rivière, *loc. cit.*, I, p. 298; Cf. en outre: du Boys, *loc. cit.*, II, p. 378, et E. Boutaric, *saint Louis et Alph. de Poitiers*, p. 507. — Pour les villes du Nord et de l'Est, cf. Ordonn., XI, p. 229, Roye, art. 13; XII, p. 57, Tournay, art. 30, etc., etc. A Beaumont, non seulement le duel est facultatif, mais encore il n'est admis à ce titre qu'à défaut de

Avec l'enquête secrète de la procédure nouvelle, on vise surtout à arracher un aveu à l'accusé, car l'aveu volontaire est considéré comme la meilleure des preuves ⁽¹⁾. Le juge instructeur, qui voit dans tout accusé un coupable, ne peut tout d'abord obtenir cet aveu que par des moyens déjà odieux, mais qui n'ont qu'une action morale, par exemple des artifices d'interrogatoire, « la soutilleté de l'examinacion », suivant l'expression de Beaumanoir ⁽²⁾, quand l'accusé accepte l'enquête. L'instruction est dite alors spéciale ou ordinaire ⁽³⁾. — Quand l'accusé n'accepte pas l'enquête, la procédure extraordinaire s'applique et le juge peut faire donner la question à l'accusé, s'il est impuissant à lui faire avouer son crime par un autre moyen. Mais bientôt le jugé prend l'habitude de prescrire la torture dans tous les cas graves, même quand l'enquête a été acceptée, si elle n'a pas amené les résultats qu'il en attendait ⁽⁴⁾. Ces principes sont adoptés par les juges municipaux. La question devient peu à peu en honneur devant les juridictions urbaines, constituant une menace pour tous les accusés, sauf les femmes, même et peut-être surtout pour ceux dont la culpabilité n'est établie par aucune preuve. C'est par privilège spécial que les magistrats municipaux en sont parfois exemptés ⁽⁵⁾.

tout autre moyen de preuve et dans deux cas seulement : V. Bonvalot, *loc. cit.*, p. 462.

(1) Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 638.

(2) N° 1224.

(3) Cf. Esmein, *L'acceptation de l'enquête dans la proc. crim. du moyen-âge*, *Rev. gén. de droit*, 1888, p. 13 s. ; 106 s.

(4) Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 635.

(5) Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 637, et *suprà*, p. 80, n. 2. — Cpr. aussi le sommaire de l'art. 35 de la Cout. de Bordeaux : « Lorsqu'un homme ne meurt pas de mort naturelle, son corps doit être porté à l'Hôtel de ville. Il est procédé ensuite à une instruction sur les causes de l'accident. Les modes d'information sont : 1° l'enquête ; 2° la confrontation du prévenu avec le cadavre ; 3° l'interrogatoire en justice, et 4° la question ; mais on applique celle-ci aux bourgeois dont les

Toutefois on a plaisir à noter que certaines juridictions municipales paraissent n'avoir pas fait une grande place à la torture. C'était le cas des échevinages de l'Artois. D'après la coutume régionale, « nul ne pouvait être condamné à mort s'il n'avouait son crime de bon gré et sans contrainte d'aucune sorte » (1). A Bergerac, la question ne pouvait être donnée à un bourgeois que sur la décision du bailli, conformément à l'avis des consuls et de certains habitants de la ville et seulement dans le cas de crime capital manifeste (2); en cas de crime capital non manifeste, la torture ne pouvait être infligée à l'accusé que s'il n'acceptait pas l'enquête (3). A Bordeaux, « la question ne peut être appliquée qu'à ceux qui ont déjà subi des condamnations ou qui sont regardés comme diffamés » (4). A Bayonne, pour qu'un accusé pût être mis à la question « il fallait qu'il eût auparavant commencé des aveux ou que deux témoins oculaires du crime eussent déposé contre lui » (5). Notons enfin que certaines chartes proscrivaient complètement la torture; telle était notamment celle de Montferrand (6).

A l'occasion de la preuve, il faut signaler l'exception que comporte la règle ordinaire (nécessité de deux témoins au

antécédents ne sont pas mauvais sans leur faire perdre terre ». Archiv. munic. de Bordeaux, V, *Livre des Coutumes*, p. 12. — V. dans Teulet, *Layettes du Trésor des ch.*, n. 863; la procédure suivie en 1208 devant les capitouls de Montauban contre un individu accusé de viol; et L. Clos, *Recherches sur le régime munic. dans le midi de la France* (Mém. présentés par divers savants à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 2^e série (Antiquités de la France), III, p. 336, 337. — Sur les rôles respectifs de l'officier royal ou seigneurial et des magistrats municipaux, V. Dognon, *loc. cit.*, p. 115 et L. Clos, *loc. cit.*, p. 354, 355 et 429.

(1) Cf. Pauffin, *loc. cit.*, p. 272.

(2) Cf. Ordonn., XII, p. 533 (Privil. de Bergerac, art. 16).

(3) Cf. art. 17, *eod. loc.*

(4) Cf. Rabanis, *loc. cit.*, p. 515.

(5) Giry, *Etablissement de Rouen*, I, p. 169.

(6) Cf. Rivière, *loc. cit.*, I, p. 303; Ordonn., XIV, p. 210, art. 24.

minimum) dans les *franches vérités*. Les *franches vérités* étaient des assemblées de tout le peuple, qui se tenaient chaque année dans certaines régions, notamment en Flandre et en Picardie. C'étaient de véritables assises quelque peu analogues aux *grands jours* des consulats de Provence, dans lesquelles tous ceux qui avaient connaissance d'un crime ou d'un délit dont les auteurs étaient restés impunis, devaient révéler tout ce qu'ils savaient. La procédure suivie était la procédure inquisitoire. Il suffisait du « rapport et de l'affermation » d'un seul témoin, pour que les échevins pussent condamner le délinquant ⁽¹⁾. — En sens inverse, les deux témoins ordinairement requis ne suffisent pas toujours en matière criminelle : « Que en tout cas criminelz et pour amendes de LX livres parisis, pour iceulx prouver, il convient le nombre de cinq temoings, dont il convient que les deux soient de affirmation, depposans de veue et de sceue, et les aultres trois par renommée » ⁽²⁾.

Quant aux présomptions, on ne trouve de trace que des présomptions de droit, c'est-à-dire de celles que les statuts municipaux énumérèrent limitativement et qui s'imposent à la conscience du juge. Ainsi à Bordeaux, il y a présomption légale de meurtre contre celui qui est pris en flagrant délit ; contre celui que les témoins du meurtre poursuivent et prennent sans l'avoir perdu de vue ; contre l'accusé qui ne comparait pas devant le juge malgré trois sommations ; contre celui qui avoue ; contre la partie qui est vaincue dans un duel judiciaire ; contre le prisonnier qui s'évade ; contre l'accusé qui ne répond rien en justice malgré trois sommations. On répute encore coupable l'inculpé mis en liberté provisoire et

(1) Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 708-710, note 15 et p. 677 (Coul. de la ville et échevinage d'Ardre, art. 48).

(2) Bouthors, *Ibid.*, II, p. 671, 672 (Ardre, art. 13).

qui fait défaut ⁽¹⁾. A Saint-Quentin, il existe une présomption du même genre en matière de coups et blessures et de rixe : « Pour effusion de sanc, pour bateure ou pour autre blecheure de [juré] privé ou de estrangé dedens vostre ville, vous en abatés les mesons. Se sanc y appert, ou en autre blecheure, le meffait est tout pruvé et n'a mestier de tesmoing; et se il n'est appert, pruvé soit par tesmoing... » ⁽²⁾. Quant aux présomptions simples ou présomptions de fait, il n'en est pas question.

L'institution du ministère public ne resta pas étrangère aux justices municipales. Elle commença à y pénétrer dans la première moitié du xiv^e siècle et y fit de rapides progrès, principalement dans les villes du Midi ⁽³⁾. Ce rôle était tenu par le procureur-syndic, le procureur du roi ou le procureur fiscal ⁽⁴⁾ et quelquefois même par le bailli royal ⁽⁵⁾. A Bayonne, quand les cent pairs étaient réunis en cour de justice criminelle, « lorsque le plaignant s'était désisté ou qu'il n'y avait pas eu de plainte au maire », le sous-maire faisait l'office d'accusateur et poursuivait l'application de la peine ⁽⁶⁾. Le ministère public semble même avoir existé devant la juridiction municipale de police; le procureur syndic donnait en effet ses conclusions dans toutes les causes concernant la voirie et l'approvisionnement ⁽⁷⁾.

La détention préventive, mesure de précaution plus rigoureuse que la mise en liberté sous caution, est en usage « dans

(¹) Cf. Arch. mun. de Bordeaux, V, *Livre des coutumes*, art. 10, p. 28; art. 226, p. 173.

(²) *Livre rouge de l'Hôtel de Ville de Saint-Quentin*, Introd., p. xxi, art. 42.

(³) Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 631.

(⁴) Cf. Giry, *Etabliss. de Rouen*, I, p. 151; Babeau, *loc. cit.*, I, p. 147, 148; Guinodie, *loc. cit.*, II, p. 151.

(⁵) Cf. Giry, *Saint-Omer*, p. 119.

(⁶) Cf. Giry, *Etabliss. de Rouen*, I, p. 149.

(⁷) Cf. Babeau, *loc. cit.*, I, p. 207.

les villes neuves pour les grands crimes, tels que vol, meurtre, incendie et même pour de simples délits, tels qu'injures, vol de bétail ou de récoltes » (1). — Certaines chartes disposent que les juges municipaux doivent instruire et juger au plus vite les affaires criminelles. Toutefois, le bref délai qu'elles fixent parfois « me semble plutôt un conseil qu'une prescription ; c'est une invitation formelle à abréger la détention préventive par une instruction et un jugement immédiat, car la coutume de Beaumont, qui recommande à l'échevinage « de faire justice incontinent dès qu'il aura vu de quoi il s'agit », l'autorise cependant à garder l'inculpé en prison pendant 40 jours » (2). A Tournay, le bourgeois arrêté et emprisonné doit être jugé dans les huit jours (3). Et en tout cas, pour que les magistrats municipaux puissent faire emprisonner un bourgeois, il faut que le crime ou délit soit « cler et évident » (4).

Le jugement (5) et les voies de recours (6) ne présentent rien

(1) Bonvalot, *Beaumont*, p. 478.

(2) Bonvalot, *eod. loc.*

(3) Cf. Ordonn., XII, p. 56 (art. 17).

(4) Cf. Ordonn., XII, p. 446 (Statuts de Provins, art. 14).

(5) Toutefois à Bayonne, l'accusé « ne pouvait être jugé que s'il déclarait d'avance accepter le jugement à intervenir ; mais s'il refusait, il était aussitôt reconduit en prison et mis au pain et à l'eau jusqu'à ce qu'il demandât à être jugé ». Giry, *Etalbliss. de Rouen*, I, p. 170. — Nous avons dit plus haut que les magistrats municipaux à leur entrée en charge prêtaient serment de distribuer une justice impartiale et de ne faire aucune distinction entre leurs amis et leurs ennemis. La sanction de ce devoir était une amende assez élevée ou la peine de l'abatis de maison qui frappait le maire, l'échevin ou le juré qui était convaincu d'avoir reçu un « loyer » ou présent, à l'occasion d'une cause pendante devant lui (Cf. Arch. mun. de Bordeaux, *Livre des coutumes*, n° 19, p. 278 ; *Livre rouge de l'Hôtel-de-Ville de Saint-Quentin*, Introd., p. XLX (art. 22) ; Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, I, p. 112, 184 (ch. com. d'Amiens, art. 29) ; Ch. Giraud, *loc. cit.*, I, pièces justif., p. 35 (Ancien droit statutaire de Soest (1120), art. 47 ; II, p. 3 (ch. du consulat d'Arles) ; Rabanis, *loc. cit.*, p. 487). Cette accusation était difficile à prouver, car il n'y avait ordinairement aucun témoin. On sait que, dans ce cas, l'accusé se purgeait de l'accusation par son seul serment (Cf. Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, *eod. loc.* (ch. d'Amiens, art. 30).

(6) On doit noter toutefois que certaines juridictions municipales n'admettent pas

de particulier ⁽¹⁾. Il n'en est pas de même de l'exécution. On peut poser en règle générale que les magistrats municipaux instruisent, délibèrent et jugent, mais qu'ils ne pourvoient pas à l'exécution de leur sentence. Ils se bornent à livrer le condamné au bailli, prévôt, vicomte ou châtelain, qui exécute le jugement ⁽²⁾. A cette règle, il y a quelques exceptions en

l'appel en matière criminelle (Cf. Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, II, p. 947 (cout. de Lille, ch. XVI, art. 4). Certaines coutumes déclarent que « toutes sentences et condamnations criminelles, soit à mort ou autres, se exécutent prestement, nonobstant appel... » (Cf. Bourdot de Richebourg, II, p. 957 (cout. de Tournay, ch. XII, art. 3) ; ce qui, en fait, équivaut à enlever à l'appel tout effet pratique, tout au moins en ce qui concerne les sentences capitales et celles qui prononcent une mutilation.

⁽¹⁾ Toutefois, à titre de particularité, on peut citer les curieux procès faits aux animaux, qui montrent quelle conception enfantine les hommes du moyen-âge avaient de la responsabilité. Louandre cite les procès faits en 1323 et 1414 à des pourceaux qui avaient dévoré un enfant. « Tout se passait du reste à l'égard de ces condamnés dans les formes de la justice ordinaire. Ils étaient arrêtés, écroués à la cour de Ponthieu ou à l'échevinage, selon la juridiction dans le ressort de laquelle ils avaient été saisis ; puis jugés solennellement et lorsqu'ils avaient mérité la mort, ils étaient conduits au supplice dans une charrette, sous l'escorte des sergents à masses, à verges de la vingtaine. Le bourreau qui procédait à l'exécution recevait 60 sous pour sa peine. On ne voit pas dans le *Livre rouge* si les cochons étaient exécutés en habits d'hommes comme cela se pratiquait ailleurs » (Louandre, *loc. cit.*, II, p. 284). — On peut signaler à titre de curiosité les procès faits aux cadavres des suicidés (Cf. Louandre, *ibid.*, II, p. 282 ; Tailliar, *Rec. d'actes*, Introd., p. CLXXV, note 3 ; Rabanis, *loc. cit.*, p. 517, etc.) ; et les poursuites dont étaient l'objet ceux qui tentaient de se suicider. L'échevinage de Douai frappa d'une amende de 60 livres un bourgeois qui « s'esloit fêru en sen ventre avec un sien coutiel taille-pain ». Cf. Tailliar, *Rec. d'actes*, p. 260, n° 171 et Introd., p. CLXXV, note 3.

⁽²⁾ Cf. *Livre rouge de l'Hôtel-de-Ville de Saint-Quentin*, Introd., p. xxxii ; Pautfin, *loc. cit.*, p. 229 ; Boulhors, *loc. cit.*, II, p. 407 (cout. de Meurchin, art. 1^{er}) ; p. 147 (cout. d'Ocoche, art. 1^{er}) ; p. 268 (cout. d'Arras, art. 15) ; p. 357 (cout. d'Hénin-Liétard, art. 3) ; I, p. 515 s. (Saint-Riquier, art. 9) ; Ordonn., I, p. 397 (Toulouse, art. 9) ; III, p. 251 et 311 ; IV, p. 21, 55, note e, 142, note b (de Secousse) ; V, p. 620 (Montreuil-sur-Mer) ; VII, p. 220, etc. ; *Arch. mun. de Bordeaux*, V, p. 291 (art. 47) ; Guinodie, *loc. cit.*, II, p. 149 ; Louandre, *loc. cit.*, I, p. 172 (Abbeville, art. 2) ; Teulet, *Layettes*, n. 2032 ; E. Prarond, *loc. cit.*, 2^e partie (canton de Rue), p. 30 s. 4^e partie (Saint-Riquier), I, p. 124 ; Bonvalot, *Beaumont*, p. 396 ; Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, I, p. 326 (cout. de Lens en Artois, art. 36) ; IV, p. 963 (cout. de la ville et cité de Bayonne et de la juridiction d'icelle, tit. XXVIII) ; Ordonn., XII,

faveur de certaines villes : communes, consulats et même simples échevinages ⁽¹⁾. — Notons aussi que les municipalités s'efforçaient et quelquefois avec succès, de conquérir le droit de faire exécuter leurs sentences sans l'intervention de l'officier seigneurial ou royal. « Dès la fin du ^{xv}^e siècle, on n'observait... plus à Saint-Quentin cette disposition de la charte de Philippe-Auguste enjoignant aux échevins de livrer le condamné au châtelain pour le supplice ». Les magistrats de cette ville font si bien que le parlement finit lui-même par consacrer cet empiètement de la juridiction municipale en renvoyant, en cas de condamnation capitale, « le condamné devant les maire, échevins et jurés pour l'exécution de la peine » ⁽²⁾.

Si les chartes municipales contiennent peu de dispositions relatives à la procédure criminelle, elles sont au contraire très riches en ce qui concerne la pénalité proprement dite. Nous laisserons de côté ce droit pénal municipal, malgré son

p. 385 (art. 42); XV, p. 620 (Miremont, art. 3); Anciennes coutumes de Montcucq, art. 4, *Rev. hist. de dr. franç. et étrang.*, VII, p. 105; Giry, *Etabliss. de Rouen*, I, p. 83, 158, 314, 316, 416, etc.

⁽¹⁾ Cf. Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 670 (Ardre, art. 2); Ordonn., XII, p. 560 (Agen, art. 8); Giry, *Etabliss. de Rouen*, I, p. 15; Louandre, *loc. cit.*, I, p. 188 (Mayoc et le Crotoy); Tailliar, *Chroniques de Douai*, I, p. 234; Leroux, *Hist. de la ville de Soissons*, 2 vol., Soissons, 1839, I, p. 418; Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, I, p. 107 (Abbeville, art. 34); p. 109 (cout. du Marquenterre, art. 9 et 10); Ch. Giraud, *loc. cit.*, II, p. 3 (Arles); Ordonn., V, p. 374 (Tournay, art. 3). — A Bordeaux, l'exécution de toutes les sentences appartient aux magistrats municipaux, mais ceux-ci ne peuvent faire procéder à aucune exécution capitale sans que le prévôt royal ne soit appelé « pour voir faire justice », parce que le cadavre des suppliciés est confisqué au profit du roi d'Angleterre (Cf. Rabanis, *loc. cit.*, p. 514).

⁽²⁾ *Livre rouge de l'Hôtel-de-Ville de Saint-Quentin*, Introd., p. xxiv. Il en était de même à Montdidier. Malgré la charte de 1297, qui faisait du prévôt royal l'exécuteur des sentences des magistrats de la commune, le maire et les jurés faisaient exécuter eux-mêmes les jugements. (Cf. de Beauvillé, *loc. cit.*, II, p. 127). A Metz, ce sont les Treize qui sont seuls chargés d'assurer l'exécution de leurs propres sentences et de celles du maître échevin et des échevins. (Cf. Aug. Prost, *loc. cit.*, p. 19).

intérêt et précisément à cause de cet intérêt; il est digne de faire l'objet d'une étude à part. D'ailleurs, pas plus que le droit civil que contient l'ensemble des statuts urbains, ce code pénal ne se rattache directement au sujet du présent travail.

Avec ce paragraphe se termine l'étude de la juridiction municipale pendant sa période de splendeur. A vrai dire, cette période, pour être la plus intéressante de l'histoire de notre institution, n'en est pas moins très courte. Elle ne commence guère que dans la deuxième partie du XII^e siècle et ne s'étend pas au delà du milieu du XIII^e. A partir de ce moment, par un déclin insensible, les justices municipales s'acheminent vers une décadence complète. C'est à l'étude des faits principaux de cette dernière phase de leur évolution que sera consacrée notre troisième partie.

TROISIÈME PARTIE

Le déclin de la juridiction municipale.

Cette dernière phase de l'histoire des juridictions municipales est très longue. Elle commence vers le milieu du ^{xiii}^e siècle et s'étend jusqu'à la Révolution française. On peut la diviser en deux périodes, d'importance et de durée inégales, que sépare l'Ordonnance de Moulins (1566). Dans la première, les justices des villes déclinent peu à peu ; l'ordonnance de 1566 est le dernier et le plus important des actes de cette première période : elle porte un coup mortel à la juridiction bourgeoise. Après cette ordonnance, s'ouvre la période de la décadence proprement dite, qui ne présente aucun intérêt. Nous la laisserons de côté.

Les deux grandes causes générales qui amenèrent le déclin des justices municipales sont : en premier lieu, le zèle soutenu des agents de la royauté et, en second lieu, la politique royale, qui ne se révèle que plus tard, et se borne à continuer, en les systématisant, les tendances des officiers et fonctionnaires royaux. De ces causes générales dérive une double série de causes secondaires, qui ne sont que la manifestation des premières. Au zèle des agents de la royauté se rattachent :

1° La théorie de l'appel et la théorie accessoire de l'exemption d'appel ou pour cause d'appel ;

2° La théorie des cas royaux et l'interprétation partielle des cas réservés ;

3° La théorie de la prévention ;

4° La jurisprudence des baillis et du parlement ;

5° L'exercice du droit d'évocation qui appartient aux juges supérieurs ;

6° Les conflits de juridiction entre les juges royaux et les juges municipaux et les empiètements des officiers du roi sur la juridiction municipale.

A la politique royale se rattachent :

1° Les pariajes de justice ;

2° Les ordonnances restrictives de la juridiction municipale.

A toutes ces causes, il convient d'en ajouter une dernière, qui est indépendante des deux groupes précédents : les conflits de juridiction entre les juges municipaux et les juges seigneuriaux et ecclésiastiques. — Nous donnerons, sur chacune de ces causes secondaires, les explications strictement nécessaires.

I. *La théorie de l'appel et la théorie accessoire de l'exemption d'appel ou pour cause d'appel.*

A propos des voies de recours, on a insisté sur le caractère de cours souveraines que possèdent à l'origine les juridictions municipales ⁽¹⁾. Ce caractère, elles le perdent lorsque triomphe le principe que l'on peut déférer au juge supérieur la sentence du juge inférieur, appeler de la juridiction municipale la plus humble jusqu'à la juridiction royale la plus

(1) V. *supra*, II^e p., ch. II, sect. 3, § 1, II.

élevée, en passant par les degrés intermédiaires des juridictions seigneuriales, quand il y a lieu ⁽¹⁾. — Que la théorie romaine et canonique de l'appel se soit vraiment perdue au cours de la période franque, ou qu'elle n'ait été qu'oubliée, ce sont les légistes qui la font revivre à partir du ^{xiii}^e siècle. La nouvelle voie de recours se développe au ^{xiii}^e siècle, mais ne s'organise véritablement et définitivement qu'aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles ⁽²⁾. Les juridictions municipales comprenaient le danger de cette innovation, dont le résultat devait les rabaisser au rang de tribunaux inférieurs, aussi les voit-on lui résister de tout leur pouvoir et ne céder qu'à la force. « La plupart des cours consulaires n'ont pas souffert qu'on appellât de leurs sentences, avant que la royauté ne les eût contraintes à respecter son droit supérieur » ⁽³⁾. Dans certaines communes, on va même jusqu'à empêcher les bourgeois d'user de l'appel. C'est ainsi qu'à Bordeaux « il est interdit de faire appel des jugements des maire et jurats, sous peine de 63 sous d'amende et de la nullité de l'appel » ⁽⁴⁾. — Mais toutes ces résistances seront vaines, car, en sens inverse, « nous constatons dans les Olim un effort constant et remarquable de la part des hommes de loi pour introduire devant le Parlement en faveur de l'autorité du roi, les appels de toutes les juridictions de la France, royales, seigneuriales et municipales » ⁽⁵⁾. On sait que les Olim se placent dans la seconde moitié du ^{xiii}^e siècle et au début du ^{xiv}^e. Il en résulte que ce fut au plus tôt vers le milieu du ^{xiii}^e siècle, mais probablement un peu plus tard, que l'appel au roi fut définitivement

(1) Notons toutefois la tendance déjà signalée, *supra*, II^e p., ch. II, sect. III, § 1, II, d'appeler directement la juridiction royale, *omisso medio*.

(2) Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 585; Viollet, *Instit. pol. et adm.*, II, p. 217.

(3) Dognon, *loc. cit.*, p. 119.

(4) Archives munic. de Bordeaux, V, *Livre des Coutumes*, n^o 19, art. 22, p. 282.

(5) Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 585.

vement organisé par rapport aux juridictions municipales et qu'elles cessèrent par conséquent d'être des cours souveraines.

On sait ce qu'est l'exemption pour cause d'appel; il en a déjà été question à propos de la compétence et des voies de recours ⁽¹⁾. C'est une théorie formulée par « certains juristes royaux » ⁽²⁾, d'après laquelle, *pendente appellatione*, l'appelant est exempt de la juridiction qui a rendu la sentence dont est appel. La conséquence de ce principe est très simple : il a pour résultat d'enlever aux juges municipaux la connaissance, et ce qui est plus sensible, le profit d'une masse considérable de causes qui seront jugées par le juge supérieur ou par un juge spécial des exempts, qui est presque toujours un officier du roi. Aug. Thierry ⁽³⁾, parlant de certains bourgeois d'Abbeville qui invoquaient contre la juridiction communale le principe dont il s'agit, dit que l'exemption pour cause d'appel « paralysait complètement l'action de la justice locale ». — Il faut noter que cette exemption, telle que nous l'avons formulée, est l'adoucissement d'une règle primitive, d'après laquelle le juge, contre qui une partie a eu une fois l'occasion d'intenter un appel de faux jugement, perd pour toujours son justiciable. D'après Beugnot, le parlement n'admit jamais que la théorie la plus rigoureuse et repoussa toujours les atténuations que l'intérêt des juges inférieurs s'efforçait de faire triompher. S'il en est ainsi, la portée de l'exemption d'appel est toute différente et ses conséquences bien autrement importantes, car le déplacement de compétence qu'elle entraîne serait définitif au lieu de n'être que temporaire ⁽⁴⁾.

(1) V. *supra*, II^e p., ch. II, sect. II et II^e p., ch. II, sect. III, § 1, II.

(2) Cf. Viollet, *Instit. pol. et adm.*, II, p. 218.

(3) *Monum. inéd.*, IV, p. 194.

(4) Cf. une note de Beugnot relative à un arrêt du parlement, 1315, dans *Olim*, III, p. 1534-1536.

II. *La théorie des cas royaux et l'interprétation partielle des cas réservés.*

Cette théorie, qui émane elle aussi des « jurisconsultes royaux » ⁽¹⁾, consiste à déclarer de la compétence exclusive des juridictions royales toutes les affaires touchant à la personne ou aux droits du roi, ou portant atteinte à la paix publique ⁽²⁾, dans lesquelles, d'après les règles ordinaires de la compétence, le défendeur relèverait d'une autre juridiction. D'après cette définition, on voit qu'en ce qui concerne la juridiction municipale, il ne peut y avoir, en principe, de cas royaux que dans les villes privilégiées ou consulats analogues, dans lesquels les magistrats municipaux administrent la justice sous la présidence d'un officier seigneurial. Dans les villes privilégiées qui ont à leur tête un prévôt royal, il n'y a, en effet, que des justiciables de la cour de cet officier, laquelle constitue en droit une juridiction royale, quoique le rôle prépondérant que jouent les échevins dans le jugement des affaires lui donne plutôt, en fait, le caractère de juridiction municipale. Toutefois, on étendit la théorie des cas royaux aux cours prévôtales ⁽³⁾. Dans les communes et les consulats de la première catégorie, les cas royaux n'existent pas non plus; ils sont remplacés par les cas réservés. On se rappelle que sous ce nom on désigne les points spéciaux que la charte soustrait expressément à la justice municipale pour les réserver à celle du prévôt ou du bailli du concessionnaire de la charte.

Après ces éclaircissements préliminaires, il est aisé de montrer comment les juridictions municipales furent atteintes sur ces deux points. Quant aux cas royaux, la lutte de la justice royale contre celle des seigneurs en a fait connaître

(1) Cf. Esmein, *Cours élém. d'hist. du dr. fr.*, p. 420.

(2) Cf. Esmein, *Cours élém.*, p. 420.

(3) Cf. Esmein, *ibid.*, p. 422.

le mécanisme à tout le monde. Contre la juridiction municipale, l'arme est la même et agit de la même façon. Cette théorie a pour résultat d'enlever à la justice urbaine sa compétence de première instance dans toutes les affaires où on peut découvrir un cas royal. Cette compétence passe au juge royal immédiatement supérieur; s'il y a des juges seigneuriaux au-dessus des juges municipaux, ils ne profitent pas du déplacement de compétence, car ils sont soumis eux aussi à la même règle; c'est la cour du bailli ou du sénéchal qui en bénéficie dans tous les cas ⁽¹⁾. — Comme les justices des seigneurs, les juridictions municipales étaient privées par ce moyen de la connaissance et du profit d'un nombre de causes sans cesse grossissant, car on n'ignore pas que les légistes et les rois eux-mêmes se gardèrent toujours avec le plus grand soin de donner des cas royaux une énumération limitative. Ils se bornèrent à des énumérations indicatives, qui laissaient le champ libre à tous les empiètements possibles de la part des baillis ou sénéchaux ⁽²⁾. — Les cas réservés, à la différence des cas royaux, étaient toujours limitativement énumérés par la charte. Cependant, le zèle des baillis parvint à en faire une arme semblable à la précédente, au moyen d'une interprétation conforme à leurs vues particulières. Parmi les conflits qui seront cités plus loin, très nombreux sont ceux qui n'ont pas d'autre cause que la prétention émise par les baillis de soustraire à la juridiction municipale telle ou telle affaire que, pour des raisons d'analogie souvent spécieuses, ils voulaient assimiler à tel ou tel cas réservé ⁽³⁾. L'histoire des juridictions municipales pour-

(1) Il en est de même quand un cas royal est enlevé à la cour d'un prévôt du roi; le bailli ou sénéchal devient juge de première instance. Cf. Esmein, *ibid.*, p. 422.

(2) Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 474 et 475, note 1.

(3) Cf. Flammermont, *loc. cit.*, p. 23.

rait fournir de nombreux exemples sur ce point. La commune d'Amiens jouissait du droit de haute justice, sauf les cas réservés de rapt et de meurtre (art. 48 de la charte). Les magistrats municipaux, distinguant avec raison l'homicide simple du meurtre proprement dit ⁽¹⁾, se croyaient seuls compétents dans le premier cas. Les officiers royaux soutenaient, au contraire, qu'il n'y avait pas lieu de faire cette distinction et que, par conséquent, la juridiction municipale n'était pas plus compétente dans un cas que dans l'autre. Ce conflit ⁽²⁾ fut porté devant le parlement qui, par un arrêt du 17 février 1341, admit la distinction des juges municipaux et reconnut leur compétence en matière d'homicide simple ⁽³⁾. — Déjà, vers la fin du siècle précédent (1288), le bailli avait essayé d'enlever au tribunal communal la connaissance des infractions aux assurements. Il prétendait que le meurtre, constituant un cas réservé, la *paix brisée*, qui n'en était qu'une dépendance, devait lui être assimilée ⁽⁴⁾. Le parlement avait, cette fois encore, donné gain de cause à la juri-

(1) L'homicide simple, disaient-ils, est celui qui est commis sans trahison, devant témoins, dans une « chaude mêlée » ou à la suite d'un débat violent; le meurtre, au contraire, est l'homicide prémédité commis à la dérobée et sans provocation. Cf. Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, I, p. 478-480.

(2) Quand les juges municipaux ne se soumettaient pas à l'interprétation des baillis ou sénéchaux en matière de cas réservés ou quand ils se refusaient à voir un cas royal dans la cause que les officiers du roi s'efforçaient de leur enlever, il y avait conflit de juridiction entre les deux catégories de juges. Ce conflit était porté devant le parlement qui donnait le plus souvent raison aux juges royaux. Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 474.

(3) Cf. Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, I, p. 478-480; Beugnot, *Olim*, II, *Préface*, p. LVII et p. 592, n. 2.

(4) La royauté consacra plus tard une théorie voisine de celle que défendent les magistrats municipaux. On voit, en effet, Charles VII décider, en 1457, au sujet des privilèges des bourgeois de Tournay, que les prévôts et jurés de cette ville peuvent connaître des cas réservés quand ils sont connexes à des délits communs et « en tant qu'ils touchent le délit commun ». Cf. Ordonn., XIV, p. 456.

diction communale ⁽¹⁾. Par cet arrêt, le parlement répudiait d'ailleurs sa jurisprudence antérieure, car, en 1268, à propos du même cas, il avait débouté le maire et les jurés de Senlis « de leur prétention de connaître des infractions aux assurances, cette sorte de crime étant assimilée au meurtre dont la connaissance appartient au roi » ⁽²⁾. On pourrait citer d'autres exemples analogues. Ainsi, à Rouen, « plus d'une fois... il s'éleva des conflits entre les maires et les baillis pour marquer la limite précise de leur juridiction respective, pour déterminer à quel point cessaient les violences, que jugeait le maire, et commençait la mutilation dont la connaissance appartenait au bailli » ⁽³⁾.

Du reste, il ne faudrait pas croire que les baillis royaux fussent seuls à interpréter ainsi les cas réservés. Quand ils le pouvaient, les officiers des seigneurs laïques ou ecclésiastiques s'efforçaient de restreindre de la même façon la compétence des justices municipales. Une des critiques qui furent adressées à la célèbre Wilhelmine ⁽⁴⁾ vise la réserve qu'elle fait au profit des officiers de l'archevêque de Reims, en leur attribuant « sans jugement... la punition des crimes manifestes ». Cette réserve « ouvrit la porte à de grand abus et à des violences colorées de prétextes judiciaires » ⁽⁵⁾.

III. *La théorie de la prévention.*

Cette théorie est encore une création des légistes. Elle est assez connue pour qu'un bref rappel suffise. Si, dans le cas

⁽¹⁾ Cf. Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, I, p. 259.

⁽²⁾ E. Boutaric, *Actes du Parlement*, I, n° 1276.

⁽³⁾ A. Chéruel, *loc. cit.*, I, p. 70.

⁽⁴⁾ C'est le nom de la charte accordée par Guillaume aux-blanches-mains, archevêque de Reims, aux bourgeois de cette ville en 1182.

⁽⁵⁾ Aug. Thierry, *Lettre XX* (édit. Furne (12^e) Paris, 1866), p. 307; Cf. Varin, *Arch. adm. de Reims*, I, p. 392.

de *défaultes de droit* successives, on peut *gradatim* s'élever jusqu'au roi, c'est parce que le roi est la source de toute justice; c'est parce qu'il est le juge par excellence, auquel on a forcément recours si on suppose que tous les autres viennent à manquer. Ils manquent dans le cas de déni de justice; ils manquent aussi chaque fois qu'ils se rendent coupables de négligence et par conséquent la justice royale peut et doit être saisie ⁽¹⁾. Le point spécieux de la théorie est la réponse à la question : Quand les juges municipaux sont-ils réputés négligents? — Leur négligence est présumée toutes les fois que les juges royaux sont saisis par prévention d'une cause dont la connaissance appartient à la juridiction municipale ⁽²⁾. En vertu de ce principe, si le juge royal prévient le juge municipal, la compétence de celui-ci disparaît et celui-là a seul le pouvoir de statuer ⁽³⁾. — La prévention ne pouvait pas avoir lieu en toute matière, sans quoi les justices municipales eussent été de bonne heure systématiquement dépouillées de la connaissance de toutes les affaires importantes; elle ne s'exerçait que dans un certain nombre de cas, le plus souvent rigoureusement déterminés par les chartes, mais qui variaient d'une ville à l'autre.⁽⁴⁾ D'autre part, il

⁽¹⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 475.

⁽²⁾ Cf. Esmein, *Cours élém.*, p. 422.

⁽³⁾ La charte communale d'Arras contient une disposition qu'on pourrait peut-être considérer comme un premier pas, encore timide, vers la théorie de la prévention. Cette charte décide, en effet, qu'en matière de coups et blessures, de vol et d'homicide, le juge royal fera arrêter le coupable et invitera les échevins à le juger. Ceux-ci devront instruire l'affaire et lui donner une solution judiciaire dans les quarante jours. S'ils négligeaient de mettre ce délai à profit, ils seraient dessaisis au profit du juge royal. (Cf. *Les coutumes loc. des villes et cités d'Arras, Lens, pays de Lallœu et Bapaume*, 1 vol., Paris, 1746, p. 75, alinéas 3, 8 et 9). — Il est facile de voir qu'en diminuant progressivement ce délai de quarante jours jusqu'à le supprimer tout à fait, et en réputant cette disposition sous-entendue dans toutes les chartes, on arrive exactement à la théorie de la prévention.

⁽⁴⁾ A Douai, la prévention ne s'exerce, en matière personnelle, que dans les

semble bien que les ajournés pouvaient priver le juge royal du bénéfice de la prévention en demandant le renvoi de l'affaire à la juridiction municipale qui venait de se la voir enlever. « Les gouverneurs de Lille et de Douai ont droit de prévention sur les échevins de leur ressort tant en matière réelle que personnelle ; mais ceux-ci peuvent revendiquer les causes, lorsque les ajournés s'y radvouent, c'est-à-dire consentent au renvoi » ⁽¹⁾. Cette phrase donne même à entendre que l'initiative du renvoi pouvait être prise par les magistrats municipaux et qu'il suffisait que les ajournés, c'est-à-dire les

causes dont l'intérêt dépasse 22 livres parisis (Cf. Guyot, *Répertoire*, v^o *Echevins*, VI, p. 612). A Rouen, elle n'a lieu que dans les causes des larrons, meurtriers et autres ayant commis des crimes capitaux (Cf. Ordonn., I, p. 306 et II, p. 416, Ch. de Rouen, art. 3). — Ailleurs, elle ne peut s'exercer que si l'accusé est étranger : « Item, les forains qui meffont en ladite ville, celui de mondit seigneur ou desdits maieur et échevins qui prévient, congnoist, et pugnist ». (Bouthors, *loc. cit.*, II, p. 633, Cout. d'Heuchin). Ce dernier texte montre que les seigneurs de qui relevaient des justices municipales se servaient contre elles de la théorie imaginée par les légistes. L'interprétation des cas réservés a fourni déjà un exemple analogue. — A Moissac, les consuls connaissent de toutes les causes civiles qui naissent dans les limites de leur consulat..., à moins que, à raison de la prévention, la connaissance n'en appartienne à un autre juge (Cf. Ordonn., VI, p. 300, Privil. de Moissac, art. 7). — Angers mérite, quant à la prévention, une mention particulière. — Après une série de conflits entre les juges municipaux et les officiers du duc d'Anjou, et dont la cause principale était l'appui que la municipalité trouvait en la personne de Louis XI, un accord avait fini par s'établir entre les parties, en 1484. Cet accord ayant notablement restreint la compétence municipale, à titre de compensation, les magistrats municipaux demandèrent et « obtinrent que dans les cas où les officiers royaux seraient négligents à justicier tous ribleurs, vagabonds, gens inconnus, malfaiteurs et autres suspects », ils pourraient « par prévention les prendre et emprisonner, les interroger et avoir prisons pour les détenir, faire leur procès et les condamner à des amendes au profit de la ville .. » (C. J. Beauteemps-Beaupré, *loc. cit.*, III, p. 275 ; Cf. *ibid.*, p. 268-274). On constate donc ici une inversion complète de la règle ordinaire : la prévention est établie au profit de la juridiction municipale et non contre elle. C'est une exception, peut être unique, qui s'explique par la faveur très marquée de Charles VIII, héritier de la politique de son père (Cf. Ordonn., XIX, p. 454).

(1) Guyot, *loc. cit.*, v^o *Echevins*, VI, p. 612.

défendeurs, y consentissent. Quoi qu'il en soit, le renvoi ne pouvait être refusé, sauf dans certains cas ⁽¹⁾.

IV. *La jurisprudence des baillis et du parlement.*

Sauf quelques exceptions déjà signalées et qui découlent d'un privilège, de la théorie des cas royaux ou de celle de la prévention, les baillis et le parlement ne sont jamais que des juges d'appel. C'est précisément à cause de cette qualité que la juridiction municipale eut souvent à souffrir de leur jurisprudence.

Tout d'abord il est un point sur lequel la jurisprudence des baillis et celle du parlement sont identiques. On sait que toute sentence, émanant d'un juge d'appel, comporte une amende qui frappe soit sur la partie qui appelle, si la sentence des premiers juges est confirmée, soit les premiers juges eux-mêmes, si l'appel est déclaré mal fondé. Quand un jugement, rendu par une juridiction municipale, leur était déféré, les baillis et le parlement ne le confirmaient que très rarement; et lorsqu'ils l'infirmèrent, ils ne manquaient jamais de frapper d'une très forte amende la cour municipale qui l'avait prononcé. Le taux de ces amendes était si considérable et leur fréquence telle, qu'on y a vu « une des causes principales de la ruine de certaines communes » ⁽²⁾.

Les amendes prononcées par le parlement contre les juges des villes étaient plus nombreuses et plus fortes que celles dont les baillis frappaient les municipalités. Cela tient à ce que le bailli ne peut prononcer une amende de ce genre qu'au cas où il statue en appel sur un mal jugé de la juridic-

(1) Par exemple à Douai, le renvoi « ne pourra être refusé, si ce n'est quand la demande tendra à une reconnaissance d'écriture, ou que le demandeur s'en rapportera au serment du défendeur ». Guyot, *cod. loc.*

(2) Flammermont, *loc. cit.*, p. 22.

tion municipale, tandis que le parlement, outre ce cas, est juge de tous les conflits de juridiction qui peuvent s'élever entre les magistrats municipaux et les baillis ou entre les officiers des seigneurs laïques ou ecclésiastiques, d'une part, et les juges bourgeois, d'autre part. On verra plus loin combien les baillis excellaient à soulever de pareils conflits. Dans toutes ces causes, quand l'arrêt du parlement était défavorable aux magistrats populaires, les finances municipales s'en ressentaient « car tout procès perdu se terminait par une amende énorme, infligée à la ville, responsable des fautes de ses magistrats » ⁽¹⁾. Ces amendes étaient, du reste, souvent hors de proportion avec les ressources des municipalités ⁽²⁾.

La jurisprudence du parlement ⁽³⁾ ne se bornait pas à atteindre indirectement la juridiction municipale, que toutes ces amendes rendaient quelquefois odieuse aux bourgeois, à cause des tailles supplémentaires qu'ils devaient payer pour exécuter l'arrêt; la cour suprême allait souvent plus loin. Elle prononçait la mise sous séquestre de la juridiction municipale ⁽⁴⁾, la suspension des libertés urbaines et la saisie au profit du roi de tous les biens et revenus d'une ville ⁽⁵⁾ et

⁽¹⁾ Flammermont, *eod. loc.* — Les amendes prononcées par les baillis ou par le parlement, à l'occasion de procès ou de conflits suscités par les baillis, étaient si nombreuses qu'« il semble, dit encore Flammermont, *eod. loc.*, que les rois aient, depuis 1256, donné aux baillis pour principale mission de ruiner les communes par les procès et les amendes ». Cf. Glasson, *loc. cit.*, V, p. 64. Giry dit aussi qu'« il entraînait dans la politique des rois de France de ruiner les villes », dans le double but de se procurer de l'argent et de les asservir. Cf. *Etabliss. de Rouen*, I, p. 44. — On aura une idée de la fréquence et du taux de ces amendes, si on se reporte aux autorités suivantes : *Olim*, II, p. 92, 98, 104, 113, 347, 352; III, p. 188, 293, 299, 325, 360, 446, 543, 798, 887, 1183; Boularic, *Actes du parlement*, nos 495, 918 (*Appendice*), 812, 881, 1614, 2089, 2134, 2822, 2823, 3219, 3243, 3394, 3529, 3538, 3693, 3694, 3797, 3806, 3807, 4009, 5295, etc., etc.

⁽²⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, V, p. 64.

⁽³⁾ Il n'est plus question des baillis.

⁽⁴⁾ Cf. Boularic, *Actes du parlem.*, n° 4, 897 (Périgueux).

⁽⁵⁾ Cf. Boularic, *ibid.*, n° 6, 502 (Montauban).

même la suppression des consulats ou des communes⁽¹⁾. — On doit remarquer toutefois que ces suspensions, saisies ou suppressions du seul privilège de juridiction ou de tous les privilèges municipaux à la fois, ne sont pas une cause plus efficace du déclin des justices bourgeoises, que les amendes dont il était question il n'y a qu'un instant. Pour s'en rendre compte, il suffit de savoir que, le plus souvent, les arrêts du parlement qui ordonnaient ces mesures rigoureuses étaient suivis d'une convention nouvelle, d'une transaction entre les bourgeois et le roi, à la suite de laquelle les privilèges suspendus, saisis ou supprimés, se trouvaient rétablis. Saint-Quentin en offre un remarquable exemple. En 1317, à la suite d'un conflit de juridiction entre le bailli de Vermandois et le prévôt de Saint-Quentin, d'une part, et les magistrats municipaux, d'autre part, la commune est supprimée. En 1322, Charles IV la rétablit moyennant une énorme amende de six mille livres tournois⁽²⁾. — Quelquefois les baillis eux-mêmes prononçaient des interdictions du même genre. C'est ainsi qu'en 1334 « le bailli de Troyes et de Meaux interdit aux maire et échevins (de Provins) leur juridiction au criminel sur les bourgeois de leur commune »⁽³⁾. Cette interdiction produisit son effet pendant quatre ans; elle ne fut levée qu'en 1338 après une enquête⁽⁴⁾.

Outre la ruine des finances municipales, cette jurispru-

(1) Cf. Boutaric, *ibid.*, nos 2895, 3774 et 7618; *Olim*, III, p. 346. La commune de Tournay est supprimée par un arrêt du parlement. Cf. Ordonn., III, p. 91 et s. — A cause de leur petit nombre, nous n'avons pas cru devoir insister sur les suppressions ou abolitions de communes ou de privilèges prononcées par les rois par voie d'ordonnances. Il n'y a guère que des cas exceptionnels à mentionner, notamment celui de Laon. Ordonn., II, p. 77 et s. Ce n'est pas une cause de déclin qui mérite d'être citée parmi celles qui se rattachent à la politique royale.

(2) Cf. *Livre rouge de l'Hôtel de Ville de Saint-Quentin*, n° 26, p. 40-42 et n° 46, p. 75, 76.

(3) Bourquelot, *loc. cit.*, II, p. 15.

(4) Cf. Bourquelot, *ibid.*

dence tout à fait spéciale eut quelquefois pour résultat d'amener les bourgeois à solliciter eux-mêmes, comme mesure de faveur, l'abolition des privilèges municipaux qui leur coûtaient trop cher. Les communes de Corbie, en 1310, de Senlis, en 1320, furent supprimées pour ce motif sur la prière des bourgeois ⁽¹⁾.

Les seigneurs de qui relèvent des villes privilégiées ou des communes ne manquent pas de suivre à l'occasion l'exemple du parlement. Ils suspendent l'exercice de la juridiction municipale et le rétablissent suivant leur intérêt particulier. En 1366, le duc de Bourgogne fait saisir la mairie de Dijon pour abus commis par les magistrats municipaux dans l'administration de la justice; la commune obtient mainlevée de cette saisie en 1396-97. En 1427, nouvelle saisie de la juridiction municipale de Dijon et nouvelle mainlevée en 1443.

(1) Cf. Giry, *Saint-Quentin*, p. LX; E. Boutaric, *La France sous Philippe le Bel*, p. 152; Flammermont, *loc. cit.*, p. 22, 51 et 52. — Bien d'autres villes renoncèrent aussi à leurs privilèges, faute de pouvoir continuer à payer les redevances qui en étaient la condition; mais cet état de choses n'avait pas pour cause unique les lourdes amendes dont ces villes avaient été frappées; la raison principale semble avoir été la très mauvaise gestion de certains collèges municipaux et la misère des temps: Bourbonne et Chantemerle, Meulan, Neuville-le-Roi en Beauvoisis, Provins, Roye, Sens, Soissons, etc., etc. étaient dans ce cas. (C. Dupin, *loc. cit.*, p. 38; Guizot, *Civil. en France*, IV, p. 83, 84; Boutaric, *Actes*, n° 5190; *Olim*, II, p. 650, 654; Aug. Thierry, *Lettre XIX*; Ordonn., V, p. 333, 334; Tuetey, *loc. cit.*, p. 14; Melleville, *Dictionn. hist. du dép. de l'Aisne*, 2 vol., Laon-Paris, 1865, II, p. 341; M. Leroux, *loc. cit.*, II, p. 36-40; Foucart, *Droit munic. (Rev. de législ. et de jur.* (1837), I, p. 418, etc., etc.) On pourrait peut-être citer une suppression de commune sur la demande des bourgeois, dès le milieu du XIII^e siècle. (Cf. Vallet de Viriville, Notes et docum. pour servir à l'hist. des origines municip. de Troyes et de plusieurs autres localités du département de l'Aube, dans *Archives histor. du dép. de l'Aube et de l'ancien diocèse de Troyes* (p. 360-389), p. 383.) A part cette exception, toutes ces suppressions s'échelonnent de 1317 à 1375. — Dans l'Ouest et le Midi, les bourgeois ne demandent que la suppression d'une partie seulement de leurs privilèges. (Cf. Ordonn., XIII, p. 366 (Montauban); XIV, p. 111 (Bergerac); Guinodie, *loc. cit.*, II, p. 131 (Libourne); A.-A. Monteil, *loc. cit.*, III, p. 162, etc., etc.)

La mairie de la ville de Beaune est elle aussi saisie et restaurée plusieurs fois, en 1372, en 1408 et en 1415 ⁽¹⁾. On pourrait citer d'autres exemples analogues ⁽²⁾.

V. *L'exercice du droit d'évocation appartenant aux juges supérieurs.*

Les juges supérieurs dont il s'agit ici sont les baillis et sénéchaux, dont le droit d'évocation ne fait doute pour personne ⁽³⁾ et le parlement, qui paraît posséder aussi et par lui-même ⁽⁴⁾ un pareil droit, quoiqu'on ne le trouve que très rarement signalé ⁽⁵⁾. Il est aisé de comprendre qu'entre les mains d'officiers zélés, le droit d'évocation pouvait avoir pour résultat de restreindre considérablement et même de ruiner tout-à-fait la juridiction municipale. On se souvient, en effet, que par le jeu de ce principe le juge compétent est dessaisi au profit de l'officier ou de la cour qui évoque. — D'ailleurs, il est certain que quelques baillis ou sénéchaux commirent sur ce point de véritables abus, car Charles V fut amené à inter-

⁽¹⁾ Cf. Garnier, *loc. cit.*, I, pièces 62 (p. 72), 69 (p. 88), 74 (p. 96), 77 (p. 107), 143 (p. 246), 146 (p. 250) et 151 (p. 258).

⁽²⁾ V. notamment A. du Mège, *loc. cit.*, II, p. 95, 96, etc., etc.

⁽³⁾ Cf. Brissaud, *loc. cit.*, p. 841.

⁽⁴⁾ Les mots « par lui-même » font opposition aux causes déferées au parlement par des lettres d'évocation. (Cf. Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 253.)

⁽⁵⁾ Cf. Beugnot, *Olin*, II, préface, p. LVII : « On voit... qu'enfin, lorsque des circonstances extraordinaires le demandaient, elle (la cour suprême) attirait à elle la connaissance des faits particuliers dont les justices locales n'auraient pu connaître avec indépendance ou impartialité ». — V. aussi Glasson, *loc. cit.*, VI, p. 253, note 3 : « Parfois le Parlement évoquait d'office une affaire pour l'enlever à une autre juridiction... » — D'ailleurs, la juridiction municipale elle-même connaissait le droit d'évocation ; il s'exerçait entre les tribunaux municipaux de degré différent, du supérieur à l'inférieur. C'est ainsi que l'art. 8 de la coutume de Saint-Omer renferme la disposition suivante : « Mayeur et eschevins de Saint-Omer peuvent et ont accoustumé, pour expédition et advancement de justice, à la requeste de partie et pour cause raisonnable, évoquer pardevant eulx les causes particulières pendant pardevant les juges à eulx subalternes, en quelque estat que lesdictes causes soient, pour en cognoistre et déterminer ». Bourdot de Richelbourg, I, p. 290, Cf. Giry, *Saint-Omer*, p. 198.

dire au sénéchal d'Agen l'exercice de ce droit, vis-à-vis du bayle seigneurial et des consuls de Puy-Mirol en Agenais, à moins qu'il ne pût s'autoriser de quelque motif juste et raisonnable ⁽¹⁾.

Le parlement ne paraît pas avoir abusé de son droit d'évoquer les affaires de la compétence des juridictions municipales, mais il en use assez largement, surtout vis-à-vis du Parlement aux bourgeois, et le prévôt de Paris suivit son exemple. On constate, en effet, que la compétence des prévôt et échevins des marchands est sensiblement restreinte, à compter de la fin du xiv^e siècle, par suite de l'habitude que prirent le Parlement et le Châtelet de lui enlever par l'évocation certaines catégories d'affaires, notamment les affaires de succession ⁽²⁾.

À côté de l'évocation par les juges supérieurs des causes pendantes devant les juridictions municipales, il faut signaler le jugement, par ces mêmes juges, et en dehors de toute voie de recours, de causes déjà jugées par la justice bourgeoise. Par cette pratique, voisine de l'évocation, les officiers royaux s'arrogeaient le droit de connaître à nouveau d'une cause déjà tranchée par la juridiction municipale, et de lui donner une autre solution. Cet abus est révélé par les termes d'une ordonnance du roi Jean, de 1353, relative aux privilèges des

(1) Cf. Ordonn., V, p. 313 (art. 11).

(2) Cf. Le Roux de Lincy, *loc. cit.*, p. 188, 189. — Dans l'énumération des causes du déclin de la juridiction municipale, qui se rattachent à la politique royale, on a sans doute remarqué que l'évocation n'est pas mentionnée. Cela tient à ce que les rois n'usèrent pas de ce droit à l'égard des juges municipaux ou en usèrent si rarement que les sources sont à peu près muettes sur ce point. — Il en est de même du droit d'évocation qui appartient dans certains cas aux seigneurs par rapport aux tribunaux municipaux. (Cf. Giry, *Établiss. de Rouen*, I, p. 21.) — La même observation s'applique aux lettres de justice, qui durent certainement servir quelquefois à dessaisir les juridictions municipales des causes auxquelles elles se référaient, pour en saisir les juges royaux comme cela a été constaté pour les juridictions seigneuriales. (Cf. Esmein, *loc. cit.*, p. 438.)

bourgeois de Béthune : « et toutesfois que aucuns bourgeois ou bourgeoise ou enfanz de bourgeois ou bourgeoise de ladite ville, sera absolz, delivrez, condempnez ou puniz à touz — jours — mais ou à temps certain, par sentence ou enseignement (jugement) des eschevins de ladite ville de Béthune, pour ou de quelconques cas criminel ou civil à eulz appartenant, que ledit absolz ou condempné ne soit en oultre molestez ne trais (condamné) à amende civile ou corporele, pris, arrestez ou emprisonnez, approchiez (cités) ou poursuis par adjournement ne aultrement en quelque manière que ce soit par aucuns de nos juges ou officiers, contre la teneur de leur dite sentence absolutoire ou condempnatoire... » ⁽¹⁾ Et le roi a tellement à cœur de faire disparaître cet odieux abus, qu'il répète cinq lignes plus bas cette prohibition dans les mêmes termes. On voit par là quel cas les juges royaux faisaient quelquefois des jugements rendus par les justices municipales.

VI. *Les conflits de juridiction entre les juges royaux et les juges municipaux et les empiètements des officiers du roi sur la juridiction municipale.*

La cause principale des conflits nombreux qui éclatent entre les officiers royaux et les magistrats municipaux, sur une question de compétence, est le zèle ardent des prévôts et baillis à accroître l'étendue de leurs pouvoirs judiciaires ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Cf. Ordonn., IV, p. 144.

⁽²⁾ Cf. Roisin, p. 434, 440 et 461; Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, I, p. 259, 478-480 et 494; *Olim.*, I, p. 869; II, p. 78, 135, 317, 431, 439, 444, 648, 663; Pauffin, *loc. cit.*, p. 347-352; Brussel, *Nouvel examen de l'usage général des fiefs en France...*, II, p. 924-928; *Livre Rouge de l'hôtel de ville de Saint-Quentin*, n° 2, p. 11-15; n° 17, p. 29; n° 26, p. 40-42; n° 57, p. 141-142; n° 60, p. 145-146; n° 64, p. 153-158; n° 74, p. 175; n° 82, p. 182-183; Boularic, *Actes...*, nos 296 (append.), 863 (append.), 464, 1588, 1734, 1735, 1985, 2018, 2686, 7281, 7291; Glasson, *loc. cit.*, V, p. 477; M. Pagart d'Hermasart, *loc. cit.*, I, p. 140-145; A. Chérueil, *loc. cit.*, I, p. 70, 73 et 74; de Beauvillé, *loc. cit.*, II, p. 128; *Livre Rouge de l'hôtel de ville de Saint-Quentin, Introd.*, p. xxv-xxxi; Giry, *Saint-Omer*, p. 121, 122; Flammermont, *loc. cit.*, p. 22, 23; Ordonn., VI, p. 190, 547; VII, p. 61; IX, p. 150; XIV, p. 23;

Ce zèle est désintéressé chez les baillis et sénéchaux, qui ont des gages fixes souvent très élevés⁽¹⁾ ; il est au contraire très intéressé chez les prévôts, qui sont les fermiers de leur office et qui par là sont poussés à attirer à leur cour le plus de causes possibles, pour en augmenter les revenus⁽²⁾. — Toutefois, il faut bien reconnaître qu'il arrive parfois que c'est à une prétention injustifiée des magistrats municipaux jaloux, eux aussi, d'étendre leur compétence par tous les moyens, qu'est due la naissance du litige ; mais ce dernier cas est exceptionnel, tandis que le premier est la règle ordinaire. — À côté de cette cause dominante, les obscurités et le manque de précision de presque toutes les chartes urbaines sont les causes occasionnelles de ces conflits. Ces insuffisances de rédaction des chartes sont surtout sensibles dans les statuts communaux et notamment dans l'énumération des cas que le roi réserve à sa justice ; aussi semblent-elles autoriser toutes les tentatives d'empiétement des juges royaux⁽³⁾. — Le résultat de ces conflits est déjà connu. Le litige était porté devant le parlement et, comme on l'a vu précédemment, l'affaire se terminait le plus souvent par un arrêt qui consacrait les prétentions des officiers royaux et punissait les municipalités de leur résistance par une très forte amende. Quelquefois le conflit n'est porté au parlement qu'en appel ; en première instance, il est tranché par le bailli ou le sénéchal. Il en est ainsi quand le différend éclate entre les magistrats municipaux et un officier royal inférieur, un prévôt ou un viguier, par exemple. Parfois même il semble que le bailli ou séné-

XXI, p. 96 ; Giry, *Etablis. de Rouen*, I, p. 40, 82, 83, 159 ; Bouteiller, *Somme rural*, II, 33 ; Bourquelot, Notice sur le Cartulaire de Provins, *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, XVII, p. 212, 213.

⁽¹⁾ Cf. Glasson, *loc. cit.*, V, 486.

⁽²⁾ Cf. Glasson, *ibid.*, V, p. 468.

⁽³⁾ Cf. Livre Rouge de l'hôtel de ville de Saint-Quentin, *Introd.*, p. xxix-xxxi.

chal tranche le litige sans appel, lorsqu'il a peu d'importance; cela paraît du moins résulter de lettres de Philippe le Bel (1303), dont l'art. 19 vise les conflits qui peuvent s'élever entre le vignier de Toulouse et les consuls de cette ville ⁽¹⁾.

Il est inutile d'insister sur le trouble que ces différends apportaient à l'administration de la justice dans les villes; tant que l'affaire était pendante, la juridiction municipale était paralysée quant aux affaires se rattachant au point en litige; quand le juge du conflit avait enfin statué, les juges municipaux étaient dépouillés d'un lambeau de leur compétence au profit du juge royal. Il n'y avait que la justice du roi qui gagnât quelque chose à ces conflits : d'abord parce que le juge de ces affaires étant toujours un officier royal ou le parlement, cette circonstance contribuait avec la théorie de l'appel à établir et à affermir la suprématie de la justice du roi sur celle des villes; et en second lieu parce que les officiers royaux gagnaient la parcelle de compétence que chaque conflit arrachait aux magistrats municipaux. — Certains prévôts ou baillis trouvaient indigne d'eux d'élever un conflit, de discuter avec les magistrats des villes sur telle ou telle attribution, sur tel ou tel point de compétence. Ils trouvaient plus simple de recourir à l'empiètement direct : sans s'embarrasser des dispositions de la charte, mais le plus souvent en interprétant en leur faveur son silence ou son obscurité, ils se substituaient, de leur propre autorité ⁽²⁾, aux échevins ou consuls dans le jugement de certaines affaires ⁽³⁾. Ce pro-

⁽¹⁾ Cf. Ordonn., I, p. 394-397.

⁽²⁾ Parfois, par respect pour la forme, ils se conyuient de « lettres subrepticement obtenues du roi ». Cf. Boutaric, *Actes*, n° 5865.

⁽³⁾ Cf. Roisin, p. 345 et 394; Boutaric, *Actes*, n° 7281; *Olim*, II, p. 317 (arrêt du parlem. de 1290); Glasson, V, p. 477; Ordonn., IV, p. 563; XII, p. 427 (préambule); XIV, p. 23; Giry, *Etablist. de Rouen*, I, p. 82-83. — Il n'était pas jusqu'à la juridiction municipale la plus modeste, la juridiction de police, qui n'éveillât la

cédé, qui dénote plus d'audace que de scrupules, pouvait aboutir à un des deux résultats suivants : 1° Ou bien le collège municipal ne protestait pas, soit qu'il ne se crût pas bien assuré de son droit, soit qu'estimant peu considérable l'empiètement commis, il redoutât d'indisposer contre lui l'officier royal pour si peu de chose, soit enfin que le souvenir cuisant d'une amende, dont un arrêt du parlement l'avait frappé à l'occasion d'un litige analogue, le détournât d'engager une instance. Dans tous ces cas, la juridiction municipale souffrait un préjudice; le prévôt ou bailli restait en possession du droit dont il s'était emparé, et cette possession se poursuivant pendant un certain temps, variable suivant les coutumes, le mettait à l'abri de toute réclamation ultérieure. 2° Ou bien la municipalité, jalouse de ses prérogatives, refusait de se laisser dépouiller ainsi et élevait le conflit. On a vu quels résultats elle pouvait en attendre ⁽¹⁾. Somme toute, dans l'un comme dans l'autre cas, la solution était à peu près la même et s'analysait en une atteinte aux privilèges judiciaires des bourgeois.

Avec les conflits et les empiètements soulevés ou commis

convoitise des officiers du roi et aussi celle des juges seigneuriaux, laïques et ecclésiastiques, comme on le verra un peu plus loin. C'est ainsi que la juridiction de police que possèdent les consuls de Béziers, pour tout privilège judiciaire, leur est peu à peu enlevée par les officiers du roi et ceux de l'évêque, à la suite d'une série d'usurpations. Elle dut leur être constituée par un édit de 1492. Cf. E. Sabatier, *loc. cit.*, p. 323.

(1) L'empiètement pouvait aussi donner lieu à un résultat intermédiaire. Les juges municipaux, au lieu de s'incliner purement et simplement devant l'abus de pouvoir de l'officier royal, pouvaient, sans aller jusqu'à élever le conflit, s'efforcer d'amener une transaction. Il n'est pas douteux que ce moyen terme ne dut intervenir assez souvent; toutefois, les exemples sont rares. Cf. dans Archives munic. de Bordeaux, *Libre des Bouillons*, la transaction intervenue le 18 juin 1314 entre le Prévôt de l'Ombrière et la commune de Bordeaux. — En tout cas, la juridiction municipale, quoique moins atteinte, subissait quand même un préjudice, car une transaction suppose nécessairement, de la part de chaque intéressé, un abandon partiel de ses droits dans le but d'arriver à un accord.

par les prévôts et baillis au détriment de la juridiction municipale, se termine l'énumération des causes du déclin de cette juridiction qui peuvent être rattachées au zèle des agents de la royauté. Avant d'étudier les manifestations de la politique royale, il paraît logique de dire un mot de la cause isolée de déclin qui résulte des conflits des officiers des seigneurs laïques ou ecclésiastiques et des juges municipaux. — L'interprétation partielle des cas réservés a déjà montré que les officiers des seigneurs laïques ou ecclésiastiques sont animés du même esprit que les officiers du roi et que, comme ceux-ci, ils s'efforcent de restreindre, au profit de leurs maîtres, la compétence de la justice municipale. La matière des conflits permet de le constater une fois de plus. — Après ce qui a été dit sur ces litiges, il ne reste plus qu'à ajouter deux très brèves observations qui sont particulières aux conflits entre les juges seigneuriaux ou ecclésiastiques et les juges municipaux. Tout d'abord, ces conflits semblent avoir été beaucoup plus fréquents que les précédents, surtout ceux qui divisèrent la juridiction ecclésiastique et la juridiction municipale. Cette fréquence tenait principalement à la coexistence, sur le même territoire, des trois espèces de juridictions, que ne séparaient pas toujours des limites bien déterminées (¹). — En second lieu, il est piquant d'observer

(¹) Cf. Pauffin, *loc. cit.*, p. 276-282; Duplès-Agier, *Documents sur l'hist. de la ville de Sens*, Biblioth. de l'Ecole des Chartes, XIX, p. 450. — Sur les conflits entre les juridictions seigneuriales et les justices municipales, cf. Pauffin, *loc. cit.*, p. 275-354; Roisin, p. 460; Bontarie, *Actes...*, nos 770, 2392, 4451 et 5394; Olim, II, p. 428 et 444; Louandre, *loc. cit.*, I, p. 436; Bourquelot, *loc. cit.*, I, p. 247; J. Garnier, *loc. cit.*, I, pièce 109, p. 255 et s.; A. du Mèze, *loc. cit.*, II, p. 22, etc.

Sur les conflits qui s'élevèrent entre les juges d'église et les juges municipaux, cf. M. Pagart d'Hermansart, *loc. cit.*, I, p. 159 et s., 165, 166 et 185; Varin, *Archives administr. de la ville de Reims*, III, p. 825-826; Giry, *Docum. sur les relations de la royauté avec les villes...*, p. 137 et 144; Pauffin, *loc. cit.*, p. 311 et 347; *Livre rouge de l'Hôtel de Ville de Saint-Quentin*, nos 136, p. 283-291, 137,

que quelle que soit l'issue de ces conflits ⁽¹⁾, la juridiction qui triomphe ne remporte qu'un succès éphémère, puisque la justice royale qui est « la plus grosse..., ne cessera de mordre sur toutes les autres » ⁽²⁾, et finira par les absorber. La juridiction seigneuriale et la juridiction ecclésiastique font donc, sans s'en douter, le jeu de la juridiction royale en s'efforçant de dépouiller les juges municipaux de quelques-unes de leurs prérogatives; c'est un butin qu'elles ne garderont pas.

Passons maintenant à l'examen des manifestations de la seconde cause générale du déclin de la juridiction municipale,

p. 291-300, 138, p. 300-314; Roisin, p. 297, 427, 434; Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, I, p. 189, 224, 260, 462 et 784; III, p. 457 et 479; IV, p. 68; Archives munic. de Bordeaux, *Livre des Bouillons*, n° 115, p. 346-358; Boutaric, *Actes*, nos 3, 41 (Append.), 174, 422 (Append.), 513 (Append.), 548, 822 (Append.), 902, 912, 930, 1409, 2429, 2573, 2770, 3072, 3681, 3921, 4379 et 6458; *Olim*, I, p. 34, 128, 162, 228, 453, 463, 495, 539, 578, 604, 771, 790, 801, 802, 870, 875; II, p. 203, 225, 344, 349, 350, 353, 398, 445, 446, 527 et 562-564; Giry, *Etablissem. de Rouen*, I, p. 160, 161 : pendant tout le moyen-âge « de nombreux conflits... au sujet de la juridiction des clercs, ne cessèrent d'exister... entre la commune (de Bayonne) et l'église ». Cf. également : Duplès-Agier, *Docum. sur l'hist. de la ville de Sens*, Biblioth. de l'Ecole des Chartes, pièce 3, p. 454; Giry, *Saint-Omer*, p. 127, 136-139, 140; Flammermont, *loc. cit.*, p. 21, 22; Labande, *loc. cit.*, p. 79; Ordonn., IV, p. 287, note C (Secousse); E. Allain, *L'église de Bordeaux au dernier siècle du moyen-âge (1350-1450)*, *Rev. des Quest. hist.*, LVIII (1895), p. 544, 545; Bourquelot, *Notice sur le Cartulaire de la ville de Provins*, Biblioth. de l'Ecole des Chartes, XVII, p. 210 et s., etc., etc. — Outre les raisons qui en ont été données dans le texte, le nombre véritablement considérable des conflits entre les juges d'église et les magistrats populaires s'explique encore par la tendance marquée des tribunaux ecclésiastiques d'attirer à eux presque toutes les affaires, en essayant de justifier leur prétention, tantôt par la qualité des personnes, quelle que fût l'affaire, tantôt par la nature de l'affaire quelle que fût la qualité des personnes. (Cf. Glasson, *loc. cit.*, V, p. 246 et VI, p. 468.)

(1) Entre l'empiètement supporté sans protestation et la résistance énergique sous forme de conflit, on rencontre ici aussi quelques rares exemples de transaction. V. dans Archives munic. de Bordeaux, *Livre des Bouillons*, n° 115, p. 346-358, la transaction intervenue le 23 août 1347 entre le chapitre de Saint-Seurin et les magistrats de la commune.

(2) Viollet, *loc. cit.*, II, p. 453.

la politique de la royauté. On sait que ces manifestations sont au nombre de deux, les pariajes de justice et les ordonnances restrictives de la juridiction municipale. Disons quelques mots de chacune d'elles.

I. Les pariajes de justice.

Le pariage de justice est l'état de droit dans lequel la justice, au lieu d'appartenir tout entière à un seul justicier, roi, seigneur, municipalité, appartient, au contraire, par indivis à deux ou plusieurs maîtres. Il est question ici des pariajes de ce genre qui peuvent exister entre le roi et les bourgeois. On conçoit que, suivant leur origine, on puisse en distinguer deux espèces : *a)* si le roi possède seul la justice sur le territoire d'une ville et que, gratuitement ou moyennant finance, il en concède une part indivise aux élus des bourgeois, on a ce qu'on peut appeler un pariage consenti par le roi. Une concession de cette nature n'est pas nuisible à la juridiction municipale, bien au contraire ; elle l'a fait apparaître là où elle n'existait pas. Aussi n'est ce pas de cette catégorie de pariajes qu'il s'agit ; du reste, on n'en trouve aucun exemple. Ce n'est qu'une conception purement théorique imaginée pour le besoin de l'exposition. *b)* Le pariage qui nous intéresse est celui que le roi acquiert d'une municipalité qui, avant le contrat de pariage, est seule en possession de la justice. Cette association, quant à la justice, diminue le droit primitif de la communauté urbaine, de toute l'importance de la quotité indivise qui est attribuée au co-justicier. Les exemples de contrats de ce genre sont très rares. C'est à peine si on peut en citer un cas, celui du pariage de justice conclu par Philippe le Hardi avec la commune de Gaillac (¹).

(¹) « De 1270 à 1285, la justice royale reçut en outre des accroissements particuliers. De même que les princes du xiii^e siècle se préoccupaient non seulement

II. Ordonnances restrictives de la juridiction municipale.

Avec ces ordonnances, on arrive à la cause la plus importante du déclin des justices municipales. Les principaux de ces actes législatifs appartiennent à la période dans laquelle se renferme cette étude, ce sont :

1° L'ordonnance d'Orléans, du mois de janvier 1560 ;

2° L'édit de novembre 1563 ;

3° L'ordonnance de Moulins, de février 1566 ⁽¹⁾.

Après ces ordonnances, il n'y a à citer que la disposition très secondaire de l'édit d'Amboise, dont il sera incidemment parlé ⁽²⁾.

de conserver leurs domaines, mais aussi de les arrondir en achetant le sol en détail, ils se préoccupèrent alors d'acquérir en tous lieux de nouveaux droits de justice positifs, par achat, échange, pariage ou compromis.

« On a des pariaages de justice conclus par Philippe III avec l'église du Vigan, la commune de Gaillac... » etc., ch. V. Langlois, *Le Règne de Philippe III le Hardi*, 1 vol., Paris, 1887, p. 282.

() Boutaric, *Organisation judiciaire du Languedoc...* (*Bibl. de l'École des chartes*, XVI, p. 233) mentionne, antérieurement à ces trois ordonnances : 1° Une disposition de François I^{er} (1539) ordonnant aux juges ordinaires de servir d'assesseurs aux consuls ». Le Parlement de Toulouse protesta contre cette mesure qu'il regardait comme avilissante pour la magistrature ; 2° Un édit de 1541, qui supprimait les juridictions municipales, mais qui ne fut pas exécuté. Cf. *Rec. de l'Acad. de législ. de Toulouse*, II (1852-53), p. 240 s. (Article sur un mémoire présenté par Fonds-Lamothe à l'Acad. de lég. de Toulouse) ; 3° Un édit de 1545 qui « établissait que les consuls exerceraient la juridiction criminelle par prévention avec les juges ordinaires. Cette mesure reçut son effet dans le Languedoc, sauf à Toulouse, dont les antiques privilèges furent respectés ». Cf. H. Castillon (d'Aspet), *Hist. du comté de Foix*, II, p. 194 et l'article précédemment cité, *Rec. de l'Acad. de législ. de Toulouse*, II, p. 247.

(2) D'après quelques auteurs, tels que C. E. F. Dupin (*loc. cit.*, p. 94) ; Leber *loc. cit.*, p. 425) ; Glasson (*Les sources de la procédure civile française*, 1 br., Paris, 1882, p. 16) ; Léon Becquet et Paul Dupré, *Répert. de droit administr.*, v^o *Commune*, n^o 31) ; Fuzier-Herman, Carpentier, Frèrejouan du Saint (*Répert. génér. alphab. du droit fr.*, v^o *Commune*, n^o 46) ; Henrion de Pansey (*Du droit municip.*, dans ses *Œuvres judiciaires*, Paris, sans date, p. 196) ; Dalloz (*Répertoire*, v^o *Commune*, n^o 52), les ordonnances de Blois (1579) et de Saint-Maur (1580) auraient dépouillé les juridictions municipales de toute compétence en matière criminelle, parachevant ainsi l'œuvre de l'ordonnance de Moulins. Il y a probable-

1^o L'ordonnance d'Orléans (janvier 1560).

L'article 50 de cette ordonnance contient la première atteinte à la juridiction municipale. « Pour donner ordre certain à la multiplication des degrez de juridiction, qui est l'une des causes de la longueur des procès,... ordonnons qu'en chaque ville où la justice est exercée sous nostre nom, n'y aura que le siege du baillif, sénéchal ou autre principal

ment là une inexactitude. Ces deux textes ne contiennent aucune disposition de ce genre. — Une preuve typique de cette erreur se trouve dans Loyseau, un adversaire de la juridiction municipale, qui, peu de temps après ces ordonnances, écrivait : « Mais la justice a esté justement ostée aux Maires et Eschevins des villes, par l'ordonnance de Moulins, fors la police et le criminel, encore serait-il fort à propos de leur oster le tout ». (De l'abus des justices de village, dans *Œuvres*, Paris, in-f°, 1560, p. 10). Ce jurisconsulte n'aurait évidemment pas manqué de constater cette restriction de compétence qu'il désire, si certains textes l'avaient réaffirmée. (Cf. aussi le chapitre XVI de son *Traité des seigneuries*, Des justices appartenantes aux villes, *ibid.*, p. 151.) — Pas plus que Loyseau, M. Esmein n'a constaté cette suppression ; il dit au contraire : « Dans tout ce mouvement (de la royauté contre les justices seigneuriales, ecclésiastiques et municipales) la souveraineté des villes de commune avait disparu, mais les juridictions municipales, au criminel du moins, furent généralement maintenues : elles étaient peu dangereuses, les communes n'étant plus que les « bonnes villes » (*Hist. de la proc. crim.*, p. 33). Plus loin (*Ibid.*, p. 218), le même auteur reproduit une citation, tirée de la *Revue des cours littéraires de Laboulaye* (1865, p. 723), disant expressément que si la royauté avait enlevé aux villes la juridiction civile, « chose étrange, elle leur avait laissé la juridiction criminelle ». Enfin, dans son *Cours élém. d'hist. du dr. fr.* (3^e édit., p. 610), M. Esmein, s'occupant de la décadence de la juridiction municipale, ne mentionne pas davantage ce point, qui serait cependant capital, s'il était établi. Cf. aussi dans le même sens, A. Gautier, *loc. cit.*, p. 432 ; A. Babeau, *loc. cit.*, I, p. 315 ; Giry, *Etabliss. de Rouen*, I, p. 316. Il y a d'autres preuves. — Après l'ordonnance de Moulins, les officiers du présidial d'Angoulême contestèrent aux magistrats de la commune la compétence réduite que cet édit leur avait laissée. Le conflit fut porté au Parlement et tranché en faveur de la commune, par un arrêt du 30 avril 1615, qui décida que « la cognoissance des crimes commis en ladite ville et faux-bourgs et franchises d'Angoulesmes par les jurez, manans et habitans d'icelle » appartenait « aux maire et eschevins privativement au lieutenant criminel, fors et exceptez es cas royaux et crimes de lèse majesté et entre nobles et officiers du roy » (Cf. Giry, *Etabliss. de Rouen*, I, p. 345). — Le Parlement aurait-il tenu ce langage en 1615, si en 1579 et 1580 il avait enregistré des ordonnances enlevant toute compétence criminelle aux juridictions municipales ? —

siège ressortissant sans moyen à notre cour de parlement » ⁽¹⁾. — On sait que les villes dans lesquelles la justice est rendue au nom du roi sont, outre les villes royales de prévôté, qui sont étrangères à cette étude, les villes royales privilégiées. Il en résulte que le texte ne s'applique ni aux communes, ni aux villes épiscopales et seigneuriales privilégiées, car la justice y est rendue au nom de la commune, de l'évêque ou du seigneur. Ce texte a donc pour conséquence de supprimer, dans les villes auxquelles il s'applique, la juridiction municipale en tant que juridiction inférieure ⁽²⁾, puisque le bailli, qui juge sans l'assistance des échevins, possède seul désormais le droit de juridiction ⁽³⁾. Cette première atteinte est sérieuse, comme on le voit; elle enlève aux bourgeois toute participation à la justice; elle équivaut à ramener tout d'un coup, par voie d'autorité, au régime des villes de prévôté proprement dites, les villes royales privilégiées des bailliages et sénéchaussées dans lesquels un présidial n'a pas été établi.

On peut en outre consulter Picot, *Hist. des Etats gén.*, on ne rencontrera pas, dans les Etats de 1576, dont les doléances inspirèrent l'ordonnance de Blois, une seule trace de la préoccupation de l'un quelconque des trois ordres d'obtenir la suppression de la compétence criminelle des juges municipaux (cf. t. II, p. 297-572; t. III, p. 1-82). Les seuls juges populaires dont il y soit question sont les juges consulaires, dont une partie du Tiers demandait la suppression, et que la noblesse empêcha de disparaître (*Ibid.*, p. 495, 496). D'ailleurs, ni les cahiers, ni les délibérations des Etats de 1560, qui précédèrent, ni ceux des Etats de 1588, qui suivirent les premiers Etats de Blois, n'accusent le désir de voir se réaliser cette restriction de compétence (Cf. Picot, *ibid.*, II, p. 9-295; III, p. 83-216). — D'ailleurs il est bon de remarquer que les auteurs qui prétendent que la compétence criminelle fut enlevée aux juridictions municipales par l'ordonnance de Blois ou celle de Saint-Maur, ont la précaution de ne pas citer l'article qui consacre cette innovation. C'est aussi ce que fait M. E. Delgove, qui va encore plus loin, en affirmant que l'ordonnance de Moulins a dépouillé les juridictions municipales de leur compétence civile et de leur compétence criminelle (Cf. M. E. Delgove, *loc. cit.*, p. 339).

⁽¹⁾ Isambert, Decrusy, Taillandier, *Recueil des anciennes lois franç.*, XIV, p. 78.

⁽²⁾ Cf. Glasson, *Les sources de la procédure civile française*, p. 16.

⁽³⁾ Cf. Gantier, *loc. cit.*, p. 432.

2^o L'édit de novembre 1563, qui crée la juridiction des juge et consuls de Paris et règle leur compétence.

Quoique ce texte ne vise que Paris, on peut cependant le considérer comme possédant une portée beaucoup plus large, car le régime qu'il organise s'étendra successivement à de nombreuses autres villes du royaume. — L'art. 1 de l'édit de 1563 institue à Paris un juge et quatre consuls des marchands. L'article 3 détermine la compétence qui est attribuée à ces nouveaux magistrats. « Connoistront lesdits juge et consuls des marchands de tous procès et différens qui seront ci-après mûs entre marchands pour fait de marchandises seulement, leurs veuves marchandes publiques, leurs facteurs, serviteurs, et comme estans tous marchands, soit que lesdits différens procèdent d'obligations, cédulés, recépissees, lettres de change ou crédit, réponses, assurances, transports de dettes et novations d'icelles, comptes, calcul ou erreur en iceux, compagnies, societeez ou associations déjà faites, ou qui seront faites ci-après, desquelles matières et différens nous avons de nos pleine puissance et autorité royale attribué et commis la connoissance, jugement et décision ausdits juge et consuls, et trois d'eux privativement à tous nos juges... » ⁽¹⁾. Il est aisé de voir que la compétence dont l'édit investit ces cinq marchands, élus par cent notables du commerce parisien, est précisément ce qui constituait la partie la plus importante de la compétence jadis reconnue à la juridiction municipale de Paris. — Dans toutes les villes commerçantes qui connaîtront la juridiction consulaire, l'activité des nouveaux juges sera alimentée par des causes enlevées au tribunal municipal. Toutefois, on doit remarquer que le privilège de juridiction dont jouissent les bourgeois a peu à souffrir de la création

⁽¹⁾ Isambert, XIV, p. 154.

des juges consulaires, car ces juges sont eux aussi des bourgeois, des marchands, comme on l'a vu tout à l'heure. Il s'ensuit que la juridiction nouvelle présente toutes les garanties de la juridiction municipale proprement dite, dont on peut la considérer comme un dédoublement.

3. L'ordonnance de Moulins (février 1566) sur la réforme de la justice.

Ce fut cette ordonnance qui porta le coup mortel à la juridiction municipale. Son article 71 dispose : « Pour donner quelque ordre à la police des villes de nostre royaume, et pourvoir aux plaintes qui de ce nous ont esté faites, avons ordonné que les maire, eschevins, consuls, capitouls et administrateurs des corps desdites villes qui ont eu ci-devant, et ont de présent l'exercice des causes civiles, criminelles et de la police, continueront ci-après seulement l'exercice du criminel et de la police, à quoi leur enjoignons vaquer incessamment et diligemment, sans pouvoir d'oresenavant s'entremettre de la connoissance des instances civiles entre les parties, laquelle leur avons interdite et défenduë, et icelle renvoyons et attribuons à nos juges ordinaires ou des hauts justiciers des villes, où y a corps et communautez tels que dessus : nonobstant tous privilèges, coutumes, usances et prescription que l'on pourroit alléguer au contraire » ⁽¹⁾. — On voit combien, après cette disposition, la juridiction municipale se trouve amoindrie. Elle n'est plus que l'ombre d'elle-même ; elle a perdu la partie véritablement importante de sa compétence, la compétence en matière civile. On ne lui laisse que le criminel et la police ⁽²⁾. — Cette ordonnance était trop

(1) Isambert, XIV, p. 208.

(2) La juridiction municipale conservera « l'exercice des causes criminelles et de la police » jusqu'à la Révolution française. On a déjà parlé du maintien de la compétence criminelle ; quant à la juridiction de police, il faut savoir que l'arti-

préjudiciable aux intérêts financiers et aux privilèges municipaux, pour ne pas soulever d'énergiques protestations. « Or, quand on voulut exécuter cette ordonnance de Moulins, et oster, en effet, aux villes la justice civile, plusieurs villes y formèrent opposition, les unes disans que cette justice leur

cle 72 de l'ordonnance de Moulins, par une sorte de compensation, décide que dans toutes les villes où cette juridiction appartient exclusivement au roi ou au seigneur, il sera élu dans chaque quartier ou paroisse « par les bourgeois et citoyens y habitans, un ou deux d'entre eux qui auront la charge, administration et intendance de la police et de tout ce qui en dépend ». Le texte ajoute que ces bourgeois pourront être « pris de toutes qualitez de personnes habitans ès-villes, sans excuses quelconques » (Isambert, XIV, p. 208). Cet article 72 institue donc une juridiction municipale de police dans toutes les villes qui, jusqu'alors, n'avaient eu aucune participation à la justice (Cf. Esmein, *Cours élém.*, p. 610, note 3) : on sait qu'il s'agit des villes prévôtales proprement dites. Six ans plus tard, l'édit d'Amboise (janvier 1572) viendra restreindre très notablement les pouvoirs des magistrats municipaux en ce qui concerne la police, en leur adjoignant certains magistrats ou officiers sans lesquels ils ne peuvent rien faire. A Paris, la police est désormais administrée par « un des présidens et un conseiller de notre cour de parlement, un maistre des requestes, le lieutenant civil ou criminel, et en leur absence le particulier, le prévost des marchands ou l'un des eschevins, quatre notables bourgeois de ladite ville, non exerceans fait de marchandise, et nos procureurs au chastelet et en l'hostel de la ville ». Les avocats du roi et le procureur général au parlement peuvent intervenir quand bon leur semble. Leurs jugemens sont exécutoires nonobstant appel jusqu'à 40 livres parisis ; ils sont rendus en dernier ressort jusqu'à cent sols parisis (art. 5). — Dans les villes où il existe un parlement « le mesme et susdit ordre » est « suivi et gardé au plus près... que possible » (art. 7). « Et quant aux autres villes où il y a siège royal, nous avons ordonné qu'il sera commis six personnages notables, dont les deux seront officiers, et les quatre bourgeois, lesquels seront choisis aux assemblées des villes de six en six mois, pour s'assembler aux jours susdits (mardi et vendredi, voir art. 5) et vacquer actuellement au faict et règlement de la police, comme dessus est déclaré pour la ville de Paris » (art. 8). — Enfin, l'art. 9 enjoint aux seigneurs justiciers de « donner ordre au règlement de police de leurs villes, terres et seigneuries ainsi qu'ils cognoistront estre nécessaire pour le bien et commodité de leurs sujets conformément » aux « ordonnances sur ce faictes, et s'accommodant au plus près qu'il sera possible aux règlements faits par les députez des sièges royaux ». Cf. Isambert, XIV, p. 241-245. — Les dispositions de l'édit d'Amboise ne furent pas longtemps observées, car un règlement général du 21 novembre 1577 remit en vigueur l'art. 72 de l'ordonnance de Moulins. Cf. Leber, *loc. cit.*, p. 429.

appartenait de toute ancienneté, mesme avant l'établissement de cette monarchie; autres, que leurs privilèges ayans esté deuëment renouvellez et confirmez par le roy lors régnant, ils ne devoient estre abolis... » (1). Angoulême, Boulogne, Bourges, La Rochelle, Marseille, Reims et Toulouse sont les principales villes qui firent entendre leurs protestations (2). Quelques-unes réussirent à faire triompher leurs prétentions. L'échevinage de Reims, « protégé par des circonstances particulières, » obtint un arrêt favorable (Arrêt du 5 mai 1568), qui déclarait que l'ordonnance de Moulins ne s'appliquait pas aux villes qui jouissaient du privilège de juridiction « avant que la France ne fût en royaume » (3). De même, « les habitants de Chauny furent maintenus en leur justice, nonobstant l'ordonnance de Moulins, par arrest provisionnel du 11 juin 1570, ayant fait apparoir qu'ils la tenoient à titre onéreux » (4).

D'autre part, quelques villes obtinrent, à titre gratuit ou à titre onéreux, que la justice civile leur fût rendue. Ce fut le cas d'Abbeville (5), d'Amiens (6), d'Auxonne (7), de Beaune (8),

(1) Loyseau, *Des seigneuries*, XVI, p. 151.

(2) Cf. Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, I, Introd., p. cii; Tableau de l'ancienne France municipale, § IV; A. Gasquet, *Précis des institutions politiques et sociales de l'ancienne France*, 2 vol., Paris, 1885, II, p. 221; Loyseau, *eod. loc.*

(3) Leber, *loc. cit.*, p. 424. Cf. Dupin, *loc. cit.*, p. 94. Périgueux paraît avoir été dans un cas analogue à celui de Reims. Cf. Raynonard, *loc. cit.*, II, p. 182.

(4) Loyseau, *Des seigneuries*, ch. XVI, p. 152. Montdidier était dans le même cas. Cf. Babeau, *La ville sous l'anc. régime*, I, p. 315, note.

(5) Cf. Aug. Thierry, *Monum. inéd.*, IV, p. 432 (Henri III, 1577), moyennant une rente annuelle principale de 244 livres 6 s. 6 d., à payer au domaine de Ponthieu, et une rente de 28 livres au profit des moines du prieuré de Saint-Pierre, pour la vicomté cédée à la ville par ce prieuré.

(6) Cf. Thierry, *ibid.*, II, p. 828 (Henri III, 1575).

(7) Cf. J. Garnier, *loc. cit.*, II, pièce 304, p. 76 et s. (Henri III, 1575).

(8) Cf. J. Garnier, *ibid.*, I, pièce 164, p. 301 (Henri III, 1574). — D'après un rapport d'Astrié-Rolland sur un mémoire de Fonds-Lamothe (la ville d'Ax, son consulat et sa châtellenie), les consuls de la petite ville d'Ax (Ariège) auraient

de Dijon ⁽¹⁾, de Poitiers ⁽²⁾, de Saint-Quentin ⁽³⁾ et de quelques petites villes de Bourgogne ⁽⁴⁾.

Les explications qui précèdent montrent combien il est inexact de dire avec M. Luchaire et de répéter avec M. Sée que, grâce au zèle infatigable des agents de la royauté, « les juridictions municipales à la fin du XIII^e siècle n'existaient plus que nominale » ⁽⁵⁾. Cette proposition contient une double inexactitude : *a*) le zèle des officiers royaux porta de rudes atteintes à la juridiction municipale, mais ce furent les ordonnances des rois qui leur furent le plus funestes ; *b*) leur existence n'est pas nominale, mais très réelle jusqu'à l'ordonnance de Moulins et si leur déclin commence vers le

joui sans interruption de l'exercice de la justice, tant au civil qu'au criminel, depuis 1241 jusqu'à la fin de l'ancien régime. L'ordonnance de Moulins ne les aurait pas atteints, puisque l'auteur nous les montre, sous Louis XIV, en possession de la justice civile et criminelle. (Cf. *Recueil de l'Académie de légis. de Toulouse*, XVIII, p. 32-46). On pourrait citer également le cas de Metz, qu'un mémoire de 1698, relatif à la généralité des trois évêchés, nous montre encore en possession « de la justice des Treize, qui jugeoit définitivement tant au civil qu'au criminel... ». Cf. Boulainvilliers (cité par M. Esmein à son cours), *Etat de la France*, 3 vol., Londres, 1727, I, p. 162. Deux autres mémoires de la même date, relatifs à la province d'Alsace et à la généralité de Flandre, feraient la même démonstration en ce qui concerne Strasbourg et la Flandre française. — Cf. Boulainvilliers, *ibid.*, I, p. 317, 318 et 317. Toutefois, ce dernier texte est moins formel que les deux premiers. Cf. également Esmein, *Hist. de la procéd. crim.*, p. 217. — D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que Boulainvilliers est un auteur en qui on ne peut avoir qu'une confiance très limitée. Il pêche souvent par le parti pris et même par la mauvaise foi. Cf. A. de Boislisle, *Notes sur les mémoires dressés par les intendants, en 1697, pour l'instruction du duc de Bourgogne*, Annuaire-bullet. de la Soc. de l'hist. de France (1872), p. 158.

⁽¹⁾ Le nom de cette ville figure dans l'énumération que la pièce, citée à la note 3, donne des municipalités bourguignonnes qui ont été relevées de la déchéance prononcée par l'art. 71 de l'ordonnance de Moulins.

⁽²⁾ Cf. Giry, *Etabliss. de Rouen*, I, p. 380 (Henri III, 1575).

⁽³⁾ Cf. *Livre rouge de l'Hôtel-de-Ville de Saint-Quentin*, Introd., p. xxxviii (Henri IV, 1590).

⁽⁴⁾ V. Garnier, *loc. cit.*, I, pièce 203, p. 426 ; II, pièce 319, p. 112 et s. pièce 367, p. 257 et s. ; et l'énumération donnée par la pièce 304, p. 76 et s.

⁽⁵⁾ Cf. Luchaire, *Les communes françaises*, p. 286 ; II. Sée, *loc. cit.*, p. 43.

milieu du xiii^e siècle, elles ne sont véritablement en décadence que dans la seconde partie du xvi^e siècle.

De l'étude qui s'achève, quelle conclusion peut-on tirer? — Nous désirerions qu'on pût en conclure que la justice municipale est une des institutions les plus intéressantes de notre droit public; que son importance n'est pas douteuse, et qu'il y a lieu, en conséquence, d'en faire l'objet de nouvelles recherches avec plus de compétence que nous n'avons pu le faire nous-même.

VU : *Le Doyen, Président de la thèse,*

GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

INDEX DES PRINCIPAUX OUVRAGES CITÉS

A. Sources.

- ANCIENNES COUTUMES DE MONTCUCQ, *Rev. hist. de dr. fr. et étr.*, t. VII, p. 97-130.
- ARCHIVES ANCIENNES DE LA VILLE DE SAINT-QUENTIN, publiées par E. Lemaire, t. I, 1888.
- ARCHIVES MUNICIPALES DE BAYONNE, Livre des Etablissements, 1 vol. Bayonne, 1892.
- ARCHIVES MUNICIPALES DE BORDEAUX, t. I, Livre des Bouillons, 1867; t. II, Livre des Privilèges, 1878; t. V, Livre des Coutumes, 1890.
- BEAUMANOIR (Ph. de). — Coutumes de Beauvoisis, éd. Salomon, 2 vol. Paris, 1899, 1900.
- BEAUTEMPS-BEAUPRÉ (C.-J.). — Coutumes et Institutions de l'Anjou et du Maine antérieures au xvi^e siècle, 4 vol. Paris, 1890.
- BOURDOT DE RICHEBOURG (Ch.-A.). — Nouveau Coutumier général, ou Corps des coutumes générales et particulières de France et des provinces connues sous le nom des Gaules..., 4 vol. Paris, 1724.
- BOUTARIC (E.). — Actes du Parlement de Paris, 2 vol. Paris, 1863-1867.
- BOUTEILLER. — La somme rural, éd. Charondas (Le Caron), 1 vol. Lyon, 1621.
- BOUTHORS. — Coutumes locales du bailliage d'Amiens rédigées en 1507, 2 vol. Amiens, 1845-1853.
- COUTUMES LOCALES des villes et cités d'Arras, Lens, pays de Lallœu et Bapaume, 1 vol. Paris, 1746.
- DARESTE (R.). — La Charte de Manre, *N. R. H.*, t. XVIII, 1894, p. 60-67.
» La Charte de Lançon (Ardennes), *N. R. H.*, t. XVIII, 1894, p. 223-235.
- DELISLE (L.). — Catalogue des actes de Philippe-Auguste, 1 vol. Paris, 1836.
- DOUAIS (C.). — La Coutume de Merville, *N. R. H.*, t. XV, 1891, p. 569-641.

- DRUILHET (P.). — Archives de la ville de Lectoure, 4 vol. Paris, Auch, 1885.
- DUFOUR (E.). — Coutumes de Gramat, *Rev. de législ. anc. et mod.*, t. V, p. 156-182, 646-656.
- DUPLÈS-AGIER (H.). — Documents sur l'histoire de la ville de Sens, Bibl. de l'Ec. des Ch., t. XIX, p. 448-472.
- FINOT (J.). — Deux Chartes communales inédites. Les lois de Crèvecœur et de Clary, *N. R. H.*, t. XVIII, 1894, p. 589-663.
- GARNIER (J.). — Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne, 3 vol. Dijon, 1867-1877.
- GIRAUD (Ch.). — Essai sur l'histoire du droit français au moyen-âge, 2 vol. Paris, 1846. Pièces justificatives, chartes et coutumes, 1^{re} et 2^e partie.
- GIRY (A.). — Documents sur les relations de la royauté avec les villes en France, de 1180 à 1314, 1 vol. Paris, 1885.
- GUIGUE (M.-C.). — Registres consulaires de la ville de Lyon..., 1416-1423..., 1 vol. Lyon, 1882.
- ISAMBERT, DECRUSY, TAILLANDIER. — Recueil des anciennes lois françaises.
- LABOULAYE (Ed.) et R. DARESTE. — Le grand coutumier de France, 1 vol. Paris, 1868.
- LAFONS-MÉLICOQ (de). — Documents inédits pour servir à l'histoire des Vaudois dans le Nord de la France, *Annuaire bull. de la Soc. de l'hist. de France*, 1865.
- » Documents pour servir à l'histoire des usages et des mœurs aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles, *Annuaire bull. de la Soc. de l'hist. de France*, 1868.
- LEMAIRE (M.-E.). — Livre Rouge de l'Hôtel-de-Ville de Saint-Quentin.
- LEPAGE (H.). — Les Archives de Nancy ou Documents inédits relatifs à l'histoire de cette ville, 4 vol. Nancy, 1865.
- MAGEN (A.) et G. THOLIN. — Archives municipales d'Agen, 1 vol. Ville-neuve-sur-Lot, 1876.
- MAULDE (R. de). — Coutumes et règlements de la république d'Avignon, *N. R. H.*, t. I, 1877, p. 47-98, 179-238, 325-343, 465-488, 557-604.
- MÉRY (L.) et F. GUINDON. — Histoire analytique et chronologique des actes et des délibérations du corps et du conseil de la ville de Marseille, depuis le x^e siècle jusqu'à nos jours, 8 vol. Marseille, 1842-1873.
- MOULLIÉ. — Coutumes de Larroque-Timbaud, *Rev. hist. de dr. fr. et étr.*, t. X, p. 141-194, 391-415.
- MOULLIEZ. — Coutumes de Prayssas, *Rev. hist. de dr. fr. et étr.*, t. VI, p. 133-158.

OLIM (Les) ou Registres des arrêts rendus par la cour du roi sous les règnes de Saint-Louis, de Philippe le Hardi, de Philippe le Bel, de Louis le Hutin et de Philippe le Long, publiés par le comte Beugnot, 3 vol., (4 tomes). Paris, 1842-1848.

ORDONNANCES. — Recueil du Louvre.

PASQUIER. — Coutumes de Saint-Bauzeil, *N. R. H.*, t. V, 1881, p. 517-552.

PROU (M.). — Les Coutumes de Lorris et leur propagation aux XII^e et XIII^e siècles, *N. R. H.*, t. VIII, 1884, p. 139-209, 267-320, 441-457, 523-556.

» Les Coutumes de Saint-Julien-du-Sault, 1259, *N. R. H.*, t. XXI, 1897, p. 600-620.

QUANTIN (M.). — Cartulaire général de l'Yonne), 2 vol. Auxerre, 1844-1860.

RAPETTI. — Li livres de jostice et de plet, 1 vol. Paris, 1850.

RÉBOUIS (E.-H.). — Coutumes de Clermout-Dessus, *N. R. H.*, t. V, 1881, p. 45-97.

» Coutumes de Puymirol, *N. R. H.*, t. XI, 1887, p. 288-334.

» Coutumes de l'Agenais, Monclar, Monflanquin, 1256-1270. Saint-Mauzin, 1358, *N. R. H.*, t. XIV, 1890, p. 387-432.

RECUEIL des monuments inédits de l'histoire du Tiers-Etat, publiés par Aug. Thierry (4 vol.). Paris, 1850-1870.

ROISIN. — Franchises, Lois et Coutumes de la ville de Lille, ancien manuscrit à l'usage du siège échevinal de cette ville, publié par Brun-Lavainne, 1 vol. Paris, Lille, 1842.

ROMAN (J.). — Chartes de libertés ou de privilèges de la région des Alpes, *N. R. H.*, t. IX, 1885, p. 436-453; 659-679.

TAILLIAR (M.). — Recueil d'actes des XII^e et XIII^e siècles, en langue romane wallonne du nord de la France..., 1 vol. Douai, 1849.

TEULET (A.). — Layettes du trésor des chartes, 3 vol. Paris, 1863-1881.

THAUMAS DE LA TAUMASSIÈRE. — Coutumes locales de Berry et celles de Lorris, commentées, 1 vol. Paris, 1680.

TROUILLARD (G.). — Coutumes de Montgaillard (Ariège), texte inédit de 1259, *N. R. H.*, t. XXIV, 1900, p. 537-548.

VALLET DE VIRIVILLE. — Les archives historiques du département de l'Aube et de l'ancien diocèse de Troyes, 1 vol. Paris, Troyes, 1841.

B. Traités généraux et monographies.

AIGREFEUILLE (Ch. d'). — Histoire de la ville de Montpellier..., nouvelle édition, M. de la Pijardière, 4 vol. Montpellier, 1875-1882.

- ALLAIN (E.). — L'Eglise de Bordeaux au dernier siècle du moyen-âge, *Rev. des quest. hist.*, t. LVIII, 1895.
- ARBOIS DE JUBAINVILLE (d'). — Charte française de 1230, conservée aux Archives de Troyes, Bibl. de l'Ec. des Ch., t. XVI, p. 139-146.
- » Histoire des ducs et des comtes de Champagne, 7 vol. Paris, 1839-1869.
- ARNAUD (J.-A.-M.). — Histoire du Velay, 2 vol. Le Puy, 1816.
- ASSISES DE JÉRUSALEM, édit. Beugnot, t. II (Assises de la cour des bourgeois), 1843.
- ASTRIÉ-ROLLAND. — Rapport sur un mémoire de Fonds-Lamothe : « La ville d'Ax, son consulat et sa châtellenie », Rec. de l'Acad. de lég. de Toulouse, t. XVIII, p. 32-46.
- AUZIES. — De la situation générale de la province de Languedoc, Rec. de l'Acad. de lég. de Toulouse, t. XLI.
- BABEAU (A.). — Le village sous l'ancien régime, 1 vol. Paris, 1878.
- » La ville sous l'ancien régime, 2 vol. Paris, 1884.
- BACQUET (J.). — Œuvres, 2 vol. Lyon, 1744.
- BARCKHAUSEN (H.). — Essai sur le régime législatif de Bordeaux au moyen-âge. Préface du t. V des Arch. munic. de Bordeaux.
- BEAUDOULIN (E.). — La participation des hommes libres au jugement, dans le droit franc, *N. R. H.*, t. XI, 1887, p. 450-523, 557-631, t. XII, 1888, p. 121-231.
- BEAUNE. — Introduction à l'Etude hist. du dr. cout. franç., 1 vol. Paris-Lyon, 1880.
- BEAUVILLÉ (V. de). — Hist. de la ville de Montdidier, 3 vol. Paris, 1837.
- BÉCHET (M.). — Recherches histor. sur la ville de Salins, 2 vol. Besançon, 1828-1830.
- BÉGIN (E.-A.). — Hist. des duchés de Lorraine et de Bar, et des trois évêchés, 2 vol. Nancy, 1833.
- BERNHARD (B.). — Essai sur l'hist. munic. de la ville de Strasbourg. Bibl. Ec. des Ch., t. I, p. 430-459.
- BOISLISLE (A. de). — Notes sur les mémoires dressés par les intendants, en 1697, pour l'instruction du duc de Bourgogne. Ann. bull. Soc. de l'hist. de France, 1872.
- BONVALOT (E.). — Le Tiers-Etat d'après la Charte de Beaumont et ses filiales, 1 vol. Paris, Metz, Nancy, 1884.
- » Hist. du droit et des instit. de la Lorraine et des trois évêchés, 843-1789, 1 vol. Paris, 1895.
- BOULAINVILLIERS. — Etat de la France, 3 vol. Londres, 1727.

- BOURQUELOT (F.). — Hist. de Provins, 2 vol. Provins, Paris, 1839-1840.
- » Notice sur le manuscrit intitulé Cartulaire de la ville de Provins, Bibl. Ec. des Ch., t. XVII.
- BOULARIC (E.). — La France sous Philippe le Bel, 4 vol. Paris, 1861.
- » Saint Louis et Alphonse de Poitiers, 1 vol. Paris, 1870.
- » Organisation judiciaire du Languedoc au moyen-âge, Bibl. Ec. des Ch., t. XVI, p. 201-230, 332-350, t. XVII, p. 97-122.
- BOYS (A. du). — Hist. du droit crim. des peuples modernes, 3 vol. Paris, 1834-1860.
- BRÉQUIGNY (de). — Préface du t. XI des Ordonnances (Rec. du Louvre).
- BRISSAUD (J.). — Manuel d'hist. du droit français, 1 vol. Paris (en cours de publication).
- BRUNNER. — La parole et la forme dans l'ancienne procédure française, trad. de Hequet et de Roquemont, *Rev. crit. de législ. et de jurid.*, 1871-1872, t. XXXVIII, p. 22, 158, 230, 536.
- BRUSSEL. — Nouvel examen de l'usage général des fiefs en France, 2 vol. Paris, 1727.
- CALONNE (Le baron A. de). — La vie munic. au xv^e siècle dans le Nord de la France, 1 vol. Paris, 1880.
- CAROL (de). — Du jury et de la procédure criminelle suivant la coutume d'Albi, Rec. de l'Acad. de lég. de Toulouse, t. VII.
- CASTILLON (d'Aspet H.). — Hist. du comté de Foix, 2 vol. Toulouse, 1852.
- CHAMPEAUX (E.). — Essai sur la vestitura ou saisine. Thèse Paris, 1898.
- CHÉNON (E.). — Hist. de Sainte-Sévère-en-Berry, 1 vol. Paris, 1888.
- » Etude historique sur le defensor civitatis, *N. R. H.*, 1889, p. 321-362, 545-564.
- CHÉRUEL (A.). — Hist. de Rouen pendant la période communale, 1150-1382, 2 vol. Rouen, 1843-1844.
- CHEVALIER (Abbé C.-U.-J.). — Cartulaire munic. de Montélimar (Drôme), 1 vol. Montélimar, 1871.
- CHEVALIER (Docteur U.). — Œuvres historiques, t. I, Annales de la ville de Romans; Valence, Paris, 1897.
- CLOS (L.). — Recherches sur le régime munic. dans le midi de la France; Mém. présentés par div. savants à l'Acad. des Inscript., 2^e série (Antiq. de la France), t. III, 1834, p. 299-473.
- COLLINET. — La saisie privée. Thèse Paris, 1893.
- COMPAYRÉ (Cl.). — Etudes hist. et docum. inédits sur l'Albigeois, le Castrais et l'ancien diocèse de Lavaux, 1 vol. Albi, 1841.
- COUSSEMAKER (E. de). — Sources du droit public et coutumier de la Flan-

- dre maritime, 1^{re} série (extrait des Annales du Comité flamand de France), t. XI. Lille, 1873.
- CURIE-SEIMBRES (M.-A.). — Essai sur les villes fondées dans le sud-ouest de la France aux XIII^e et XIV^e siècles sous le nom générique de bastides, 1 vol. Toulouse, 1880.
- DARESTE (A.-C.). — Notice hist. sur la communauté de la ville de Rennes, Bibl. Ec. des Ch., t. VI, p. 522-539.
- DARESTE DE LA CHAVANNE. — Hist. de l'Administration en France, 2 vol. Paris, 1848.
- DEFOURNY (P.). — Le régime municipal d'après la loi de Vervins, *Rev. des Q. H.*, t. XXXIV, p. 583 et s.
- DELGOVE (M.-E.). — Hist. de la ville de Doullens, Mém. de la Soc. des Antiquaires de Picardie, Docum. inédit concernant la province, t. V, 1863.
- DELISLE (L.). — Notice sur le cartulaire du comté de Rethel, Ann. du bull. Soc. de l'hist. de France, 1867.
- DEMANTE (G.). — Article sur un mémoire de Fonds-Lamothe relatif à la juridiction criminelle des consuls dans les villes de Languedoc, Rec. de l'Acad. de lég. de Toulouse, t. II.
- DERODE (V.). — Hist. de Lille et de la Flandre wallonne, 3 vol. Lille, 1848.
- DEVIC et VAISSETTE. — Hist. gén. du Languedoc. Toulouse, 1874 et s.
- DOGNON (P.). — Les institutions politiques et admin. du pays de Languedoc, du XIII^e siècle aux guerres de religion, 1 vol. Toulouse-Paris, 1893.
- DROZ. — Essai sur l'hist. des bourgeoisies du roi, des seigneurs et des villes, suivi de Mémoires pour servir à l'hist. de la ville de Pontarlier, 1 vol. Besançon, 1760.
- DUBOIS (P.). — Les Asseurements dans nos villes du Nord. Thèse Paris, 1900.
- DUMONT (C.-E.). — Histoire de la ville et des seigneurs de Commercy, 3 vol. Bar-le-Duc, 1843.
- DUPIN (C.-E.-F.). — Histoire administrative des communes de France, 1 vol. Paris, 1834.
- DURUY (V.). — Histoire des Romains, t. V et VI.
- ESMEIN (A.). — Histoire de la procédure criminelle en France, 1 vol. Paris, 1882.
- » Etudes sur les contrats dans le très ancien droit français, 1 vol. Paris, 1883.
- » L'acceptation de l'enquête dans la procédure criminelle du moyen-âge, *Rev. gén. de dr.*, 1888, p. 13 et s., p. 106 et s.

ESMEIN (A.). — Cours élémentaire d'histoire du droit français, 2^e éd., 4 vol. Paris, 1898.

» Cours d'histoire du droit public professé à la Faculté de droit de Paris, 1900-1901.

FARELLE (de la). — Notice sur l'histoire municipale de Nîmes, séances et tr. Acad. des sc. m. et p., t. XVI, 1849, p. 361-372, t. XVII, 1850, p. 143-161.

FÉLIBIEN et LOBINEAU. — Histoire de la ville de Paris, 5 vol. Paris, 1723.

FERRON (H. de). — Institutions municipales et provinciales comparées, 1 vol. Paris, 1884.

FERRY (Ch.). — Coutume de la ville d'Epinal et du ban, 1 br. Epinal, 1892.

FLACH (J.). — Les origines de l'ancienne France, 2 vol. Paris, 1886-1893.

FLAMMERMONT J. — Hist. des instit. municip. de Sens, Bibl. des hautes Etudes, 43^e fasc., 1881.

FONS (V.). — L'organisation municip. à Toulouse du temps des Capitouls, Rec. de l'Ac. de lég. de Toulouse, XXVI, p. 49-83.

FOUCART. — Droit municipal, *Rev. de lég. et de jur.*, t. I, 1837, p. 401-431.

GAUTIER (A.). — Précis de l'hist. du droit français, 2^e éd., 4 vol. Paris, 1884.

GERMAIN (A.). — Hist. de la commune de Montpellier..., 3 vol. Montpellier, 1851.

GIRY (A.). — Hist. de la ville de Saint-Omer, Bibl. Hautes-Etudes, fasc. 31.

» Les établissements de Rouen, Bibl. Hautes-Etudes, fasc. 55 et 59.

» Etude sur les origines de la commune de Saint-Quentin, Introd. aux Archives anc. de la ville de Saint-Quentin, publiées par E. Lemaire, t. I, p. v-LXXXVII.

GLASSON (E.). — Les origines du costume dans la magistrature, S. et tr. Ac. des sc. m. et p., CXIX, p. 83 et s.

» Les sources de la procédure civile française, 1 br. Paris, 1882.

» Hist. du droit et des instit. de la France, 7 vol. parus. Paris, 1887-1896.

GUÉRARD. — Polyptyque de l'abbé Irminon, commentaires. Paris, 1844.

GUICHARD (F.). — Essai histor. sur le Cominalat dans la ville de Digne, Instit. municip. provenç. des XIII^e et XIV^e siècles, 2 vol. Digne, 1846.

GUINODIE (R.). — Histoire de Libourne et des autres villes de son arrond., 3 vol. Bordeaux, 1843.

GUIZOT. — Hist. de la civilisation en France, t. IV.

GUYOT. — Répertoire universel et raisonné de jurispr... Paris, 1784.

- HEGEL (K.). — *Staedte und Gilden der germanischen Voelker im Mittelalter*, 2 vol. Leipzig, 1831.
- HENRION DE PANSEY. — *Du pouvoir municip., d. ses OEuvres judiciaires.* Paris, s. d.
- HENRY (M.-D.-M.-J.). — *Recherches sur l'anc. const. munic. de la v. de Perpignan*, Mém. pr. par div. sav. à l'Ac. des L. et B.-L., 2^e série, Antiq. de la France, t. I, 1843.
- HOUDOY. — *Droit municipal romain...*, 4 vol. Paris, 1876.
- JACOB (P.-L.). — *Curiosités de l'histoire de France*, 2 vol. Paris, 1858.
- KLIFFEL (M.). — *Etude sur le régime munic. gallo-romain*, 1 br. Paris, 1879.
- LABANDE (L.-H.). — *Hist. de Beauvais et de ses instit. communales...*, 1 vol. Paris, 1892.
- LABATTUT. — *La municipalité romaine et les Curatores reipublicæ*, 1 br. Paris, 1868.
- LAFFERRIÈRE. — *Histoire du droit français, 1832-1833*, t. IV.
» Essai sur les anciennes coutumes de Toulouse, *Rev. crit., de lég. et de jur.*, I, 1833, p. 224-232, 490-524.
» Mémoire sur le droit de la Provence au moyen-âge..., S. et tr. de l'Ac. des sc. m. et p., t. XXXIX, 1837, p. 324-360; XLII, 1837, p. 203-229.
- LANGLOIS (Ch. V.). — *Le règne de Philippe III le Hardi*, 1 vol. Paris, 1887.
- LARONZE (Ch.). — *Essai sur le régime munic. en Bretagne pend. les guerres de religion*, 1 vol. Paris, 1890.
- LATEYSSONNIÈRE (A.-C.-N. de). — *Rech. hist. sur le départ. de l'Ain*, 3 vol. Bourg et Lyon, 1838-44.
- LAVISSE (E.). — *Hist. de France depuis ses orig. jusqu'à la Révol.* Paris, Hachette (en cours de publ.).
- LAVISSE et RAMBAUD. — *Hist. génér. du iv^e siècle à nos jours*, t. II.
- LEBER. — *Hist. crit. du pouvoir municipal*, 1 vol. Paris, 1828.
- LEFRANC (A.). — *Histoire de la ville de Noyon et de ses instit. jusqu'à la fin du xiii^e siècle*, Bibl. Hautes-Etudes, fasc. 73.
- LE ROUX DE LANCY. — *Hist. de l'Hôtel-de-Ville de Paris, suivie d'un essai sur l'ancien gouvernement munic. de cette ville*, 1 vol. Paris, 1846.
- LEYMARIE. — *Hist. du Limousin*, 2 vol. Paris, Limoges, s. d.
- LÉZARDIÈRE (M^{lle} de). — *Théorie des lois polit. de la monarchie franç.*, 4 vol. Paris, 1844.
- LOUANDRE (F.-G.). — *Hist. d'Abbeville et du comté de Ponthieu, jusqu'en 1789*, 2 vol. Paris-Abbeville, 1844-1845.
- LOYSEAU. — *OEuvres*, 1 vol. Paris, 1660.

- LUCHAIRE (A.). — Les communes franç. à l'époque des Capétiens directs, 1 vol. Paris, 1890.
- » Hist. des instit. monarch. de la France sous les premiers Capét., 2 vol. Paris, 1891.
- » Manuel des instit. françaises (Période des Capét. directs), 1 vol. Paris, 1892.
- MARCELLIN (abbé) et G. RUCK. — Hist. de Montauban (réédition de l'ouvrage de H. LEBRET), 2 vol. Montauban, 1844.
- MASSIOU (M.-D.). — Hist. polit., civile et relig. de la Saintonge et de l'Aunis, 6 vol. Paris, 1838-1840.
- MAULDE (de). — De l'organisation municip. coutumière au moyen-âge. Chartes d'Orléans et de Montargis, *N. R. H.*, t. VII, 1883, p. 1-40.
- MÈGE (A. du). — Hist. des instit. relig., polit., judic. et littér. de la v. de Toulouse, 4 vol. Toulouse, 1844-1846.
- MELLEVILLE. — Hist. de la ville de Laon et de ses institutions..., 2 vol. Paris, 1846.
- » Dictionn. histor. du départem. de l'Aisne, 2 vol. Lyon-Paris, 1865.
- MÉNARD (L.). — Hist. civile, ecclés. et littér. de la v. de Nîmes, 7 vol. Nîmes, 1874-1875.
- MOLINIER (A.). — La commune de Toulouse et Philippe III, *Bibl. Ec. des Ch.*, t. XLIII, p. 5-39.
- » Article sur « l'ancien droit communal de Nice », de M. P. Datta, *Rev. hist. de dr. fr. et étr.*, t. VII, p. 287-308.
- MONFALCON (J.-B.). — Hist. de la ville de Lyon, 2 vol. Paris-Lyon, 1847.
- MONTEIL (A.-A.). — Hist. des Français des divers états aux cinq derniers siècles, 10 vol. Paris, 1840 et s.
- MOSSMANN (X.). — Recherches sur la constit. de la commune à Colmar, 4 vol. Colmar, 1878.
- PAGART D'HERMANSART (M.). — Hist. du bailliage de Saint-Omer, 1193-1790, 2 vol. Saint-Omer, 1898.
- PARDESSUS (J.-M.). — Mémoire sur l'organisation judiciaire et l'admin. de la justice en France, depuis le commencement de la troisième race jusqu'à la fin du règne de Louis XIII; préface du t. XXI des Ordonnances.
- PAUFFIN. — De l'organisat. munic. dans le nord et dans l'est de la France..., thèse. Paris, 1886.
- PIETRO (F. Em. di). — Hist. d'Aiguemortes, 1 vol. Paris, 1849.
- PIRENNE (H.). — Hist. de la constit. de la ville de Dinant au moyen-âge, 1 vol. Gand, 1889.

PIRENNE (H.). — L'origine des constit. urbaines au moyen-âge, *Rev. hist.* (Alcan), t. LIII, 1893, p. 52-83; t. LVII, 1895, p. 57-98, 293-327.

PRAROND (E.). — Hist. de cinq villes et de trois cents villages, hameaux ou fermes, 6 vol. Paris, Abbeville, 1861-1868.

PROST (A.). — Les jugements à Metz ou commencement du XIII^e siècle, *Rev. de lég. anc. et m.*, t. VI, p. 5-35.

» L'Ordonnance des Maïours. Etude sur les instit. judiciaires à Metz du XIII^e au XVII^e siècle, *N. R. H.*, t. II, 1878, p. 189-246, 283-346.

» La vesture et la prise de ban à Metz, *N. R. H.*, t. IV, p. 1, 301, 572, 701.

» Les institutions judiciaires dans la cité de Metz, 4 vol. Paris, Nancy, 1893.

PRUDHOMME (A.). — Hist. de Grenoble, 1 vol. Grenoble, 1888.

RABANIS. — Administration munic. et instit. judiciaires de Bordeaux pendant le moyen-âge, *Rev. hist. de dr. fr. et étr.*, t. VII, p. 461-523.

RAYNAL (L.). — Hist. du Berry..., 4 vol. Bourges, 1845.

RAYNOUARD. — Hist. du dr. munic. en France, 2 vol. Paris, 1829.

RIVIÈRE (H.-F.). — Hist. des Instit. de l'Auvergne, 2 vol. Paris, 1874.

ROBIQUET (P.). — Hist. munic. de Paris..., 1 vol. Paris, 1880.

» Paris et la Ligue sous le règne de Henri III..., 1 vol. Paris, 1886.

ROSSIGNOL (E.-A.). — Monographies communales du départ. du Tarn, 3 vol. Toulouse, 1864-1865.

» Etude sur l'hist. des Instit. seigneuriales et comm. de l'arrond. de Gaillac (Tarn), 4 vol. Toulouse, 1866.

SABATIER (E.). — Hist. de la ville et des évêques de Béziers, 1 vol. Béziers, Paris, 1854.

SAVIGNY (de). — Hist. du droit romain au moyen-âge (trad. Guenoux).

SÉE (H.). — Louis XI et les villes, 1 vol. Paris, 1892.

SÉRANON (J. de). — Les villes consulaires et les républiques de Provence au moyen-âge, 1 vol. Aix, 1858.

SOYER (J.). — Etude sur la communauté des habitants de Blois..., 1 br. Paris, 1894.

TAILLIAR (M.). — De l'affranchissement des communes dans le Nord de la France et des avantages qui en sont résultés, 1 vol. Cambrai, 1837.

TAILLIAR (Le Président). — Chroniques de Douai, 3 vol. Douai, 1875-1877.

TARDIF (J.). — Instit. polit. et admin. de la France (Pér. mérov.), 1 vol. Paris, 1881.

» La procédure civile et criminelle au XIII^e et XIV^e siècles, ou procédure de transition, 1 vol. Paris, 1885.

- THIERRY (Aug.). — Monogr. de la constit. comm. d'Amiens, dans le 2^e vol. de l'hist. du Tiers-Etat, éd. Furne C^{ie}. Paris, 1833.
- » Tableau de l'ancienne France municipale (*eodem loco*).
- » Lettres sur l'histoire de France, 12^e éd. Furne et C^{ie}. Paris, 1866.
- TRÉVÉDY (J.). — Organisation judiciaire de la Bretagne avant 1790, *N. B. H.*, t. XVII, 1893, p. 192-237, 376-381.
- TROPLONG. — Mémoire sur la féodalité, les communes, les coutumes et en particulier sur les coutumes du bailliage d'Amiens, S. et tr. Ac. des sc. m. et p., t. IX, 1846, p. 142-161.
- TRETEY (A.). — Etude sur le droit munic. au xiii^e et au xiv^e siècle en Franche-Comté et en particulier à Montbéliard, 1 vol. Montbéliard, 1865.
- VALLET DE VIRIVILLE. — Notes et documents pour servir à l'hist. des origines munic. de Troyes.... Arch. hist. du départ. de l'Aube et de l'ancien diocèse de Troyes, p. 360-389.
- VALOIS (N.). — Etabliss. et organisat. du régime munic. à Figeac, Bibl. des Ec. des Ch., t. XL, p. 397-423.
- VANDERKINDERE. — Introd. à l'hist. des instit. de la Belgique au moyen-âge, 1 vol. Bruxelles, 1890.
- VIOLLET (P.). — Hist. des instit. polit. et admin. de la France, 2 vol. parus. Paris, 1890, 1898.
- WARNKOENIG. — Hist. de la Flandre (trad. Gheldolf), 2 vol. 1835-1864.
- WARNKOENIG UND STEIN. — Französische Staats-und Rechtsgeschichte, 3 vol. Basel, 1875.
- WAUTERS. — Les libertés communales. Essai sur leur origine et leurs premiers développements en Belgique, dans le nord de la France et sur les bords du Rhin, 2 vol. Paris, 1878.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.	1

PREMIÈRE PARTIE

Des origines des juridictions municipales.

CHAPITRE PREMIER. — Leurs origines lointaines.	4
§ 1. La justice municipale au moyen-âge.	5
I. La justice dans les villes de commune	5
II. La justice dans les villes privilégiées.	9
III. La justice dans les villes de consulat.	14
§ 2. La juridiction munic. à la fin de la période gallo-romaine et à l'époque franque	18
§ 3. Conclusion	27
CHAPITRE II. — Les origines immédiates de la juridiction municipale	34
§ 1. Transformation du scabinat carolingien.	35
§ 2. Juridiction disciplinaire des groupements antérieurs aux municipalités.	49
§ 3. La charte	52

DEUXIÈME PARTIE

Développement et apogée des justices municipales.

CHAPITRE PREMIER. — Développement de la juridiction municipale.	56
§ 1. Propagation du privilège de juridiction.	56
§ 2. Accroissements que reçut le privilège de juridiction.	59
CHAPITRE II. — Les juridictions municipales à leur apogée	72
Section I : L'organisation judiciaire municipale	72
§ 1. Les magistrats municipaux.	72
Appendice. La juridiction volontaire ou gracieuse.	83
§ 2. Les tribunaux municipaux.	96
Section II : La compétence.	112
Section III : La procédure.	125
§ 1. La procédure civile.	125

	Pages
I. Jusqu'au prononcé du jugement.	125
II. Les voies de recours.	151
III. Les voies d'exécution.	162
§ 2. La procédure criminelle.	174

TROISIÈME PARTIE

Le déclin de la juridiction municipale.

CAUSES SE RATTACHANT AU ZÈLE DES AGENTS DE LA ROYAULTÉ

I. La théorie de l'appel et la théorie accessoire de l'exemption d'appel.	190
II. La théorie des cas royaux et l'interprétation partielle des cas réservés.	193
III. La théorie de la prévention.	196
IV. La jurisprudence des baillis et du parlement.	199
V. L'exercice du droit d'évocation appartenant aux juges supérieurs.	203
VI. Les conflits de juridiction entre les juges royaux et les juges municipaux et les empiètements des officiers du roi sur la juridiction municipale.	205

CAUSES SE RATTACHANT A LA POLITIQUE ROYALE

I. Les parages de justice.	211
II. Les ordonnances restrictives de la juridiction municipale. .	212
1 ^o L'Ordonnance d'Orléans (1560).	213
2 ^o L'Edit de 1563.	215
3 ^o L'Ordonnance de Moulins (1566).	216

BIBLIOGRAPHIE : A. Sources.	221
B. Traités généraux et monographies.	223

